

SOUS LA DIRECTION DE

Pierre Fournier

professeur, département de science politique, UQÀM

(1981)

Capitalisme et politique au Québec.

Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Sous la direction de Pierre Fournier

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Montréal : Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 292 pp.

MM. Fournier et Bélanger nous ont accordé respectivement le 10 mai 2006 et le 22 mai 2005 leur autorisation de diffuser en libre accès libre à tous l'ensemble de leurs publications dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriels : Pierre Fournier : Pierre.Fournier@NBFinancial.com,
Yves Bélanger : belanger.yves@uqam.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

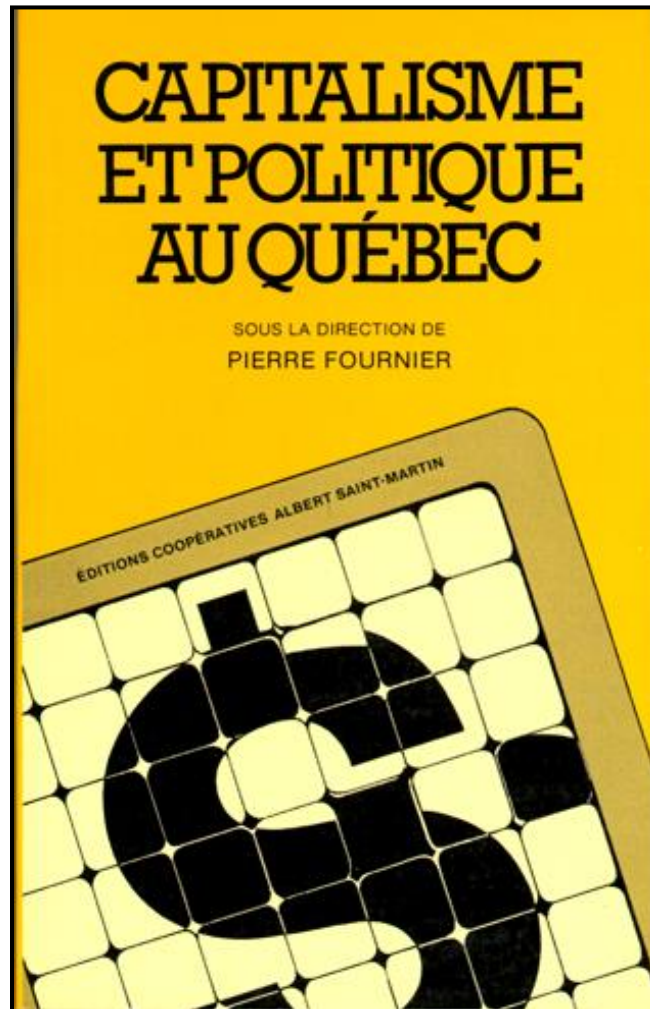
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 13 juillet 2019 à Chicoutimi, Québec.



Sous la direction de Pierre Fournier

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.



Montréal : Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, 292 pp.

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Rédigé par un collectif d'auteurs, sous la direction de Pierre Fournier, « Capitalisme et politique au Québec » cherche à apporter une contribution au débat politique sur deux aspects essentiels de la conjoncture actuelle : l'analyse de la nature de classe du Parti québécois et l'enjeu économique dans le conflit Québec/Canada et dans les « négociations » constitutionnelles en cours.

Les auteurs ont donc été amenés à effectuer un bilan critique des principales législations économiques et sociales du Parti québécois lors de son premier mandat. Ils ont également cherché, au-delà de la rhétorique référendaire et du coup de force de Trudeau, à identifier les véritables intérêts que sous-tendent les débats politiques de l'heure.

Pierre Fournier est professeur de science politique à l'UQAM depuis 1973. Il est l'auteur de plusieurs textes sur les liens entre le gouvernement et le patronat, et sur les politiques économiques du Parti québécois. Pierre Fournier a en outre publié « Le Patronat québécois au pouvoir », Cahiers du Québec, Hurtubise HMH, 1979, et « Les Sociétés d'État et les objectifs économiques du Québec », Éditeur officiel du Québec, 1978. Il a également dirigé, pour le compte des Éditions Albert St-Martin en 1978, la rédaction d'un ouvrage sur « Le Capitalisme au Québec ».

COLLECTION
RECHERCHES ET DOCUMENTS
ISBN-2-89035

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[5]

Sous la direction de Pierre Fournier

Capitalisme et politique au Québec

*Un bilan critique du Parti québécois
au pouvoir*

Éditions coopératives Albert Saint-Martin
Montréal, 1981

[6]

*CAPITALISME ET POLITIQUE AU QUÉBEC**Composition et montage* : Composition Solidaire Inc.*Corrections* : Jeannine Jourdain*Impression* : L'Éclaireur Ltée*Maquette de la couverture* : Michel Gagnon

ISBN-2-89035-026-6

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, 3e trimestre 1981 *Publié conformément au contrat d'édition de l'Union des écrivains québécois.**COLLECTION « RECHERCHES ET DOCUMENTS »*Sous la direction de Luciano Bozzini, Marc Renaud, Dominique Gaucher et Jaime Llambias-Wolff, *Médecine et société. Les années 80*EZOP-Québec, *Une ville à vendre*Frédéric Lesemann, *Du pain et des services. La réforme de la santé et des services sociaux au Québec*

Notre catalogue vous sera expédié sur demande :

Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin

Case postale 68, Succursale Vimont

Laval, Québec H7M 3N7

DISTRIBUTION Québec <i>Messageries littéraires des éditeurs réunis</i> 6585, Saint-Denis Montréal H2S 2S1	France <i>Distique</i> 1, rue des Fossés Saint- Jacques Paris 75005, France	Belgique <i>C.I. Gai</i> Place Galilée 67 B.P. 160 1348 Louvain La Neuve
---	---	--

[291]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[AVANT-PROPOS](#) [7]

[INTRODUCTION](#) [9]

PREMIÈRE PARTIE

L'enjeu économique et la question nationale au Québec
— Pierre Fournier, Yves Bélanger et Claude Painchaud [17]

Chapitre 1. [Le capital québécois : perspectives de développement](#) [21]

[Introduction](#) [21]

1. [La structure de l'économie québécoise et le capital](#) [21]
2. [Les bases du capital québécois](#) [33]
3. [Le capital québécois : perspectives de croissance](#) [42]

Chapitre 2. [Le Parti québécois : politiques économiques et nature de classe](#) [53]

[Introduction](#) [53]

1. [L'idéologie du PQ de sa formation à la prise du pouvoir](#) [53]
2. [Bilan des politiques économiques du Parti québécois](#) [57]
3. [Le projet économique et politique du PQ, l'impérialisme américain, le capital canadien et le capital québécois](#) [64]
4. [La nature de classe du Parti québécois](#) [71]

Chapitre 3. [Le Livre blanc et le Livre beige : les enjeux économiques](#) [77]

[Introduction](#) [77]

1. [Le Livre blanc : un projet de développement auto-centré pour le capital québécois](#) [78]
2. [Le Livre beige : un projet de développement pan-canadien](#) [85]

DEUXIÈME PARTIE

Le projet économique du Parti québécois
— François Moreau [93]

- Chapitre 1. [1972 : « Quand nous serons maîtres chez nous »](#) [99]
- Chapitre 2. [De l'indépendance à la nouvelle entente](#) [107]
- Chapitre 3. [Bâtir l'entreprise privée québécoise](#) [111]
- Chapitre 4. [Vers un nouvel autonomisme ?](#) [115]
- Chapitre 5. [Quelle attitude pour le mouvement ouvrier ?](#) [119]

TROISIÈME PARTIE

Les politiques sociales du Parti québécois : un bilan critique
— François Cyr et Francine Sénécal [127]

[Introduction](#) [129]

Chapitre 1. [Analyse des principales législations depuis 1976](#) [133]

- 1. [Introduction](#) [133]
- 2. [Le secteur consommation](#) [133]
- 3. [Le secteur famille](#) [139]
- 4. [Les garderies ou le test de la pratique](#) [142]
- 5. [Le secteur habitation](#) [145]
- 6. [La Loi 24 ou une vitrine «progressiste» du gouvernement](#) [146]
- 7. [Le supplément au revenu de travail](#) [149]
- 8. [La santé](#) [150]
- 9. [Le secteur travail](#) [154]
- 10. [Réflexions générales sur la stratégie gouvernementale](#) [158]

Chapitre 2. [Crise et éléments de conjoncture](#) [163]

Chapitre 3. [La souveraineté-association et les politiques sociales](#) [167]

QUATRIÈME PARTIE

Le Parti québécois et la social-démocratie :
une analyse du revenu minimum garanti
— Richard Barrette et Guy Tessier [173]

- Chapitre 1. [La crise des années 30 et l'origine des politiques sociales](#) [177]
- Chapitre 2. [Les relations fédérales-provinciales et le développement des politiques sociales entre les années 40 et la fin des années 70](#) [183]
- Chapitre 3. [La nouvelle crise structurelle du capitalisme](#) [189]
- Chapitre 4. [La sécurité du revenu et le « Livre blanc sur la souveraineté-association »](#) [205]
- [Conclusion](#) [207]

CINQUIÈME PARTIE

Capital, référendum et perspectives post-référendaires
— François Fournier et Daniel Villeneuve [209]

- Chapitre 1. [Les positions du capital](#) [213]
- Chapitre 2. [Les forces dirigeantes du Oui et leur stratégie envers le capital québécois](#) [261]
- Chapitre 3. [Les perspectives de rapprochement entre le PQ et la bourgeoisie québécoise : le cadre](#) [273]
- Chapitre 4. [L'analyse de classe du PQ : un enjeu décisif pour le mouvement ouvrier](#) [279]

[9]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Dans une très large mesure, les textes qui composent ce recueil ont été conçus et rédigés pendant la période politique particulièrement fébrile qui a précédé le référendum. Deux textes (les parties 1 et 3) constituent des versions remaniées de documents de travail que nous avons préparés, entre janvier et avril 1980, à la demande de la Confédération des syndicats nationaux. Notre principal mandat était de fournir à la CSN des éléments en vue d'alimenter le débat sur la question nationale au sein de la centrale. Ces documents visaient à clarifier la dimension économique des options constitutionnelles en jeu, à fournir une étude des principales politiques sociales adoptées par le Parti québécois, et à dégager des perspectives comparatives à l'aide de l'étude détaillée des mouvements syndicaux en relation avec la question nationale dans certains pays européens.

Il est sans doute inutile d'insister sur le fait que ces documents, aussi bien à l'origine que dans leur forme définitive, n'engagent que leurs auteurs et qu'ils ne doivent pas être perçus comme des prises de position officielles de la CSN. Quant aux autres textes, la plupart ont été rédigés pendant l'été de 1980, et ils ouvrent donc, en marge de l'étude des résultats du référendum, le débat sur les perspectives politiques post-référendaires.

Outre les permanents(es) de la CSN, notamment ceux(celles) du service de recherche, qui nous ont fourni une aide constante, nous tenons à remercier France Saint-Gelais et Joanne Noël, du département de Science politique à l'Université du Québec à Montréal, qui ont assuré la dactylographie des textes.

[8]

[9]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Ceux qui aspirent à un changement politique, si minime soit-il, n'auront pu qu'être frappés par l'ampleur et — il faut bien le dire — l'efficacité des moyens mis en branle par les forces de la réaction et du *statu quo* à l'occasion du référendum québécois. Au-delà de l'incapacité des forces progressistes au Québec d'adopter une stratégie cohérente sur la question nationale, et au-delà de nos positions respectives face au référendum, il faut bien admettre que cette période a été extrêmement frustrante et difficile pour ceux et celles qui tentaient de faire passer autre chose que les messages « officiels ».

Malgré le poids de l'idéologie dominante, et le caractère manipulateur et malhonnête du débat référendaire, il n'en demeure pas moins que la période actuelle (aussi bien le référendum lui-même que le soit-disant « renouvellement » de la constitution canadienne) constitue un point tournant dans la prise de conscience et l'évolution politique non seulement des Québécois, mais des Canadiens dans leur ensemble. Pour les groupes populaires, le mouvement syndical et les intellectuels, entre autres, la période référendaire a fourni l'occasion d'approfondir des débats engagés depuis quelques années ; elle a aussi

permis de saisir plus clairement qu'auparavant les véritables enjeux de la crise canadienne.

En effet, parmi les acquis du référendum et de la période actuelle, il faut noter que plusieurs acteurs politiques, dont le gouvernement fédéral, le Parti québécois, et une multitude de groupes et d'individus ont été contraints d'ouvrir, au moins partiellement, leur jeu et, donc, de mettre à nu leurs motivations profondes et leurs contradictions.

[10]

Le débat de fond s'est passablement enrichi à au moins deux niveaux : d'abord, sur la question de la nature de classe du Parti québécois ; et ensuite, sur la nature et l'importance de l'enjeu économique dans le conflit Québec-Canada.

La nature de classe du Parti québécois

Un des objectifs majeurs des quatre premières parties de cet ouvrage est d'effectuer un bilan critique de quatre années de pouvoir du Parti québécois. Même s'il ne s'agit pas d'un réquisitoire exhaustif contre les politiques du Parti québécois, nous avons choisi d'analyser les éléments qui nous permettent de porter un jugement global sur la nature de classe du PQ. Que le PQ reprenne ou non le chemin de l'opposition, l'analyse de classe de ce parti n'est pas une simple querelle sémantique ou d'intellectuels, mais constitue plutôt un enjeu décisif pour les forces progressistes au Québec. L'importance politique de ce débat découle des possibilités d'alliances, conjoncturelles ou pas, implicites ou explicites, que font constamment miroiter les leaders du PQ devant les groupes progressistes.

Lorsque nous affirmons que le PQ est un parti bourgeois, nous ne nions pas que ce parti a été porté au pouvoir par les aspirations nationales légitimes d'une bonne partie du peuple québécois ni que, dans la conjoncture, il a été le seul à pouvoir canaliser la frustration des Québécois face à l'oppression nationale. Mais le fait que le PQ soit porteur d'aspirations nationales qui le dépassent ne change en rien la nature de classe de ce parti, ou encore la légitimité de la lutte de libération nationale.

Nos conclusions sur la nature de classe du PQ sont basées sur une étude du programme et des principales politiques du parti depuis qu'il est au pouvoir. Nous avons surtout centré notre analyse sur les politiques sociales et économiques et, plus spécifiquement, sur les mesures qui se veulent progressistes. Pour nous, la nature de classe d'un parti politique découle avant tout des intérêts qu'il défend, de son projet de société, et éventuellement de ses politiques concrètes.

Nous rejetons donc catégoriquement les approches qui, à partir de critères douteux, ont cherché à pervertir la nature de classe du PQ. Nous rejetons, en particulier, les prétentions de certains analystes, dont Henry Milner, Denis Monière et Jorge Niosi, qui voient dans le PQ un parti « petit-bourgeois ». Leur argumentation s'articule autour de deux critères principaux : d'abord, le mode de financement du parti, et ensuite la composition sociologique des cadres et des militants. Parce que le financement est assuré par des milliers [11] de cotisations provenant surtout de petits-bourgeois, et parce que la petite-bourgeoisie est plus forte et influente dans ce parti que dans d'autres, la conclusion s'imposerait d'elle-même.

Inspirée par la sociologie des élites, cette approche s'attache aux individus plutôt qu'aux rapports de forces et aux intérêts concrets. D'autant plus, faut-il le rappeler, que la très grande majorité des partis politiques canadiens sont, eux aussi, dirigés par les petits-bourgeois. Selon cette logique, le Parti libéral du Québec devrait être considéré comme petit-bourgeois, étant donné que ses appuis financiers et ses cadres proviennent surtout de ce milieu.

Afin de dissiper la confusion tenace qui existe autour de la nature de classe du PQ, il convient de rappeler qu'il y a une différence fondamentale entre un *parti bourgeois*, d'une part, et *le parti de la bourgeoisie*, d'autre part. Un parti peut très bien être bourgeois sans recevoir d'appuis électoraux ou financiers de la part de la majorité des bourgeois individuels. C'est l'évidence même que la majorité des bourgeois québécois n'appuient pas le PQ et que, même si les appuis à la souveraineté-association sont passablement importants (comme le démontre la 5^e partie), la forte majorité a voté Non à l'occasion du référendum. À tort ou à raison, la bourgeoisie québécoise considère que le programme du PQ est trop « réformiste », et que le projet de développement que lui soumet ce parti n'est pas aussi avantageux que celui du PLQ. Mais cela ne change en rien la nature même du projet en

question. Un document aussi fondamental que *Bâtir le Québec*, par exemple, constitue sans contredit un projet de développement très détaillé pour la bourgeoisie québécoise. À notre avis, et nous croyons le démontrer dans la Ire partie, ce document offre des perspectives très intéressantes pour le développement de certaines fractions de la bourgeoisie québécoise. On pourrait affirmer la même chose à l'égard du Livre blanc sur la souveraineté-association. Pour des raisons que nous avons analysées à la 5e partie, l'ensemble de la bourgeoisie a quand même dit Non à la souveraineté-association. L'option péquiste est-elle « propre, propre, propre » pour autant ?

À l'occasion de l'élection fédérale de 1980, la plupart des capitalistes canadiens ont appuyé le Parti conservateur. Or, comme l'a affirmé Jorge Niosi, le programme mis de l'avant par le Parti libéral du Canada semblait beaucoup plus susceptible de favoriser le développement de la bourgeoisie canadienne. Il semble donc que les hommes d'affaires canadiens ont donné leur appui à une option qui n'était pas entièrement conforme à leurs meilleurs intérêts. Est-ce à dire que le projet économique du Parti libéral est moins « bourgeois » pour autant ? Est-ce à dire que le Parti libéral est devenu un parti petit-bourgeois à l'occasion des élections parce qu'il a perdu le support électoral des capitalistes canadiens ?

[12]

Le fait d'affirmer que le PQ est un parti bourgeois ne veut pas dire, comme le soulignent François Cyr et Francine Sénécal dans la 3e partie, qu'il faille « nier bêtement ses différences importantes avec d'autres formations politiques ». Il importe donc, comme le font les différents auteurs dans cet ouvrage, d'apporter les nuances qui s'imposent. Cette vision équilibrée du Parti québécois est d'ailleurs bien rendue par Cyr et Sénécal :

Pour des raisons qui tiennent à son histoire, à ses spécificités programmatiques, au type de rapport qu'il entretient avec les classes ouvrières et populaires, au poids de la petite-bourgeoisie en son sein, mais surtout au rôle particulier que ce parti joue dans l'actuelle polarisation nationale, nous croyons plus utile de parler de parti bourgeois réformiste, dont certains aspects de la politique expriment de façon déformée les aspirations et les revendications des masses.

Il faut bien dire que les déformations concernant la nature de classe du PQ s'expliquent souvent par l'opportunisme des groupes et des individus en question. On a souvent choisi de « blanchir » le PQ pour se donner bonne conscience ou encore pour justifier un appui conjoncturel. Malheureusement, cependant, ces conceptions n'ont pas rendu service aux syndicats et aux groupes populaires, et sont en partie responsables de l'ambiguïté de l'approche de ces groupes à l'égard du programme socio-économique du PQ.

Pour revenir plus spécifiquement aux analyses contenues dans cet ouvrage, le deuxième chapitre de la 1^{re} partie et la 2^e partie sont centrés non seulement sur les principales politiques économiques adoptées par le PQ depuis 1976, mais aussi sur l'étude des principaux documents publiés par le gouvernement du Québec (notamment *Bâtir le Québec*) et sur les principales déclarations à caractère économique de la haute direction du parti.

L'originalité de la 2^e partie tient au fait que, pour la première fois, l'évolution du programme économique du PQ est analysée en fonction de la crise économique mondiale, dans le contexte de l'accentuation de la concurrence intercapitaliste. Ainsi, selon François Moreau, c'est « la transformation des conditions objectives » qui explique l'évolution de la stratégie économique du PQ depuis 1972, allant de l'indépendantisme à l'association.

La 3^e partie trace un bilan des principales politiques sociales du PQ depuis 1976, y compris la loi de l'assurance-automobile, la loi de protection du consommateur et la loi du recours collectif. François Cyr et Francine Sénécal soulignent les limites des lois adoptées et contribuent, par l'intermédiaire de l'analyse de l'impact des politiques sociales sur les classes en présence, à situer à leur véritable niveau « les conquêtes du mouvement ouvrier ». Ils réussissent aussi [13] à faire ressortir la marge de manœuvre limitée du PQ ainsi que le contexte dans lequel les lois ont été adoptées. Ils notent, en particulier, les effets de la crise économique, de la centralisation fédérale et des contradictions internes du PQ.

Dans la 4^e partie, Guy Tessier et Richard Barrette analysent plus à fond la politique du revenu minimum garanti. Une étude détaillée du R.M.G. nous apparaît particulièrement pertinente parce que, d'une part, il peut être considéré comme « la pierre angulaire du projet péquiste en

matière de politiques sociales » et, d'autre part, parce qu'il est perçu comme l'une des mesures les plus progressistes de ce gouvernement.

Tessier et Barrette remontent aux origines des politiques sociales et examinent leur rôle en fonction des transformations de l'économie et de l'État capitaliste. Les auteurs soulignent aussi l'importance clé des politiques sociales et du R.M.G. dans le contentieux constitutionnel, dans l'affrontement entre les bourgeoisies canadienne et québécoise pour le contrôle de ces politiques. Ils démontrent comment les politiques sociales constituent « un puissant outil de régulation économique » et qu'en conséquence, un des principaux objectifs du Parti québécois a toujours été « le rapatriement des instruments nécessaires à la mise en place d'un régime cohérent et autonome de sécurité du revenu au Québec ».

L'enjeu économique dans le conflit Québec-Canada

L'une des raisons principales qui expliquent les perceptions inexactes de la nature de classe du PQ est sans doute une mauvaise compréhension de l'enjeu économique aux niveaux canadien et québécois. Plusieurs observateurs vont jusqu'à nier l'existence même de bourgeoisies régionales au Canada et, à plus forte raison, d'une bourgeoisie québécoise.

Si jamais on a pu douter de l'existence d'intérêts économiques régionaux, le référendum et, sans doute plus encore, les « négociations » constitutionnelles devraient être en mesure de convaincre les plus sceptiques. Plus clairement que jamais auparavant, la distribution des pouvoirs économiques entre les bourgeoisies et les gouvernements fédéraux et provinciaux apparaît comme un des enjeux clés des luttes constitutionnelles. Si l'on parle tant de « balkanisation de l'espace économique canadien », c'est parce que la bourgeoisie canadienne se sent menacée par la présence d'intérêts économiques relativement autonomes et articulés dans plusieurs provinces, dont l'Alberta et le Québec. Une des révélations des dernières rondes de négociations sur la constitution est sans doute les nombreux points communs entre les intérêts économiques de l'Ouest et du Québec.

[14]

Dans le cas du Québec, il est de moins en moins possible de réduire les ambitions du Parti québécois, avec ou sans souveraineté-association, à la seule dimension linguistique et culturelle. Même si la majorité de la bourgeoisie québécoise n'est pas péquiste, les événements de ces derniers mois soulignent de façon évidente l'existence d'intérêts économiques régionaux qui se heurtent à la bourgeoisie canadienne et à l'État fédéral dans ses tentatives d'élargir son autonomie et de renforcer ses pouvoirs.

Ces questions sont abordées dans les Ire et 5e parties. La Ire partie commence par examiner les perspectives de croissance et de développement à long terme du capital québécois. À partir d'une analyse historique du développement de la bourgeoisie québécoise, et à partir d'une étude des perspectives contenues dans *Bâtir le Québec* et le Livre blanc, nous avons pu identifier quelles fractions de la bourgeoisie québécoise seraient les plus susceptibles de bénéficier d'un renforcement des pouvoirs de l'État québécois. Nous avons également été en mesure de démontrer que le capital québécois n'est pas homogène quant à ses intérêts objectifs et qu'il renferme, au contraire, une pluralité d'intérêts. En plus, l'analyse du train de mesures économiques adoptées depuis 1978 vient confirmer que le nationalisme économique est une clé, sinon la clé, de la démarche du Parti québécois.

Enfin, la Ire partie se penche sur les deux projets qui ont fait l'objet du référendum québécois : le Livre blanc et le Livre beige. Même si l'échéance référendaire est passée, ces projets conservent toute leur actualité et constituent une toile de fond qui aide à mieux comprendre les conceptions qui s'affrontent lors des négociations constitutionnelles. Au niveau économique, nous avons perçu le Livre blanc et le Livre beige comme « deux projets de développement qui visent prioritairement à influencer sur le rapport de forces et les modalités d'accord entre le capital canadien et le capital québécois ».

Nous avons également démontré que *Bâtir le Québec* et le Livre blanc représentaient une menace objective sérieuse pour le capital canadien. En effet, selon nous, « la stratégie de développement préconisée par le PQ risquerait de se concrétiser dans un axe de développement nord-sud, et éventuellement mondial, en remplacement de l'axe est-ouest actuel ». Finalement, nous en sommes venus à la

conclusion qu'une plus grande autonomie de l'État québécois offrait à plusieurs éléments du capital québécois « d'importantes possibilités pour élargir son champ d'accumulation et pour restructurer à son avantage l'économie du Québec ».

La 5^e partie est centrée sur les positions *subjectives* du capital américain, canadien et québécois et sur le rapport de forces qui s'est établi autour de la souveraineté-association. Il s'agit de la première [15] analyse détaillée de l'attitude des principales fractions du capital à l'égard de la conjoncture politique actuelle au Québec.

Le bilan que François Fournier et Daniel Villeneuve font du référendum est plus nuancé que celui de la plupart des observateurs qui se sont contentés de souligner, dans le cas du capital, les largesses à Pro-Canada et le Non majoritaire des hommes d'affaires. En ce qui concerne la bourgeoisie québécoise, même si les appuis à une plus grande autonomie du Québec sont significatifs, elle n'a pas encore de « conscience globale et nationale » bien développée. En effet, à cause de la « diversité de leurs intérêts objectifs », de leur faiblesse et de leur dépendance à l'égard du capital canadien, et de leur « manque d'homogénéité politique », les capitalistes québécois ne peuvent politiquement, à court terme, s'identifier avec le PQ et les revendications autonomistes. Fournier et Villeneuve expliquent aussi pourquoi la conscience de classe de la bourgeoisie autochtone, et donc son appui à l'autonomie régionale, est beaucoup plus avancée dans le secteur étatique qu'ailleurs. En effet, l'État québécois est « le principal lieu où puisse s'envisager le développement planifié d'un capitalisme autochtone dynamique ».

Plus important encore, la 5^e partie montre qu'au-delà d'un oui ou d'un non à la souveraineté-association, il y a des différences politiques profondes entre plusieurs éléments de la bourgeoisie québécoise et la bourgeoisie canadienne. À titre d'exemple, le point de référence des capitalistes québécois qui ont appuyé le non était plus souvent qu'autrement l'État québécois, tandis que la bourgeoisie canadienne se préoccupait davantage du maintien de l'intégrité de l'État canadien. Ces différences politiques se retrouvent aussi dans les attitudes politiques des hommes d'affaires québécois à l'égard des politiques ponctuelles du Parti québécois, du Livre beige et du fédéralisme canadien. Il ne faut pas oublier non plus que plusieurs éléments de la bourgeoisie ont préféré observer une attitude de neutralité à l'égard de la souveraineté-

association, ce qui n'a évidemment pas été le cas chez les capitalistes canadiens.

Bien au contraire. L'autonomisation de l'État québécois constitue une menace objective sérieuse pour les capitalistes canadiens. C'est ce qui explique l'acharnement de ces derniers lors de la lutte référendaire. C'est ce qui explique aussi l'ingérence du gouvernement central dans le processus référendaire.

La période politique qui s'est ouverte après le référendum est certes difficile. La charge prévisible et sans précédent du capital canadien et de l'État fédéral contre les vellétés d'autonomie des provinces et contre le nationalisme québécois risque fort de déboucher sur des reculs importants.

Entre l'à plat-ventrisme sournois et opportuniste du Parti libéral du Québec et l'attitude démissionnaire du Parti québécois, les [16] groupes progressistes et nationalistes devront plus que jamais ne compter que sur eux-mêmes pour briser l'étau qui se resserre sur le peuple québécois.

[17]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Première partie

L'ENJEU ÉCONOMIQUE ET LA QUESTION NATIONALE AU QUÉBEC

**Pierre FOURNIER,
Yves BÉLANGER,
Claude PAINCHAUD**

[Retour à la table des matières](#)

[18]

[19]

Une analyse approfondie de l'enjeu économique constitue un des pré-requis essentiel à une bonne compréhension de la question nationale au Québec. C'est ce que nous tentons de faire dans cette première partie.

Nous commencerons d'abord, dans un premier chapitre, par identifier de façon précise la place respective des capitaux américains, canadiens et québécois. Pour des raisons évidentes, il nous a semblé pertinent de nous pencher tout particulièrement sur la dynamique de développement du capital québécois depuis le début de la « révolution tranquille ». En effet, selon nous, les options référendaires de même que les négociations constitutionnelles en cours sont intimement liées aux perspectives de développement de ce capital, et donc à ses ambitions politiques et économiques.

Dans un deuxième chapitre, nous analysons l'évolution et le contenu du programme économique du Parti québécois, ainsi que les principales politiques économiques mises de l'avant depuis 1976. Ceci nous permettra, entre autres, de clarifier la nature de classe du projet politique de ce parti. Finalement, nous abordons de façon détaillée le Livre blanc du Parti québécois et le Livre beige du Parti libéral du Québec. Ces deux documents constituent l'expression relativement concrète des options défendues par les deux camps lors du référendum et fournissent de précieuses indications sur les enjeux fondamentaux des « négociations » entre Québec et Ottawa.

[20]

[21]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 1

**LE CAPITAL QUÉBÉCOIS :
PERSPECTIVES
DE DÉVELOPPEMENT**

[Retour à la table des matières](#)

Nous examinerons tout d'abord cette classe qui n'a cessé de s'affirmer depuis la révolution tranquille et dont le poids économique et politique se fait de plus en plus sentir : la bourgeoisie québécoise. Nous traiterons respectivement : 1) de l'économie québécoise et des bourgeoisies en place, 2) des assises du capital régional québécois et 3) des perspectives de croissance et de développement de celui-ci. Par l'intermédiaire de cette analyse, nous allons démontrer que le capital québécois s'est non seulement appuyé sur l'État québécois, mais qu'il s'est bâti dans et autour de cet État. Cette caractéristique sera d'ailleurs essentielle pour bien saisir les principaux volets de son expansion : l'accroissement de son emprise sur le marché québécois et son ouverture aux marchés extérieurs. Cette bourgeoisie ne forme ni un bloc monolithique, ni un ensemble homogène. En effet, plusieurs intérêts contradictoires la traversent et nous interdisent de l'associer intégralement à un projet économique donné.

1. La structure de l'économie québécoise et le capital

[Retour à la table des matières](#)

Cette première section sera consacrée à l'étude de l'espace économique occupé par les principaux intérêts capitalistes évoluant au Québec. Nous examinerons la place respective du capital américain, canadien et québécois. Nous porterons une attention particulière à [22] la relation Canada-Québec et aux effets qu'a eus le développement du capitalisme au Canada sur le Québec, et conséquemment sur la bourgeoisie qui s'y est formée.

a) Le capital américain

Brosser un tableau de la structure industrielle du Québec, c'est mettre en relief l'étroite jonction, pour ne pas dire la dépendance qui existe avec les capitaux canadiens et américains. Déjà en 71, le rapport Gray démontrait l'importance de cette réalité économique. En effet, 60,3% du secteur manufacturier, 40,3% du domaine minier et 44% de la sphère transport, entreposage, communications et services publics étaient dans la seconde moitié des années 60 sous domination étrangère. Pour le Canada, les seuls capitaux américains contrôlaient en 1967, 45% du secteur de la fabrication, 60% de la branche pétrole et gaz et 56% des mines ¹.

Or, ces investissements étrangers sont d'abord américains et plus accessoirement britanniques. En 1976, les sociétés américaines totalisaient respectivement 44,7% et 32,19% du revenu imposable dans les domaines de la fabrication et des services. Au total des industries non financières, du 37,5% des revenus imposables présentés par les entreprises étrangères, pas moins de 79,4% provenaient des firmes sous contrôle américain ².

¹ Gouvernement du Canada, *Investissements étrangers directs au Canada*, Ottawa, Information Canada, 1972, p. 24.

² Statistique Canada, no cat. 61-210.

Ces chiffres mettent en évidence l'importance de l'axe nord-sud, pour l'économie québécoise. Selon une analyse de l'institut C. D. Howe ³, le Québec s'est spécialisé dans l'exportation des produits semi-ouvrés (bois et pâtes de bois (47%), papier et carton (16%), métaux non-ferreux (12%, etc.). Les exportations de matières brutes ont totalisé 24,7% alors que celles d'animaux et d'aliments se sont chiffrées à 5,6%. Seulement 27,4% du total des exportations québécoises étaient constituées de produits finis, se situant à ce niveau nettement en deçà de l'Ontario.

Or, l'essentiel de ces expéditions est destiné aux États-Unis. En termes de marché, l'interdépendance est donc étroite. Mais l'influence américaine domine largement notre économie. Que nous parlions des branches pétrole et houille (100% des établissements sous contrôle étranger), des produits chimiques (78%), des produits du tabac (100%), de la métallurgie (54,5%), des produits minéraux non métalliques (73,1%), du caoutchouc (63,9%), du matériel de transport (55,5%), ou de la machinerie (83,7%), force nous est de constater cette présence étrangère surtout américaine ⁴. Celle-ci se manifeste d'abord par l'exploitation des richesses naturelles et les branches énergétiques (hydro-électricité exceptée). Si, à certains moments, et par certaines politiques, (SOQUEM, SIDBEC, SOQUIP), l'État québécois a tenté de la réduire, ses efforts se sont surtout [23] orientés vers un resserrement des liens avec le capital étranger. Rappelons les propos du rapport Tetley :

La mutation des structures industrielles du Québec tient, dans une large mesure, à une politique à double volet : d'une part, elle suppose l'intégration à l'économie québécoise des entreprises étrangères qui canaliserait alors, au sein de celle-ci, leurs effets d'instrument et rendraient disponibles au milieu l'ensemble des connaissances, techniques de gestion, de marché et centres qu'implique leur activité ⁵.

³ Nappi, Carmène, *La Structure des exportations au Québec*, Montréal, Accent-Québec, 1978.

⁴ Sales, Arnaud, *La Bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, PUM, 1974.

⁵ Comité interministériel sur les investissements étrangers, *Le Cadre et les moyens d'une politique québécoise concernant les investissements étrangers*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1974, p. 48.

Le tableau I livre d'ailleurs un bon portrait de la présence étrangère en sol québécois. Comme nous l'avons déjà souligné, celle-ci est concentrée dans l'extraction des matières premières et dans certaines industries lourdes.

TABLEAU I
Répartition de la production manufacturière au Québec (1974)

	<i>Québécois francophones</i>	<i>Canadiens</i>	<i>Étrangers</i>	<i>Total</i>
Aliments et boissons	34,5	31,4	34,1	100
Tabac	—	13,9	86,1	100
Caoutchouc	15,2	27,7	57,1	100
Cuir	31,9	40,4	27,7	100
Textile	7,3	56,1	36,6	100
Bonneterie	12,3	70,1	17,6	100
Vêtement	13	80,1	6,9	100
Bois	72,4	25	2,6	100
Meuble	45,5	44,6	9,9	100
Pâtes et papiers	6,2	60,6	33,2	100
Imprimerie-édition	46,2	49,7	4,1	100
Métaux primaires	25,6	57,1	17,3	100
Produits métalliques	24,8	57,8	17,4	100
Machinerie	13,6	9,8	76,6	100
Matériel de transport	34,2	5,6	60,2	100
Appareils électriques	3	49,6	47,4	100
Produits minéraux non métalliques	29,2	32,6	38,2	100
Pétrole et houille	0,2	—	99,8	100
Produits chimiques	6,1	5,7	88,2	100
Divers	21,9	31,4	46,7	100
TOTAL	21,5	38,9	39,6	100

D'après : Caractères ethniques de l'investissement au Québec, 1973-1974. MIC, Direction des politiques industrielles, février 1978.

[24]

Mais ce capital étranger, principalement américain, n'est pas isolé. Historiquement, il s'est articulé aux capitalistes anglo-canadiens. Du point de vue ethnique, il est presque « majoritairement composé

d'anglo-saxons ⁶ ». Les retombées économiques qu'il produit ont aussi tendance à profiter d'abord aux capitalistes canadiens. L'enjeu qu'est le capital étranger a donc, de ce point de vue, un contenu canadien.

b) Le capital canadien

Au Québec, le capital canadien s'est essentiellement concentré dans les industries de l'imprimerie et de l'édition (54,2% des établissements), des pâtes et papiers (49,6%), du meuble (55,9%), du bois (56,2%), du textile (31,9%), de la métallurgie (30,3%) et des aliments et boissons (25,6%). Il s'est également développé dans la branche financière, sphère où il est très bien implanté ⁷. L'espace occupé au Québec est donc majeur. Mais pour bien saisir l'importance du Québec pour le capital canadien, il faut replacer ce dernier dans le contexte du Canada tout entier. Concentré en Ontario et notamment dans le sud de la province, il a été largement favorisé par nombre de mesures adoptées par le gouvernement central. En fait, d'autres l'ont déjà démontré, l'intérêt national canadien et, notamment, sa politique de maximisation de la croissance nationale, passent par la centralisation économique ⁸. Tirant ses racines de la « National Policy », la « doctrine » du développement canadien a amené diverses mesures, dont des politiques fédérales de stabilisation et des mécanismes de gestion de crise qui sont axés vers les besoins des régions industriellement plus actives. Les politiques à long terme, dont la canalisation du Saint-Laurent, la politique nationale du pétrole, le pacte de l'automobile ou diverses politiques tarifaires ont été très largement profitables à l'Ontario et à l'Ouest canadien.

Ceci nous amène d'ailleurs à tenter une identification des intérêts de cette bourgeoisie canadienne pour laquelle le contrôle sur les régions et les régionalismes est crucial. Parce qu'il lui est indispensable de préserver l'intégrité de son marché, et parce qu'il lui faut maîtriser les

⁶ Sales, Arnaud, *op. cit.*, p. 131.

⁷ Voir Bélanger, Yves « Capital bancaire et fractions de classe au Québec », dans *Le Capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978.

⁸ Voir à ce chapitre O.P.D.Q., *Politiques fédérales et économie du Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979.

outils économiques susceptibles de lui assurer « sa » gestion économique, la bourgeoisie a tout intérêt au maintien d'un Canada fort et centralisé. Le seul contrôle sur la représentation internationale et les organismes internationaux importants confirme cet intérêt.

En effet, grâce à cette centralisation, la bourgeoisie canadienne est en mesure d'assurer la priorité à ses ambitions dans la constante redéfinition de sa place sur la scène mondiale. Par exemple, grâce à la représentation de l'ambassadeur Jack Warren, coordonnateur [25] canadien aux négociations commerciales du GATT, accord paraphé à Genève le 11 juillet 1979, la bourgeoisie canadienne a obtenu une réduction de 40% des tarifs douaniers fixés par les États-Unis sur les exportations canadiennes.

Le plus récent projet de législation bancaire met en relief une autre intervention de cette nature. En effet, la dernière révision de cette loi (1979-80) répond essentiellement aux objectifs d'expansion internationale du capital canadien. La clause de réciprocité visant à favoriser l'accès des pays auxquels le Canada ouvre son marché financier confirme un tel intérêt. La centralisation et l'entier contrôle de la politique monétaire ou encore la haute main sur diverses activités économiques (défense, télécommunications etc.) la favorisent également. Elle doit disposer d'un État central fort pour préserver son marché et épauler son développement et ceci est tout particulièrement vrai pour les entrepreneurs opérant en Ontario. Le Premier ministre canadien P. E. Trudeau déclarait d'ailleurs au cours de la dernière campagne électorale fédérale :

Le gouvernement fédéral doit avoir des politiques sensées pour l'Ontario, parce que c'est de la vitalité de l'Ontario dont dépend la force économique du pays ⁹.

⁹ « La vitalité du Canada dépend de l'Ontario », *La Presse*, 2 février 1980.

c) Le capital québécois

Parallèlement aux deux bourgeoisies identifiées (américaine et canadienne) s'est développée une bourgeoisie régionale québécoise dont l'essentiel des opérations est concentré sur la scène provinciale. La part des établissements contrôlés par les intérêts canadiens français (voir tableau 1) donne une idée, bien que fort imparfaite, des avoirs de cette bourgeoisie régionale. Ce point de vue est imparfait, car, nous le verrons ultérieurement, il tend à réduire la bourgeoisie régionale aux seuls intérêts francophones. Or, d'autres capitaux, qu'ils soient anglophones ou allophones, sont basés au Québec et partagent l'ensemble des caractéristiques du capital régional.

Ceci dit, il appert donc (selon le tableau 1) que cette importante fraction du capital régional que représentent les capitalistes québécois francophones, contrôle 40% des établissements de la branche aliments et boissons, 30,4% de celle de l'imprimerie et de l'édition, 44,5% du matériel de transport, 38,7% des produits métalliques, 22,1% du meuble, 36% du bois, 27,7% des tanneries etc. Au chapitre des expéditions manufacturières, la part de ces Québécois francophones se chiffrait, en 1974, à 34,5% dans les aliments et boissons, à 31,9% dans le cuir, à 72,4% dans le bois, à 45,5% dans le meuble, à 46,2% dans l'imprimerie et l'édition, à 34,2% dans le matériel de transport, à 29,2% dans les produits minéraux ¹⁰. Dans les branches aliments et boissons, imprimeries et éditions, matériel [26] de transport, produits métalliques, bois et tannerie, ils employaient respectivement, en 1971, 40%, 30,4%, 44,5%, 38,7%, 36% et 27,7% des travailleurs.

Dans l'ensemble, cette bourgeoisie québécoise s'est donc développée dans les mêmes branches que le capital canadien. Elle est en concurrence directe avec ce dernier et son émancipation se heurte en tout premier lieu aux intérêts canadiens précisément parce que ceux-ci lui sont immédiatement opposés.

Rappelons, par exemple, que c'est le capital canadien et notamment la Shawinigan Water and Power (Power Corp.) qui ont cédé leurs champs d'accumulation à une société d'État québécoise, Hydro-Québec, entreprise qui a axé par la suite ses activités économiques (contrats de

¹⁰ Voir Statistique Canada, no cat. 72-008.

construction, d'ingénierie, activités internationales) vers le capital québécois. De même la création de Sidbec a visé explicitement à casser une structure de prix de l'acier déterminée par les trois grands monopoles ontariens soit Stelco, Algoma et Dofasco.

Que dire maintenant des interventions qui ont marqué le secteur financier ? Que nous parlions du cas du Crédit foncier ou de l'intervention de l'État provincial en vue de permettre au Mouvement Desjardins d'échapper à la législation bancaire fédérale, de l'adoption récente d'une mesure législative visant à permettre au même Mouvement Desjardins de se doter d'une caisse centrale, ou encore de la création de la Caisse de dépôt et de son rôle dans le circuit financier québécois, il appert que les interventions visant à épauler le capital québécois se sont faites aux dépens du capital canadien. Mais ce qu'il faut souligner, c'est le fait que cette bourgeoisie québécoise est à l'image de l'économie du Québec. Elle est en effet, 1) concentrée dans les industries légères et porte ainsi le poids du développement inégal du capitalisme au Canada ; 2) une part importante de ses exportations est écoulée sur le marché canadien, ce qui la lie à ce même marché. Ce sont d'ailleurs ces deux caractéristiques très importantes, qui nous permettront, un peu plus loin, de comprendre la diversité de ses projets d'expansion.

d) Les effets du développement capitaliste au Québec

Au Canada, le capitalisme s'est développé inégalement et un des effets de ce développement inégal fut de concentrer l'industrie lourde en Ontario alors que le Québec hérita de l'industrie légère. Ce phénomène est la conséquence d'une plus rapide industrialisation ontarienne, de l'impact de l'axe économique du développement américain (axe qui s'est déplacé, surtout au XX^e siècle, vers les Grands Lacs) et de l'adoption de diverses mesures, dont la canalisation du Saint-Laurent.

[27]

Ce développement inégal est directement responsable de la déficience et du débalancement de la structure industrielle au Québec. Alors que la province de l'Ontario, elle, présente une économie dépendante à 37,8% des industries productrices de biens non-durables, le Québec, pour sa part, en dépend à 58,7%. Inversement, le Québec ne totalise que 41,3% de l'industrie de biens durables contre 60,2% en Ontario. Indice d'une économie anémique, 60% de la population active, en 72, œuvrait dans le tertiaire. La structure occupationnelle des industries non agricoles montre que, même dans le tertiaire, c'est l'Ontario qui canalise l'essentiel des activités économiques, présentant une structure d'emploi moins axée vers les services et l'administration publique. Dans la sphère manufacturière, près de 50% des emplois au Canada sont concentrés en Ontario et ceux-ci comptent pour 26,9% des emplois totaux des industries non agricoles de la province, ces parts se chiffrant respectivement à 28,6% et 24,6% pour le Québec ¹¹.

La comparaison des plus importantes industries de fabrication ontariennes et québécoises met en relief une très nette concentration des activités industrielles lourdes en Ontario. En effet, c'est dans cette province que se situe l'essentiel des industries de fabrication d'autos et d'accessoires d'auto, de sidérurgie, de fabrication de machines et d'équipements, d'emboutissage et de matricage des métaux.

Les seules sphères où le Québec présente une production comparable à celle de l'Ontario sont le raffinage du pétrole, les pâtes et papiers, l'industrie laitière, la fonte et l'affinage des métaux, la production des produits pharmaceutiques, l'industrie du meuble et la fabrication d'aliments pour animaux, Le Québec, outre ces domaines, se concentre surtout dans le vêtement et les industries liées au bois.

Cette structure manufacturière pose un problème aigu pour le capital québécois dans la mesure où les secteurs les plus profitables et les plus générateurs de retombées économiques sont concentrés dans l'industrie lourde. Les effets de cette structure se font sentir au niveau des conditions de vie des travailleurs. En effet, une des manifestations les plus importantes de l'oppression nationale pour les travailleurs québécois est la différence de salaire entre le Québec et l'Ontario. Cet

¹¹ Voir Statistique Canada, no cat. 72-008.

écart se situait à environ 30\$ par semaine en 1977. À l'analyse on se rend compte que ce différentiel salarial s'explique principalement par le biais de la structure industrielle. En effet, même si dans certains secteurs la parité n'a pas encore été obtenue, et ce malgré la combativité supérieure de la classe ouvrière québécoise, les salaires québécois sont assez proches de la moyenne nationale dans la plupart des secteurs. Le problème est que l'industrie [28] légère paie des salaires très inférieurs à ceux qui prévalent dans l'industrie lourde.

En 1978, par exemple, le salaire hebdomadaire moyen dans le vêtement au Québec se situait à 179,11 \$, soit un salaire légèrement supérieur à la moyenne canadienne. Par ailleurs, les industries métalliques, chimiques et mécaniques entre autres, payaient des salaires supérieurs à 300 \$ par semaine, les écarts entre la moyenne canadienne et le Québec étant réels mais relativement faibles. Il est donc évident que le fait que l'Ontario se soit concentré dans les secteurs plus rentables de l'industrie lourde explique en grande partie les écarts salariaux importants qui persistent entre les deux provinces.

L'inégal développement entre le Québec et l'Ontario s'est reproduit et maintenu au travers des politiques de l'État canadien. Par exemple, la canalisation du Saint-Laurent a amené un transfert de l'activité économique vers les grands centres ontariens, activités économiques jadis concentrées à Montréal. Au seul chapitre du trafic portuaire, de 38,2% qu'elle était en 1961, la part de Montréal chutera à 16,2% en 1973. De même, la ligne Borden qui partage le pays en deux zones d'approvisionnement pétrolier (étranger au Québec et à l'est, et canadien à l'ouest de l'Outaouais) a favorisé l'expansion de la pétrochimie en Ontario et la décentralisation du raffinage dans la zone est, deux mouvements qui ont désavantagé le Québec. Que dire maintenant du pacte de l'automobile qui, signé il y a quinze ans, a permis une centralisation des activités liées à cette industrie, toujours en Ontario. D'autres grandes politiques nationales vont d'ailleurs dans le même sens. Ce sera le cas de la politique agricole fédérale et même de la politique de développement régional. À ce dernier chapitre, l'O.P.D.Q. précise que des 411 000 emplois créés au Canada depuis 1961, le

Québec en a accueilli 58 000 alors que l'Ontario a reçu la part du lion, soit 244 000 ¹².

La récente synthèse des travaux du groupe Bonin ¹³ a fort bien souligné l'orientation générale des principales politiques économiques. Cette étude révèle en effet que tant les politiques structurelles, la politique commerciale, que les accords internationaux, pour ne mentionner que quelques-uns des nombreux cas soulevés, ont été axés prioritairement vers le pôle industriel canadien-ontarien, ce qui n'a certes pas épaulé le développement québécois. Les auteurs du rapport concluent :

Mais si on reste convaincu que l'intensité des efforts consentis aurait dû donner des résultats encore meilleurs quant à l'atténuation des disparités régionales, force est alors de reconnaître que, malgré la variété et l'ampleur des interventions du gouvernement central, le coup de pouce qui aurait été nécessaire pour y parvenir ne semble pas être venu de là ¹⁴.

[29]

La suprématie économique de l'Ontario n'est donc pas le fruit du hasard. La « National Policy » et la construction des chemins de fer ont grandement contribué à doter l'Ontario d'une solide infrastructure industrielle. C'est en bonne partie en marge de la construction ferroviaire que la sidérurgie canadienne s'est installée au sud de l'Ontario, et « il en va de même pour les industries lourdes et de biens durables, à haute technologie et aux emplois bien rémunérés ¹⁵ ».

Il serait facile de démontrer également que la concentration des pouvoirs économiques à Ottawa, et spécifiquement le pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral, a fortement avantage l'Ontario. Ainsi, par exemple, « de 1961 à 1977, la part des dépenses du gouvernement fédéral directement créatrices d'emplois (salaires, biens

¹² Voir O.P.D.Q., *Politiques fédérales et économie du Québec*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979.

¹³ Bonin, Bernard et Polèse, Mario, *À propos de l'association économique Canada-Québec*, Québec, ENAP, 1980.

¹⁴ *Ibid.*, p. 276.

¹⁵ Gouvernement du Québec, *La Nouvelle Entente Québec-Canada*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1980, p. 28.

et services, subventions et investissements) faites au Québec n'a été que de 20,6% contre 40% en Ontario ¹⁶ ». De même, si on examine les subventions du M.E.E.R. au Québec, on constate que, dans l'ensemble, on évite de favoriser le développement d'entreprises dans le secteur des biens durables ¹⁷. On préfère concentrer les investissements dans les travaux infrastructurels et les secteurs qui n'entreront pas en concurrence avec des entreprises ontariennes existantes.

Ce type de développement capitaliste et les déséquilibres ainsi provoqués ont entraîné l'interdépendance des deux principales régions canadiennes. C'est ce que souligne le tableau 2. En effet, 75% des exportations québécoises destinées aux autres provinces sont absorbées par l'Ontario. Selon d'autres sources, il appert que ce sont essentiellement les aliments et boissons, le vêtement et le papier et ses produits connexes qui sont exportés vers ce marché, alors que le Québec, lui, importe de l'Ontario du matériel de transport, du caoutchouc, du fer, de l'acier, de la machinerie et du matériel divers ; dans chacune de ces branches, la demande du Québec totalise respectivement 30%, 36%, 62% et 52% des exportations ontariennes vers les autres provinces ¹⁸. Il faut d'abord souligner que l'échange est surtout profitable à l'Ontario. En 1967, le Québec enregistrait un déficit commercial de 1/2 milliard \$ avec cette province. L'Ontario représente un débouché pour 19,3% de la production des industriels québécois, le Québec, lui, n'absorbe que 11,2% de la production ontarienne ¹⁹, et ce même si les livraisons québécoises sur le marché ontarien se chiffraient en 1974 à 4,3 milliards \$ alors que celles de l'Ontario vers le Québec étaient évaluées à 4,7 milliards \$. Il appert d'ailleurs que ce sont les aliments et boissons (481 millions \$), les textiles (308 millions \$), les vêtements (314 millions \$), le papier (452 millions \$) et les métaux primaires (440 millions \$) qui dépendent le plus du marché ontarien.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 28-29.

¹⁷ La plupart des exceptions touchent des projets contrôlés par l'État québécois comme l'expansion de Sidbec ou la construction d'une usine de pâtes et papier à Saint-Félicien, et qui auraient été mis en route de toute manière.

¹⁸ Proulx, P. P. et al, *Études des relations commerciales Québec-USA, Québec-Canada, options et impacts, contraintes et potentiels*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978.

¹⁹ « L'industrie québécoise dépend plus de l'Ontario que l'inverse », *La Presse*, 21 août 1978.

Alors que le flux inverse pour les industries ontariennes est concentré dans les aliments et boissons (612,6 millions \$), les produits chimiques (443 [30] millions \$), les produits en métal (339 millions \$), l'équipement de transport (445 millions \$) et les produits électriques (449 millions \$). Plus encore, coincé dans cet engrenage, l'écart entre les deux provinces n'a cessé de s'accroître.

TABLEAU 2
Destination des livraisons manufacturières du Québec

	1974		
	Valeur en milliers de dollars	%	% relatif
Québec	12 162 127	53,8	66,8
Ontario	4 515 605	20	24,8
Autres provinces	1 525 250	6,7	8,4
Total Canada	18 202 982	80,4	100
U.S.A.	3 308 035	14,6	94,1
Total autres pays	3 512 332	15,5	100
GRAND TOTAL	22 627 011	100	

Étant acheteur de biens de consommation courante et de matières premières, l'Ontario entraîne les entreprises québécoises dans une voie réduite et contribue à reproduire les carences structurelles du Québec. Comme le tableau 2 l'indique, les textiles, les aliments et boissons, les vêtements et les papiers totalisent à eux seuls quelque 37% du total des expéditions vers les provinces canadiennes ²⁰.

Autre dimension mise en relief par le tableau 3, les industries québécoises du tabac, du caoutchouc et plastiques, du vêtement, du meuble, des produits électriques et des produits chimiques écoulent plus de 40% de leur production sur le marché canadien hors Québec. Or, une seule industrie ontarienne, en occurrence la bonneterie, est dans une situation identique. Au total, 29,8% de la production québécoise de

²⁰ Doyan, A., *op. cit.*

biens manufacturés est destinée aux autres provinces canadiennes alors que cette part est de 23,1% pour l'Ontario.

Cette situation globale mènera l'État québécois à divers affrontements avec l'État canadien. Ce fut le cas, récemment, lors de la querelle sur la taxe de vente. En refusant les mesures préconisées par l'État central (réduction générale de 2%), Jacques Parizeau a privé l'Ontario d'importantes retombées économiques et a aboli entièrement cette taxe dans les secteurs mous, maximisant ainsi les retombées locales de cette mesure. Récemment, une position ana-

[31]

*Les 10 plus importantes industries manufacturières
et la destination de leurs livraisons, 1974*

	Destination							
	Vers les autres provinces canadiennes		Vers les autres pays		Livraisons totales vers l'extérieur		Livraisons totales	
	Valeur en milliers de dollars	%	Valeur en milliers de dollars	%	Valeur en milliers de dollars	%	Valeur en milliers de dollars	%
Aliments et boissons	882 207	12,7	217 232	6,2	1 099 439	10,5	3 953 876	17,5
Papiers et produits connexes	566 731	8,1	1 037 048	29,5	1 063 779	15,3	2 490 290	11
Industrie métal. primaire	507 540	7,3	537 950	15,3	1 045 490	10	1 742 784	7,7
Produits pétrole et charbon	390 486	5,6	61 424	1,7	451 910	4,3	1 694 958	7,5
Vêtement	630 725	9,1	55 791	1,6	686 516	6,6	1 405 093	6,2
Produits métalliques	417 343	6	142 746	4,1	560 089	5,4	1 376 133	6,1
Matériel de transport	299 006	4,3	707 793	20,2	1 006 799	9,6	1 369 719	6,1
Textile	498 969	7,2	57 846	1,6	556 815	5,3	1 289 493	5,7
Ind. chimique et pr. connexes	553 442	8	105 516	3	658 958	6,3	1 230 543	5,4
Appareils et matériel électriques	543 592	7,8	116 519	3,3	660 111	6,3	1 070 418	4,7
Total (incluant les autres industries)	6 952 552	100,0	3 512 332	100,0	10 464 884	100,0	22 627 011	100,0

Source : Québec (prov.), ministère de l'Industrie, Commerce et Tourisme, *La Situation économique au Québec, 1978*, Québec, 1979, page 65.

[32]

logue fut défendue par le ministre Duhaime au sujet de l'abolition de la taxe de vente sur les voitures de 1979. Aux dires du journal *La Presse*, le ministre s'est opposé au projet en déclarant qu'il profiterait d'abord à l'industrie ontarienne ²¹.

TABLEAU 3
Destination des biens manufacturés au Québec et en Ontario, en 1974
(en pourcentage)

	Québec				Ontario		
	Québec	Autres provinces	Étranger	Total	Ontario	Autres provinces	Étranger
Aliments et boissons	74,5	21	4,5	100	72,8	22,1	5,1
Tabac	34,4	65,1	0,5	100	29,2	53,1	17,7
Caoutchoucs et plastiques	51,8	41	7,2	100	52,3	35,6	12,1
Cuir	48,2	47,8	4	100	38	6,2	38
Textile	57,8	38,6	3,6	100	45	38	18
Bonneterie	59,5	38,4	1,1	100	52,5	47,3	0,2
Vêtement	54,6	41,7	3,7	100	61	37,8	1,2
Bois	56,4	26,1	17,5	100	75,4	9,7	14,9
Meubles et articles d'ameublement	56,4	40,2	3,4	100	70,6	25,6	3,8
Papier et industries connexes	39,4	24,7	35,9	100	53,3	19,4	27,3
Imprimerie et édition	67,4	29,2	3,4	100	85,6	12,9	1,5
Transformation primaire des métaux	38,4	34,2	27,4	100	69,2	18,4	12,4
Fabrication de produits en métal	61,2	29,8	9	100	66,5	24,3	9,2
Machinerie	45,7	30,5	23,8	100	40,1	30,6	29,3
Matériel de transport	34,1	20,5	45,4	100	26,5	15,3	53,2
Produits électriques	41,7	46,9	11,4	IN	52	36,4	11,6
Produits minéraux non-métalliques	78,2	15	6,8	100	72,3	15,1	12,6
Pétrole et charbon	75,4	20,4	4,2	100	94	2,5	3,5
Industrie et produits chimiques	48	43,9	8,1	100	57	34,1	8,9
Divers	48,8	42,9	8,3	100	57,6	34,1	8,3
TOTAL	56,5	29,8	13,7	100	56,6	23,1	20,3

Source : Gouvernement du Canada, « Les réalités commerciales au Canada et la question de la souveraineté-association » dans *Pour comprendre le Canada*, Ottawa, M. de S., 1978, p. 20.

²¹ « Les marchands d'auto demandent au Québec d'imiter l'Ontario », *La Presse*, 2 février 1980.

Cette situation (développement inégal et rapport économique déséquilibré) a aussi d'importantes incidences pour cette bourgeoisie que nous avons précédemment qualifiée de québécoise. Nous le verrons, coincée entre ses rapports économiques avec [33] l'Ontario et ses projets d'expansion propres, cette bourgeoisie développera une pluralité d'intérêts. En fait, son articulation économique à la bourgeoisie canadienne est un des lieux où se manifesterà l'oppression nationale. Mais, avant de nous engager dans cette discussion, tentons de définir plus précisément le capital québécois.

2. Les bases du capital québécois

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette seconde section, nous identifierons les principaux paramètres de la bourgeoisie nationale. Notre recherche ne se limitera pas à sa définition, nous brosserons également un tableau sommaire de ses diverses composantes.

a) Éléments de définition

Ce que le terme bourgeoisie régionale entend saisir, c'est fondamentalement l'association à une réalité économique : la région du Québec. La bourgeoisie régionale regroupe ces bourgeois qui se sont développés au Québec et dont les intérêts sont principalement autochtones. Il ne s'agit donc pas d'une bourgeoisie ethnique²². Et ce même si, comme toute classe sociale au Québec, la bourgeoisie québécoise est traversée par la question nationale. Les bourgeois francophones québécois constituent le noyau central de cette bourgeoisie, mais ils n'en représentent qu'une fraction. Ce sont entre autres : 1) la concentration dans l'espace économique québécois, 2) une

²² André Raynauld est un des auteurs qui se sont servis essentiellement du critère ethnique, une telle approche a l'inconvénient de rassembler des unités économiques qui répondent à une dynamique tout à fait différente. Voir Raynauld, André, *La Propriété des entreprises au Québec des années 60*, Montréal, PUM, 1974.

très nette orientation vers le marché québécois, 3) l'intégration à un réseau financier autochtone²³, et 4) un contrôle régional de l'entreprise, qui définissent le caractère régional. Ainsi cernée, la bourgeoisie québécoise rallie les entreprises principalement, voire essentiellement, vissées à l'économie régionale québécoise.

Renvoyant à divers niveaux de concentration et d'intégration de ses activités, cette bourgeoisie ne forme cependant pas un tout homogène. Elle est composée, d'une part d'entreprises de grandes tailles à caractère monopoliste, et d'autre part d'une masse importante de P.M.E. Les premières présentent l'image de firmes régionalement intégrées et ouvertes aux marchés extérieurs. Dans ce sens, elles ressemblent aux grandes entreprises canadiennes bien connues (Bell Telephone, Canadien Pacifique, etc.). Elles gardent néanmoins leur caractère

²³ Pierre Fournier, dans « Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise », *Le Capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978, p. 141, a défini ces critères : « Plus spécifiquement, dans le cas du *réseau financier québécois*, nous formulons les hypothèses suivantes. Premièrement, la base d'accumulation et le marché principal et prioritaire des principaux éléments de la bourgeoisie québécoise, notamment la Banque canadienne nationale, Hydro-Québec et le Mouvement Desjardins, demeurent le Québec. Deuxièmement, les entreprises du réseau québécois peuvent être partiellement définies à partir de leurs rapports superstructurels, et notamment des appuis qu'elles reçoivent de l'État québécois (subsides, contrats, financement, support législatif, etc.). Troisièmement, les compagnies québécoises peuvent être cernées à partir des rapports conflictuels qu'elles nouent avec la bourgeoisie canadienne. Dans les sections qui suivent nous allons d'ailleurs mettre l'accent sur l'éclatement des nombreuses contradictions qui marquèrent les deux fractions de la bourgeoisie depuis les débuts de la révolution tranquille. Quatrièmement, la composition des conseils d'administration, bien qu'elle n'éclaire souvent que très partiellement la réalité du pouvoir économique, donne souvent des indices sur la cohérence d'un réseau et sur les liens qui unissent les entreprises entre elles. Dans le cas du Québec, les conseils d'administration permettent souvent d'identifier les relations parfois complexes qui existent entre les trois composantes de la bourgeoisie autochtone. Cinquièmement, la propriété et le contrôle réels, y compris le pouvoir de décision et de planification, des entreprises ou encore au sein du réseau. Sixièmement, la plupart des entreprises québécoises se financent à l'intérieur du réseau. Septièmement, les compagnies du réseau québécois ont une forte tendance à acheter leurs services, y compris les maisons de courtage, les avocats, les assureurs, les actuaires, les agents de transfert et les vérificateurs, à des firmes québécoises.

spécifique et, nous aurons l'occasion de le vérifier, s'appuient essentiellement sur leur essence régionale. Les secondes, les P.M.E. sont beaucoup plus rivées à l'espace québécois, voire aux régions québécoises. Leurs rapports aux plus grandes firmes, et l'espace économique où elles évoluent, appellent d'ailleurs une analyse spécifique.

[34]

Mais ces indications sommaires ne donnent qu'une image fort imprécise de ce capital. Accordons-nous donc quelques pages qui permettront d'en mieux cerner la réalité.

b) Sphères d'activités et développement

[Retour à la table des matières](#)

Les transformations économiques des vingt dernières années ont amené certains éléments bourgeois, évoluant dans les branches où la bourgeoisie québécoise est solidement implantée, à s'engager très tôt dans une croissance qui les a incités à se démarquer de la masse des P.M.E. locales. Ce phénomène est sensible dans le matériel de transport, les transports, les finances, l'agro-alimentaire, le bois et la construction.

C'est aussi ce qu'ont vécu diverses composantes financières dont la Banque nationale et certaines autres grandes firmes comme Bombardier, Culinar, Provigo, S.N.C., A.B.B.D.L., Desourdy, Saint-Hubert B.B.Q. et Québecor. Certaines données ²⁴ nous permettent de saisir plus adéquatement l'espace économique occupé par ce type d'entreprises. Ainsi en 1975, les entreprises manufacturières disposant de plus de 200 ouvriers totalisaient respectivement 43,2% des entreprises du secteur des biens d'équipement, 64,7% de celles engagées dans la production de biens intermédiaires et 34,4% de celles évoluant dans le secteur des biens de consommation. De ce nombre, les entreprises canadiennes françaises ne totalisaient que 1,4% des firmes du secteur des biens d'équipement, 4,5% de celles des biens

²⁴ Voir Sales, Arnaud, *La Bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, PUM, 1979, p. 132 et ss.

intermédiaires et 5,8% de celles engagées dans la production de biens de consommation.

Ces chiffres donnent une idée du poids relatif de ces éléments. Il appert d'ailleurs que 10 des 25 plus importantes entreprises canadiennes françaises évoluent dans l'agro-alimentaire, et que la majorité des autres grandes firmes œuvrant dans la production de biens d'équipement ou de biens intermédiaires sont contrôlées par l'État québécois. L'espace occupé dans la sphère bancaire est beaucoup plus substantiel. Contrôlant quelque 40% des actifs bancaires (26 milliards \$), 100% de ceux des caisses d'épargne et de crédit (9 milliards 30% de ceux des compagnies d'assurance-vie (6,4 milliards et quelque 10% des actifs locaux des caisses de retraite (7,2 milliards \$), le réseau financier québécois a atteint des proportions fort respectables qui lui ont permis d'engager une expansion hors Québec de toute première importance. Fortement concentré, ce capital bancaire s'est rapproché du capital industriel et tourné vers l'internationalisation ²⁵. Ce dernier mouvement caractérise d'ailleurs une autre sphère où le capital autochtone occupe un espace de choix : l'ingénierie, A.B.B.D.L., S.N.C., Lavalin, pour ne nommer que les plus connues, démontrent une tendance à l'internationalisation [35] (surtout dans les sphères énergétiques, et tout particulièrement dans l'hydro-électricité) qui a favorisé un élargissement considérable de leurs activités.

Dans d'autres branches, et notamment dans la construction, certaines entreprises de création relativement récente ont connu une croissance rapide qui leur a permis de se tailler une place importante dans divers champs de l'industrie. C'est le cas de Désourdy Construction ou encore celui de Duranceau, deux firmes qui ont ravi nombre de contrats d'envergure (dont la construction du stade olympique et des contrats à la Baie James) aux entreprises canadiennes et étrangères dominantes.

Ces grandes entreprises se caractérisent toutefois par une situation économique de loin inférieure à celle du capital canadien ou étranger. Provigo, par exemple, née le 10 juillet 1970, érigée sur les assises de Couvrette Provost et bien que 3^e chaîne en importance au Canada, n'occupe qu'un espace relativement restreint du marché de l'alimentation local. Cette part s'est établie à 5% en 1976 alors qu'elle

²⁵ Voir à ce chapitre la série d'articles qu'ont signés Laurier Cloutier et Alain Dubuc, dans *La Presse*, entre le 8 et le 13 décembre 1979.

était de 23% pour Steinberg et de 11% pour Dominion. Or, aucune autre entreprise capitaliste, qu'elle soit bâtie sur la petite entreprise indépendante à l'instar de Métro-Richelieu ou qu'elle soit associée au secteur coopératif comme Cooprix, n'a atteint ni la taille ni l'ampleur de Provigo. Par contre, les firmes engagées dans la production et la transformation ont su mieux s'imposer. C'est plus précisément le cas de Agropur et de Unilait dans le domaine des produits laitiers, et celui de Culinar dans la confection de pâtisseries.

Même les grandes sociétés bancaires supportent mal la comparaison au géant canadien. La nouvelle Banque nationale du Canada, par exemple, ne totalise toujours que 50% des actifs de la plus petite composante du « big-five » canadien, soit la Banque Toronto-Dominion. Sur la scène bancaire, nous le soulignons précédemment, le haut du pavé est occupé par les institutions canadiennes²⁶. Dans la construction, pour citer un autre exemple connu, les grands entrepreneurs québécois ne se comparent aucunement à Canada Ciment Lafarge, aux Ciments du Saint-Laurent ou à Genstar, trois géants étrangers opérant dans toutes les sphères de cette industrie²⁷.

Le tableau 4 nous livre une liste sommaire des grandes entreprises québécoises. Bien que partielle, cette liste donne une excellente idée des ramifications de la bourgeoisie autochtone. Trois grands types d'appropriation (privé, État, coopératif) forment le capital québécois. Au chapitre du capital privé, bien que nous en ayons déjà identifié les principales unités, nous tenons à rappeler que les éléments les plus importants de cette bourgeoisie présentent, dans leurs sphères d'opération respective, une relative cohérence. C'est certainement le cas de la Banque d'épargne, de la Banque [36] nationale, du Trust général du Canada, du Crédit foncier francophone, du groupe Bélair, de Prenor, du groupe Commerce, du groupe Prêts et revenus, de la Laurentienne

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Bélanger, Yves, « L'industrie de la construction et la bourgeoisie au Québec », dans *Le Capitalisme au Québec*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1978, ou Bélanger, Yves, *Bourgeoisie et fractions de classe dans l'industrie québécoise de la construction*, mémoire présenté à l'Université du Québec à Montréal, département de Science politique, mai 1979.

ou de Sodarcan dans le secteur financier. On y note une étroite interdépendance d'actions que viennent compléter à un autre niveau les relations de conseils d'administration ²⁸.

²⁸ Le circuit financier québécois.

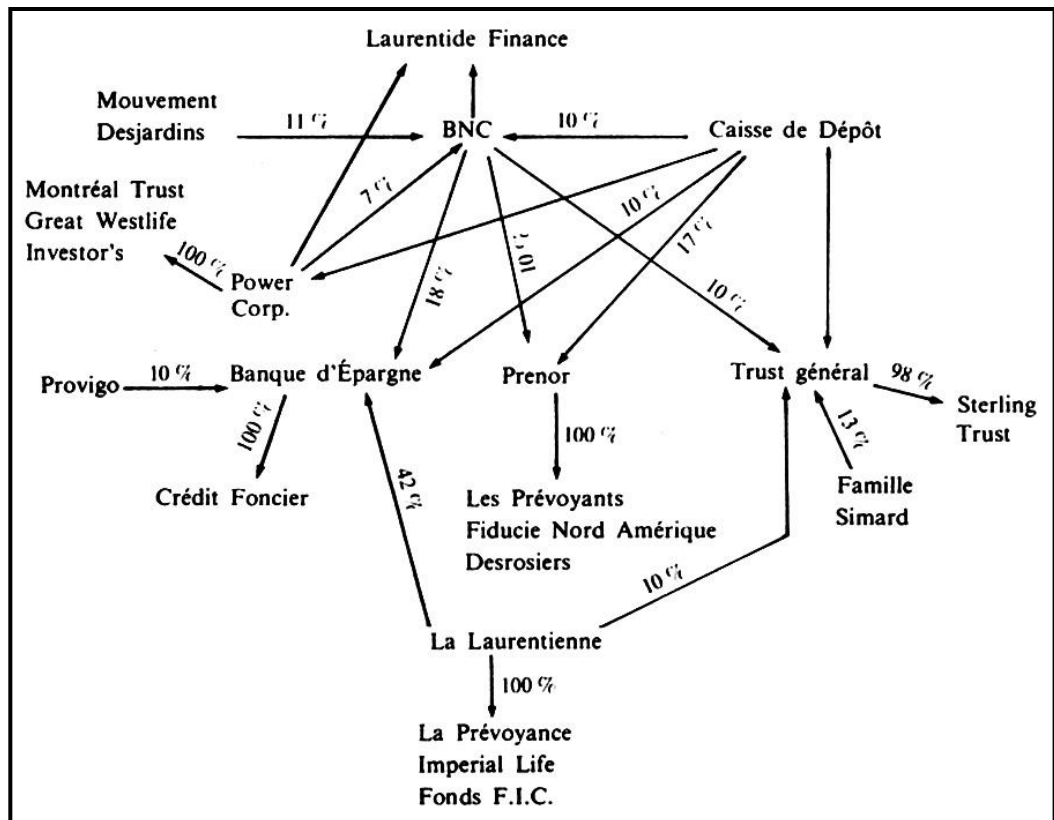


TABLEAU 4
Quelques grandes firmes québécoises

<i>NOM/SECTEUR</i>	<i>Actifs (en milliers de dollars)</i>
FINANCE	
Banque nationale du Canada	15 534 000
Caisses populaires Desjardins	10 500 000
Assurance-vie Desjardins	385000
Caisse de dépôt et de placement du Québec	10 000 000
Trust général	4 000 000
Banque d'épargne	3 400 000
Fiducie du Québec	3 300 000
Crédit foncier	2 000 000
Groupe La Laurentienne (incluant assurance-vie)	1 820 000
Groupe Prenor	1 500 000
Caisses d'entraide économiques	1 400 000
Groupe Prêts et revenus	1 180 000
L'Industrielle	880 000
Fédération de Montréal des caisses Desjardins	700 000
Groupe Commerce	390 000
L'Alliance	375 000
La Laurentienne	260 000
Les Artisans	350 000
Mutuelle vie du Québec	29 000
La Sauvegarde	250 000
L'Économie, mutuelle-vie	63 000
Sodarcac	195 000
La Solidarité	62 000
SID	190 000
Aeterna-vie	48 200
SDI	132 000
L'Unique	35 000
[37]	
Les Prévoyants (Prenor)	130 000
La Survivance	35 000
Lévesque-Beaubien	—
Société générale de financement (Holding)	500 000

AGRO-ALIMENTAIRE

<i>NOM/SECTEUR</i>	<i>Actifs (en milliers de dollars)</i>
Provigo	370 000
Agropur	235 000
Rôtisseries Saint-Hubert	105 000
Métro-Richelieu	68 500
Coopérative fédérée	68 000
Soquia	—
Culinar	53 000
Coopérative agricole du bas Saint-Laurent	41 000
Viandes Lépine Inc.	40 500
Coopérative agricole du sud-est du Québec	40 000
Chaîne coop du Saguenay	34 000
Delisle Ltée	16 000
Nutribec Ltée	14 500
Cooprix	14 400
Lassonde et fils	9 000
Steinberg	759 000
Unilait	—
SAQ	200 000
Lallemand Inc.	—
Durivage	50 000
Boulangerie Samson et filiales	50 000
Coopérative agricole de la Côte sud	26 000
Pêcheurs unis du Québec	55 000
Épiciers unis	125 000
 <i>BOIS, PRODUITS DU BOIS</i>	
Donohue	324 000
Rexfor	88 000
Normick Perron	82 000
Tembec	74 500
Rolland Inc.	76 000
Groupe Cascades	60 000
Donohue-Saint-Félicien (S.G.F.)	—
Groupe Saucier	—
Donohue-Normick Perron	—
Entreprises Barette Ltée	—
[38]	

<i>NOM/SECTEUR</i>	<i>Actifs (en milliers de dollars)</i>
<i>TRANSPORT ET MATÉRIEL DE TRANSPORT</i>	
Bombardier Ltée	280 000
Marine Industries (S.G.F.)	140 000
La Vérendrye (holding)	112 000
Groupe Expéditex (Hamel)	30 000
Lamothe transport	48 000
Provost transport	50 000
Fednav	311 000
Gilbault d'Anjou	25 000
Entreprises Bussières	60 000
Québécois (Expéditex)	60 000
Davie Shipbuilding	55 000
<i>INGÉNIERIE ET CONSTRUCTION</i>	
S.N.C.	87 000
Beaver Group	—
Monenco	61 000
Sintra	61 000
Lavalin	50 000
A.B.B.D.L.	9 500
Charles Duranceau	—
Désourdy	—
Latendresse	—
B-G Checo (S.G.F.)	—
Warren-Rousseau et associés	—
Société d'ingénierie Shawinigan	28 000
Télé métropole	76 000
Unimedia	75 000
Québécor	68 000
Vidéotron	58 000
Télé média	24 000
Télé-capitale (La Vérendrye)	—
Corporation Civitas	21 000
<i>HYDRO-ÉLECTRICITÉ ET MATÉRIEL ÉLECTRIQUE</i>	
Hydro-Québec	17 000 000
York Lambton (holding)	147 000

<i>NOM/SECTEUR</i>	<i>Actifs (en milliers de dollars)</i>
Cegelec (S.G.F.)	—
<i>DIVERS</i>	
Sidbec	1 000 000
Ivaco Ltée	482 000
Drummond McCall Ltée	122 000
United Asbestos	113 000
Delta/Auberge des Gouverneurs	77 000
Haricana Métal	8 500
Welfab	15 000
Forano (S.G.F.)	15 000
Phentex	18 000
Groupe Sullivan	22 000
Forex	23 000
Sico	32 000
Soquem	35 000
Alfred Lambert (F.I.C.)	35 000
Howard Bienvenue	36 000
Chromasco	43 000
Wabasso Ltée	65 000
U.A.P.	66 000
Tapis Peerless	65 200
Groupe Marquis-Metivier	40 000
Logistec (holding)	41 000
Norca Management (Vilas)	33 000
Société Nadeau (Casavant)	25 000
Raymond Boisvert Sportwear	25 000
Rona Inc.	37 000
Continental Manufacturers (Cassidy)	75 000
Groupe Paquet	50 000
B.C.P. Publicité	43 000
Canam Manac	94 000

Ce tableau s'inspire, pour une bonne part de la liste des « 100 plus grandes entreprises à contrôle québécois » de *Finance* du 27/10/80. Nous n'avons pas reproduit la liste intégralement pour deux raisons principales. Premièrement la définition même du contrôle québécois du journal *Finance* nous apparaît discutable dans la mesure où elle semble

se réduire à une dimension économique régionale. Pour nous le fait d'être géographiquement situé au Québec, d'y effectuer l'essentiel de ses affaires tout comme celui d'avoir son siège social dans la province est important mais insuffisant. Nous considérons que d'autres critères, plus difficilement comptabilisables, comme l'intégration à un réseau financier québécois et une pratique régionale, doivent également être considérés. Deuxièmement, cette liste constitue un premier essai et demeure imparfaite. L'auteur de la liste de *Finance* a d'ailleurs reconnu l'imperfection de son travail et a invité les lecteurs de son journal à une certaine circonspection. Nous avons donc complété, d'une certaine façon, le travail fait par *Finance* en nous appuyant sur nos propres recherches.

[40]

De nombreuses autres entreprises industrielles se greffent d'ailleurs sur ce noyau. C'est notamment le cas de Sico, de Canam-Manac, de la Corporation de gestion La Vérendrye, de Normick-Perron, de Cablevision national-vidéotron, de Télé-capitale, de Stuart, de Québécois et de Bombardier MLW. Le récent intérêt qu'a manifesté le capital bancaire pour le capital industriel est à la mesure du mouvement de symbiose qui les a caractérisés au cours de la dernière décennie. Ainsi, à la marge du capital industriel jusqu'à la fin des années 60, les sociétés bancaires et para-bancaires québécoises ont amorcé une opération de réorganisation de leurs placements qui s'est réalisée par l'ouverture de crédits industriels et l'accroissement des avoirs en actions.

Pour sa part, le mouvement coopératif, particulièrement ses unités les plus importantes, est devenu de plus en plus capitaliste et ce, même s'il offre toujours une façade juridique distincte²⁹. Il ressort d'ailleurs que les coopératives ont tendance à la centralisation décisionnelle. Ainsi en est-il de la Fédérée du Québec dont les filiales sont Legrade Inc., les Abattoirs de l'est, les Élevateurs Fédérés, les Produits Mont-Joli, les Semences du Québec, Québec Poultry, Abbotsford Poultry Foam inc., Edmond Sylvain Ltée, Flamengo, Centre avicole inc., Turcotte et Turmel inc., les Engrais Laprairie ; la Ferme Joliette et P. A. Gouin Ltée échappent à la gestion locale des coopérateurs. Or les filiales et fédérations, à elles seules, ne cumulent pas moins de 41,7%

²⁹ [Voir le texte de la note 23 de l'édition numérique de ce texte. JMT.]

du chiffre d'affaires générées par les coopératives non financières. Une récente étude du gouvernement Lévesque plaçait la Fédérée (2 milliards \$ de ventes) dans le seul cadre où elle puisse être comparée. « La coopérative Fédérée de Québec avec un chiffre d'affaires de 728 millions \$ se situerait au 35^e rang de toutes les entreprises manufacturières du Canada, soit entre Molson (747 millions \$) et Imasco Ltd. (719 millions \$) ³⁰. » Cette part croissante des filiales est associée à une très nette tendance centralisatrice où les organismes de la base ont perdu beaucoup de leur pouvoir décisionnel ³¹.

Le capital coopératif s'est construit dans les interstices du capital privé et s'est surtout enraciné dans les sphères liées à la consommation, à la finance et à la production agricole. Il s'est engagé, dès la révolution tranquille, dans un fort mouvement d'expansion et de concentration. Quelques grands ensembles se sont imposés et intégrés au réseau en place. La Fédération des caisses d'entraide économique, par exemple, s'est départie de son caractère marginal et a connu une foudroyante expansion au cours de la décennie 70. Dès lors, les objectifs se transforment et l'institution concurrence les autres entreprises financières. Aujourd'hui les C.E.E. totalisent des actifs de plus de 1 milliard \$ et se sont assurés le leadership de la Conférence des caisses d'épargne et de crédit.

³⁰ O.P.D.Q. *et al.*, *Profil du mouvement coopératif au Québec*, Éditeur officiel du Québec, 1980, p. 114.

³¹ Le secteur coopératif n'est pas un ensemble homogène intégré au circuit capitaliste privé, forme particulière de capital. Certains éléments, par exemple, les coopératives de consommation qui, à l'instar des comptoirs alimentaires, s'inscrivent à la marge des impératifs capitalistes dominants, s'inspirent d'une volonté de s'opposer aux rapports capitalistes. Il appert toutefois que d'autres coopératives (Mouvement Desjardins, Caisses d'entraide économique, Cooprix, etc.), d'abord pour s'étendre ou pour survivre puis pour s'accaparer une part de plus en plus importante de leur marché respectif, ont fait leur « la loi du profit » capitaliste. Concrètement, au sein de ces coopératives, ce mouvement se traduit par des changements qualitatifs importants : abandon d'un discours critique face au capitalisme, perte du contrôle de l'organisme par les actionnaires, et forme d'aménagement du capitalisme (né au siècle dernier), ce type d'accumulation tendra à s'y intégrer. Aujourd'hui, il serait vain de tenter de différencier la gestion et les objectifs du Mouvement Desjardins ou des Caisses d'entraide économique de ceux de la Banque nationale.

[41]

D'autres coopératives dont le Mouvement Desjardins, la Fédérée et Agropur ont interpénétré, dans leurs sphères respectives, le capital privé. Rappelons les nombreux placements de la Société d'investissement Desjardins dans les entreprises québécoises ou encore l'achat de Québec Poultry par la Fédérée. Répondant aux mêmes critères de mise en valeur et à la même dynamique d'expansion que les grandes entreprises, ces composantes du mouvement coopératif en partagent les visées.

En ce qui concerne le capital d'État, son immixtion dans les sphères de production et le type d'exploitation des travailleurs pratiquée (en de nombreux points identiques à ceux des autres entreprises) nous incitent à l'intégrer à la bourgeoisie québécoise. Étroitement associées au développement de la bourgeoisie régionale, les sociétés d'État ont été appelées à élargir les perspectives et à en épauler le développement. Dans cette perspective, la jonction capital québécois-capital d'État fut le fondement dynamique de la concentration et de l'expansion du capital autochtone. Rappelons l'importance de la S.G.F. dans la création de Bombardier-MLW, celle de SOQUIA pour Culinar, celle de la Caisse de dépôt dans le dossier de Cablevision nationale ou dans la jonction des divers intérêts bancaires québécois, et enfin celle d'Hydro-Québec pour les diverses sociétés d'ingénierie et de construction autochtones.

Ce survol ne saurait être complet sans que nous nous attardions, même sommairement, à cette autre catégorie d'entreprises que saisit le terme de P.M.E. Essentiellement concentré dans les services, la production de biens de consommation et les secteurs traditionnels, ce type de capital se démarque à de nombreux chapitres des grandes entreprises ci-haut identifiées. On dénombrait, en 1973, pas moins de 6556 P.M.E. ³² (soit 66% des entreprises) employant quelque 47,9%

³² Cette importance des filiales se fera sentir également dans le domaine financier avec la Société nationale de fiducie (Caisses d'entraide économiques) ou les nombreuses entreprises liées au Mouvement Desjardins. Pour ceux qui évaluent l'importance des institutions à leurs actifs, nous tenons à rappeler que les caisses d'épargne et de crédit, au nombre de 1564 en 1978, totalisaient 10,6 milliards \$ d'actifs. Les coopératives, pour leur part, au nombre de 683, totalisaient 596 millions \$ d'actifs.

Le rapport Blais (portant sur la centralisation des décisions du Mouvement Desjardins) mettra bien en relief cette tendance centralisatrice au

des travailleurs et accaparant quelque 40% de la valeur ajoutée. On retrouve surtout ces P.M.E. dans l'agro-alimentaire (887 entreprises), le vêtement (1606 firmes) et l'industrie du bois et des articles en bois (838 firmes).

Elles sont également nombreuses dans certaines autres branches (industrie du vêtement, emboutissage, matricage des métaux et imprimerie). Mais il demeure que le lieu de prédilection des P.M.E. sera le commerce et les services, champs où elles emploient 66% des salariés. Ces entreprises, auxquelles se rattachent toutes les unités économiques en voie d'intégration régionale et même certaines institutions financières, nous réfèrent à un type de capital régional qui rallie la grande masse des entreprises québécoises.

Ainsi présentée, la bourgeoisie québécoise apparaît donc comme un ensemble composé d'éléments répondant à des intérêts économiques divers. Dans ce sens, elle ne se présente pas comme un tout homogène mais comme le lieu de jonction d'intérêts divers. Tournons-nous maintenant vers l'analyse des perspectives de croissance [42] de cette bourgeoisie. Ce dernier volet nous permettra de saisir sa dynamique tout comme il mettra en relief la diversité des projets qui l'animent.

Mouvement Desjardins. Jadis autonomes, les caisses disposent maintenant de nombreux organismes communs centralistes qui ont grugé une part importante du pouvoir décisionnel.

Bien sûr, de nombreuses autres fédérations ou coopératives seront beaucoup moins importantes et partageront plus les destinées des P.M.E. Ce sera le cas de la Coopérative laitière du Sud de Québec (78,6 millions \$ d'actifs), de la Chaîne coopérative du Saguenay (62,1 millions \$), des Pêcheurs-unis du Québec (33,8 millions \$) ou de la Ligue des caisses d'économie dans le domaine financier.

3. Le capital québécois : perspectives de croissance

a) Le rôle de l'État québécois

[Retour à la table des matières](#)

Cantonée dans les branches traditionnelles, la bourgeoisie québécoise s'est réorganisée à la faveur du régime Duplessis. Le capital régional s'est développé en étroite conjonction avec ce régime dans les branches liées à l'agriculture et dans les industries directement intégrées à l'expansion du système routier. Dans les autres domaines, que ce soit dans l'exploitation ou la transformation de richesses naturelles ou dans les sphères plus traditionnelles telles le textile, le capital québécois fut tributaire des retombées des circuits surtout américains dans le premier cas et canadiens dans le second³³. Mais ce qu'il importe de souligner c'est que ce mouvement fut associé à la réorganisation d'un champ industriel canadien de plus en plus plaqué à la dynamique du géant américain, tout comme le fruit d'une politique « canadienne » qui a d'abord profité à l'Ontario.

Pendant la « révolution tranquille », la bourgeoisie québécoise fut au diapason de cette période de bouillonnement social. Ses objectifs furent, dès le début des années 60, repris par le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ), organisme qui a préconisé une intervention étatique accrue : appui et ultérieurement, noyau dur, de cette potentielle grande bourgeoisie locale dont nous avons esquissé les contours. Le capital d'État s'est substitué aux capitaux étrangers dans l'hydro-électricité dans le but évident d'achever l'expansion des réseaux et de stimuler le développement économique local. Il s'est doté d'une société mixte, la S.G.F. dont l'objectif (de 62 à 72) fut de renflouer les entreprises industrielles en perdition. Il s'est immiscé dans les rouages

³³ Rappelons que, par P.M.E., on entend saisir une réalité, soit celle des entreprises possédant entre 5 et 199 employés et disposant d'actifs de plus de 200 000 \$, mais moins de 6 000 000 \$ dans les diverses branches de la fabrication. Dans la sphère commerciale et des services, le titre de P.M.E. s'adresse plutôt aux firmes employant entre 4 et 30 salariés et dont les ventes se chiffrent entre 200 000 \$ et 5 000 000 \$.

de l'industrie sidérurgique grâce à SIDBEC, dans l'espoir avoué d'accroître les retombées économiques locales et de réduire le contrôle ontarien de l'acier, etc.

Il faut insister aussi sur le fait que l'État québécois a permis au capital autochtone de se concentrer et d'accroître son espace économique. Par exemple, c'est la S.G.F. et la Caisse de dépôt qui ont rendu possible, en 1975, l'achat de M.L.W. par Bombardier ; c'est aussi la Caisse de dépôt qui a épaulé Provigo dans son expansion et favorisé, notamment, l'acquisition de M. Loeb ; c'est également elle qui a secondé le capital bancaire et para-bancaire local, temporisant les minorités internes et consolidant ses liens de réseau. C'est enfin [43] elle qui a favorisé la prise de contrôle local de Cablevision nationale et a été à l'origine du récent achat de cette dernière par Vidéotron.

Dans un autre domaine, soit celui de l'hydro-électricité, les importantes retombées économiques de la nationalisation de 63-64 ont profité à nombre d'entrepreneurs locaux. Rappelons, par exemple, que c'est essentiellement grâce à Hydro que les sociétés d'ingénierie S.N.C., Warren-Rousseau, A.B.B.D.L. et Lavalin ont pu percer dans le domaine de l'ingénierie et de la gestion de projets hydro-électriques. La dernière initiative d'Hydro, Hydro-International (décembre 78) constitue d'ailleurs une importante rampe d'expansion pour ces sociétés privées et le « know-how » québécois. La nouvelle filiale d'Hydro, compte tenu de la politique « d'achat chez nous » que pratique la société d'État, permettra non seulement aux sociétés d'ingénierie d'étendre leurs ramifications et d'accroître leurs opérations à l'étranger, mais élargira le processus aux plus importants constructeurs tout en accroissant les retombées économiques locales.

Dans le même ordre d'intervention, la Société québécoise d'initiative agro-alimentaire SOQUIA a veillé au maintien du contrôle de Culinar lorsque le Mouvement Desjardins a annoncé, en 1977, son intention de se départir d'une part de ses avoirs dans l'entreprise. Ces quelques exemples reflètent un mouvement global qui met en évidence le fait que la bourgeoisie québécoise s'est construite dans, et à la périphérie de l'État québécois. ³⁴

³⁴ Voir Bourque, Gilles, « Petite-bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse » dans *Les Cahiers du socialisme*, no 3, printemps 79.

Il nous apparaît fort significatif de constater que toutes les grandes entreprises identifiées précédemment ont, au moins une fois dans leur histoire, été associées à l'une ou l'autre des sociétés d'État. De même, la formation relativement récente de cette bourgeoisie confirme l'importance qu'a pu avoir, pour elle, ce nouvel État de la révolution tranquille.

Il importe de souligner que ces entreprises se sont essentiellement construites dans les champs de juridiction de l'État provincial. Ainsi en est-il des industries œuvrant dans les richesses naturelles et à la périphérie de celles-ci. C'est certainement le cas d'Hydro-Québec et des firmes qui, dans d'autres sphères, s'y lieront ; c'est aussi celui de SOQUEM, de SOQUIP et, d'ici peu, celui de la Société nationale de l'amiante. Par sa législation dans le domaine, l'État québécois a pu manœuvrer en fonction de la maximisation des retombées économiques et stimuler l'intégration aux circuits en place. ³⁵

Ce point est une constante de l'analyse des perspectives d'expansion du capital autochtone. Dans le rapport Tetley, on précise :

L'efficacité d'une telle politique de mutation structurelle tient en quelque sorte à une simultanéité d'interventions visant, d'une part, les activités qu'on est susceptible de faire naître dans le sillage des [44] entreprises étrangères et, d'autre part, les orientations qu'on doit signaler aux entreprises autochtones, principalement de petites et moyennes tailles, et les assistances qu'on doit leur accorder pour rendre l'innovation possible chez elles, rationaliser leur production, améliorer la qualité de leur gestion et assurer leur pénétration dans les marchés en fonction, entre autres, des possibilités ouvertes par le secteur étranger ³⁶.

Ainsi, par exemple, on obligera la multinationale I.T.T., lors de l'allocation des vastes territoires de la Côte Nord, à Rayonnier Québec, à favoriser les fournisseurs québécois. C'est également une tendance qui se vérifiera dans le secteur para-bancaire, autre champ de juridiction provinciale. Dans ce domaine, l'État québécois, par caisse de dépôt interposée, se liera directement à la bourgeoisie locale et en assurera, en partie, la cohésion.

³⁵ Voir Brunelle, Dorval, *La Désillusion tranquille*, Montréal, HMH, 1978.

³⁶ Québec (Prov.), *op. cit.*, p. 55.

On s'est aussi servi du pouvoir législatif pour permettre au Mouvement Desjardins d'étendre ses opérations et de s'affranchir des institutions bancaires. C'est en lui accordant les moyens de se doter d'une caisse centrale qui pourra, entre autres avantages, lui permettre de recevoir les dépôts gouvernementaux et de mettre un terme à sa dépendance bancaire, qu'on a atteint cet objectif. Pour sa part, le récent épisode du Crédit foncier met en relief un autre type d'intervention. Convoité par le Central and Eastern Trust, le contrôle québécois de la maison-mère francophone du Crédit foncier fut préservé par l'adoption d'une loi spéciale interdisant la vente de cette importante société de prêts hypothécaires à des intérêts non-québécois. Forte de cette intervention, c'est la Banque d'épargne qui a pris le contrôle du Crédit foncier. Enfin, l'appui accordé au Mouvement Desjardins et aux sociétés de fiducie (tous deux de juridiction provinciale) dans leur lutte périodique pour échapper aux divers contrôles de la loi bancaire fédérale, et dont le dernier épisode a eu lieu en 1979, vient confirmer cette volonté d'épauler le capital local dans les sphères où cet État québécois est habilité à le faire.

Même la dynamique d'expansion de ce capital s'articule à cet État régional. Sur la scène québécoise, de nombreux exemples déjà énoncés confirment le fait que la réorganisation et la consolidation des assises autochtones passent par lui. Il suffit de rappeler les diverses interventions dans l'agro-alimentaire (Provigo, Culinar, etc.), dans la cablodistribution (Cablevision nationale-Vidéotron) ou dans le domaine pharmaceutique (Omnimédic)³⁷ pour mettre en relief la justesse de ces propos. Que dire maintenant des projets conjoints (Normick Perron-Donohue, Donohue-Saint-Félicien)³⁸ et des nombreux appuis financiers qu'ont accordés une SDI ou une Caisse de dépôt et de placement, ou de l'appui technique d'un organisme comme

³⁷ Omnimédic, regroupement d'industries pharmaceutiques auquel sera lié le laboratoire Octo, sera le fruit d'une intervention de la Caisse de dépôt. Ce mouvement de capital visera certes à lancer dans le champ québécois une institution capable, du moins localement, de concurrencer les grands monopoles du secteur.

³⁸ Une nouvelle compagnie, Donohue Normick Inc. a été créée en septembre 1979 ; elle devrait, sous peu, construire au coût de 140 millions \$ une usine de papier journal.

le CRIQ ? Même l'avenir des P.M.E. locales est étroitement associé à cet État.

[45]

Outre les nombreux programmes de la SDI, c'est la fonction de réorganisation et d'ouverture des marchés extérieurs qu'il importe de souligner. Épaulant les P.M.E. engagées dans la production et la transformation, l'État québécois s'est assigné la tâche d'ouvrir le champ d'investigation des entrepreneurs régionaux. Il s'agit, dans une large mesure, de mettre un terme au cloisonnement des secteurs traditionnels (industrie du vêtement, de la chaussure, etc.). Il s'agit également, d'une part de stimuler l'immixtion des entreprises autochtones dans les circuits des grands monopoles, et ainsi d'accroître les retombées économiques profitables au capitalisme québécois et, d'autre part, d'encourager l'éclosion de nouveaux grands ensembles industriels.

Le premier volet sera clairement énoncé dans le rapport Tetley, puis repris dans *Bâtir le Québec*. Entre autres points, on y déclarera :

Le gouvernement envisage sérieusement avec l'accord des intéressés l'implantation dans la région de Montréal d'une bourse de sous-traitance, c'est-à-dire d'un intermédiaire pouvant mettre en relation les entreprises « passeurs d'ordre » et des P.M.E. québécoises ³⁹.

En ce qui concerne l'appui à la création de nouvelles grandes firmes, force nous est de rappeler l'histoire d'un Canam-Manac ou d'un Provigo. De même, la volonté de seconder le développement du commerce, domaine où se situe la majorité des P.M.E. démontre la ferme intention d'assister les commerçants locaux et d'en favoriser la réorganisation ⁴⁰.

Que dire maintenant de la déclaration, formulée au sommet économique de Montebello, préconisant le maintien d'une politique étatique d'achat chez nous ; ou encore de la création des SODEQ, ces banques d'affaires régionales destinées à stimuler le financement des P.M.E. Enfin, Bernard Landry n'annonçait-il pas dans *Bâtir le Québec* la création d'une banque de sous-traitance qui permettrait de raffermir

³⁹ Québec (prov.), ministère d'État au développement économique, *Bâtir le Québec, énoncé de politique économique*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1979, p. 100.

⁴⁰ Certains cas (Métro-Richelieu, les pharmacies Uniprix, Rona-BMR) annoncent déjà une très nette tendance au regroupement et à la concentration dans ce domaine.

les liens entre les P.M.E. locales et les grandes firmes non québécoises ? La multiplicité des interventions de cette nature confirme nos énoncés de départ. Il appert, en effet, que la prise en charge du marché local et l'expansion interne du champ économique de la bourgeoisie autochtone passent par l'État québécois.

De même, la promotion des exportations et de l'expansion extra-régionale des P.M.E. qu'entend stimuler le gouvernement, dévoile son désir de permettre à ce type de capital d'étendre son marché et si possible de l'accroître en le fixant sur la scène continentale. Cet intérêt pour les marchés extérieurs est d'ailleurs partagé par les plus grands noms de cette bourgeoisie. Toutefois, le mouvement prend la forme d'une exportation de capitaux et dénote une très nette volonté de s'implanter sur la scène continentale. C'est cette dynamique d'internationalisation qui a amené les projets d'expansion de la bourgeoisie bancaire et ceux de nombreuses entreprises [46] prises industrielles telles Culinar, Provigo, A.B.B.D.L., S.N.C., Comterm, Bombardier, Les maisons mobiles Prévost ou Saint-Hubert B.B.Q., pour ne citer que quelques-unes des nombreuses firmes qui se sont inscrites dans cette vague depuis 1975. ⁴¹

L'acquisition de Loeb par Provigo, l'ouverture des rôtisseries Saint-Hubert dans le sud américain, l'achat de Orchard Hill Farms (une entreprise de surgelés américains) et de Stuart (très présente en Ontario) par Culinar et les projets d'expansion américaine de Bombardier ou de S.N.C. traduisent ce mouvement. Or, qu'il s'agisse d'appui financier, de mise en place de structures favorisant ce type d'expansion ou de l'exportation du « know-how » québécois, il ressort que l'État provincial occupe un espace central pour cette bourgeoisie locale.

Dans cette perspective, nous ne pouvons que souligner l'importance de tout accroissement des pouvoirs de cet État local. L'arrêt des dédoublements de programmes (touchant surtout les P.M.E.) d'aide à

⁴¹ Pierre Beaulne l'a déjà indiqué, le continentalisme, dynamique de la bourgeoisie nord-américaine, est le produit de la crise et de la volonté d'expansion du capital canadien. Cet auteur précise : « Il faut voir dans ce domaine la conjonction de deux mouvements : 1) le repli du capital américain vers son centre logistique à mesure que la crise se déploie, 2) la voie suivie par le capital canadien pour sortir de la crise en s'internationalisant ». Cité par Beaulne, Pierre, *Le Capital québécois dans la crise canadienne*, Montréal, CEQ, 1979, p. 11.

l'entreprise en fonction de deux ordres de priorités (l'un québécois et l'autre canadien), et la concentration des fonds au seul niveau provincial, permettraient certes une planification plus axée vers les champs jugés prioritaires.

Dans le même ordre d'idée, toute reconnaissance d'un droit de regard du Québec sur, par exemple, la politique monétaire, permettrait aux bourgeoisies industrielles et financières québécoises, pour la première fois de leur histoire, de disposer d'un véritable pouvoir de représentation auprès de la Banque centrale. Que dire maintenant de l'impact potentiel de l'accroissement du pouvoir d'achat d'un État québécois qui serait seul habilité à lever des impôts et dont les pouvoirs seraient élargis ? La tendance précédemment mise en relief est à cet égard fort éloquente. Ainsi un Québec, maître de son budget de la défense, disposerait de nouveaux moyens aptes à stimuler le développement d'industries autochtones dans la production d'armements ou à la marge de ce domaine (technologie, matériel électrique, matériel de transport, produits métalliques, chimie, etc.).

Ce sont quelques-unes des tendances dont on ne peut dissocier la bourgeoisie. Il ne faut cependant pas croire qu'il s'agit là d'objectifs fidèles aux aspirations de tous les bourgeois québécois. En fait, c'est ce que nous allons maintenant voir, cette bourgeoisie est composée d'une multiplicité d'intérêts, souvent contradictoires.

b) Une pluralité d'intérêts

Comme nous l'avons vu, plusieurs firmes importantes tendent de plus en plus à se localiser dans une dynamique continentale ou mondiale et, à cet égard, appellent des besoins particuliers. C'est [47] certainement le cas des grandes sociétés d'ingénierie et d'ingénieurs conseils, comme c'est celui de Bombardier ou Provigo. C'est aussi celui de la bourgeoisie financière. Pour ce capital financier, cette expansion s'est, compte tenu de certaines contraintes du marché américain, essentiellement effectuée sur le marché canadien.

Certains autres capitaux, dans le matériel de transport et dans la fabrication du papier, se sont également développés en étroite conjonction avec le marché américain. Il appert d'ailleurs que les

quelques entreprises engagées dans la fabrication de produits chimiques rejoignent ce groupe. Pour tous ces éléments, il s'agira, bien qu'à divers niveaux, de consolider leurs assises locales, mais aussi de stimuler et de protéger leur expansion continentale ou mondiale. Ainsi, les institutions bancaires et para-bancaires, tout comme Bombardier, concentrent actuellement leurs énergies dans cette dernière direction, alors que d'autres, comme Normick-Perron ou Culinar, appelleront plutôt ce type de développement dans les années à venir. En ce qui touche à ces grands ensembles, nous tenons à préciser que nombre d'entre eux, prenant conscience de la réalité capitaliste mondiale, s'associeront au mouvement de désengagement de l'État des multiples programmes qui ont caractérisé son expansion dans les vingt dernières années, aux divers projets de coupures de ses dépenses et seront favorables au passage à une nouvelle gestion capitaliste.

D'autres entreprises, par contre, beaucoup plus orientées vers le marché local, et en expansion sur ce marché où souvent elles sont en concurrence directe avec le capital canadien, ont développé des intérêts spécifiques. Ce sera le cas de la majorité des firmes engagées dans le commerce de gros et de détail, dans les aliments et boissons, dans le bois et sa transformation, dans la fabrication de produits en métal, dans les produits minéraux non métalliques et dans l'imprimerie et l'édition. En effet, ces sphères sont le siège d'entreprises qui, hormis les monopoles déjà identifiés, sont d'abord concentrées sur le marché québécois. Si certaines des entreprises engagées dans ces sphères connaîtront, dans les années à venir, un développement analogue aux firmes précédemment identifiées, il semble que plutôt enracinées dans les régions québécoises, elles ont actuellement des attentes moins internationalistes. C'est le cas de nombreuses coopératives engagées dans l'agro-alimentaire, telles la Coop agricole du Bas Saint-Laurent (89,9 millions \$ d'actifs), la Coop Laiterie du sud de Québec (78,6 millions \$), la Chaîne coopérative du Saguenay (62,1 millions \$) et la Coop agricole de la Côte Sud (30 millions \$).

Il faut d'ailleurs préciser que, dans l'ensemble et ce, bien que certaines d'entre elles lorgnent de plus en plus vers les marchés extérieurs, le capital coopératif se situe généralement dans ce groupe. Il faut également souligner que les grandes coopératives ou fédérations [48] de coopératives s'associeront beaucoup plus étroitement à l'État québécois et tendront à s'appuyer sur cet État.

D'autres entreprises engagées par exemple dans la bonneterie ou le meuble, malgré leur caractère massivement régional, partagent toutefois (parce que dépendantes du marché canadien) des intérêts différents. Leur situation économique les incitera certainement à s'assurer certaines garanties, dont la protection de leur marché. Enfin, que dire des sociétés d'État, de cette bourgeoisie d'État qui s'est formée dans les deux dernières décennies, sinon qu'elle s'est, au cours des ans, dotée de sa propre cohérence ⁴², de ses propres intérêts assujettis aux lois de la mise en valeur et de la rentabilité capitaliste. Appui du capital local, cette bourgeoisie en est aussi une constituante dont les intérêts s'articulent également à son rôle par rapport aux entreprises autochtones, aux divers objectifs que le législateur lui a fixés en matière de retombées économiques locales. Même ici, il serait hasardeux d'ignorer les contradictions internes associées, entre autres, à la diversité des mandats, des sphères, et des types d'opérations.

Il apparaît, suivant ce rapide survol, qu'un bon nombre d'éléments du capital québécois a développé des intérêts liés à l'État régional, et que son expansion passe en bonne partie par l'accroissement des pouvoirs de cet État. Ces intérêts sont également susceptibles de bénéficier d'une diversification et d'une réorganisation de l'économie qui pourraient leur permettre, entre autres, de faire des percées au niveau de l'industrie lourde.

Or, de telles visées doivent nécessairement prendre corps au sein de cet État québécois, auquel la bourgeoisie québécoise est intimement liée. C'est donc vers l'étude de l'État, et plus spécifiquement vers celle du pouvoir politique que nous allons maintenant nous tourner.

NOTES

⁴² À cet égard, est-il utile de rappeler les nombreuses interrelations qui les unissent. De plus en plus, Pierre Fournier (*op. cit.*) l'a déjà souligné, elles raffermissent leurs liens d'abord entre elles, puis avec les autres constituantes de la bourgeoisie québécoise. Nouveler, cette société des énergies nouvelles récemment créée par le gouvernement Lévesque est à la mesure de ce mouvement. En effet, conjointement détenue par SOQUIP, la S.G.F. et Hydro, cette société reflète fort bien cette tendance à laquelle nous nous référons.

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[49]

[50]

[51]

[52]

[53]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 2

**LE PARTI QUÉBÉCOIS :
POLITIQUES ÉCONOMIQUES
ET NATURE DE CLASSE**

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce deuxième chapitre se penche principalement sur la nature de classe du projet politique et économique du PQ, ainsi que sur le sens et le bilan de sa pratique du pouvoir. En effet les programmes et l'exercice du pouvoir par cette formation politique nous permettent de dégager la nature des intérêts essentiels défendus par ce parti.

Une première section nous introduira au discours et aux objectifs mis de l'avant par le PQ depuis sa formation, tandis que la deuxième section, par le biais d'un rapide examen et bilan des législations économiques, nous amènera à voir dans la pratique péquiste du pouvoir que celui-ci tente de plus en plus de se concilier le capital québécois. Une troisième section s'attache à définir les places respectives que le PQ entend réserver au capital américain, canadien et québécois dans la perspective d'une renégociation de l'espace économique et politique canadien. Enfin, une dernière section conclut sur la nature nationaliste et capitaliste du projet de société que véhicule le PQ.

1. L'idéologie du PQ de sa formation à la prise du pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti québécois que l'on connaît aujourd'hui est issu de la fusion, en 1968, du Mouvement souveraineté-association, du Ralliement national et du Rassemblement pour l'indépendance nationale. [54] Nous tenterons de voir ici, rapidement, le projet politico-économique élaboré par ce regroupement des forces indépendantistes et souverainistes, la continuité et les modifications apportées et les grandes lignes du discours idéologique qui s'en dégagent.

Le regroupement du MSA, du RIN et du RN à la fin de la période active de « modernisation » économique et politique de l'État québécois, la « révolution tranquille », est symptomatique. En effet, la création du Parti québécois marque l'élargissement des assises sociales de l'idée de la souveraineté du Québec : propagation de cette idée dans la classe ouvrière, dans les milieux ruraux, mais aussi ralliement rapide de larges franges des couches petites-bourgeoises.

La fusion des trois mouvements nationalistes a donné lieu à l'émergence d'un seul programme politique et économique, celui du MSA. Les autres mouvements se sont en effet dissous pour se joindre au MSA, et ont formé le Parti québécois. Ce qu'il faut retenir de ce rapprochement des forces nationalistes, c'est la mise en veilleuse de l'idée d'indépendance de la part des membres du RIN et du RN, en faveur de l'idée de souveraineté et d'association qui était la plate-forme programmatique du MSA. Il faut aussi remarquer que la direction de ce mouvement est devenue la direction du PQ. Cette direction, on s'en souviendra, était issue pour l'essentiel d'anciens membres du Parti libéral, René Lévesque, et de hauts fonctionnaires de l'État.

On peut caractériser le discours idéologique de cette formation naissante comme étant avant tout nationaliste, ou plus précisément souverainiste et associationniste, et étatiste, c'est-à-dire accordant une large place à l'État dans le développement de l'économie. Mais on peut ajouter que malgré son discours étatiste, le PQ ne remettait pas en question le système capitaliste, non plus d'ailleurs que la présence de l'impérialisme américain au Québec. Voyons rapidement l'analyse du

PQ face à l'économie du Québec et les solutions qu'il proposait avant de prendre le pouvoir.

L'analyse des problèmes économiques du Québec dans le premier programme est assez simple : l'économie du Québec n'est pas sous-développée mais elle est mal développée ; de plus les Québécois n'ont pas suffisamment de contrôle sur leur propre économie ⁴³. Dès lors, le programme du PQ prônera, comme le programme du MSA l'avait fait, une intervention massive et décisive de l'État. Dans le programme du MSA de 1968, et dans un document du PQ de 1970, on retrouve textuellement la même analyse et on envisage les mêmes solutions :

L'État est le grand moteur des économies contemporaines. Ses responsabilités qui sont immenses et la puissance des leviers dont il dispose font de lui à la fois l'animateur indispensable, le coordonnateur suprême du développement économique ⁴⁴.

[55]

Jacques Parizeau dira que ce qui est important pour le Québec, c'est de rapatrier des « centres de décisions », entendant par là, de contrôler certaines grandes entreprises. Le gouvernement du Québec a créé ou suscité la création de certains de ces centres (les sociétés d'État), et « un Québec indépendant devra poursuivre dans la même voie ⁴⁵ ». Comme le Québec, à cette époque, n'a pas des dizaines d'entreprises importantes, comme Bombardier, il incombe, selon le PQ, à l'État de se substituer au capital privé : « L'État doit adopter comme forme prioritaire d'intervention dans l'économie une extension soutenue du secteur public (entreprises d'État mixtes) ⁴⁶. » Il faut bien voir que le capitalisme comme tel n'est nullement remis en question ; l'intervention de l'État a surtout pour but de poser les jalons d'une économie de marché saine et vigoureuse : « Il n'y a pas de capitalisme sain dans une

⁴³ Murray, Véra, *Le Parti québécois de la fondation à la prise du pouvoir*, Montréal, Éd. Hurtubise, HMH, 1976, p. 42.

⁴⁴ Ce pays qu'on peut bâtir, MSA, 1968, p. 2 et La Solution, le programme du PQ, 1970, p. 38.

⁴⁵ Parizeau, Jacques, « L'avenir économique d'un Québec souverain », Cahier spécial de la revue *Maintenant*, 1970, p. 5.

⁴⁶ La Solution, op. cit., p. 26.

économie malsaine ⁴⁷. » Par ailleurs, ce sujet a toujours été un peu tabou à l'intérieur du PQ, mais sur les principes le projet péquiste n'a jamais vraiment bougé.

Si son préjugé en faveur d'un renforcement du secteur public a toujours donné au PQ une allure étatiste, sa perspective a toujours été fondamentalement la même : l'État est le moteur et le soutien du secteur privé. Car ce dernier n'est pas laissé pour compte, mais on prendra un certain temps à définir un projet crédible, laissant à l'État une place importante en même temps que l'on promet au capital privé un nouvel épanouissement. Jacques-Yvan Morin déclarait par exemple devant la Chambre de commerce de Montréal en 1974 : « Le milieu des hommes d'affaires a tout à gagner à sortir d'un régime qui ne laisse aux entrepreneurs et financiers québécois qu'une mince tranche de l'activité économique... Les industriels, entrepreneurs et financiers québécois, relégués par le système actuel dans un rôle de second plan, pourront, au Québec souverain, jouer pleinement leur rôle d'agents de développement ⁴⁸. »

Sur un autre plan, face aux États-Unis, la problématique péquiste évacue les effets négatifs de la dépendance et de la domination économiques engendrés par l'impérialisme américain. Tout au plus, voudrait-on profiter plus substantiellement du système économique en place qui tend trop à favoriser les « autres » et à laisser aux Québécois les miettes du développement. C'est donc du côté des États-Unis que les idéologues du PQ voient l'avenir : « ... le salut économique des Québécois se trouve dans notre familiarité avec les U.S.A.... familiarité dans laquelle nous avons baigné trop passivement mais que rien n'interdit d'apprendre à exploiter à notre avantage ⁴⁹. »

Face au capital américain, le PQ a élaboré une approche qui n'a pratiquement pas été modifiée depuis sa création, et qui trouve son origine dans le programme du MSA : il y est bien stipulé en effet que les capitaux étrangers « seront bien accueillis et, une fois installés, [56] traités avec un respect méticuleux, pourvu qu'ils se comportent en bons

⁴⁷ *La Souveraineté et l'économie*, Montréal, Parti québécois, Éd. du Jour, 1970, p. 159.

⁴⁸ Jacques-Yvan Morin, cité dans *le Bulletin populaire*, 26 juin 1975, p. 7.

⁴⁹ Ce pays qu'on peut bâtir, op. cit., p. 19.

citoyens ⁵⁰ ». Un espace économique certain leur est donc réservé, aux côtés du capital public, coopératif et évidemment privé.

Bien sûr, les programmes du PQ ont évolué et raffiné les moyens qu'ils s'engageaient à prendre pour stimuler le développement économique et raffermir le contrôle québécois : les éditions des programmes de 1969, 1973 et 1975 mettent de l'avant l'idée d'un Office du plan ⁵¹, d'une Société de réorganisation industrielle ⁵², du renforcement des sociétés d'État existantes ⁵³ », etc. et dans le programme de 1969, on parle explicitement d'une Banque du Québec ⁵⁴, projet qui évidemment sera abandonné lorsque l'on adoptera l'idée d'une monnaie commune avec le Canada.

Ce projet ne remet pas en cause le capitalisme ; il ne remet pas plus en question l'impérialisme américain, tout au plus entend-il s'y intégrer différemment en tentant d'en tirer profit. Ce projet n'est donc pas socialiste, tout au plus prend-il des allures étatistes, à cause de la place accordée à l'État dans l'économie.

Il faut par ailleurs remarquer un tournant idéologique dans l'évolution programmatique du PQ ; celui-ci s'est manifesté dans le document *Quand nous serons vraiment chez-nous* et dans les discussions du congrès d'octobre 1972. En fait, les péquistes ne se démarquaient pas de leur programme de 1969 et de leurs positions précédentes, mais ajoutaient des éléments nouveaux à leur projet. Sur le terrain économique, le PQ élabore un code d'investissements qui prévoit « qu'aucune société étrangère ne pourra posséder 100% du capital-action d'une entreprise incorporée au Québec ⁵⁵ ». Cette mesure n'est pas, loin de là, anti-impérialiste, mais elle tend à affirmer le nationalisme économique en faveur de la bourgeoisie locale de façon plus nette et plus vigoureuse. Aucun parti politique n'avait avancé de telles propositions avant le PQ. On trouve aussi dans ce document

⁵⁰ *Ibid.*, p. 22.

⁵¹ Murray, V., *op. cit.*, p. 50-55.

⁵² *Ibid.*, p. 59.

⁵³ *Ibid.*, p. 51.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Quand nous serons vraiment chez nous*, Montréal, Les Éditions du Parti québécois, 1972, p. 94.

l'affirmation qu'« on n'arrêtera pas le glissement vers le secteur public de produits présentement fournis par les entreprises ⁵⁶ ».

C'est, par ailleurs, sur le terrain de la démocratisation de la vie économique que l'on peut percevoir un tournant idéologique important à cette époque. Au congrès de 1972, on parlera de participation des travailleurs aux décisions à l'intérieur des entreprises, de cogestion, de favoriser la syndicalisation et de faire des centrales ouvrières des interlocutrices privilégiées, entre autres, à l'Office du plan, etc. Mais plus encore, on y discutera de conseils ouvriers, ou de comités d'entreprises élus par les travailleurs et devant participer à la gestion des entreprises. De plus, on adoptera le principe d'un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs. Telles sont les prétentions sociales-démocrates du PQ.

[57]

Mais il apparaît aujourd'hui que ce discours a été constamment, depuis ce temps, édulcoré, et de plus que ce courant n'a pas modifié l'essentiel du projet péquiste. Plus encore, ce discours, qui trouvait de larges assises chez les membres, a été éclipsé par la direction du Parti, lentement mais sûrement. En 1977, René Lévesque poursuivait cette épuration et invitait les « révolutionnaires » à quitter son parti ⁵⁷.

Sauf au chapitre de la stratégie (le référendum, etc.), la politique constitutionnelle de la direction du PQ n'a jamais connu de glissement de 1968 à aujourd'hui. L'objectif a toujours été le même, soit la souveraineté-association. Et ceci à travers les péripéties des débats sémantiques, d'une certaine confusion chez les militants, et des affrontements en ce qui touchait la stratégie. Comme sur le terrain économique donc, la direction du PQ a toujours dominé le débat sans changer significativement ses options : projet bourgeois de renforcement et de promotion du capitalisme québécois sans rupture avec le système capitaliste dominant, et partant avec l'impérialisme, d'où le projet d'association rassurante.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 73.

⁵⁷ O'Neill, Pierre, *Le Devoir*, 21 mars, voir aussi « Les événements survenus au Congrès de 1972 » in *Le Devoir*, 26 février 1973.

2. Bilan des politiques économiques du Parti québécois

[Retour à la table des matières](#)

Nous tenterons de cerner ici les grandes lignes, ou les tendances, des politiques économiques mises de l'avant par le gouvernement du Parti québécois après plus de trois ans de pouvoir. Il n'est pas question de passer en revue toutes les législations, les réglementations et mesures administratives de ce gouvernement, ce qui serait extrêmement fastidieux, mais bien de voir le sens global des politiques économiques péquistes, dans le but de mieux cerner les implications économiques réelles du projet de souveraineté-association.

a) La politique budgétaire

Un rapide bilan des trois premiers budgets déposés par le parti ministériel donne une image assez juste des priorités de ce gouvernement.

Le premier budget déposé par M. Jacques Parizeau recule d'abord sur le principe d'indexation des impôts, principe défendu par le PQ alors qu'il était dans l'opposition, et plafonne les dépenses publiques tout en réduisant les crédits du ministère de l'Éducation, et sur cet élan le budget de mars 1979 accorde des augmentations de moins de 3% à ces postes, alors que l'inflation atteignait près de 10% chaque année ⁵⁸. La politique salariale adoptée par le PQ en vue des négociations des secteurs publics et para-publics de 1979 est aussi significative. Déjà en février 1978, lors d'une conférence des [58] premiers ministres provinciaux, une position de compression des effectifs et de réduction des salaires réels dans le secteur public était adoptée.

Entre temps, par ailleurs, comme le notait le président de la CSN au sommet de Montebello, alors que les profits augmentaient de 13% en 1976 à 23% en 1978, les impôts des entreprises ont été continuellement

⁵⁸ Dostaler, Gilles, « [La crise et le gouvernement du Parti québécois](#) », *Les Cahiers du socialisme*, no 4, automne 1979, p. 28.

allégés, et ceux des particuliers augmentés proportionnellement à la diminution de la part de l'imposition du capital ⁵⁹.

Dans l'ensemble, on pourrait presque résumer les trois premiers budgets Parizeau en un mot : austérité. Mais ceci a signifié concrètement des coupures de postes dans les services publics, la compression des salaires réels pour les employés de l'État, Dans une conjoncture difficile, le PQ, avec une marge de manœuvre très mince, a géré la crise de façon semblable à l'ensemble des pays capitalistes avancés.

Pour le PQ, 1979 aura été l'Année de l'économie. En effet, après s'être donné une stratégie d'ensemble dans les domaines politique, culturel et social en 1977 et 1978 par une série de mesures législatives et administratives, le Parti québécois annonce clairement sa stratégie économique en 1979. Pendant cette année, en effet, le discours inaugural de mars 1979, le budget qui le suivra immédiatement et le document *Bâtir le Québec* poseront les jalons de la problématique économique péquiste.

Un analyste a bien cerné, en quelques mots, l'approche du PQ en matière économique :

Cette stratégie s'articule autour de la protection et du développement du capital et des épargnes autochtones, autour de notre « patrimoine » économique plutôt que sur les grandes entreprises et les investissements étrangers. C'est un virage important par rapport aux gouvernements antérieurs ⁶⁰.

Le budget de mars 1979 révèle les deux traits dominants de ce gouvernement en matière économique : son nationalisme et son conservatisme. En effet, la principale innovation prônée par le budget se trouvait dans le nouveau régime d'« épargne-action ». Cette mesure permet de réduire de son impôt jusqu'à 15 000 \$, ou 20% des revenus, pour l'achat de nouvelles actions d'entreprises ayant leur siège social au Québec. Cette mesure s'adresse évidemment uniquement aux « cadres » et aux personnes ayant des revenus élevés.

⁵⁹ Rodrigue, Norbert, in *Conférence au sommet de Montebello*, Rapport, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, p. 17.

⁶⁰ Lesage, Gilles, *Le Soleil*, 7 mars 1979.

Or les associations patronales s'insurgeaient depuis le début de 1978 du taux trop élevé d'imposition pour les « cadres » en comparaison avec les taux en Ontario. À cela, Jacques Parizeau répondait que l'Ontario a la plus régressive des structures d'impôts au Canada et que pour réduire ses impôts, et donc en arriver à une taxation [59] aussi régressive qu'en Ontario, il n'y avait qu'un moyen : « C'est d'investir dans le Québec plutôt qu'à Nassau, en Floride ou en Alberta ⁶¹ ». Cette mesure a, selon le ministre des Finances, connu un succès retentissant ⁶². Pour les privilégiés ! Ce régime d'épargne-action révèle le caractère éminemment bourgeois, mais aussi nationaliste de ce gouvernement.

b) Les politiques économiques

Les politiques économiques s'avèrent être le lieu par excellence où se manifestent les aspirations de la bourgeoisie autochtone, ainsi que l'appui de l'État et son effort de promotion en faveur de cette bourgeoisie régionale.

Par ailleurs, si la majorité des représentants du capital québécois dirigent des entreprises relativement petites ou moyennes, il n'est pas surprenant que bon nombre de mesures s'adressent spécifiquement aux P.M.E. La loi 48, par exemple, crée un fonds de relance industrielle pour ces dernières. Une autre mesure législative offre des dégrèvements d'impôts spéciaux pour le développement régional, c'est-à-dire que l'on récompense particulièrement l'investissement dans les régions périphériques. Ces deux législations représentent un manque à gagner de 35 à 40 millions \$ pour l'État en termes d'impôts aux entreprises de moins de 200 employés et de moins de 7,5 millions \$ d'actifs. Moins d'impôts, concrètement pour les P.M.E. québécoises ⁶³.

Quant à la loi 6 permettant la création des SODEQ (Sociétés de développement de l'entreprise québécoise), disons d'abord que le projet avait germé sous le gouvernement Bourassa et aurait sans doute été adopté par ce gouvernement n'eût été sa défaite électorale. Il fut donc

⁶¹ Nadeau, Michel, *Le Devoir*, 28 mars 1979.

⁶² Falardeau, Louis, *La Presse*, 26 mars 1980.

⁶³ *Le Devoir*, 16 juin 1977.

adopté le 30 juin 1977 après avoir été élaboré et concocté pendant trois ans par l'ex-ministre Guy Saint-Pierre, la Chambre de commerce de la province de Québec et le Groupement québécois des entreprises ; son but est la création d'entreprises privées qui contribueront au financement des P.M.E. en fournissant le capital de risque requis pour certains projets. Ses principaux promoteurs prévoient un rendement de 10% sur le capital investi, plus une réduction fiscale plus qu'intéressante, égale à 25% de l'investissement, un véritable paradis fiscal s'adressant à la petite-bourgeoisie et à la bourgeoisie québécoise ⁶⁴.

Tous les représentants du capital québécois réunis au sommet de Montebello appuient cette initiative et s'y intéressent concrètement ; et ceci d'autant plus qu'en plus d'une réduction fiscale de 25%, les investisseurs bénéficient des avantages du régime d'épargne-action institué par le budget en 1979 ⁶⁵. Ce type de capital de risque est donc extrêmement bien protégé ! La dernière SODEQ créée est [60] dirigée par nul autre que le vice-président de la Chambre de commerce de Québec et regroupe l'Union régionale de Québec des Caisses populaires, la Fédération des caisses d'entraide, les compagnies d'assurance La Laurentienne, l'Unique, la S.S.Q., la Banque canadienne nationale et plusieurs investisseurs privés ⁶⁶. Le capital québécois, on le voit, forme un réseau cohérent et distinct des autres réseaux, ceux du capital canadien et du capital américain installés au Québec, et profite plus que tout autre des avantages que lui consent l'État par ce type de mesures.

Le programme Opération solidarité économique (OSE) s'adresse lui aussi, principalement, au capital québécois, plus précisément aux P.M.E. Depuis son lancement en octobre 1977, où M. Lévesque « faisait appel à la mobilisation de tous les travailleurs et de toutes les formes d'initiatives », le gouvernement a injecté plus de 249 millions \$ et les « différents partenaires » 271 millions \$ ⁶⁷. Les « partenaires » ne sont nul autres que les patrons de P.M.E., outre quelques projets communautaires et l'aide à certaines coopératives et à des agriculteurs.

⁶⁴ *Le Devoir*, 4 mai 1979 et 30 novembre 1979.

⁶⁵ *Développement-Québec*, vol. 6, no 4, avril-mai 1979, p. 10.

⁶⁶ Direction des communications - AFINTER, 23 avril 1979, p. 1.

⁶⁷ *OSE*, vol. 2, no 7, février 1980, p. 4.

Les formes de subventions aux entreprises vont de la subvention directe pour la création d'emplois (l'État alloue gratuitement ou presque des travailleurs aux patrons), à la stimulation à l'investissement privé, c'est-à-dire au financement direct des entreprises.

Quant à la Société de développement industriel (SDI) qui avait versé, de sa création à juin 1979, 683 millions \$ aux entreprises du Québec ⁶⁸ (entreprises québécoises et entreprises étrangères), le gouvernement Lévesque était loin d'être convaincu de l'opportunité de ses politiques. Aussi, son contrôle sur celle-ci s'est-il raffermi ⁶⁹ et son mandat a-t-il été modifié pour qu'elle devienne « une véritable banque d'affaires orientées vers le développement économique du Québec ⁷⁰ ». Cette réorientation ira inévitablement beaucoup plus dans le sens des intérêts du capital québécois, comme l'a clairement énoncé Bernard Landry dans *Bâtir le Québec*.

D'ailleurs ce changement de cap est déjà perceptible depuis que le PQ est au pouvoir : en 1977 deux nouveaux programmes sont mis en branle, l'un s'adressant aux secteurs « mous », et l'autre aux petites entreprises de moins de 20 employés ; on peut dire que les programmes de subventions et de prêts de la SDI ont été élargis pour bénéficier plus précisément et plus directement au capital québécois concentré dans ces secteurs. De novembre 1977 à mai 1978, 86 demandes s'adressent au premier programme et 363 au deuxième ⁷¹. En 1978-79, 146 entreprises de moins de 20 employés seront aidées sous une forme ou sous une autre : la SDI a plus que triplé les sommes consacrées à son programme de financement des P.M.E. du Québec ⁷².

La Société de développement coopératif, créée par le gouvernement du Parti québécois, a pour but explicite, selon Mme Lise [61] Payette, de « permettre aux entreprises coopératives de se tailler une meilleure place dans le paysage économique québécois ⁷³ ». Son renforcement en juin 1979, un ajout de 25 millions \$ pour la capitalisation dans certains projets et de 5 millions \$ pour aide technique, est la poursuite de son

⁶⁸ Pépin, Laurent, *Le Devoir*, 20 juin 1979.

⁶⁹ *Le Devoir*, 11 mai 1978.

⁷⁰ Gravel, Pierre, *La Presse*, 20 juin 1978.

⁷¹ Jannard, Maurice, *La Presse*, 18 mai 1978.

⁷² Pépin, Laurent, *Le Devoir*, 20 juin 1979.

⁷³ *Le Devoir*, 1er juin 1979.

mandat explicitement nationaliste de soutien et de promotion de ce type de capital.

Dans le domaine de l'agro-alimentaire, la société d'État SOQUIA, créée par les libéraux, mais très peu active sous leur règne, connaîtra aussi une réorientation avec le gouvernement péquiste. En effet, le ministre titulaire, M. Garon, quelques mois après sa nomination, donnera des directives à la société d'État : prendre des initiatives ou participer aux initiatives dans le secteur de l'agro-alimentaire dans les domaines de l'approvisionnement, de la transformation ou de la commercialisation, et ceci par le biais d'une participation au capital-actions (jusqu'à 50%) et à la gestion (temporaire) d'entreprises québécoises ⁷⁴. Moins d'un an plus tard, en mai 1978, le fonds social de la SOQUIA sera augmenté de 10 à 40 millions \$ par la loi 7.

On peut citer quelques exemples qui montrent dans quel sens va la gestion péquiste dans l'agro-alimentaire par le biais de cette société d'État. En six mois seulement, trois interventions en faveur du capital québécois pour plus de 1 million \$ dans Belcan, Nutribec et Salaison Olympia ; enfin, 100 000 \$ de capital-actions et 300 000 \$ de prêt pour la Fromagerie de Corneville en participation avec Anco, une filiale d'une société française. De plus, SOQUIA a acheté 38,6% du capital-actions de Culinar pour 11 millions \$ en 1977, alors que la fédération de Québec du Mouvement Desjardins voulait se départir de son contrôle sur cette entreprise et que la C.D.C., société d'État fédérale, veut en prendre le contrôle ⁷⁵. Culinar est maintenant sous le contrôle de la SID (Mouvement Desjardins) et de SOQUIA. Toutes ces interventions consolident ou permettent l'expansion d'entreprises québécoises, et sont conformes aux directives de M. Garon : « ... assurer le maintien ou le retour des secteurs de la transformation et de la distribution des produits alimentaires sous le contrôle des Québécois ⁷⁶. »

La politique culturelle du PQ, que l'on retrouve inscrite dans la loi 105, sanctionnée le 22 décembre 1978, créant la Société de développement des industries culturelles, SODIC, qui, comme l'annonçait déjà le Livre blanc sur la culture, fait du développement

⁷⁴ *Le Devoir*, 28 décembre 1977.

⁷⁵ *Le Devoir*, 16 décembre 1977.

⁷⁶ *Ibid.*

culturel une priorité au même titre que le développement économique, va dans le même sens que les autres initiatives du PQ. En fait, les deux se confondent : cette politique culturelle est étroitement liée au projet économique véhiculé par le PQ et vise à intégrer les industries culturelles au modèle capitaliste dominant.

Comprises dans un sens large, les industries culturelles au Québec commandent un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard \$ (si [62] l'on inclut la radio, la télévision, le cinéma, la presse écrite, le livre, les métiers d'art, le disque, etc.). Mais dans presque tous les domaines, les « investissements étrangers sont omniprésents surtout dans le secteur de la distribution où la rentabilité est souvent excellente ⁷⁷ ».

Or le but de la SODIC est très clair : 1) assurer le maintien sous contrôle québécois des entreprises culturelles qui sont susceptibles de passer entre les mains de firmes étrangères ; 2) rapatrier entre les mains de Québécois la plus grande part possible des industries de production et de distribution des produits culturels ; 3) favoriser le développement d'entreprises culturelles québécoises d'envergure internationale ; et enfin 4) favoriser la création et l'implantation de nouvelles entreprises québécoises ⁷⁸. De plus, la philosophie d'intervention de la SODIC devra s'inspirer de la logique du secteur privé ⁷⁹.

Les effets ne se sont pas fait attendre : par exemple dans le domaine du disque, le financement de la SODIC a permis à une toute nouvelle entreprise québécoise, Diskade, d'enlever le monopole de la distribution des disques fabriqués au Québec à la société canadienne Trans-Canada ⁸⁰. Il faut noter que dans le cas de la SODIC, comme dans celui de la SOQUIA, de la S.D.C. etc., la société d'État est beaucoup plus l'alliée de l'entreprise québécoise que sa concurrente.

On peut noter enfin quelques mesures supplémentaires posées par le gouvernement du Parti québécois qui vont aussi dans le sens d'un renforcement et d'une dynamisation du capital québécois. Par exemple, la loi 124, loi rétroactive, ce qui est sans précédent au Québec, a permis de bloquer la vente du Crédit foncier à l'entreprise canadienne Central

⁷⁷ *Développement - Québec*, vol. 6, no 3, mars 1979, p. 6.

⁷⁸ Tiré du document de travail qui a servi à la création de la SODIC, cité dans *Développement - Québec*, vol. 6, no 3, mars 1979, p. 16.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Bellemare, Pierre, *La Presse*, 20 février 1980.

and Eastern Trust et a autorisé la Banque d'épargne, institution financière à charte provinciale contrôlée par des Québécois, à racheter le Crédit foncier ⁸¹.

L'entreprise québécoise Provigo a pu se porter acquéreur d'une compagnie de distribution agro-alimentaire canadienne, M. Loeb, dont les actifs étaient plus considérables que les siens, grâce à la Caisse de dépôt et de placement du Québec. Cette dernière contrôlait en effet un bloc de 24% des actions de M. Loeb et avait fait élire deux membres à son conseil d'administration. La Caisse vendit donc ses actions à Provigo et refusa, par la suite, de vendre son bloc d'actions de Provigo à une autre entreprise canadienne, Sobey Stores, malgré son offre alléchante ⁸².

On peut aussi rappeler le refus du PQ d'aider financièrement l'acierie Questeel et le rachat ultérieur de tous ses actifs par SIDBEC.

Dans le domaine du transport aérien, l'acquisition par des francophones de parts importantes dans Nordair et Québécoir, dans un [63] cas grâce à la Caisse de dépôt, fait partie d'« une vaste opération de prise de contrôle... par des intérêts francophones ⁸³ » dans ce secteur. Les intentions du gouvernement, encore là, sont claires et conformes au programme économique du Parti québécois dans le domaine des transports.

Une décision de la Régie des services publics relativement à l'industrie du téléphone est aussi significative. Cette dernière, en effet, invoquant le « patrimoine téléphonique », et l'importance de conserver au Québec le contrôle financier de cette industrie, a permis à une petite compagnie québécoise de faire l'acquisition de deux autres petites entreprises régionales dans ce secteur. Celles-ci étaient convoitées par Québec-Téléphone, une entreprise étrangère plus importante que les trois compagnies régionales ensemble. Du regroupement de ces trois petites entreprises est née SOGETEL, dont l'ambition est de faire « l'acquisition de plusieurs autres petites compagnies de téléphone afin d'en arriver dans quelques années à acquérir Québec-Téléphone ⁸⁴ »

⁸¹ *Le Devoir*, 15 décembre 1978.

⁸² Fournier Pierre, « L'option nord-américaine », in *Le Devoir*, 30 mars 1979.

⁸³ Nadeau, Michel, *Le Devoir*, 12 janvier 1979.

⁸⁴ Nadeau, Michel, *Le Devoir*, 4 janvier 1979.

On peut ajouter que le gouvernement du Parti québécois a aussi créé la Société nationale de l'amiante (SNA) et l'a dotée au départ d'un capital de 50 millions \$ dans le but de transformer une partie plus importante de la fibre au Québec, et d'exploiter elle-même un important gisement. Toutes les entreprises de ce secteur devront d'ailleurs transformer plus de fibre au Québec ⁸⁵, et dans ce sens, la SNA participera (avec probablement d'autres capitaux québécois), à ces projets de transformation.

Le capital-actions de la S.G.F. a été augmenté de 50 millions \$ (il atteint maintenant près de 650 millions \$) ; celui de SIDBEC a aussi été accru et Hydro-Québec a créé Hydro-Québec International pour mieux percer et exploiter les marchés étrangers. Hydro a, par ailleurs, officialisé sa politique d'achat préférentiel au Québec : 72% de ses dépenses de 1,88 milliard \$ en 1978 ont été effectuées au Québec ⁸⁶. D'autre part, cette société d'État a résilié son contrat de 1 milliard \$ de polices d'assurances avec la Sun Life, suite à l'annonce de son départ, pour le passer à La Sauvegarde, appartenant au Mouvement Desjardins ⁸⁷. Ces deux gestes posés par Hydro-Québec ne peuvent que plaire au capital québécois.

Et enfin, le gouvernement péquiste a mis sur pied récemment deux nouvelles sociétés d'État : Nouveler et Pétromont. La première, avec un capital-actions de 50 millions \$ (provenant d'Hydro-Québec, de la S.G.F., de REXFOR et de SOQUEM), s'impliquera dans les secteurs de la production, de la distribution et de la vente de l'énergie, des combustibles ou des équipements dans le domaine des énergies nouvelles ⁸⁸. Ici encore, cette société d'État sera essentiellement l'alliée du capital privé québécois dans ces domaines ⁸⁹. Quant à Pétromont, consortium regroupant la S.G.F., Gulf Oil et [64] Union Carbide, c'est dans le domaine de la pétrochimie que cette entreprise œuvrera. Il est intéressant de noter que grâce à cette initiative de l'État québécois, avec la participation de deux multinationales américaines, l'industrie de la

⁸⁵ Ministère des Affaires intergouvernementales, Québec-Canada, vol. 5, no 8, nov. 1977, p. 1.

⁸⁶ *La Presse*, 17 juillet 1979.

⁸⁷ *Le Devoir*, 15 juin 1979.

⁸⁸ Duguay, Jean-Guy, *La Presse*, 26 février 1980.

⁸⁹ *Ibid.*

pétrochimie connaîtra son premier essor au Québec, alors que cette industrie était jusque là essentiellement concentrée en Ontario.

Pétromont est sans doute un bon exemple du type d'association que le PQ entrevoit avec le capital américain. Il s'agit d'un projet de 500 millions \$ dont l'objectif est la mise sur pied d'un complexe pétrochimique équivalent à celui de Sarnia, en Ontario.

L'objectif poursuivi par le PQ est d'approvisionner en matières premières (résines dérivées du pétrole) les nombreuses P.M.E. québécoises du secteur de la fabrication des produits en plastique. Plusieurs de ces entreprises, comme les Industries provinciales (famille Métivier), G.M. Plastics (filiale du groupe York Lambton) ou encore Roski (filiale de Bombardier), sont en pleine croissance. Mais à l'heure actuelle, les manufacturiers doivent mettre le prix pour obtenir de la résine canadienne de haute qualité. Pétromont aidera donc ces capitalistes québécois à régler leurs problèmes d'approvisionnement et à abaisser leurs coûts de production.

L'ensemble de ces mesures ne peut que nous amener à constater un appui systématique de l'État en faveur du capital privé québécois, quand l'occasion se présente. Il faut aussi noter l'accroissement du rôle et du poids économique de plusieurs sociétés d'État, conformément à la stratégie péquiste qui fait de l'État l'instrument privilégié du pouvoir économique québécois, et ceci malgré une « faible marge de manœuvre » au niveau budgétaire ⁹⁰.

En définitive, il faut voir une certaine continuité dans les législations et mesures gouvernementales depuis la « révolution tranquille », mais il faut aussi voir, depuis l'accession du Parti québécois au pouvoir, une accentuation de l'aide de l'État en faveur du capital « autochtone » et un projet politique plus « cohérent » qui va dans le sens d'un élargissement de l'espace économique et politique de la bourgeoisie locale.

⁹⁰ Fournier, Pierre, *op. cit.*

3. Le projet économique et politique du PQ, l'impérialisme américain, le capital canadien et le capital québécois

[Retour à la table des matières](#)

Le projet économique et politique du PQ ne s'adresse évidemment pas uniquement au capital québécois ; il prend en compte les 5 à 6 milliards \$ d'investissements américains directs⁹¹ sur le territoire québécois, le fait aussi que les E.U. constituent un des plus importants pourvoyeurs de capital pour les projets d'Hydro-Québec [65] notamment, et également le fait qu'ils représentent près de 45% des débouchés internationaux de l'économie québécoise. Il tient aussi inévitablement compte des capitaux canadiens et du marché des neuf autres provinces qui, en 1974, représentaient des exportations de 6,6 milliards \$ de produits manufacturés pour le Québec⁹².

La problématique péquiste face à la double dépendance de l'économie québécoise sera le plus clairement exprimée dans le document *Bâtir le Québec*. Le document met de l'avant le projet de dynamisation de la bourgeoisie québécoise, ainsi que l'espace qu'il entend réserver au capital étranger. Mais l'originalité fondamentale de cet énoncé de politique économique réside dans le fait qu'il s'agit du premier plan de développement global de l'économie québécoise et du capital québécois.

Le diagnostic du PQ sur l'état de l'économie québécoise peut se résumer ainsi : à cause des politiques fédérales, du manque d'articulation entre le capital étranger et le capital autochtone et des faibles retombées que ceci entraîne, et enfin à cause du manque de vigueur de la bourgeoisie locale, l'économie québécoise subit un processus de désindustrialisation (« sous-investissement industriel⁹³ »). La solution envisagée par le gouvernement Lévesque est donc de promouvoir les initiatives et le contrôle québécois sur le développement de son espace économique : « Le développement... doit

⁹¹ *La Presse*, 28 janvier 1977.

⁹² Nappi, Carmène, *Le Devoir*, 3 février 1978.

⁹³ Gouvernement du Québec, *Bâtir le Québec, énoncé de politique économique*, Développement économique, Éditeur officiel, 1979, p. 78.

donc reposer pour l'essentiel sur la volonté d'agir de tous les agents économiques autochtones et s'articuler autour des forces dynamiques existantes ⁹⁴. » Les grands axes de la stratégie sont donc posés et seront développés, précisés et répétés tout au long de l'ouvrage : 1) accroissement substantiel des investissements productifs ; 2) contrôle accru de l'activité économique par des intérêts québécois ; 3) augmentation de la part du marché interne détenu par ces mêmes intérêts et hausse de leurs exportations ⁹⁵.

Mais le projet péquiste, comme nous l'avons noté, n'ignore pas les « forces dynamiques existantes », c'est-à-dire essentiellement le capital américain et canadien ; et il ignore encore moins les travailleurs sur qui repose, en définitive, ce bel édifice (et ceci même si on en parle, somme toute, assez peu). Pour ces derniers, il n'est question que de concertation avec l'État et le patronat, de productivité dans un idéal de plus grande « conscience nationale ⁹⁶ ». Malgré les intérêts divergents entre les travailleurs et le capital, les commerçants et les consommateurs, etc., l'intérêt suprême de la nation exige des « agents économiques » (mais on vise surtout les travailleurs) un minimum de consensus et un contrat social ⁹⁷, et partant la collaboration, le bon ententisme et la pacification des relations patronales-ouvrières. Alfred Rouleau récemment exprimait bien ce désir : « Ça n'a plus de maudit bon sens la confrontation dans l'économie [66] québécoise. Les affrontements doivent cesser, si on tient à s'en sortir... le rapport de force actuel dans le milieu du travail ne peut plus durer ⁹⁸. » Or le Mouvement Desjardins n'est pas reconnu pour être moins anti-syndical que les entreprises privées !

Le PQ, par ailleurs, n'a pas remis, et n'entend pas remettre en question la présence du capital américain au Québec. Ce que l'on attend des capitaux américains, canadiens et européens, c'est une meilleure articulation avec les entrepreneurs locaux, en clair, plus de retombées : plus de contrats de sous-traitance ⁹⁹.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 79.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 65.

⁹⁶ *Ibid.*, pp. 60-70 et p. 5.

⁹⁷ *Ibid.*, pp. 77 et 85.

⁹⁸ *La Presse*, 23 février 1980.

⁹⁹ *Bâtir le Québec*, op. cit., pp. 36, 59, 100.

Par ailleurs, certains secteurs névralgiques seront entièrement ou partiellement fermés au capital étranger ¹⁰⁰ (industries culturelles et communications essentiellement) et seront la chasse gardée du capital québécois, ce qui devrait susciter « l'apparition de nombreuses initiatives autochtones ¹⁰¹ », ou encore forcer le capital étranger à s'associer au capital québécois. On laisse donc en même temps beaucoup d'espace à l'impérialisme tout en favorisant la bourgeoisie locale. Voilà pour l'idéal ¹⁰², mais ce projet est en soi passablement contradictoire et en définitive la bourgeoisie québécoise, même renforcée (réorganisée et concentrée), restera en bonne partie à la remorque des initiatives du capital américain. Face au capital étranger, le projet péquiste n'est en somme qu'une renégociation de l'intégration et de l'insertion de la bourgeoisie locale dans le champ d'accumulation continental ¹⁰³. Bernard Landry avouait d'ailleurs candidement aux financiers et hommes d'affaires américains : « We Quebecers have always had a continental Outlook ¹⁰⁴. » On peut ajouter que les visées du PQ, à long terme, impliquent une certaine autonomisation face au capital canadien et, en dernière analyse, un rapprochement avec les États-Unis.

Il ne fait aucun doute que la problématique péquiste face au capital étranger est très différente de celle de l'ex-gouvernement libéral, alors que Guy Saint-Pierre affirmait ne voir aucune différence entre le capital « national » et le capital étranger ¹⁰⁵ ! Bien sûr pour les Américains l'élection du PQ fut un choc ; on parla de triomphe du socialisme, d'un Cuba du Nord, etc. ¹⁰⁶. Mais les grands financiers de New York étaient

¹⁰⁰ *Ibid.*, pp. 119-120.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 119.

¹⁰² Le summum de l'idéalisme péquiste en cette matière revient à Jean-Pierre Charbonneau et à Gilbert Paquette dans leur livre *L'Option*, Éd. de l'Homme, 1978, qui consacre à peine deux pages à cette question (sur plus de 600). Deux pages qui éludent systématiquement le problème ! (pp. 427-428).

¹⁰³ Levasseur, C. et Lacroix, J.-G., « Rapports de classes et obstacles économiques à l'association », *Les Cahiers du socialisme*, no 2, automne 1978, p. 104.

¹⁰⁴ Cook, Peter, *Financial Times*, 5 juin 1978.

¹⁰⁵ M. Guy Saint-Pierre disait en effet à des hommes d'affaires américains : « I personally would tend to believe that there exists no fundamental difference between national and foreign capital », *Montreal Star*, 10 septembre 1975.

¹⁰⁶ *Montreal Star*, 28 février 1977, et *Le Devoir*, 3 décembre 1976.

très bien renseignés ¹⁰⁷, certains étaient même en contact quotidien avec le ministre des Finances Parizeau et ce sont eux qui exigèrent de René Lévesque son premier « pèlerinage » ¹⁰⁸ devant l'Economic Club. Il est facile de comprendre leur contentement et même leur enthousiasme devant le premier budget Parizeau, « conservateur et discipliné » ¹⁰⁹, lorsque l'on sait qu'ils en possédaient probablement les détails avant même les Québécois ! Ce même ministre effectuait d'ailleurs, peu de temps après la présentation de son budget, un voyage « secret » pour prendre la parole devant le « Conseil des relations étrangères » présidé par David Rockefeller, P.D.G. de la Chase Manhattan Bank ¹¹⁰, [67] le tout évidemment à huis-clos ! René Lévesque, pour sa part, réaffirmait qu'advenant la souveraineté-association, l'adhésion du Québec à NORAD et à l'OTAN était chose acquise ¹¹¹.

Toutes les démarches possibles pour rassurer et convaincre les financiers, hommes d'affaires, sénateurs, représentants au Congrès et universitaires sont entreprises. Dans les dix-huit premiers mois de l'administration Lévesque, 25 ministres et hauts fonctionnaires se rendront aux États-Unis, plus de 100 conférences seront organisées et le Premier ministre lui-même s'y rendra officiellement à quatre reprises ¹¹². Ces ministres et hauts fonctionnaires répètent aux Américains que la souveraineté-association « ne remettra pas en cause le système capitaliste et (que) les interventions de l'État dans les domaines de l'assurance et de l'amiante sont des exceptions... ¹¹³ ». Enfin, on mettra sur pied l'« Opération Amérique », de façon à « asseoir une perception juste et réaliste du Québec ¹¹⁴ », afin de bien faire comprendre qu'il n'y a pas de dangers « d'instabilité » sur le continent, que toutes les « règles du jeu » seront respectées, que le gouvernement Lévesque, en définitive, est un bon gouvernement capitaliste, ami des

¹⁰⁷ Pouliot, Robert, *La Presse*, 19 novembre 1976.

¹⁰⁸ *Montreal Star*, 14 décembre 1976.

¹⁰⁹ *The Gazette*, 14 avril 1977.

¹¹⁰ *Montréal-Matin*, 15 mai 1977.

¹¹¹ *Montréal-Matin*, 20 septembre 1977, tiré d'une interview au *U.S. News and World Report*.

¹¹² Pelletier, Jean, *La Presse*, 30 juin 1978.

¹¹³ Falardeau, Louis, *La Presse*, 7 octobre 1978.

¹¹⁴ *Le Soleil*, 11 novembre 1978.

États-Unis... L'opération d'ailleurs n'a pas si mal réussi puisque, dit-on, la souveraineté-association « est considérée par les milieux politiques américains comme un compromis fédéraliste plus qu'une option indépendantiste ¹¹⁵ ».

Face aux Américains donc, ou plus précisément face à l'impérialisme américain, le même leitmotiv revient, et reviendra, comme une litanie : avec la souveraineté-association ce sera, selon M. Joron, « business as usual », « cela ne modifiera pas d'un iota ce que vous faites quotidiennement au Québec ¹¹⁶ »

La problématique péquiste face au capital canadien est, au niveau de ses énoncés officiels du moins, relativement plus ambiguë. Par ailleurs les faits montrent que si la bourgeoisie québécoise gagne actuellement du terrain, c'est-à-dire élargit son espace économique et resserre ses liens (en termes de circuit financier différencié et autonome) à l'intérieur et à la périphérie de l'État québécois, c'est précisément dans les secteurs dominés par la bourgeoisie canadienne que ce terrain est gagné : l'acier, les institutions financières, les transports, les télécommunications et l'agro-alimentaire notamment ¹¹⁷. En effet, le capital autant privé que public et coopératif a énormément progressé dans ces secteurs depuis une vingtaine d'années et ceci aux dépens du capital canadien. De fait, depuis le début des années 70, les grandes firmes ontariennes n'investissent plus de façon substantielle dans des projets d'importance au Québec ; tout au plus, certaines entreprises importantes, déjà implantées au Québec, investissent-elles pour accroître leur potentiel de production et maintenir leur part du marché ¹¹⁸. Les « take-overs » au Québec, depuis quelques années, sont effectués principalement par [68] le capital américain et québécois à l'endroit du capital canadien. Les sociétés d'État, et de façon notoire, la Caisse de dépôt et de placement, ne sont pas étrangères à ce recul du capital canadien.

¹¹⁵ Pelletier, Jean, *La Presse*, 25 janvier 1979.

¹¹⁶ Bercier, Rhéal, « Guy Joron devant l'American Society for Corporate Planning », *La Presse*, 31 janvier 1980.

¹¹⁷ Fournier Pierre, « Projet national et affrontement des bourgeoisies québécoises et canadiennes » in *La Chance au coureur*, sous la direction de J.-F. Léonard, Montréal, Édition Nouvelle optique, 1978, p. 50.

¹¹⁸ Nadeau, Michel, *Le Devoir*, 6 mai 1977.

Que, par ailleurs, la bourgeoisie canadienne soit viscéralement et virulemment opposée à toute velléité de souveraineté-association, comme nous le verrons dans la 4e partie, est donc fort compréhensible : ce projet est de fait taillé à la mesure des aspirations du capital québécois et ne peut que rétrécir ou tronquer l'espace économique et le champ d'accumulation du capital canadien. Le président de l'Association canadienne des manufacturiers notait dans ce même ordre d'idée que « l'avenir de l'industrie de la fabrication dépend en grande partie de l'intégrité du territoire ¹¹⁹ ». Il est indéniable que les visées du PQ véhiculent une menace certaine pour l'industrie ontarienne en tout premier lieu.

Mais notons que le projet péquiste n'entend nullement fermer le marché québécois à la bourgeoisie canadienne, du moins à court et à moyen termes, car la bourgeoisie québécoise elle-même a trop besoin du marché canadien : en 1974, les flux du Québec vers les autres provinces ont été de 6,5 milliards \$ en produits manufacturés, et des autres provinces vers le Québec de près de 5,6 milliards \$, dont 4,65 milliards \$ en provenance de l'Ontario ¹²⁰. Il est question entre le Québec et l'Ontario d'un enjeu de plus de 100 000 emplois respectivement.

Le projet économique du PQ n'entend donc pas véritablement s'opposer au capital américain. Quant au capital canadien, on peut déjà percevoir une certaine concurrence qui tend d'ailleurs à s'approfondir entre les infrastructures industrielles du Québec et de l'Ontario. La concurrence existe bel et bien depuis un certain temps et se poursuivra inévitablement. En effet, le capital québécois entend investir le plus de secteurs économiques possibles, et les secteurs qui lui sont les plus accessibles sont aux mains de la bourgeoisie canadienne.

Les outils dont la bourgeoisie québécoise entend se doter, souveraineté-association ou pas, pour poursuivre son hégémonisation, sont de plusieurs ordres. Avec l'aide de l'État, la bourgeoisie autochtone entend reconquérir les marchés internes d'abord, pour ensuite s'engager dans un processus d'expansion continentale :

¹¹⁹ *Le Soleil*, 29 novembre 1979.

¹²⁰ Nappi, C.. *op. cit.*

L'aide gouvernementale est indispensable aux P.M.E. et vise précisément à minimiser les risques qu'elles doivent prendre en accroissant leur connaissances et leurs informations par un appui technique et financier... Le contrôle d'une bonne proportion du marché interne est aussi quasi indispensable avant de se lancer dans des transactions internationales ¹²¹.

[69]

L'État entend donc augmenter son financement, la recherche et l'innovation pour les secteurs les plus prometteurs. Tout ceci a été largement discuté au sommet de Montebello où les préoccupations patronales ont monopolisé le débat ¹²² ; quant à la recherche et l'innovation, le Centre de recherche industrielle du Québec a déjà accepté comme politique « la préséance à des projets pour des P.M.E. manufacturières du Québec sous contrôle québécois œuvrant dans des secteurs prioritaires ¹²³ ». En 1976-77, 93% de la clientèle du CRIQ était constituée de P.M.E., et 88% de celles-ci étaient sous contrôle québécois ¹²⁴. D'autre part, les initiatives de l'État peuvent aussi prendre la forme de mesures incitatives à l'endroit du capital étranger « afin de favoriser la croissance et le développement des entreprises autochtones ¹²⁵ ».

Enfin le « redéploiement » de l'économie québécoise sera aussi axé sur la spécialisation, précisément dans certains secteurs où la bourgeoisie québécoise a de bonnes assises ou peut espérer se développer, serait-ce comme sous-traitante ; de plus ce redéploiement passe par la mise en valeur des ressources naturelles, et la maximisation des effets d'entraînement des « avantages naturels » du Québec. Sur ce point la problématique est transparente : « Le gouvernement entend

¹²¹ Bâtir le Québec, op. cit., p. 158.

¹²² Gouvernement du Québec, *Conférence au sommet de Montebello*, Rapport, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques, 1979, pp. 73-110 et 171-201.

¹²³ *La Presse*, 18 juin 1977.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ Bâtir le Québec, p. 173.

favoriser... la présence accrue d'intérêts québécois dans la structure de propriété des entreprises opérant dans le secteur des ressources ¹²⁶. »

Ce qui ressort sans doute le plus clairement de *Bâtir le Québec*, c'est l'intention de l'État de présider à une restructuration des principaux secteurs industriels au Québec. Cette restructuration comprend deux dimensions principales. D'une part, « afin de profiter des avantages comparatifs du Québec à l'échelle internationale », on a l'intention de développer au maximum les industries liées aux ressources naturelles, et notamment le secteur forestier, les mines et l'électricité, tout en essayant d'accentuer les retombées locales dans ces différents secteurs. D'autre part, dans les produits intermédiaires ¹²⁷, on met la priorité sur la chimie minérale, la pétrochimie et la sidérurgie, et, finalement dans le secteur des biens d'équipement, on cherche à privilégier le matériel électrique lourd, le matériel de transport urbain et suburbain et le matériel aérospatial.

Un des problèmes structurels du capital québécois est sans nul doute l'incapacité de la bourgeoisie autochtone de mettre elle-même en rapport capital bancaire et capital industriel... Et c'est précisément ce qui explique l'importance de l'État dans la réorganisation de ce capital. Plusieurs jalons pour la mise en place d'un véritable capital financier ont déjà été posés, la SDI, la Caisse de dépôt, les SODEQ notamment, mais comme l'affirme *Bâtir le Québec* :

[70]

Les interrelations entre les institutions financières et le secteur industriel et commercial pourraient [...] être nettement renforcées afin que celles-ci puissent s'impliquer massivement dans l'équité des entreprises industrielles et commerciales, et participer indirectement à la gestion de ces entreprises ¹²⁸.

De là le projet d'une « banque d'affaires » québécoise qui impliquerait le capital public, privé et coopératif québécois. L'ex-président de la Banque canadienne nationale, à Montebello, se faisait le porte-parole de toute la bourgeoisie en déclarant :

¹²⁶ *Ibid.*, p. 276.

¹²⁷ Voir *Bâtir le Québec*, chapitre 18.

¹²⁸ *Bâtir le Québec*, op. cit., p. 97.

Le gouvernement, le mouvement coopératif, la Fédération des caisses d'entraide, les syndicats qui ont des fonds de pension à gérer, peuvent tous être associés à la création d'une banque d'affaires.... Je suis prêt à être partenaire ¹²⁹.

Mais il faut bien voir que la reconquête des marchés internes, l'expansion extra-territoriale, la spécialisation, la constitution d'un véritable capital financier, le soutien systématique à la P.M.E. québécoise, ainsi que les multiples initiatives que l'État a prises et continuera à prendre ¹³⁰ visent essentiellement la promotion du capital québécois, son regroupement et sa concentration, et que ce projet global se matérialisera en grande partie grâce à l'État, et plus particulièrement si cet État rapatrie l'ensemble des juridictions et des moyens d'interventions.

Concluons, enfin, en disant que si l'on voit dans l'énoncé de politique économique du PQ l'omniprésence de l'État, celui-ci se perçoit nettement comme un agent actif « soutien à l'entreprise privée et coopérative ¹³¹ ». Si l'État se veut le régulateur global, le « capitaliste collectif », l'essence du projet péquiste veut tout de même que : « Les décisions d'entreprendre, d'investir, d'ouvrir de nouveaux marchés dépendent principalement du secteur privé ¹³². » Si cette profession de foi dans l'entreprise privée a pu être interprétée, faussement, comme un « virage à droite », c'est qu'on avait oublié que « les ministres à vocation économique du gouvernement Lévesque répètent depuis trois ans leur attachement à la libre entreprise ¹³³ ».

D'autre part, si on y parle beaucoup des P.M.E., ce n'est pas pour en faire l'apologie mais bien dans le but de résoudre leurs problèmes, de faire en sorte qu'elles ne soient plus des P.M.E. ! Le projet péquiste est ailleurs.

¹²⁹ Conférence au sommet.... *op. cit.*, p. 201.

¹³⁰ Voici un bref aperçu des mesures énoncées dans *Bâtir le Québec*.

¹³¹ *Bâtir le Québec*, *op. cit.*, p. 73.

¹³² *Ibid.*, p. 79.

¹³³ Dubuc, Alain, *La Presse*, 8 septembre 1979.

Les succès fulgurants de certains entrepreneurs québécois en Beauce, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, en Abitibi, qui ont quitté avec brio le ghetto de la P.M.E., semblent en effet indiquer qu'une relance de l'entreprise québécoise est à la fois possible et fructueuse et le gouvernement veut en faire un modèle de développement ¹³⁴.

[71]

Rappelons que le PQ vise aussi prioritairement une restructuration globale de l'économie québécoise, c'est-à-dire sa modernisation et sa spécialisation dans la perspective d'une nouvelle interdépendance avec l'économie continentale et d'une véritable « émancipation » pour le capital québécois.

Jacques Parizeau, lors du débat sur la question référendaire, faisant allusion au déplacement de « certaines sociétés » canadiennes et d'un « certain nombre d'anglophones qui préfèrent poursuivre leur vie en Ontario », affirmait que face à ce mouvement, une « vague d'hommes nouveaux, francophones pour la plupart, ambitieux comme il faut l'être dans ce milieu, (veulent) toutes les places tout de suite... »

4. La nature de classe du Parti québécois

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse du discours idéologique, de la pratique du pouvoir et du projet plus global de société du PQ a porté jusqu'ici essentiellement sur des considérations économiques. C'est donc dans cette perspective et à partir de ces indices, que nous fonderons notre caractérisation de la nature de classe de cette formation politique.

Notons tout d'abord que l'exercice du pouvoir par le PQ survient dans une conjoncture d'approfondissement et d'aggravation de la crise du système capitaliste mondial qui n'est pas sans avoir d'effets dramatiques pour les travailleurs québécois ; on connaît en effet le taux de chômage actuel, mais plus que les statistiques alarmantes, il faut voir

¹³⁴ *Ibid.*

dans ce phénomène une des principales contradictions du système capitaliste.

Le PQ est donc venu au pouvoir dans cette conjoncture difficile et a géré la crise ; qui plus est, il a géré la crise avec une problématique d'austérité marquée par la même rationalité de coupure des dépenses sociales et de frein aux revendications des travailleurs et des milieux populaires que la plupart des gouvernements bourgeois des pays capitalistes avancés.

Si l'on trace un rapide bilan de la pratique péquiste du pouvoir face aux classes dominantes, on est amené à voir que le capital québécois, mais aussi les représentants du capital canadien et américain, ont trouvé dans le gouvernement du PQ une « administration compétente » et un bon gestionnaire de la crise. Mais, comme nous l'avons vu, les mesures entreprises par cette administration visaient de façon privilégiée le capital québécois proprement dit.

En effet, les mesures ponctuelles, l'énoncé de politique économique, et plus globalement le projet politique péquiste, répondent largement aux aspirations de ce capital. Pour lui, objectivement, la souveraineté signifie un accroissement de la capacité d'intervention [72] de l'État, mais aussi et surtout ce projet annonce la possibilité « d'une renégociation des places respectives dans la distribution des instruments de développement et donc des effets du développement ¹³⁵ », et ceci surtout face au capital canadien. Dans cette perspective d'émancipation et de promotion du capital québécois, le PQ entend réorganiser et concentrer le capital local mais sans heurter de front le capital américain.

La pratique du pouvoir du PQ et la nature de son projet politique et économique font indéniablement de cette formation politique un parti défendant les intérêts de la bourgeoisie, et, plus particulièrement du capital québécois.

Il est important de souligner, par ailleurs, que le PQ n'est pas un parti social-démocrate. Il n'a pas et n'a jamais eu de lien organique avec le

¹³⁵ Levasseur, Carol et Lacroix, Jean-Guy, « Rapports de classes et obstacles économiques à l'association », *Les Cahiers du socialisme*, no 2, automne 1978, p. 102.

mouvement syndical ; même s'il n'est pas étranger aux luttes de la classe ouvrière.

Dans une perspective plus large, par ailleurs, on ne peut oublier ou passer sous silence d'autres aspects du bilan législatif du PQ ¹³⁶. En effet, en matière de zonage agricole, de politique de l'environnement, d'assurance automobile, de condition féminine, etc., le PQ s'est montré réformateur. Sur ces terrains, en effet, il est certain que les travailleurs, les agriculteurs, les femmes, les handicapés, etc. ont fait quelques gains, aussi limités soient-ils. On pourrait même croire que dans la perspective d'un gouvernement plus réactionnaire, certains de ces acquis pourraient être remis en question.

Face aux travailleurs, le PQ se distingue des partis bourgeois qui l'ont précédé par sa stratégie intégrationniste. Nous faisons référence ici à sa politique de concertation telle que mise de l'avant à l'occasion des sommets et des mini-sommets économiques, par exemple.

L'importance de cette pratique est double : d'une part en tant qu'élément fondamental de sortie de la crise actuelle, et d'autre part parce que le projet péquiste de souveraineté-association exige l'appui de la classe ouvrière. En tant que stratégie face à la crise d'abord :

L'idée de concertation est ainsi inséparable de l'idée de sacrifices, de restrictions volontaires, en principe réciproques, dans l'intérêt national... une telle politique vise à obtenir des travailleurs une modération de leurs revendications, un accroissement du travail et un arrêt des luttes ¹³⁷.

Mais plus encore, en tant que projet global et tentative d'établissement d'un nouveau « contrat social », la concertation (qui se traduit pour les travailleurs par la collaboration de classe) est vitale pour le PQ dans sa perspective de souveraineté rassurante et d'association [73] harmonieuse car, de fait, ce projet « n'a aucune chance de se

¹³⁶ Voir, par exemple Bélanger, Yves, Alliance de classe et nature de classe du PQ, Document de travail, Centre de formation populaire, février 1980. Désy, Marielle et al, *La Conjoncture au Québec au début des années 80, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Rimouski, La Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980.

¹³⁷ Beaulne, Pierre, *Social-démocratie : l'Allemagne*, Montréal, Dossier C.F.P., 1978, p. 7.

matérialiser si la classe ouvrière au Québec remet en cause la logique du profit ¹³⁸ ».

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[74]

[75]

[76]

¹³⁸ Levasseur, Carol et Lacroix, Jean-Guy, op. cit., p. 104.

[77]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
PREMIÈRE PARTIE

Chapitre 3

**LE LIVRE BLANC
ET LE LIVRE BEIGE :
LES ENJEUX ÉCONOMIQUES**

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ceux qui persistent à interpréter le Livre blanc du Parti québécois et le Livre beige du Parti libéral sous la seule dimension de la sécurité culturelle et linguistique des Québécois n'ont rien compris aux contradictions et aux enjeux économiques fondamentaux qui traversent le Québec depuis le début des années soixante ¹³⁹. En effet, le rapport de force qui se développe à l'occasion de la révolution tranquille entre le capital canadien (principalement ontarien) et le capital québécois constitue l'élément fondamental d'une interprétation valable des deux projets constitutionnels en présence.

Les deux premiers chapitres ont clairement démontré que le capital canadien et le capital québécois, s'appuyant sur leurs États respectifs, ont poursuivi des stratégies de développement qui, dans une large mesure, se sont avérées contradictoires. Nous avons vu également que

¹³⁹ C'est le cas, notamment, de Léon Dion, qui prétendait récemment dans *Le Devoir*, « Le Livre beige et le rapport Pépin-Robarts », 26 février 1980) que « le besoin de réviser la constitution, au Québec, repose avant tout sur le souci de mieux protéger la langue et la culture française... ».

le programme et les politiques économiques du Parti québécois correspondent en grande partie aux intérêts objectifs d'une partie de la bourgeoisie québécoise en plein développement. Des documents comme *Bâtir le Québec*, par exemple, proposent au capital québécois une stratégie relativement autonome de développement par rapport à la bourgeoisie canadienne. D'autre part, il est évident que le capital canadien, tant au Québec que dans les autres provinces, n'a pas l'intention de rester passif devant cette tentative relativement agressive d'auto-développement de la part du capital et de l'État québécois. C'est ce que François Fournier et Daniel Villeneuve démontrent, entre autres, dans la 5^e partie.

[78]

Nous verrons donc maintenant comment les deux options proposées s'insèrent dans cette problématique. Nous prétendons que le Livre blanc se situe dans le prolongement logique des objectifs de développement d'une importante fraction du capital québécois, et cela non seulement depuis l'élection du PQ, mais aussi depuis les débuts de la révolution tranquille. D'autre part, le Livre beige sera perçu essentiellement comme issu d'une stratégie de résistance mise au point par le capital canadien et certains éléments de la bourgeoisie québécoise, dans le but de maintenir, à peu de choses près, le statu quo au niveau de la structure économique actuelle.

Il devrait être clair, d'après ce qui précède, que le Livre blanc et le Livre beige sont avant tout deux projets de développement économique qui visent prioritairement à influencer sur le rapport de force et les modalités d'accord entre le capital canadien et le capital québécois. L'objectif central n'est donc pas, ni dans un cas ni dans l'autre, de lutter contre l'oppression nationale.

1. Le Livre blanc : un projet de développement auto-centré pour le capital québécois

[Retour à la table des matières](#)

Le Livre blanc publié par le Parti québécois à la fin de 1979, est-il besoin d'insister, ne remet pas en question le système capitaliste. Il n'est certes pas question de socialisme ou même de démocratisation de la vie économique. Comme dans *Bâtir le Québec*, le Parti québécois ne cherche pas à se soustraire du contexte économique nord-américain, mais plutôt à l'aménager de manière à faire une place plus importante au capital québécois.

L'originalité du projet du PQ est qu'il porte, pour la première fois et de façon explicite, la bataille sur le front économique. Il cherche non seulement à contester la suprématie économique de l'Ontario et la domination politique de l'État central, mais aussi à ouvrir la voie à la pénétration du capital québécois dans de nouveaux secteurs économiques.

Il nous apparaît primordial, dans le cadre d'une analyse économique du Livre blanc, de mettre en relief certains éléments qui sous-tendent *Bâtir le Québec*. En effet, à notre avis, les implications du Livre blanc ne peuvent être saisies de façon complète sans les relier aux objectifs économiques contenus dans ce projet de développement du capital québécois. Dans une très large mesure, la souveraineté-association serait capable de concrétiser ou de rendre plus facilement réalisables non seulement certains objectifs globaux mais aussi plusieurs stratégies sectorielles.

Abordons d'abord la question du rôle économique de l'État. Parce que « les entreprises à propriété québécoise ne contrôlent [79] qu'une partie très faible du produit national », *Bâtir le Québec* assigne à l'État québécois un « rôle indispensable comme levier économique et comme agent actif dans le processus de développement ¹⁴⁰ ».

Cet État devra utiliser au maximum son pouvoir d'achat pour, entre autres, favoriser « l'implantation de quelques nouvelles entreprises dans

¹⁴⁰ Gouvernement du Québec, *Bâtir le Québec*, Québec, Éditeur officiel, 1979, p. 7.

la production de biens peu ou pas fabriqués au Québec ¹⁴¹ ». L'État interviendra aussi directement par le financement d'entreprises dans les secteurs clés et par la création de nouvelles sociétés d'État. Ceci se justifie, selon *Bâtir le Québec*, par le fait que :

L'État québécois est dans certains cas le seul agent économique ayant la taille nécessaire pour réunir les facteurs de production permettant aux Québécois de s'implanter dans le domaine de l'énergie, de l'exploration et de l'exploitation des richesses du sous-sol et dans certaines activités manufacturières ¹⁴².

À ce niveau, on peut facilement conclure qu'un État renforcé par la souveraineté-association serait en mesure d'accroître non seulement son pouvoir d'achat, mais aussi son financement des entreprises locales et la pénétration de plusieurs secteurs clés.

Plus important encore, il faut bien comprendre que *Bâtir le Québec* met de l'avant deux objectifs économiques fondamentaux. D'une part, on vise une restructuration globale de l'économie qui cherchera à développer au maximum non seulement les industries liées aux ressources naturelles (les secteurs forestiers et miniers par exemple), mais aussi les principaux secteurs de l'industrie lourde. D'autre part, on cherche à assurer le développement rapide du capital québécois dans l'ensemble de l'économie. Il est évident que ces deux objectifs sont liés, dans la mesure où, quand ce sera possible, on essaiera de favoriser le développement du capital québécois dans les secteurs clés de l'économie. Ce qui n'empêchera pas l'État québécois de continuer à faire appel de façon importante au capital étranger, en essayant simultanément d'accroître les retombées économiques locales de ces investissements.

Dans la mesure où le Parti québécois réussira, même partiellement, à atteindre les objectifs décrits dans *Bâtir le Québec*, il faut s'attendre, à moyen et long termes, à une transformation profonde de la place du Québec dans l'économie canadienne et éventuellement continentale et mondiale.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 136.

¹⁴² *Ibid.*, p. 132.

En effet, il est à prévoir que le développement d'industries liées aux ressources naturelles et aux matières premières qui constituent à l'heure actuelle l'essentiel des exportations internationales, principalement américaines du Québec, accroîtra les liens économiques entre le Québec et les États-Unis, et dans une certaine mesure la « complémentarité » entre le capital québécois et le capital américain. [80] Par ailleurs, le développement des secteurs intermédiaires et lourds qui, dans un premier temps, s'appuieront surtout sur le marché interne québécois, va inévitablement réduire les importations en provenance de l'Ontario et progressivement diminuer les échanges économiques entre les deux provinces. La complémentarité actuelle qui est basée sur les spécialisations respectives dans l'industrie lourde et légère, et qui a joué en faveur de l'Ontario, disparaîtra au moins en partie, et fera place à la concurrence dans le contexte d'un marché essentiellement continental. Il apparaît donc que la stratégie de développement préconisée par le Parti québécois se concrétisera dans un axe de développement nord-sud, et éventuellement mondial en remplacement de l'axe est-ouest actuel.

Pour revenir au Livre blanc, nous allons d'abord en aborder la dimension souverainiste. Si on se situe dans une perspective de décentralisation et de développement auto-centré, il ne faut pas sous-estimer le contenu « autonomiste » du projet du PQ. Dans le contexte de l'interdépendance économique des principaux pays capitalistes, les éléments de souveraineté qui sont exposés dans le Livre blanc sont au moins aussi importants que les éléments d'association.

L'élément central de la souveraineté est, sans aucun doute, la récupération de la totalité des ressources fiscales et des pouvoirs constitutionnels ¹⁴³. Ce « rapatriement » permettra, selon le Livre blanc, un développement plus auto-centré et plus profitable aux Québécois.

C'est à notre propre initiative et aux ressources de notre territoire que nous devons nos progrès, nos institutions et les instruments de croissance que nous nous sommes donnés. Le rapatriement au Québec de la totalité des impôts et des pouvoirs législatifs et exécutifs, supprimera, une fois pour

¹⁴³ Gouvernement du Québec, *La Nouvelle Entente Québec-Canada*, op. cit., p. 60.

toutes, les entraves et les conditionnements qui ont freiné notre expansion économique, sociale et culturelle ; le rapatriement de tous nos moyens d'action imprimera une impulsion nouvelle à toutes nos activités ¹⁴⁴.

Plus concrètement, cela signifie que la souveraineté offre au capital québécois d'importantes possibilités pour élargir son champ d'accumulation et pour restructurer à son avantage l'économie du Québec. En effet, les ressources et les pouvoirs additionnels permettront non seulement à l'État québécois d'intervenir directement dans de nouveaux champs, mais aussi d'accentuer son impact dans les champs où il est déjà, et ce notamment par la politique d'achat et le financement des entreprises. C'est ce que laisse entrevoir le Livre blanc :

Maîtrisant pour la première fois l'ensemble des impôts, le gouvernement pourra accorder à nos entreprises une politique fiscale adaptée à leurs besoins, favoriser l'expansion de nos petites et [81] moyennes entreprises, encourager l'établissement, le cas échéant, de grands ensembles industriels québécois, et de surcroît, consacrer plusieurs centaines de millions supplémentaires à l'achat de produits québécois [...] alors que les trois quarts de la fiscalité des entreprises dépendent actuellement d'Ottawa, et que les dépenses créatrices d'emploi faites par le gouvernement fédéral sont, per capita, moins élevées au Québec que dans les autres provinces ¹⁴⁵.

Au niveau des transports, on parle de la création d'une marine marchande ce qui ne manquerait pas de plaire à Marine Industries et Davie Ship-Building. On parle aussi de se donner une politique « permettant de recueillir les avantages de notre situation géographique » et « d'accorder une attention particulière aux échanges naturels (nord-sud) avec les États-Unis ¹⁴⁶ ». Dans le cas du matériel ferroviaire et aérospatial, les nouveaux pouvoirs sur le transport ferroviaire et l'aviation civile se traduiraient par des possibilités d'expansion pour le capital local. L'industrie du matériel militaire sera favorisée par la récupération des pouvoirs sur la défense. Comme le souligne le Livre blanc, « l'objectif du Québec sera... d'accroître la part

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 97.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 98.

¹⁴⁶ *Ibid.*

des budgets d'équipements et de fournitures qui est dépensée chez-nous ¹⁴⁷ ».

Les industries liées à la culture et aux communications, pour leur part, pourront se développer grâce à « l'expansion de la câblo-distribution et des moyens de communication communautaires, la mise sur pied d'un réseau de télé-informatique, la politique du cinéma et du livre, les programmes d'aide aux industries culturelles... ¹⁴⁸ ». L'industrie agro-alimentaire pourra « diversifier sa production », car le gouvernement « mettra un terme à la spécialisation, imposée par Ottawa, dans des secteurs comme celui du lait industriel, où les possibilités d'expansion sont limitées ¹⁴⁹ ». Et ainsi de suite.

Voyons maintenant la dimension « association » du projet du PQ. On insiste beaucoup sur la continuité des liens entre le Québec et le Canada. On parle de « nouvelle entente », de « nouvelle association » et « d'union économique et monétaire ». Dans sa forme actuelle, cependant - ce qui n'empêche pas qu'il puisse être modifié fondamentalement en cours de négociation -, le caractère « souverain » du Livre blanc prime sur la dimension association. C'est essentiellement pour des raisons liées au rapport de force au niveau politique et économique, y compris l'insécurité qu'entretient le capital canadien chez les Québécois et la faiblesse relative du capital québécois, qu'on insiste sur l'association. Le PQ parle de conserver intact le Canada en tant qu'espace économique ¹⁵⁰, et semble donc offrir le statu quo au niveau économique. Ce n'est cependant pas le cas, surtout à long terme. La restructuration industrielle et le développement large du capital québécois ne sont [82] dans une large mesure pas compatibles avec le maintien intégral des rapports économiques qui existent à l'heure actuelle.

Le marché commun canadien ne serait guère plus intégré que la communauté économique européenne, surtout dans l'optique probable du développement d'un marché commun nord-américain. Le PQ

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 105.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 102.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 99.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 58.

propose une union douanière ¹⁵¹, la libre circulation des marchandises, personnes et capitaux, et une union monétaire, y compris une banque centrale commune ¹⁵².

Concernant la libre circulation des capitaux, il faut souligner que cela n'empêchera pas chaque partie de « promulguer un code d'investissements, ou d'adopter, le cas échéant, des règles particulières applicables à certaines institutions financières ¹⁵³ ». Ceci permettrait notamment à l'État québécois de forcer les entreprises financières canadiennes ou étrangères à réinvestir sur place une partie du capital accumulé localement, et lui donnerait les moyens aussi pour assurer une propriété québécoise des principales institutions financières.

L'union monétaire réduit sans aucun doute le contenu autonomiste de la démarche du PQ. Par contre, il ne faut pas surestimer, étant donné les objectifs limités que poursuit le PQ, la marge de manœuvre réelle qui découlerait d'une monnaie distincte. Ainsi, selon le Livre blanc :

... les douanes et la monnaie sont soumises à des contraintes internationales puissantes qui laissent, somme toute, peu de manœuvre... Les marchés monétaires et financiers... sont pour ainsi dire des vases communicants. Si on peut imaginer certaines divergences, relativement à la politique monétaire, entre deux pays qui ont une monnaie identique, elles ne peuvent toutefois être très prononcées ¹⁵⁴.

Il ne faut pas oublier non plus le caractère révocable du traité d'association proposé par le PQ. En effet, les termes de l'association, faisant l'objet de négociations permanentes, pourraient facilement être réajustés à la baisse, soit pour refléter un nouveau rapport de force, ou dans une conjoncture qui favoriserait un rapprochement avec les É.-U. ou une ouverture plus grande sur les marchés mondiaux. Rien n'indique donc que ces éléments d'association seraient nécessairement conservés intégralement sur le long terme.

¹⁵¹ L'Union douanière implique que les tarifs douaniers ont été supprimés, qu'une politique commerciale unique a été établie, et qu'un tarif uniforme a été adopté à l'endroit des pays tiers.

¹⁵² On parle aussi de la possibilité de créer un parlement communautaire et quelques autres organismes, y compris une autorité monétaire.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 63.

¹⁵⁴ *Ibid.*, pp. 66 et 68.

À court terme, par ailleurs, dans la perspective du projet réformiste du PQ, une forme d'association assez proche de celle préconisée par le Livre blanc semble inévitable, quoiqu'en dise le capital canadien ¹⁵⁵. D'autres ont déjà souligné l'imbrication et l'étroite complémentarité des économies ontariennes et québécoises. L'intégration a beau fonctionner à l'avantage de l'Ontario, *le capital québécois est trop faible et trop structuré pour couper les ponts avec le capital canadien* ¹⁵⁶.

[83]

C'est donc la fragilité même du pouvoir économique québécois qui réduit sa marge de manœuvre à moyen terme. Le fédéral soulève souvent le cas du textile et des autres secteurs mous. À court terme, la perte des marchés canadiens, qui sont essentiels pour l'écoulement d'une bonne partie de la production des secteurs mous, pourrait « déstabiliser » la situation économique et sociale au Québec. Même avec la récupération des impôts fédéraux, le capital québécois n'aurait sans doute pas les moyens d'éviter une crise majeure. En sens inverse, la situation est précisément la même pour les industries de biens durables en Ontario, dont la prospérité dépend en bonne partie du marché québécois. Donc, sans vouloir entrer dans un débat futile sur qui aurait le plus à perdre, une transition brutale et une séparation totale porteraient un dur coup aux deux économies. Le Québec et l'Ontario auront tout au moins besoin d'une période de transition pour restructurer et réorienter leurs économies dans le contexte continental.

Un autre facteur va contribuer à rendre l'association inévitable, quelle que soit l'issue des négociations actuelles. On a tendance à l'oublier, mais c'est le capital canadien et non québécois qui contrôle très majoritairement les secteurs mous au Québec, notamment le textile. La fermeture pure et simple des usines amènerait des pertes financières très lourdes pour le capital canadien dans son ensemble ; c'est le cas, entre autres, des institutions financières qui ont des intérêts substantiels

¹⁵⁵ L'attitude du capital canadien est parfaitement compréhensible et logique. Pourquoi acquiescerait-il à une négociation ou à une association avant même que le Québec se prononce par référendum sur la souveraineté-association ? Dans le langage syndical, il est en effet très rare d'obtenir de bonnes offres du patron avant même que des moyens de pression soient mis en branle.

¹⁵⁶ Cette section est basée sur une série d'articles de Pierre Fournier : « La souveraineté-association : une stratégie de transition ? », *Le Devoir*, 29, 30 et 31 mars 1979.

dans ces différents secteurs. Il est peu probable, par exemple, que la Banque de Montréal accepte, sans intervenir, de voir acculer à la faillite les principales filiales de Dominion Textile au Québec. Dans le but de se désengager progressivement et de recycler leurs capitaux, ces différents intérêts n'auront pas d'autre choix que d'exiger une période de transition.

Il est tout à fait inexact, contrairement à ce que prétendent plusieurs analystes, que la souveraineté-association ne représente qu'un réaménagement du pouvoir économique canadien dans le but de donner une meilleure part du gâteau aux prétendants québécois. Si, malgré la défaite référendaire, le Parti québécois réussit à progresser vers ses objectifs d'intégrer le capital québécois à l'économie continentale et mondiale et de remplacer la double dépendance par une dépendance simple ou unique, la tendance vers l'affaiblissement du pouvoir économique canadien ne peut que s'accroître. Bref, le rapport de force imposera peut-être une solution plus canadienne au Parti québécois, mais ce n'est pas inévitable, et ce n'est pas non plus l'objectif du gouvernement actuel.

Dans la mesure où le capital québécois réussit à atteindre au moins partiellement ses objectifs à long terme, soit la restructuration à son avantage de l'économie québécoise et une plus forte intégration au sein du marché commun nord-américain et mondial, les [84] avantages d'un marché commun essentiellement canadien deviendront de moins en moins évidents.

Les déclarations des principaux dirigeants du Parti québécois ne laissent aucun doute sur le caractère temporaire et intérimaire de la souveraineté-association. Parlant de l'union douanière, Jacques Parizeau, par exemple, affirmait :

Les négociations ne devraient pas représenter des difficultés majeures car de part et d'autre, on ne discuterait que d'une solution temporaire qui, par la suite, pourrait faire place à une union (douanière) définitive, celle qui engloberait le Québec, le reste du Canada et les États-Unis.

Bien entendu, l'option continentale et mondiale du capital québécois n'exclut en rien les relations économiques avec le Canada. Étant donné la proximité géographique et l'intégration actuelle des deux économies,

les relations ne peuvent être qu'importantes. Cependant, il n'y aura pas de liens « privilégiés » découlant de la structure politique (au sens restreint) canadienne, mais plutôt des relations basées sur les « intérêts économiques réciproques ».

Au-delà des intérêts objectifs et des prises de positions subjectives de plusieurs capitalistes québécois, la stratégie économique proposée par le PQ dans *Bâtir le Québec* et le Livre blanc sur la souveraineté-association nous apparaît correspondre dans une large mesure aux besoins objectifs de développement global du capital québécois, et ce tant au niveau des entreprises québécoises existantes, qu'au niveau de la création de nouvelles entreprises dans de nouveaux secteurs.

L'opposition à peu près unanime de la bourgeoisie canadienne, que nous constaterons dans la 5^e partie, témoigne de l'importance de la menace que représente le projet du PQ. Et soyons clairs. Les prétentions culturelles et linguistiques du Livre blanc sont dans l'ensemble acceptables pour le capital et l'État canadiens. Si la bourgeoisie canadienne (principalement ontarienne) réagit avec autant de virulence contre la souveraineté-association, ou encore contre les visées expansionnistes de la bourgeoisie régionale albertaine, c'est que ses intérêts matériels sont en jeu. Le développement auto-centré et relativement autonome du capital québécois représente pour la bourgeoisie canadienne beaucoup plus qu'un simple réaménagement du pouvoir économique canadien. Il s'agit en effet d'une modification fondamentale du rapport de force en faveur du capital québécois.

Ceci dit, il ne faut pas oublier que *Bâtir le Québec* et le Livre blanc proposent au capital québécois un *projet* de développement, et que, comme tout projet, la conjoncture et le rapport de force seront déterminants. Il ne faut pas oublier [85] non plus que le Parti québécois ne met aucunement de l'avant une stratégie cohérente de lutte contre le chômage ou de démocratisation de la vie économique.

2. Le Livre beige : un projet de développement pan-canadien

[Retour à la table des matières](#)

Le Livre beige du Parti libéral, qui se veut une expression concrète de la voie du « fédéralisme renouvelé », évacue totalement la dimension économique du problème québécois. On appelle le capital québécois à continuer à se développer comme partenaire junior du capital canadien. Le Livre beige rejette le caractère global de l'oppression nationale et refuse de saisir l'interdépendance entre les enjeux économiques, politiques, sociaux et culturels. Le document du Parti libéral ne voit aucun lien entre l'oppression nationale et « l'infériorité » économique des Québécois.

En effet, pour le Livre beige, le problème fondamental demeure les droits linguistiques, qui sont « la première et la plus urgente source d'inquiétude au sujet de l'avenir du Canada ¹⁵⁷ ». Cette primauté absolue qu'on accorde à la langue est également en évidence dans les amendements constitutionnels proposés et dans les treize grands objectifs de la réforme envisagée. On met de l'avant « l'égalité des deux peuples fondateurs », mais en pratique, on se contente d'un élargissement relatif des « droits linguistiques fondamentaux... à travers tout le pays ¹⁵⁸ ». Ce sont assurément de bonnes nouvelles pour les Franco-Manitobains - ceux qui ont survécu -, mais ça ne veut pas dire grand chose pour les Québécois.

De ce point de vue, l'esprit du Livre beige est assez fidèle aux différents projets de réaménagement constitutionnel soumis par les fédéralistes canadiens. Aussi bien la charte de Victoria que le rapport Pépin-Robarts ont proposé aux Québécois des garanties essentiellement linguistiques et culturelles. Au niveau économique, par ailleurs, ces documents s'avèrent très rigides, les modalités prévues allant du statu quo intégral à une centralisation plus forte des pouvoirs aux mains du fédéral.

¹⁵⁷ Commission constitutionnelle du Parti libéral du Québec, *Une Nouvelle Fédération canadienne*, Montréal, PLQ, 1980, p. 14.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 22.

À l'instar de Pierre Trudeau, le Livre beige affirme que les solutions au problème québécois passent par l'État fédéral. Cette vision est d'autant plus invraisemblable que Trudeau lui-même admettait récemment que le bilinguisme pan-canadien n'avait pas réglé la « crise constitutionnelle ». Sans oublier que les progrès très relatifs, qui ont été enregistrés au niveau de la langue d'enseignement et de travail au Québec, résultent des luttes du mouvement ouvrier québécois et des initiatives législatives (notamment la loi 101) du gouvernement québécois.

[86]

De même, les auteurs du Livre beige persistent à croire que la présence de francophones au sein de l'État central est la solution ultime à la crise canadienne. On affirme d'ailleurs, comme s'il s'agissait d'une époque révolue, que « longtemps la participation du Québec à l'élaboration des grandes politiques nationales releva davantage des apparences que de la réalité ¹⁵⁹ ». On oublie de dire que la participation accrue de Québécois, y compris dans les rangs ministériels, n'a pas modifié de façon significative les orientations des politiques fédérales.

Au niveau de la politique partisane fédérale, la combinaison gagnante, fort habilement incarnée par le Parti libéral, a presque toujours été, historiquement, un amalgame des intérêts économiques de l'Ontario (ou, au sens plus large, du capital canadien) et des préoccupations culturelles du Québec. Cette coalition a atteint son raffinement suprême avec le gouvernement Trudeau où, malgré une forte représentation québécoise dans les portefeuilles à vocation économique, on a continué de faire la politique de l'Ontario. Cette politique du « high profile » a été doublée d'une politique de bilinguisme « coast to coast », dont l'objectif principal a été de saper les prétentions du Québec qui, au nom de la langue et de la culture, revendiquait de plus en plus de pouvoirs et de ressources fiscales. Bref, sous des mots d'ordre culturels et linguistiques, les deux gouvernements ont souvent poursuivi des objectifs économiques conflictuels.

À la sortie du Livre beige, les premières réactions des observateurs ont été de souligner son caractère décentralisateur. Cette prétention ne résiste pas à l'analyse, surtout dans le domaine économique. Même si

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 13.

certaines propositions ont un caractère *potentiellement* décentralisateur, notamment le transfert vers les provinces des pouvoirs résiduaire, le Livre beige consacre, dans l'ensemble, le statu quo. Il s'agit essentiellement d'un projet qui appelle le capital québécois à continuer à se développer dans une perspective pancanadienne.

L'analyse du Livre beige prend pour acquis les bienfaits économiques du fédéralisme canadien. La question est liquidée en deux paragraphes vagues, où on laisse entendre, implicitement, que le Québec n'a pas de problèmes économiques dans la fédération canadienne. Voilà donc le diagnostic :

Le Québec, dans ce marché commun, occupe une place avantageuse. Chaque année, il écoule une partie importante de sa production manufacturière et de sa production laitière sur les marchés canadiens. Sur les marchés intérieurs, plusieurs produits fabriqués au Québec jouissent de mesures de protection qui les avantagent par rapport aux produits étrangers ¹⁶⁰.

[87]

Dans une très large mesure, le Parti libéral du Livre beige rompt avec le Parti libéral de la révolution tranquille. Même si les auteurs affirment que « le Québec d'aujourd'hui doit posséder et contrôler dans toute la mesure du possible les leviers économiques, sociaux, administratifs et politiques grâce auxquels il pourra réaliser ses aspirations légitimes ¹⁶¹ » et même s'ils se plaisent à rappeler que le Parti libéral a été « le plus grand artisan de la révolution tranquille », rien dans le Livre beige ne laisse présager la continuation d'une stratégie active de développement auto-centré du capital québécois.

En effet, le Livre beige accepte comme inévitables la dépendance et le sous-développement du Québec, et propose aux Québécois un rôle essentiellement passif. Implicitement, on accepte le statu quo quant à la structure industrielle. Toute l'emphase est mise sur la nécessité de maintenir les paiements de *péréquation*. C'est d'ailleurs la principale

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 11.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 15.

raison qui justifie l'existence d'un gouvernement central fort. Le Livre beige tient à ce que la nouvelle constitution :

... réaffirme avec vigueur le rôle irremplaçable du gouvernement fédéral dans la redistribution de la richesse ¹⁶².

Le pouvoir de dépenser du gouvernement central sera (donc) maintenu et la constitution imposera à ce dernier l'obligation de procéder à la redistribution de la richesse afin de limiter les disparités entre les régions du Canada ¹⁶³.

Le Livre beige n'explique pas cependant comment et selon quels critères les paiements de péréquation seront effectués. En fait, si on se base sur le texte du Livre beige, rien n'est obligatoire ; il ne s'agit que d'un vœu pieux. Le fédéral décidera seul jusqu'où ira cette politique. Les pouvoirs déjà fort limités du Conseil fédéral ne seront d'aucun secours, car son rôle au niveau économique se limite à « donner des avis » sur « les mécanismes ou règles d'application de la péréquation ¹⁶⁴ ». Un rôle exclusivement consultatif et symbolique, donc.

De façon plus générale, le document Ryan s'avère très centralisateur au niveau économique. En effet, le pouvoir central doit être fort afin de « gérer l'espace économique commun, (et) d'assurer la bonne marche de politiques nationales dans le domaine de l'industrie et du commerce ¹⁶⁵ ». Le gouvernement fédéral aura aussi la responsabilité de « la stabilisation économique au moyen de politiques budgétaires ». Selon le Livre beige :

Ce gouvernement doit conserver une masse de revenus significative et une marge de manœuvre fiscale suffisante si l'on veut qu'il puisse influencer la conjoncture économique de l'ensemble du pays ¹⁶⁶.

¹⁶² *Ibid.*, p. 22.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 71.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 58. Le Conseil confédéral donnera également son avis sur « la politique monétaire et les politiques budgétaires et fiscales du gouvernement central ».

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 22.

¹⁶⁶ *Ibid.*, pp. 76-77.

[88]

Enfin, malgré le pouvoir théorique qu'on accorde aux provinces pour le développement des économies régionales, le gouvernement fédéral doit assurer « une répartition équitable du développement économique... par des mesures explicites de développement régional ¹⁶⁷ ». Encore là, il n'y aura rien de contraignant, et le gouvernement fédéral, comme à l'heure actuelle, décidera seul de ce qu'il considère être une répartition équitable. Encore là, le Conseil fédéral « pourra émettre des avis ».

Plus remarquable encore, on propose comme solution aux « problèmes structurels d'adaptation économique et de restructuration industrielle », la « coordination intergouvernementale » :

Les problèmes structurels d'adaptation économique et de restructuration industrielle seront au centre des grands débats économiques futurs, au Canada comme ailleurs dans le monde. Ils se posent dans des secteurs où les deux ordres de gouvernement ont le plus d'intérêts partagés et de responsabilités conjointes. Les politiques industrielles, énergétiques, de transport et de soutien du revenu sont autant d'exemples de secteurs où la coordination intergouvernementale est la seule voie vers l'élaboration d'approches cohérentes et efficaces.

... C'est pourquoi nous croyons que la création du Conseil fédéral revêt une importance particulière en cette matière et, même si notre proposition vise d'autres objectifs également, nous espérons que cet organisme intergouvernemental permettra la discussion à l'échelle canadienne de questions économiques qui ne pourront jamais être l'apanage d'un seul ordre de gouvernement ¹⁶⁸.

Ici, les auteurs du Livre beige se montrent soit naïfs, soit carrément malhonnêtes. Les problèmes fondamentaux de la restructuration industrielle entre les régions d'un pays ne se sont jamais réglés par la coordination intergouvernementale ou les « espoirs de discussion », mais bien par des négociations serrées, basées sur un rapport de force. De ce point de vue, la voie du Parti québécois est plus cohérente.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 77.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 110.

Examinons maintenant quelques aspects précis du Livre beige. Au niveau des ressources naturelles, on prétend « énoncer plus clairement le rôle exclusif des provinces ¹⁶⁹ » mais, dans les faits, les ambiguïtés subsistent, et on impose des limites potentiellement importantes à l'exercice de ce pouvoir. D'abord, il y a les « cas exceptionnels d'urgence » qui permettront au gouvernement fédéral, à condition d'obtenir l'approbation du Conseil fédéral, d'intervenir en vue de régler les problèmes d'accès et de répartition des ressources naturelles canadiennes ¹⁷⁰. Ensuite, le Livre beige affirme que :

À cause des implications qui découlent de la solidarité canadienne, nous croyons que la constitution devrait affirmer le droit d'accès [89] prioritaire qu'ont tous les Canadiens sur les richesses naturelles de leur pays. D'ailleurs, *les politiques fédérales des vingt dernières années vont dans cette direction*. On garantirait ainsi aux Canadiens le droit d'être les premiers servis en cas de pénurie d'une ressource que l'on retrouve sur leur territoire ¹⁷¹.

Derrière ces déclarations vagues et contradictoires, on retrouve essentiellement la continuité et le statu quo. Le texte est suffisamment ambigu pour qu'il soit concevable, par exemple, que le gouvernement fédéral force Hydro-Québec à vendre son électricité à perte à l'Ontario plutôt qu'à profit aux États-Unis.

Par rapport à la position actuelle de l'État et du capital québécois, le Livre beige marque un recul important au niveau de l'utilisation de la politique d'achat comme instrument privilégié de développement de l'entreprise québécoise. En effet, la politique d'achat québécoise, qui a contribué depuis le début des années soixante à la création d'un grand nombre d'entreprises et de plusieurs milliers d'emplois dans des secteurs nouveaux, risque d'être illégale dans la nouvelle constitution. Le Livre beige recommande que, « pour renforcer l'union économique

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 100. Selon la recommandation du *Livre beige*, « la constitution affirmera le droit de propriété des provinces sur les ressources naturelles sises sur leur territoire et leur conservera la compétence exclusive pour gérer et réglementer les ressources naturelles, notamment les ressources minières, pétrolières et gazières, les ressources hydrauliques et les terres et forêts », p. 102.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 101.

¹⁷¹ *Ibid.*

canadienne, soit inscrite dans la constitution une clause qui garantisse de façon efficace la libre circulation des biens et des capitaux ». Les auteurs notent que :

... plusieurs des politiques d'achat des administrations provinciales... sont discriminatoires vis-à-vis l'ensemble des Canadiens.

Les provinces devront (donc) renoncer à favoriser discriminatoirement leurs entreprises et leurs producteurs locaux au détriment des entreprises des autres régions du pays ¹⁷².

Étant donné la forte avance que possède l'Ontario dans l'industrie lourde, une telle politique ne ferait qu'accentuer le statu quo au niveau de la structure industrielle et consacrer la prépondérance de l'Ontario.

En fin de compte, l'analyse économique du fédéralisme canadien, qui est sous-jacente au Livre beige, ne dépasse pas les ornières quantitatives qui découlent d'une interprétation simpliste et unidimensionnelle des comptes économiques nationaux. À ce niveau, les différentes études, tant fédérales que québécoises, démontrent que le Québec a obtenu, dans l'ensemble, sa part des dépenses fédérales. Cette évaluation comptable de la confédération ne donne, cependant, qu'une vision fort partielle de la réalité. En effet, les comptes économiques ne tiennent pas compte de la dimension qualitative du développement économique et des politiques fédérales.

Concrètement, l'effet net des dépenses fédérales au Québec a été de perpétuer et d'accentuer la sous-industrialisation relative de la province dans l'ensemble canadien. En effet, le gouvernement central s'est surtout contenté de paiements de transfert dans le but de [90] soutenir le pouvoir d'achat des Québécois. Vraisemblablement pour ne pas nuire au capital canadien en Ontario en lui créant des concurrents au Québec - et ce, surtout dans les secteurs de l'industrie lourde -, les dépenses fédérales ont très peu contribué au développement industriel de la province. Même le rapport Pépin-Robarts affirmait que :

L'analyse confirme en partie les allégations actuelles voulant que les dépenses du gouvernement central au Québec aient été consacrées surtout à

¹⁷² *Ibid.*, p. 110.

des mesures de soutien des revenus et que la province ait perçu une part comparativement très faible des dépenses plus directement génératrices d'emplois.

Bref, le Livre beige propose au capital québécois un modèle de développement pan-canadien, qui ne manquera pas de satisfaire les capitalistes locaux qui sont déjà engagés dans cette voie ou qui perçoivent leurs intérêts dans ce sens.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[91]

[92]

[93]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Deuxième partie

LE PROJET ÉCONOMIQUE DU PARTI QUÉBÉCOIS

François MOREAU

[Retour à la table des matières](#)

[94]

[95]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Les questions économiques ont occupé une place majeure dans le débat référendaire et elles vont certainement constituer un des principaux enjeux des négociations éventuelles entre Québec et Ottawa. En effet, l'infériorité économique du Québec forme une des principales manifestations de l'oppression nationale. D'ailleurs même les plus ardents défenseurs du fédéralisme n'oseraient pas nier cette infériorité économique, mais ils préfèrent lui trouver des causes étrangères au système fédéral. Il y a quelques années encore, la domination du catholicisme fournissait un réservoir inépuisable de justifications faciles aux apologistes du régime. Mais ces facteurs perdent de plus en plus leur valeur explicative s'ils en ont jamais eu. Ils cèdent donc la place à une argumentation plus moderniste, comme la tendance séculaire au déplacement de l'activité économique d'est en ouest, qu'on observait aussi aux États-Unis. Bref tous les arguments possibles sont mis à profit pour tenter d'innocenter le régime fédéral. Bien entendu les ténors péquistes n'ont eu aucune difficulté à monter un réquisitoire accablant contre les politiques fédérales dans tous les domaines. Que ce soit sur le plan des transports, de l'agriculture, de la recherche, des politiques d'achat, des politiques de stabilisation, de l'industrie automobile, le Québec a toujours été perdant. Il n'est pas difficile de démontrer l'existence d'un biais systématique du gouvernement fédéral en faveur du Canada anglais, particulièrement en faveur de l'Ontario où se concentre le gros de l'industrie manufacturière.

Toutefois, l'analyse péquiste refuse d'aller jusqu'au fond du problème et de chercher la racine des politiques fédérales. En conséquence, [96] elle présente l'infériorité économique du Québec comme étant simplement le résultat des politiques du gouvernement central et non le produit des contradictions de l'économie capitaliste dans son ensemble. On en déduit donc la possibilité de remédier à cette infériorité économique grâce à l'application d'une politique appropriée dans le cadre d'un État souverain associé, sans avoir aucunement à remettre en cause les fondements même du capitalisme. Bien au contraire, le PQ compte y parvenir par le développement d'intérêts capitalistes québécois avec l'appui judiciaire du gouvernement.

Les politiques à suivre pour atteindre cet objectif ont fait partie des préoccupations centrales du PQ depuis plusieurs années. Ceci s'est traduit par la publication d'une série de documents programmatiques fournissant une vision globale des moyens à prendre : le manifeste de 1972, *Quand nous serons maîtres chez nous*, l'énoncé de politique économique *Bâtir le Québec* de 1979, dans une moindre mesure le Livre blanc sur *La Nouvelle entente Québec-Canada*. Nous voulons dans ce chapitre décortiquer le projet économique du PQ à travers son évolution. Nous voulons démontrer que l'application de ce projet, même dans sa forme la plus radicale, n'aurait pas éliminé l'infériorité économique du Québec ni les multiples manifestations d'oppression nationale qui en découlent. Nous voulons donc conclure à la nécessité d'un projet alternatif qui puisse éliminer l'oppression nationale à sa racine, qui se trouve dans le système capitaliste lui-même.

Le référendum aura donné lieu au débat le plus profond et le plus large qu'on ait jamais vu dans la société québécoise quant au régime économique et politique dans lequel nous voulons vivre, et aux moyens à prendre pour y parvenir. La victoire du Non ne représente guère plus qu'un sursis pour le fédéralisme, les principaux intéressés l'ont bien compris. On n'a qu'à voir tout le tintamarre mis autour de la prétendue réforme constitutionnelle.

Cependant, l'issue du référendum aura aussi comme effet de remettre en cause la stratégie étapiste et référendaire du PQ, ainsi que son projet de « nouvelle entente », aux yeux de couches entières qui s'identifient à la lutte de libération nationale. Plusieurs semblent avoir comme perspective de faire un grand nettoyage à l'intérieur du PQ pour le débarrasser de l'infection étapiste et le remettre dans la voie de

l'indépendantisme. D'autres, dont nous sommes, avancent au contraire la nécessité de former un parti ouvrier indépendantiste qui lutterait pour supplanter le PQ à la tête de la lutte de libération nationale. En effet, la politique du gouvernement péquiste découle avant tout de la défense d'intérêts de classe bien précis, ceux du capitalisme québécois qui l'écartent de plus en plus de la lutte pour l'indépendance et le conduisent à un cours anti-ouvrier de plus en plus ouvert.

[97]

C'est pourquoi la politique péquiste ne permettrait aucunement de réaliser une véritable libération nationale du Québec, car celle-ci est impossible sans une rupture avec le capitalisme lui-même. Afin de démontrer cette thèse, nous allons examiner le projet du PQ de 1972, à l'époque où ce parti se disait indépendantiste afin de voir s'il aurait permis de dégager le Québec de l'emprise impérialiste. Nous tenterons de montrer en quoi le projet de 1972 relevait de la pure utopie, à la fois sur le plan économique et sur le plan politique. Par la suite, nous tenterons d'identifier les forces sociales en jeu dans l'évolution du PQ, de l'indépendance à la « nouvelle entente » proposée dans le Livre blanc sur la souveraineté-association. À notre avis cette évolution procède des intérêts de la bourgeoisie québécoise qui prend appui sur l'État québécois pour son développement, mais sans vouloir aucune rupture avec l'État fédéral.

Dans une dernière partie enfin, on esquissera les principaux éléments d'une stratégie alternative de libération nationale, qui se fonde sur un programme clairement anti-capitaliste et anti-impérialiste et qui s'appuie sur la force organisée du mouvement ouvrier pour sa réalisation. Nous espérons ainsi contribuer au débat nécessaire sur les moyens à prendre pour sortir la lutte pour l'indépendance des sables mouvants où la démarche étapistes du PQ l'a conduite à l'heure actuelle.

[98]

[99]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 1

1972 :
« QUAND NOUS SERONS
MAÎTRES CHEZ-NOUS »

[Retour à la table des matières](#)

Les lendemains décevants du référendum semblent avoir réchauffé pour beaucoup une certaine nostalgie de l'époque bénie où le PQ était indépendantiste, avant d'être recruté par Claude Morin à l'étapisme autonomiste. Voilà ce qui fait l'intérêt du manifeste de 1972, qui représente d'une certaine façon le point le plus radical atteint par le PQ et peut-être la seule alternative d'exposition systématique du projet péquiste à l'époque où il se disait indépendantiste. En effet, comme son titre l'indique, le manifeste décrit, et en détail, les mesures à prendre après l'indépendance pour reconstruire le Québec, grâce aux pouvoirs d'un État indépendant.

Le manifeste de 1972 présentait un plan très ambitieux de reprise en main de l'économie par des intérêts québécois : l'État, les coopératives et les groupes d'intérêts privés, à la faveur de l'accession du Québec à l'indépendance politique. Cette orientation s'articulait à plusieurs niveaux étroitement liés.

Sur le plan financier, clé de voûte de l'ensemble des propositions, le PQ proposait d'imposer par la loi un contrôle majoritaire des intérêts

nationaux dans les institutions financières : banques, sociétés de fiducie et d'assurance. La proposition consistait à reprendre au niveau du Québec une loi semblable à la législation actuelle du gouvernement fédéral qui limite à 25% la participation des intérêts étrangers dans les banques et les institutions financières. Il s'agit d'ailleurs du seul secteur où une telle loi est en vigueur. De la sorte, les intérêts canadiens qui contrôlent présentement une [100] grande partie du secteur financier au Québec devraient revendre 75% de leurs intérêts à des groupes québécois. Le manifeste identifiait comme acheteurs éventuels l'État, la Caisse de dépôt, le Mouvement Desjardins et les banques francophones privées.

Il faut comprendre une spécificité décisive du secteur financier pour voir l'importance cruciale de cette proposition. Les banques en effet ne sont pas propriétaires des actifs qu'elles gèrent : ils sont formés en grande majorité de dépôts du public, du gouvernement et des entreprises. Les avoirs propres des actionnaires ne représentent qu'une petite fraction de l'actif total des banques, généralement de l'ordre de 3 ou 4%. En 1978, par exemple, on pouvait estimer à 17 milliards \$ l'actif total contrôlé au Québec par les 5 grandes banques anglophones ; l'avoir propre des actionnaires correspondant à ces actifs se situait donc aux alentours de 500 millions \$. La loi proposée par le manifeste exigerait donc que 75% de ces 500 millions \$ en actions des banques soient revendus à des intérêts québécois. Ces derniers pourraient donc acquérir pour la somme ridicule de 375 millions \$ le contrôle de 17 milliards \$ d'actifs !

Le groupe Rockefeller avait d'ailleurs tenté une opération semblable au milieu des années 60 afin de prendre le contrôle de la Banque Toronto-Dominion. C'est en riposte à cette tentative que le gouvernement fédéral avait introduit dans la loi des banques la clause limitant à 25% la participation d'intérêts étrangers, afin de défendre le contrôle de la bourgeoisie canadienne sur les banques. C'était en 1967. En 1972, le PQ proposait une législation semblable au niveau du Québec, dirigée cette fois contre ces mêmes intérêts financiers. Mais les banques sont de juridiction fédérale et la bourgeoisie canadienne se sert abondamment de l'État pour protéger et renforcer ses intérêts. Le PQ visait donc à instaurer l'autorité du gouvernement du Québec sur ce secteur dans le but de le faire passer sous le contrôle d'intérêts « nationaux ». Cette reprise en main serait couronnée par la création

d'une Banque centrale du Québec qui serait l'autorité suprême en matière monétaire.

Mais ceci ne constituait que le premier pas d'une politique très ambitieuse visant à reprendre le contrôle d'une grande partie du secteur industriel. Sur ce plan, le manifeste prévoyait la promulgation d'un « code d'investissement » qui régirait la propriété étrangère, c'est-à-dire extérieure au Québec.

Une première catégorie d'entreprises serait réservée aux seuls intérêts québécois : on mentionne l'équipement culturel et l'aciérie primaire où le contrôle québécois serait de 100%. Une deuxième catégorie d'entreprises serait ouverte aux intérêts étrangers à condition qu'ils ne dépassent pas 49% — laissant donc un contrôle majoritaire québécois. Enfin une troisième catégorie serait ouverte au contrôle étranger. On mentionne ici les secteurs où le Québec ne [101] possède pas la technologie nécessaire, ceux dont les opérations reposent sur des contrats d'exportation à long terme en direction de la compagnie-mère, les secteurs où le Québec ne disposerait pas d'un pouvoir de marchandage suffisant, en raison des alternatives ouvertes sur le marché mondial (on donne l'exemple du minerai de fer) ; enfin les secteurs dépourvus de toute importance économique (comme Coca-Cola). Cette classification restait donc assez imprécise.

Dans les secteurs faisant l'objet d'un contrôle québécois majoritaire, les capitaux étrangers devraient donc se départir de leurs intérêts et les revendre à des intérêts québécois. Étant donné la faiblesse des intérêts privés susceptibles de racheter les entreprises en question, le manifeste prévoit la création d'une Société de réorganisation industrielle (S.R.I.), inspirée du modèle de l'Institut de reconstruction industrielle italien fondé à l'époque de Mussolini pour rescaper les entreprises fauchées par la crise. Le capital de la S.R.I. serait fourni par l'État et elle pourrait emprunter auprès du secteur financier nouvellement rapatrié avec la garantie de l'État pour financer ses opérations.

Le manifeste laisse voir sur quels secteurs portent les appétits des stratèges du PQ. On y donne l'exemple du matériel électrique où le Québec possède une expertise considérable, où le gouvernement du Québec et les sociétés d'État constituent le principal acheteur, et où il existe des capacités de production substantielles. Il s'agit donc de racheter les unités de production existantes de matériel électrique,

actuellement filiales de différentes sociétés multinationales et canadiennes pour les fusionner en une seule compagnie qui atteindrait elle-même la taille nécessaire pour aspirer au statut de multinationale.

Cette opération, répétée dans plusieurs domaines, permettrait de constituer un certain nombre de grandes sociétés capables de faire face à la concurrence internationale et d'exporter massivement sur le marché mondial. Une fois l'opération menée à bien, ces entreprises seraient bien sûr revendues à des intérêts québécois.

Le gouvernement prendrait également toutes les mesures nécessaires pour assister l'expansion de ces multinationales québécoises en créant un Centre national de la recherche axé sur leurs besoins, en instaurant une politique de transport et de commercialisation appropriée, et bien sûr par sa propre politique d'achat ainsi que celle des autres entreprises qui seraient passées sous le contrôle de la S.R.I.

Les propositions du manifeste de 1972 visent donc à créer une série de puissantes entreprises québécoises grâce à l'intervention législative, économique et financière du gouvernement d'un Québec indépendant. L'application d'un tel plan, nous promet-on, permettrait de relancer le secteur manufacturier québécois, de constituer [102] au moins quelques multinationales autochtones et de combler rapidement l'état d'infériorité économique hérité du régime fédéral, de créer des emplois dans les secteurs bien payés, de diminuer le chômage, d'accélérer la croissance économique et de hausser rapidement le niveau de vie de la population. Mais ces perspectives grandioses relèvent de la pure utopie dans le contexte économique actuel et dans le cadre des rapports de force avec l'impérialisme canadien et américain. Toutefois, avant de nous livrer à une critique de ce projet nous allons examiner les propositions monétaires du manifeste.

Même si le manifeste n'écarte pas complètement la possibilité d'une monnaie commune, il privilégie clairement la perspective d'une monnaie québécoise. Ce choix en effet s'impose tout naturellement dans le cadre de l'orientation d'ensemble proposée. La volonté de récupérer un contrôle total du secteur financier peut difficilement s'accommoder du maintien d'une banque centrale commune avec le Canada, qui est le complément nécessaire d'une monnaie commune. D'autre part, un plan d'expansion centré sur la relance des exportations

sur le marché international implique le contrôle le plus étroit possible du taux de change qui a une incidence majeure, souvent déterminante, sur la capacité concurrentielle des entreprises nationales sur le marché mondial. En effet la hausse du taux de change a pour effet d'augmenter le prix des exportations, rendant plus difficile d'affronter la concurrence. Que le dollar canadien vaille 1,05 \$ américain ou 0,85 \$ fait toute la différence du monde pour les producteurs canadiens de pâtes et papiers qui exportent plus de la moitié de leur production aux États-Unis. À 0,85 \$ ils réalisent des profits énormes tandis qu'à 1,05 \$ ils sont en position désavantageuse face à la concurrence des producteurs américains. Voilà pourquoi le taux de change joue un rôle très important dans une stratégie axée sur les exportations internationales.

Or la valeur d'une monnaie commune Québec-Canada évoluerait surtout en fonction des échanges extérieurs du Canada, qui dépassent de loin ceux du Québec. Étant donné la structure fort différente des deux économies, on ne pourrait pas s'attendre à ce que la monnaie commune ait un comportement favorable aux intérêts des exportateurs québécois, bien au contraire.

En fait, le ministre des Finances, Jacques Parizeau, envisageait sérieusement la possibilité de dévaluer une éventuelle monnaie québécoise de 10% par rapport au dollar américain afin de favoriser les exportations internationales. La dévaluation aiderait aussi les secteurs mous à faire face aux importations. Par la suite, cette monnaie pourrait « flotter », c'est-à-dire évoluer suivant les pressions de l'offre et de la demande sur le marché international.

[103]

La création d'une monnaie québécoise permettrait aussi de mener une politique économique différente de celle de l'État fédéral canadien, par exemple mener une politique expansionniste en période de crise. Le Québec pourrait aussi se permettre un taux d'inflation plus élevé qu'au Canada sans nuire aux exportations, en laissant la monnaie se dévaluer. C'est ainsi qu'a procédé le gouvernement italien depuis les années 50. L'inflation dans ce pays a été la plus forte de toute l'Europe au cours des trois dernières décennies, mais la dévaluation continue de la lire a permis aux exportateurs italiens de continuer à faire face avec succès à la concurrence extérieure. Une monnaie québécoise ouvrirait au gouvernement la possibilité de suivre une ligne de conduite similaire.

Les propositions du manifeste de 1972 témoignent d'une cohérence certaine. Malheureusement, la réalité économique et politique les rend complètement utopiques.

Sur le plan politique, bien entendu, le manifeste suppose résolu le problème le plus essentiel, la réalisation de l'indépendance elle-même. Or, la bourgeoisie canadienne va user de tous les moyens à sa disposition pour maintenir le Québec dans le cadre fédéral, instrument central de sa domination et de la défense de ses intérêts de classe.

Les dirigeants du PQ ont beau invoquer le respect de la démocratie, toute l'histoire montre que la démocratie bourgeoise s'arrête là où commencent les intérêts vitaux du capital impérialiste. Il n'y a aucune raison de penser qu'il en soit différemment au Canada.

Loin de nous l'idée de prôner une attitude défaitiste face à l'État fédéral. Celui-ci est loin d'être invincible. Il est même plutôt fragile. Mais il faut un rapport de force pour le vaincre et les bulletins de vote n'ont jamais fourni un rapport de force suffisant dans la lutte contre le capital impérialiste, son État et son armée. Seule la force organisée des masses laborieuses peut y parvenir.

Mais le PQ ne l'entend pas de cette oreille. Il compte établir la crédibilité et la respectabilité de son projet en canalisant le mouvement national dans des voies strictement électoralistes et légalistes sur un terrain miné par la domination fédérale.

Au cours des dernières années, le gouvernement péquiste a laissé passer sans réagir les pires provocations impérialistes. Il n'a rien fait pour contrer des fermetures aussi éminemment politiques que celles de la Sun Life ou de Cadbury, et il a laissé I.T.T.-Rayonnier partir après avoir empoché 120 millions \$ de subventions provinciales. Il n'a pas voulu faire toute la lumière sur la crise d'octobre ni mettre fin aux activités illégales de la GRC. Il s'est incliné devant les jugements des tribunaux contre la loi 101 et les lois pour la nationalisation d'Asbestos Corp. Il n'a pas osé interdire le déluge de publicité [104] fédérale à saveur référendaire accompli au mépris des lois québécoises. À chaque étape le PQ a refusé la confrontation avec le fédéral ou avec les multinationales ; au contraire, il a tout fait pour démobiliser le mouvement ouvrier et le mouvement de libération nationale. En fin de compte, toute cette stratégie s'est traduite par la défaite du Oui au référendum. Cela n'a rien d'étonnant, car la seule façon de construire

un rapport de force suffisant contre le fédéral repose sur la lutte active. La stratégie de démobilisation du PQ l'a conduit à la défaite.

Les raisons de cette attitude sont claires. Les mobilisations des masses laborieuses ne peuvent pas être contenues dans le cadre du respect des règles du capitalisme ; elles tendent inévitablement à empiéter sur la propriété privée et à soulever des revendications anti-capitalistes. Le PQ comme parti bourgeois ne peut donc pas recourir à de tels moyens et, pour cette raison même, il lui est impossible de mener jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme canadien. Le projet de 1972 était donc complètement utopique sur le plan politique.

Mais il ne l'était pas moins sur le plan économique. En supposant qu'on ait pu l'appliquer, ce projet n'aurait pas permis d'affranchir l'économie du Québec de la domination impérialiste. Même s'il avait permis la constitution d'un certain nombre d'entreprises autochtones importantes dans différents secteurs, il aurait dû s'accommoder du maintien d'un secteur important d'entreprises sous contrôle étranger dans la plupart des secteurs de pointe. En effet, le capital québécois ne dispose pas de la technologie nécessaire pour s'y implanter. Ces multinationales auraient continué à contrôler la plus grande partie des échanges extérieurs du Québec, particulièrement dans le secteur minier, ce qui leur aurait donné la possibilité de fixer arbitrairement le prix des exportations destinées à la maison-mère ou aux autres filiales. Dans ces conditions, la création d'une monnaie québécoise n'aurait pas suffi à assurer au Québec une véritable indépendance monétaire.

Le projet de 1972 était construit autour du développement de multinationales québécoises tournées vers l'exportation sur le marché mondial. Ce projet pouvait sembler crédible dans les conditions des années 50 et 60, marquées par une expansion du volume du commerce mondial, à un rythme de 8 à 10% par an. Les nouveaux pays producteurs pouvaient espérer prendre leur place au soleil, au prix de quelques efforts, sur un marché en expansion continue. Mais ces conditions n'existent plus aujourd'hui. La récession généralisée de 74-75, la première depuis les années 30, a mis un point final à la longue période d'expansion capitaliste qui a suivi la deuxième guerre mondiale. De récession partielle en reprise mitigée, le capitalisme est entré dans une phase de stagnation à long terme. Le [105] volume du commerce mondial a diminué en 1975, pour la première fois en trente ans, et les tendances au protectionnisme se font de plus en plus

insistantes dans plusieurs pays clés. Cette situation a pour effet d'accentuer la concurrence inter-impérialiste. Les principaux pays capitalistes doivent se livrer une lutte acharnée pour conserver leur part d'un marché mondial qui ne s'élargit plus au rythme des années 50 et 60. La percée de nouveaux pays producteurs se fait d'autant plus difficile, à moins que ces pays ne jouissent de clairs avantages dans la concurrence internationale. C'est le cas de certains pays du tiers-monde où une main-d'œuvre qualifiée continue à recevoir des salaires dérisoires en comparaison des pays capitalistes avancés : Taïwan, Singapour, la Coré du Sud, certains pays d'Amérique latine comme le Brésil.

Le Québec ne figure évidemment pas dans cette liste, malgré l'écart de salaires dont la majorité des travailleurs et des travailleuses continuent de souffrir par rapport au Canada anglais.

D'autre part, la bourgeoisie québécoise ne dispose pas non plus des atouts technologiques qui lui permettraient de soutenir la concurrence des pays capitalistes avancés dans les secteurs de pointe. Les conditions actuelles de crise du capitalisme international ne se prêtent aucunement à la réussite du projet esquissé dans le manifeste de 1972.

[106]

[107]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 2

**DE L'INDÉPENDANCE
À LA NOUVELLE ENTENTE**

[Retour à la table des matières](#)

Le manifeste de 1972 s'ouvrait sur le thème « D'abord l'indépendance ». En 1980, le terme même d'indépendance a été frappé d'interdit par la direction péquiste. Plusieurs veulent n'y voir qu'une ruse tactique : c'est le point de vue des fédéralistes qui accusent le PQ de vouloir réaliser la séparation par des voies détournées. Les groupes « marxistes-léninistes », qui s'opposent à l'indépendance, soulèvent la même accusation. Mais, curieusement, certains courants de la gauche semblent plutôt espérer que le PQ en vienne finalement à réaliser bel et bien l'indépendance. Parmi les centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses qui ont voté Oui, beaucoup aspirent en réalité à l'indépendance, et la direction péquiste a tout intérêt à leur faire croire que tel est bien l'objet réel. Mais il n'en est rien. On peut s'en rendre compte en examinant le projet économique et politique actuel du PQ tel qu'il est formulé dans le Livre blanc *La Nouvelle Entente Québec-Canada*, dans l'énoncé de politiques économiques, *Bâtir le Québec*, et dans la pratique concrète du gouvernement Lévesque.

Le projet économique actuel du PQ est en effet radicalement différent de celui exposé dans le manifeste de 1972. La direction

péquistes semble très consciente de la transformation des conditions objectives et elle a rectifié ses plans en conséquence.

La crise mondiale du capitalisme n'a pas seulement transformé les perspectives ouvertes au développement d'éventuelles multinationales québécoises, comme on l'a déjà mentionné. Elle a aussi affecté les rapports entre bourgeoisie québécoise et bourgeoisie canadienne.

[108]

Ces nouvelles conditions économiques du capitalisme stagnant des années 70 ont révélé en particulier le rôle crucial du capital financier dans le développement industriel. Les déboires de Chrysler, qui ne peut survivre que grâce au crédit bancaire, constituent une illustration frappante d'une tendance de fond qui affecte la plupart des secteurs du capital industriel. Le capital financier tend à jouer un rôle de plus en plus central.

Or c'est précisément dans le secteur financier que les intérêts capitalistes québécois détiennent les positions les plus fortes face au capital canadien. Ce phénomène n'a rien de mystérieux car le secteur financier est, justement, celui où l'action gouvernementale a l'impact le plus immédiat, et où, par conséquent, l'État québécois dispose des instruments les plus puissants pour promouvoir les intérêts capitalistes nationaux. On connaît bien le cas de la Caisse de dépôt et de placement du Québec créée en 1965 après un affrontement avec l'État fédéral. Les caisses populaires Desjardins œuvrent aussi sous l'aile protectrice du gouvernement du Québec, qui les défend contre les empiètements fédéraux inspirés des intérêts des banques canadiennes : ces deux groupes jouissent aussi d'un grand poids parmi les actionnaires de la Banque nationale.

Les actifs contrôlés par ce réseau financier québécois ont connu une expansion foudroyante au cours des années 70, expansion d'ailleurs largement inattendue. À propos de la Caisse de dépôt, par exemple, le manifeste du PQ de 1972 écrivait :

Fondée en 1965, elle dispose déjà d'un actif qui dépassera cette année les deux milliards de dollars. Aux conditions actuelles, il atteindrait 8

milliards \$ dans 20 ans. Mais pour nos fins, c'est trop peu, trop tard. Il faut viser à ce que cet objectif soit plutôt atteint d'ici dix ans ¹⁷³.

En fait, il a fallu non pas vingt ans, non pas même dix ans à la Caisse de dépôt pour atteindre les 8 milliards \$ mais seulement six ans. C'était chose faite dès la fin de 1978 !

On peut aussi noter le cas des Caisses d'entraide économique dont l'actif n'était que de 2 millions \$ en 1968 et qui approche aujourd'hui les 2 milliards \$, investis majoritairement en prêts industriels et commerciaux.

La démission fracassante d'Eric Kierans du Conseil d'administration de la Caisse de dépôt à quelques semaines du référendum consacrait à sa manière le tournant de la Caisse vers un rôle plus agressif. Les sommes affectées à l'acquisition d'actions et au financement des entreprises vont augmenter fortement et la Caisse affirme son intention de jouer un rôle plus actif dans les compagnies où elle possède des actions, afin de promouvoir les intérêts capitalistes québécois.

[109]

L'énoncé de politique économique du gouvernement péquiste *Bâtir le Québec* enregistrait ce nouvel état de choses en écrivant que :

La concurrence est meilleure depuis quelques années en ce qui concerne les prêts à moyen et à long terme aux entreprises ¹⁷⁴.

Le quasi monopole des grandes banques canadiennes anglaises a en effet été brisé par le renforcement d'une série d'institutions financières québécoises et leur engagement croissant dans les prêts industriels et commerciaux : Caisse de dépôt, Caisses d'entraide économique, Mouvement Desjardins, banques francophones, Société de développement industriel, Société de développement de l'entreprise québécoise (SODEQ), etc. Ces groupes financiers ont appuyé fortement

¹⁷³ *Quand nous serons maîtres chez nous*, Montréal, Les Éditions du Parti québécois, 1972, pp. 77 et 135.

¹⁷⁴ *Bâtir le Québec*, Éditeur officiel du Québec, 1979, p. 266.

le renforcement d'intérêts privés importants dans différents secteurs. Dernièrement, par exemple, la compagnie québécoise York-Lambton absorbait Canadian Admirai avec l'apport de la Caisse de dépôt et devenait ainsi un des principaux manufacturiers au Canada dans le secteur des appareils électroménagers. Comme le dit *Bâtir le Québec* :

Il existe maintenant une nouvelle classe d'entrepreneurs qui mettent davantage l'accent sur le niveau de production et la pénétration des marchés [...] et qui s'orientent vers des entreprises débordant le cadre familial et le secteur traditionnellement réservés aux francophones ¹⁷⁵.

Pourtant ces succès des intérêts privés québécois restent encore trop rares au goût du PQ. On lit :

... l'économie du Québec génère des investissements privés insuffisants. [...] Ce sous-investissement est beaucoup plus attribuable à l'insuffisance de bons projets qu'à l'absence de capitaux ¹⁷⁶.

[110]

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 5.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 245.

[111]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 3

**BÂTIR L'ENTREPRISE PRIVÉE
QUÉBÉCOISE**

[Retour à la table des matières](#)

Bref, d'après l'analyse du PQ, ce n'est plus le manque de capitaux qui gêne le développement des intérêts capitalistes québécois mais plutôt « l'insuffisance de bons projets », c'est-à-dire la rentabilité incertaine ou insuffisante des projets réalisables. Le problème le plus vital à résoudre n'est donc plus la reprise en main du secteur financier déjà en très bonne voie, mais plutôt l'assistance au secteur industriel et autochtone face à la concurrence canadienne et internationale.

Les moyens d'action proposés se modifient en conséquence. Il n'est plus question dans les documents officiels du gouvernement de reprendre le contrôle du secteur financier par des voies législatives comme le manifeste de 1972 le proposait. Le report continu de la publication du Livre blanc sur l'épargne, promis depuis déjà quelques années par le gouvernement du Québec, serait-il l'indice de désaccords à ce sujet dans les hautes sphères péquistes ? On attend avec impatience.

Ce changement de cap correspond d'ailleurs à la dynamique même du développement du capital financier québécois. Au cours des dernières années, les banques, compagnies d'assurance et compagnies de fiducie québécoises ont déployé des efforts considérables pour

prendre de l'expansion au Canada anglais. La Banque provinciale a absorbé plusieurs banques régionales et compagnies de finance ; la Banque d'épargne s'est emparée du Crédit foncier ; la compagnie d'assurance La Laurentienne a fait notamment l'acquisition de l'Imperial Life. L'emploi de mesures législatives par le gouvernement du Québec à l'endroit des banques canadiennes [112] anglaises entraînera certainement des mesures de rétorsion contre les groupes d'intérêt québécois de la part de l'État fédéral, ce que le gouvernement du PQ veut bien sûr éviter.

En ce qui concerne le secteur industriel, l'approche sectorielle de 1972 fait place dans *Bâtir le Québec* à ce que les auteurs appellent « l'approche entreprise ». L'objectif reste le même, à savoir la constitution de multinationales québécoises. Les méthodes diffèrent. Plutôt qu'une intervention massive de l'État par voie de nationalisations, on vise à seconder le développement des entreprises déjà existantes au moyen de politiques gouvernementales taillées sur mesure pour répondre à leurs besoins. L'énoncé de politiques du gouvernement explique d'ailleurs en détail les mesures envisagées. Certains programmes visent à favoriser les fusions d'entreprises qui atteignent ainsi des dimensions plus respectables. Certains prêts gouvernementaux finançant les opérations risquées se transforment en dons en cas d'échec. La constitution des SODEQ, de pair avec le plan d'épargne-action de Parizeau, permet aux investisseurs privés de déduire de leurs intérêts une grande partie des sommes investies en actions d'entreprises québécoises. Ceci permet donc la constitution d'un capital privé aux dépens du fisc.

En même temps, les institutions financières comme la Caisse de dépôt sont là pour assister les efforts des groupes privés québécois qui veulent absorber des compagnies canadiennes, et non des moindres : achat de Loeb par Provigo, de Canadian Admiral par York-Lambton... Cette orientation doit s'affirmer davantage dans les années à venir d'après le nouveau président de la Caisse, Jean Campeau.

Le gouvernement péquiste se vante aussi des résultats de sa nouvelle politique d'achat. Le gouvernement et le secteur parapublic achètent en effet pour plus de cinq milliards de biens et de services par an. L'orientation d'une telle masse d'achats peut ouvrir des débouchés intéressants aux compagnies québécoises. La politique péquiste semble avoir connu un grand succès dans ce domaine puisque 100% des

plaintes reçues depuis deux ans émanent de compagnies non-québécoises qui se plaignent de discrimination. Sous le gouvernement précédent, 60% des plaintes allaient plutôt en sens inverse. Il s'agit littéralement de centaines de millions sinon de milliards de dollars en affaires pour les capitalistes autochtones.

Le gouvernement fédéral n'est d'ailleurs pas en reste dans sa propre politique d'achat. Lors du débat référendaire, le PQ n'a pas manqué de mettre en lumière la très faible proportion des contrats fédéraux attribués au Québec. La récupération de 100% des impôts fournirait au gouvernement québécois des moyens plus amples pour favoriser les intérêts capitalistes nationaux.

[113]

Bien sûr, la bourgeoisie québécoise ne peut pas se développer uniquement sur la base des achats gouvernementaux. Ces derniers peuvent l'aider à acquérir l'expertise nécessaire dans différents secteurs et à amortir ses mises de fonds initiales. Mais toute entreprise en expansion en vient inéluctablement à franchir les limites du Québec.

Le marché canadien constitue, en règle générale, la première étape de cette expansion extérieure pour des raisons évidentes rendues plus pressantes encore par les conditions actuelles de l'économie mondiale. Avant d'affronter la concurrence internationale il n'est que naturel de pénétrer d'abord le marché canadien, qui présente plusieurs avantages immédiats comme l'absence de barrières douanières, l'homogénéité monétaire, la similarité des marchés. D'autre part, n'oublions pas que les écarts de salaires entre le Québec et le Canada anglais procurent un avantage aux capitalistes d'ici face aux producteurs canadiens. C'est d'ailleurs afin de protéger la compétitivité des petites et moyennes entreprises que le gouvernement péquiste a supprimé l'indexation automatique du salaire minimum, instituée par le gouvernement Bourassa. De même les offres salariales au Front commun du secteur public ont été pensées surtout pour éviter tout effet d'entraînement sur le secteur privé. Dans *Bâtir le Québec*, on insiste beaucoup sur la nécessité que les coûts salariaux augmentent tout au plus au même rythme que chez les concurrents, ce qui élargirait davantage les écarts

de salaires déjà existants en termes absolus. Il en va de la capacité concurrentielle de la bourgeoisie québécoise. Voilà la source des politiques anti-ouvrières du PQ, illustrées avec éclat par les trois lois spéciales adoptées pour briser les grèves des travailleurs et des travailleuses des hôpitaux, d'Hydro-Québec et de la ville de Montréal.

Cette réorientation vers le marché canadien entraîne tout naturellement l'adoption d'une monnaie commune avec le Canada. Mais qui dit monnaie commune parle de banque centrale commune ou, à tout le moins, d'une harmonisation très poussée de la politique monétaire des différents pays adhérant à cette monnaie commune. Ceci pose la question des mécanismes décisionnels à instituer dans un tel cas. Traditionnellement le PQ disait envisager une banque centrale contrôlée sur une base paritaire par les deux gouvernements. Ceci laissait en suspens la question de ce qui se passerait en cas de divergence.

On peut présumer que le poids économique supérieur du Canada et la puissance de son capital financier auraient forcé le Québec à plier dans le cadre d'une monnaie soi-disant commune. Le Livre blanc sur la nouvelle entente entérine purement et simplement cet état de fait en laissant 75% du conseil d'administration de la [114] future Banque centrale commune entre les mains du gouvernement canadien. C'est donc accepter de se soumettre à la suprématie monétaire et financière de l'impérialisme canadien en prétendant tout au plus avoir un pied dans la Banque centrale. Un tel arrangement placerait le gouvernement du Québec dans une dépendance complète face à la politique économique poursuivie par Ottawa. Ainsi, le gouvernement du Québec ne pourrait pas poursuivre une politique économique expansionniste en période de récession si Ottawa menait une politique déflationniste. Il serait forcé de s'aligner. Les propositions du Livre blanc ne permettent donc pas de corriger un des principaux griefs soulevé de tout temps par les péquistes, à savoir les effets néfastes des politiques fédérales de stabilisation sur l'économie québécoise. Elles imposent au contraire de suivre une politique d'austérité assez stricte pour se maintenir dans les limites fixées par la politique monétaire d'Ottawa.

Le manifeste de 1972 brossait la vision utopique d'un Québec capitaliste indépendant qui deviendrait l'égal des petits pays impérialistes comme le Danemark, la Norvège ou l'Autriche. Le Livre blanc de 1979 trace plutôt la perspective d'un statut d'associé minoritaire et subordonné de l'impérialisme canadien, plus proche des rapports existants entre la Grande-Bretagne et l'Irlande par exemple.

[115]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 4

**VERS UN NOUVEL
AUTONOMISME ?**

[Retour à la table des matières](#)

Au lendemain du référendum, il se pourrait bien que nous soyons à la veille d'une nouvelle dilution massive du projet péquiste, qui se réduirait à une version moderne de l'autonomie provinciale. Si le PQ retournerait dans l'opposition, il pourrait aussi revenir sans danger à une version plus souverainiste de son projet, afin de récupérer encore pendant quelques années les aspirations à une véritable libération nationale. De la sorte, le PQ pourrait conserver son appui de masse et revenir en selle plus fort que jamais après que les libéraux seraient suffisamment usés par le pouvoir. Mais un tel tournant radical ne serait qu'un épisode tactique.

En effet, la politique fondamentale du gouvernement péquiste n'est pas déterminée par les débats du parti et encore moins par les aspirations au changement dans les masses laborieuses, mais par les intérêts de la bourgeoisie, en général, et des capitalistes québécois en particulier. Le gouvernement et le cabinet des ministres imposent leur politique en s'appuyant sur l'appareil d'État par le biais duquel ils sont en contact avec les sommets de la bourgeoisie québécoise et du capital financier en particulier. La filière du sommet pèse bien plus lourd dans

la politique du gouvernement que les débats ou les statuts du parti. Dans le cadre de l'État bourgeois, il peut difficilement en être autrement.

Or, si la bourgeoisie québécoise prend appui sur l'État québécois et si elle a intérêt au renforcement de son poids économique, elle n'a pas intérêt à pousser la chose jusqu'à la rupture avec l'État fédéral, tout au contraire.

[116]

D'abord pour les raisons économiques déjà mentionnées ; nécessité de maintenir un espace économique canadien unifié avec tout ce que cela implique : monnaie, banque centrale, etc. Mais surtout pour des raisons politiques, à cause de la nécessité de maintenir à tout prix la continuité du pouvoir afin de faire face aux revendications ouvrières et populaires. Le démantèlement de l'État fédéral ouvrirait une période d'instabilité trop dangereuse pour la bourgeoisie. La mise sur pied et la consolidation d'un État bourgeois québécois, après la répudiation de l'État fédéral, ne seraient pas chose facile dans un contexte d'exacerbation de la lutte de classes, malgré tout l'acharnement que pourrait y mettre le gouvernement péquiste. En effet, l'indépendantisme des masses ouvrières est chargé d'un contenu social implicite dont la bourgeoisie québécoise serait elle aussi victime, en dépit des efforts du PQ.

Les secteurs les plus lucides de la bourgeoisie se rendent pourtant compte que l'état des choses actuel ne peut pas se maintenir durablement. Mais les changements nécessaires doivent se faire en évitant d'ouvrir une brèche à la mobilisation des masses ouvrières et populaires, dans la recherche d'un compromis négocié avec le fédéralisme où tout éventuel transfert de pouvoir d'Ottawa à Québec se ferait par voie d'entente et suivant un plan déterminé de gré à gré.

Cette orientation mise en œuvre dans le référendum consiste à persuader le fédéral de la nécessité de faire au Québec des concessions inévitables en faisant la démonstration des aspirations nationales dans les masses, mais, bien sûr, en empêchant les masses et leurs organisations d'avoir une prise quelconque sur les événements. Et les tenants du Oui présentaient la nouvelle entente comme la seule façon de sauver le Canada et d'éviter une séparation brutale.

L'impérialisme canadien, bien sûr, ne l'entend pas de cette oreille. Non seulement il est déterminé à défendre avec acharnement l'intégrité des pouvoirs de l'État fédéral, mais il ne cherche qu'une occasion d'imposer une centralisation accrue, conforme aux intérêts des cercles dominants du capital financier canadien. Donald Johnston, président du Conseil du trésor dans le gouvernement Trudeau et député de Saint-Henri-Westmount, abordant la question des réformes constitutionnelles, s'en prenait à la décentralisation excessive qui permet aux provinces et surtout au Québec de s'opposer au libre mouvement des marchandises et des capitaux, en particulier par leurs politiques d'achat. Interrogé à ce sujet à la Chambre des communes le 27 mai dernier, Trudeau déclarait qu'effectivement les changements constitutionnels envisagés par le gouvernement fédéral n'allaient pas nécessairement dans le sens de la décentralisation. On comprend cette prudence. Même si l'impérialisme canadien brûle de remettre le Québec à sa place, les rapports [117] de force sont beaucoup trop incertains pour risquer une offensive d'envergure. Après tout, le changement rapide et majeur promis par les forces du Non dans le référendum n'a certainement pas été compris par les larges masses dans le sens d'une centralisation accrue du pouvoir à Ottawa. La farce du fédéralisme renouvelé ne tardera pas à se dégonfler et la ronde préélectorale de conférences constitutionnelles fédérales-provinciales va se terminer comme les précédentes.

Dans le conflit Québec-Ottawa, la bourgeoisie impérialiste canadienne a une orientation très claire : la centralisation la plus forte possible en fonction du rapport de forces, surtout sur le plan économique. Il s'en faut de beaucoup que la bourgeoisie québécoise dispose d'une orientation aussi claire. Renforcement de l'appareil d'État québécois, soit, puisqu'il constitue pour elle un point d'appui capital, mais sans rupture avec l'État fédéral, à la fois pour des raisons économiques et politiques. Cette attitude découle de la faiblesse de la bourgeoisie québécoise, malgré son renforcement récent, face à l'appareil d'État de l'impérialisme canadien, face à la concurrence internationale et aussi face à la classe ouvrière québécoise et à ses aspirations nationales et sociales. Et cette attitude timorée détermine la politique du gouvernement péquiste à travers ses dirigeants, en dépit de tout ce que les membres de base de ce parti peuvent penser et en dépit

des votes les plus formels qu'ils peuvent prendre dans les congrès et les instances du parti.

Le projet du gouvernement péquiste, en admettant même qu'il puisse se réaliser, n'entraînerait aucunement une véritable libération nationale du Québec. Il ne ferait que reproduire la domination impérialiste sous une forme différente, en élargissant quelque peu l'espace ouvert à l'accumulation du capital par la bourgeoisie québécoise. Mais toute la politique économique et sociale continuerait d'être enchaînée à celle d'Ottawa par le biais du contrôle de l'État fédéral sur la politique monétaire. La plus grande partie de l'économie resterait aux mains d'intérêts étrangers. Le Québec resterait prisonnier des alliances militaires impérialistes comme l'OTAN et NORAD, dominées par Washington. L'État québécois souverain-associé du PQ ne serait pas maître de participer ou non à une guerre éventuelle contre l'U.R.S.S. ; il y serait entraîné automatiquement par le biais de ces alliances.

Les classes populaires continueraient à souffrir des manifestations concrètes de l'oppression nationale, comme le chômage plus élevé et les salaires plus bas. N'oublions pas non plus que, pour Lévesque, la zone d'association pourrait être élargie. Jusqu'où ? On le saura dans les négociations à venir !

[118]

[119]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
DEUXIÈME PARTIE

Chapitre 5

**QUELLE ATTITUDE
POUR LE MOUVEMENT
OUVRIER ?**

[Retour à la table des matières](#)

À notre avis, le mouvement ouvrier québécois n'a nul intérêt à soutenir un projet pro-capitaliste qui ne conduit à aucune libération nationale réelle. Bien sûr, il s'en trouve beaucoup pour justifier le soutien au PQ au nom du réalisme politique en tant que moindre mal. C'est la position exprimée au lendemain du référendum par Louis Laberge. Mais ce n'est pas là que réside le véritable réalisme ; les événements l'ont bien montré.

Le PQ essaie de convaincre la bourgeoisie canadienne de négocier la nouvelle entente Québec-Canada comme la seule chance de sauver le Canada et d'éviter la séparation. Il donne l'assurance bien sûr que jamais le gouvernement du Québec ne va recourir à des actions unilatérales : tout va se faire par le consentement des deux parties. La seule chance que ce projet a de jamais se réaliser serait le cas où l'impérialisme canadien en viendrait effectivement à le considérer comme un moindre mal temporaire, comme la seule option permettant d'éviter un malheur plus grand, l'indépendance ou le développement d'un mouvement indépendantiste ouvrier de masse.

Mais l'impérialisme voit bien avec quel succès le PQ a réussi à désarticuler le courant indépendantiste, à subordonner le mouvement syndical et à canaliser le mouvement national dans des voies strictement électoralistes. L'impérialisme ne voit donc aucune menace imminente de côté-là et peut donc s'en tenir, sans crainte, à une attitude intransigeante. D'autant plus que le PQ multiplie les reculs sur son objectif, de l'indépendance à la souveraineté-association [120] et à la nouvelle entente négociée, sans que cela entraîne de rupture importante, ni la formation d'une alternative ouvrière et indépendantiste. Au contraire les arguments du moindre mal continuent à dominer car le projet péquiste reste tout de même plus nationaliste que celui du gouvernement Trudeau ! Mais la politique du moindre mal ne fait qu'encourager les reculs du PQ et désorienter les forces ouvrières, tout en confortant l'impérialisme canadien, qui constate avec soulagement que le mouvement syndical continue à soutenir la démarche péquiste malgré tous ces reculs. Nous croyons donc, au nom même du réalisme politique, que la rupture du mouvement ouvrier d'avec le PQ, sur une position indépendantiste, contribuerait bien davantage à la lutte de libération nationale du Québec que toute la politique du moindre mal, menée par les directions syndicales. Plutôt que de laisser le champ libre au PQ, les organisations syndicales devraient mettre sur pied un parti politique qui pourrait inévitablement défendre les intérêts de la classe ouvrière et ses aspirations à une véritable libération nationale.

Le mouvement ouvrier québécois doit donc mettre en branle une stratégie alternative de lutte de libération nationale, autour de son propre projet de société. Nous avons tenté de montrer en quoi la « stratégie » du PQ reflétait les intérêts de la bourgeoisie québécoise, tant dans ses objectifs que dans sa démarche. Nous voulons pour conclure esquisser les principaux éléments d'un contre-projet ouvrier indépendantiste.

[121]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
DEUXIÈME PARTIE

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Sur le plan politique tout d'abord, il faut rejeter toutes les chimères de fédéralisme renouvelé ou de nouvelle entente avec l'impérialisme. Entre les intérêts de la classe ouvrière québécoise et ceux défendus par la confédération impérialiste, les intérêts des banques et des multinationales, il y a un antagonisme irréconciliable. La confédération canadienne ne peut pas être réformée, il faut la détruire. Et ceci ne pourra jamais se faire par des négociations à l'amiable entre les deux partis dans le respect de la démocratie comme le PQ veut nous le faire croire. L'impérialisme canadien ne sera jamais d'accord avec l'indépendance du Québec ; celle-ci se fera de façon unilatérale ou pas du tout.

Une démarche étapiste et négociatrice du PQ ne conduira jamais à l'indépendance. D'ailleurs, ce n'est pas là son objectif, mais plutôt un réaménagement des pouvoirs au sein du Canada. Dans le meilleur des cas, cette stratégie pourrait conduire à une nouvelle entente basée sur la renonciation définitive à la souveraineté, et à l'acceptation d'une forme quelconque de statut particulier au mépris des aspirations des masses laborieuses depuis une dizaine d'années. Non, nous ne voulons pas d'une nouvelle entente qui aboutirait à enchaîner le Québec à l'État fédéral par des voies détournées. L'indépendance politique pleine et entière, la rupture totale avec la Confédération sont indispensables à une véritable libération nationale et à la satisfaction des aspirations de

la classe ouvrière québécoise. Aucune véritable libération nationale n'aura jamais lieu tant que la plus grande partie de l'économie québécoise sera aux mains d'intérêts étrangers. Le rapatriement du contrôle de l'économie [122] québécoise par des méthodes capitalistes, comme l'envisageait le manifeste de 1972 du PQ, relève de la pure utopie dans les conditions actuelles du capitalisme. La seule façon d'éliminer l'emprise impérialiste sur les secteurs clés de l'économie consiste à les nationaliser, sans compensation. Une rupture aussi décisive avec les lois de la propriété capitaliste ne peut pas non plus être limitée aux intérêts étrangers ; elle devra s'étendre en même temps aux capitalistes « nationaux ». En effet, c'est toute la bourgeoisie québécoise, canadienne ou américaine qui va faire front commun contre une menace de nationalisations massives sans compensation, quels que soient leurs déchirements par ailleurs. Quand leurs intérêts vitaux sont mis en jeu par la classe ouvrière, les bourgeois du monde entier savent s'unir. Voilà pourquoi on ne pourra pas s'arrêter à mi-chemin ; c'est l'ensemble de la bourgeoisie qu'il faudra exproprier. On ouvrirait ainsi la porte à une planification rationnelle du développement économique, dans le cadre des priorités décidées au Québec. Ceci permettrait également d'instaurer un monopole gouvernemental du commerce extérieur qui donnerait au Québec la maîtrise de l'ensemble de ses échanges, de ses importations et exportations.

De la sorte le Québec pourrait diversifier ses échanges en renforçant ses liens économiques avec les pays du tiers-monde et avec les États ouvriers, par exemple en concluant des accords bilatéraux avec les pays producteurs de pétrole comme l'Iran, sans passer par les multinationales impérialistes qui dominent ce marché à l'heure actuelle.

Ceci permettrait aussi de diversifier les échanges extérieurs entre les principaux pays capitalistes avancés : É.-U., Canada, Japon, Europe occidentale. Dans ce cadre, comme de raison, l'État québécois devrait négocier et marchander, mais il le ferait au moins à partir d'une maîtrise complète de son économie et de son commerce, et non à partir d'une situation où ceux-ci se trouvent sous le contrôle de multinationales étrangères comme à l'heure actuelle.

Bien sûr une telle mesure provoquerait inévitablement des bouleversements profonds. Mais le Québec pourrait assez rapidement retrouver des fournisseurs pour son marché intérieur, étant donné la

crise de surproduction qui frappe la plupart des branches industrielles dans les principaux pays capitalistes, et la concurrence acharnée que ces pays se livrent sur le marché international pour conquérir des débouchés pour leurs produits.

D'autre part, le monopole gouvernemental du commerce extérieur permettrait de fixer des prix beaucoup plus élevés pour une série de matières premières que les multinationales tirent du Québec à des prix ridicules à l'heure actuelle, comme l'amiante et le minerai de fer. La planification de l'économie québécoise et la maîtrise de ses échanges extérieurs permettraient d'orienter le développement [123] industriel en fonction des intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, au lieu d'avoir à subir un développement industriel anarchique et insuffisant, déterminé par les intérêts particuliers des multinationales et des capitalistes privés. Pour que cette planification atteigne véritablement son but, elle ne peut se faire d'en haut par des procédés technocratiques et bureaucratiques. Il faut que l'ensemble des masses ouvrières soit associé aux décisions à tous les niveaux, dans l'entreprise, dans la branche industrielle, dans la ville, dans la région, et au niveau national. Ces grands choix doivent faire l'objet de débats sur les options fondamentales : répartition du revenu national entre investissements et consommation, priorité des investissements, échelles de salaires, programmes sociaux, etc. Les objectifs du plan doivent découler de choix conscients pour que tous les travailleurs et toutes les travailleuses puissent s'engager véritablement dans le développement de l'économie. Bien sûr, il n'existe pas de formule-miracle. Tous les problèmes hérités de 110 ans de confédération impérialiste ne seraient pas résolus du jour au lendemain. Mais on disposerait au moins des instruments indispensables pour commencer à redresser l'économie du Québec, alors que la prolongation de la domination impérialiste fait du Québec une victime toute désignée de la crise internationale du capitalisme, crise qui tend à devenir de plus en plus profonde.

De plus, il faut considérer la question dans une perspective historique plus large. L'État ouvrier québécois disposerait dès le début de ressources matérielles, techniques et humaines, sans commune mesure avec aucun des États ouvriers existants au moment de leur création. Pourtant ces États sont parvenus, en dépit de tous leurs problèmes, à assurer à leur population une amélioration rapide et

sensible de leurs conditions de vie, en comparaison avec d'autres États qui se trouvaient initialement au même niveau de développement : qu'on pense à la Chine et à l'Inde, à Cuba et à Haïti, à la Yougoslavie et à la Turquie.

Nous sommes convaincus que rapidement un État ouvrier québécois pourrait assurer à sa population des conditions de vie bien meilleures qu'un Québec capitaliste, prisonnier de l'impérialisme, et entraîné malgré lui dans la crise internationale du système bourgeois.

Sur le plan militaire, le PQ envisageait de créer une armée québécoise par le simple rapatriement des effectifs québécois de l'armée canadienne de la base au sommet. Plus récemment, il a été question d'une armée commune. On pourrait se demander à qui cette armée « commune » obéirait, en cas de conflit aigu entre Québec et Ottawa. La réponse certes ne fait aucun doute. Cette armée a été construite dès le début comme un instrument de l'État fédéral, comme un défenseur de la Confédération contre les nations opprimées, comme un défenseur du capital contre les luttes ouvrières, [124] comme une garantie contre la subversion interne, comme force d'appoint des opérations militaires impérialistes dans le monde. Le caractère de classe de cette armée l'oppose directement à toutes les aspirations nationales et sociales des masses laborieuses du Québec. Elle ne peut pas être réformée ou amendée, surtout pas par des expédients mystificateurs comme la création d'un commandement soi-disant conjoint nommé par Québec et Ottawa.

Un Québec indépendant et socialiste aura besoin au contraire d'une force armée qui défende les conquêtes sociales et nationales des masses québécoises, contre la bourgeoisie et contre l'impérialisme. Une telle armée devrait être basée principalement sur des milices ouvrières, formées sur les lieux de travail et recevant une instruction militaire adéquate. Pour accomplir cette tâche, il serait bien entendu souhaitable d'avoir accès aux connaissances d'éléments venant de l'actuelle armée canadienne et qui seraient disposés à collaborer à la formation des forces de défense du Québec indépendant. Après la révolution russe, on avait aussi employé les généraux de l'armée du Tsar qui étaient prêts à collaborer à titre individuel avec la nouvelle armée Rouge sous le contrôle entier du gouvernement de l'État ouvrier. Mais ceci n'a rien à voir avec le projet péquiste de rapatriement pur et simple de l'aile québécoise de l'armée canadienne, avec armes et bagages.

Bien entendu, il n'y a guère d'illusions à se faire sur l'issue d'un éventuel combat singulier entre une République ouvrière du Québec et la machine militaire du Pentagone. Cependant, la lutte pour l'indépendance du Québec se déroule dans le contexte d'une vague de luttes anti-impérialistes à travers le monde. Washington a déjà subi des revers sanglants avec la chute du Shah d'Iran et celle de Somoza. Aujourd'hui, le Salvador traverse une véritable guerre civile où les forces ouvrières et populaires menacent de renverser la junte. La dictature militaire coréenne va être la prochaine victime de cette nouvelle montée anti-impérialiste, et après elle peut-être, le Brésil, la Bolivie. L'impérialisme américain a bien des chats à fouetter et sa défaite au Vietnam a mis fin au mythe de l'invincibilité de la machine de guerre du Pentagone. Mais en même temps, la bourgeoisie américaine fait face à une nouvelle radicalisation aux États-Unis mêmes. La révolte noire à Miami, l'opposition massive à la conscription dans la jeunesse et dans la classe ouvrière ne sont que les signes avant-coureurs de l'opposition que va rencontrer l'impérialisme américain, si jamais il tente de se lancer dans un nouveau Vietnam pour écraser les luttes de libération dans le monde.

Par ailleurs, les autres puissances impérialistes ne sont guère en état de jouer les gendarmes contre-révolutionnaires à l'heure actuelle. L'impérialisme britannique, par exemple, en a déjà plein les bras avec l'Irlande, où plus du tiers de son armée stationne depuis douze [125] ans sans parvenir à casser la résistance irlandaise. La plupart de ces pays, y compris les plus stables, ont expérimenté une nouvelle vague de luttes ouvrières symbolisées par la grève générale en Suède en mai 1980. Bref, la lutte de libération nationale du Québec se déroule dans le contexte d'une grave détérioration du rapport de forces pour l'impérialisme international.

Quant à l'impérialisme canadien lui-même, il fait face également à ce phénomène quasi-universel de montée de la combativité ouvrière qui s'est manifestée récemment par les grèves importantes d'Inco et de Bell et par les concessions faites aux postiers pour éviter la grève. Le référendum a révélé le potentiel de sympathie dont jouit la cause du Québec au Canada anglais, en particulier dans le mouvement syndical et dans les syndicats binationaux les plus puissants. Ottawa est loin d'avoir les mains libres. Au contraire, la progression de la lutte pour l'indépendance peut remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie, non

seulement au Québec mais aussi au Canada anglais, par le développement d'une alliance entre les classes ouvrières des deux nations pour le renversement de l'État central.

Si on ne peut négliger l'aspect militaire du rapport de forces, cet aspect reste subordonné et déterminé par la donnée fondamentale de la période actuelle à l'échelle internationale, celle de la montée des luttes de libération nationale et des luttes ouvrières dans presque tous les pays. Voilà les forces sur lesquelles nous devons compter, et pas sur le prétendu sens démocratique des brigands d'Ottawa, comme le PQ nous y invite.

De même, si la dimension technique de la défense d'un Québec indépendant revêt une importance cruciale, elle reste néanmoins subordonnée à la question la plus fondamentale : le degré de conscience, d'organisation et de mobilisation des masses laborieuses dans la défense de leurs conquêtes nationales et sociales. Vue sous cet angle, la capacité de défense d'un Québec dirigé par la classe ouvrière serait infiniment supérieure à celle d'un Québec bourgeois reposant sur le maintien de l'exploitation capitaliste. Sa capacité à gagner la sympathie active des masses ouvrières des métropoles impérialistes et des pays du tiers monde en serait aussi grandement accrue, ce qui pourrait nous donner des alliés stratégiques au cœur même de l'impérialisme. La capacité de la classe ouvrière québécoise à instaurer un système de démocratie ouvrière — à l'opposé des caricatures staliniennes du socialisme qui sévissent actuellement dans les pays comme la Chine et l'U.R.S.S. — pourrait aussi créer un nouveau modèle social plus attirant pour la classe ouvrière dans le monde.

En effet, nous ne devons pas perdre de vue le fait que seule l'extension du socialisme dans le reste de l'Amérique du Nord, au Canada anglais et aux États-Unis, pourrait assurer la consolidation [126] définitive d'un État ouvrier québécois, ainsi que la construction d'une société sans classes débarassée de toute forme d'exploitation et d'oppression. Mais, en même temps, le renforcement d'un mouvement de libération nationale à caractère prolétarien au Québec constitue un puissant levier pour accélérer le développement politique de la classe ouvrière au Canada anglais d'abord, et aussi aux États-Unis. Ainsi, la

lutte pour l'indépendance du Québec pourrait acquérir une importance historique en cette fin du XX^e siècle où la révolution socialiste est plus que jamais à l'ordre du jour.

[127]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Troisième partie

LES POLITIQUES SOCIALES DU PARTI QUÉBÉCOIS : UN BILAN CRITIQUE

François CYR et Francine SÉNÉCAL

[Retour à la table des matières](#)

[128]

[129]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
TROISIÈME PARTIE

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Ce texte est nécessairement d'une portée limitée. D'une part, nous ne prétendons pas tracer le bilan exhaustif de l'ensemble des pratiques de l'actuel gouvernement en matière de législation sociale, mais bien d'en cerner les caractéristiques centrales. D'autre part, exception faite de l'analyse du contenu des principales législations, une bonne partie du document revêt un caractère nécessairement spéculatif et hypothétique. Quel serait l'impact d'une éventuelle souveraineté-association sur l'ensemble des politiques sociales du pouvoir ? Si une partie de la réponse à cette question se trouve en filigrane dans les énoncés programmatiques, les pratiques actuelles du gouvernement et la nature même du projet de souveraineté-association, l'essentiel reste à déterminer. En effet, la véritable réponse réside, en dernière analyse, dans la capacité ou l'incapacité du mouvement ouvrier à systématiser ses revendications sous la forme d'un programme d'action, à clarifier son projet de société, à unifier et élargir ses forces. C'est dans cet esprit qu'un récent congrès de la CSN soulignait l'importance de consolider et d'élargir ses appuis. En fait, le véritable problème relève de l'analyse concrète du rapport de force que le mouvement ouvrier et populaire réussira à imposer au pouvoir capitaliste, quelle que soit sa forme politique.

Généralement, la perspective du mouvement syndical vise, sinon à transformer, tout au moins à influencer fortement sur le cours des

événements. Si nous devons nous pencher et analyser les grands axes de la stratégie du pouvoir, nous refusons a priori de considérer que tout est écrit, décidé une fois pour toutes. En apprenant à connaître de plus en plus le véritable visage de ceux qui nous gouvernent, [130] le mouvement ouvrier et les masses populaires soulèvent la nécessité de s'organiser sur une base autonome.

1. La politique sociale — les politiques sociales : un champ à circonscrire

Souvent, dans le langage de tous les jours, nous parlons de politiques sociales de façon trop vague. Influencés par le discours dominant, nous avons tendance à englober dans cette catégorie tout ce qui n'appartient pas spécifiquement à la sphère économique ou culturelle. Or, il faut se méfier de ce genre de classification « fourre-tout » qui souvent ouvre la porte à la démagogie du pouvoir sur le contenu social de ses politiques. À chaque budget par exemple, nous nous devons de décrypter les orientations réelles du gouvernement, sans nous inquiéter outre mesure de l'habituel enrobage idéologique.

Des chercheurs comme Pelletier-Vaillancourt opèrent une nette distinction entre *la* politique sociale et *les* politiques sociales.¹⁷⁷ La politique sociale est la *conception* générale que le pouvoir se fait du « bien-être » des citoyens, ainsi que l'orientation d'ensemble élaborée pour la réaliser. Les politiques sociales, dans ce cadre, ne sont que les *mesures concrètes* mises en œuvre pour opérationnaliser cette conception fluctuant au gré des circonstances.

2. Les politiques sociales : une définition

Par politiques sociales, nous entendons donc cette sphère particulière de *la gestion des rapports de classes* et des rapports sociaux. Plus précisément, il s'agit d'évaluer ce « *lieu privilégié de*

¹⁷⁷ Pelletier M., Vaillancourt Y., cité par Duchastel J., « Chômage, politique sociale et crise », *Les Cahiers du socialisme*, n° 3, 1979, p. 94.

l'érection d'un édifice social auquel on entend associer les classes dominées et exploitées ¹⁷⁸ ». Sans négliger le rôle de l'État qui trône centralement dans ce « lieu privilégié », nous devons souligner que ce processus d'élaboration, de codification des politiques sociales est aussi *un enjeu* de la lutte des classes. Ces éléments de définition et l'importance que nous accordons à la dynamique propre des affrontements entre classes fondamentales de la société nous amènent à rompre avec la problématique traditionnelle, celle qui pose les questions en terme de « clientèle sociale », voire de « besoins sociaux », pour nous situer sur un tout autre terrain : celui de la lutte pour le maintien, la consolidation et l'élargissement de ces *acquis* que constituent les *droits sociaux*.

Traduire les *aspirations* au changement social en revendications, transformer ces revendications en *acquis*, codifier ces acquis sous [131] forme de *droits sociaux*, telle est la démarche inscrite dans l'histoire même des luttes économiques et sociales. Au Québec, en l'absence de parti politique ouvrier de masse, le mouvement syndical a été appelé à jouer un rôle central dans ce processus. Comme on le sait, cette démarche est jalonnée de victoires et de défaites, d'offensives et de reculs, de conquêtes et de répression. C'est dans cette perspective que nous situons notre analyse. C'est pourquoi, à plusieurs reprises, nous faisons appel à cette notion importante que représente l'étude concrète des *rapports de force* entre les classes, couches ou groupes sociaux qui s'affrontent au sein de la société.

[132]

¹⁷⁸ Voir le texte de Yves Bélanger, *Notes sur l'alliance de classes et la nature du PQ*, texte ronéotypé, UQAM. Nous soulignons.

[133]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
TROISIÈME PARTIE

Chapitre 1

**ANALYSE DES PRINCIPALES
LÉGISLATIONS DEPUIS 1976**

1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Une fois circonscrit le champ général de notre définition, il importe de clarifier les éléments méthodologiques fondamentaux qui guident notre démarche d'analyse.

Pour ce faire, d'une part nous privilégions l'aspect directement politique des législations (au détriment de leur contenu strictement juridique) et, d'autre part, nous concentrons notre attention sur les pratiques qui nous apparaissent significatives, c'est-à-dire révélatrices de la nature de classe de l'actuel gouvernement. D'autant plus que cette orientation politique nous permet de cerner, de façon plus adéquate, l'impact réel de ces législations sur les conditions de vie des travailleurs.

Concrètement, nous avons retenu les secteurs d'étude suivants : consommation, famille, garderie, habitation, jeunesse, revenu, santé et travail ¹⁷⁹.

¹⁷⁹ Nous tenons à remercier l'étude Bourguignon, Beausoleil, McManus et Roland Cousineau pour leurs conseils juridiques.

2. Le secteur consommation

a) La loi de protection du consommateur

[Retour à la table des matières](#)

Alors qu'il était dans l'opposition, le PQ a fréquemment dénoncé la loi 45 sur la protection du consommateur mise en place par le gouvernement Bourassa.

[134]

Après 1976, le ministre Payette reconnaît l'urgence d'apporter des modifications à la loi et annonce que le dossier consommation est *prioritaire* pour le gouvernement. Cependant, ce n'est que deux ans plus tard que le projet de loi 72 est présenté à la population. Suite à une commission parlementaire et à de nombreuses critiques, la loi est adoptée à la fin de 1978.

La loi de protection du consommateur, nouvelle version, vise à établir de nouvelles règles concernant la formation de contrats et les garanties fondamentales sur tous les biens offerts aux consommateurs. Elle régit tout particulièrement les contrats de vente itinérante, les contrats de crédit, la vente des automobiles d'occasion, la réparation des automobiles et appareils domestiques, et enfin le louage des services à exécution successive. En outre, la loi établit les règles et procédures essentielles à son application, indique les recours que les consommateurs peuvent exercer lors de pratiques frauduleuses de la part des commerçants, manufacturiers ou publicitaires.

Si cette loi peut paraître « progressiste » et tend à répondre à de nombreuses revendications d'organisations populaires et ouvrières, elle laisse par ailleurs de nombreux trous qui nous permettent d'affirmer que le PQ élude soigneusement la confrontation centrale avec le patronat et le grand capital.

C'est ainsi que la loi *évite d'intervenir* auprès des grandes compagnies de finance et n'empêche toujours pas la publicité sur le crédit, alors que l'on sait que le crédit tend à favoriser l'endettement

des consommateurs. La loi n'interdit toujours pas le colportage qui joue sur l'isolement des consommateurs (surtout des consommatrices), et dont les conditions de vente ne sont pas toujours très claires. La loi autorise toujours les transactions à tempérament, et maintient le lien de propriété du vendeur sur le bien, tant que l'acheteur n'a pas effectué la totalité des versements. Dans le cas de retard ou d'impossibilité de les effectuer, le vendeur peut reprendre le bien et garder les sommes déjà fournies selon certaines modalités ¹⁸⁰.

On voit donc que la loi 72 évite de se mettre les commerçants à dos et, par ailleurs, ne protège pas réellement les plus démunis, c'est-à-dire les chômeurs, les assistés sociaux, les retraités, les handicapés, les travailleurs au salaire minimum.

En fait cette loi est un bel exemple du double caractère des mesures mises en place par le PQ. S'inscrivant dans un rapport « d'équilibre » entre les revendications et les luttes des organisations ouvrières et populaires et les stratégies gouvernementales, la loi de protection du consommateur vise une satisfaction relative des revendications qui permet ainsi d'associer les classes populaires au projet du PQ, sans toutefois attaquer trop durement le grand capital.

[135]

En somme, c'est comme si le gouvernement ne savait pas sur quel pied danser. À vouloir satisfaire tant les consommateurs que les commerçants, on peut dire qu'il passe à côté du véritable problème.

Pour vraiment modifier et transformer la situation actuelle en *ce* qui concerne la consommation et son pendant, l'endettement, il est nécessaire que les organisations syndicales et populaires insistent sur la nécessité de situer le phénomène de la consommation dans son véritable contexte : une source de profits pour les uns, et une source d'endettement pour les autres.

Actuellement, l'idéologie dominante nous présente l'endettement comme un problème individuel : une incapacité de gérer correctement son budget. Or, nous savons qu'il y a beaucoup plus que cela.

¹⁸⁰ Pour plus d'explications sur les limites de cette loi, voir ACEF, la protection des consommateurs, le mouvement ACEF se prononce, 1978.

L'endettement est la conséquence directe de « l'exploitation »¹⁸¹ que subissent les consommateurs et c'est cette situation qu'il faut comprendre afin de la transformer.

b) La loi de l'assurance-automobile

On ne peut nier les acquis pour le mouvement ouvrier que représente l'adoption d'une loi sur la réforme de l'assurance-automobile. En effet, le débat amorcé dès 1970 au sein des organisations syndicales (notamment la CSN) et populaires (ACEF), dénonçant l'inefficacité et le coût exorbitant du régime privé d'assurance et les situations de conflits d'intérêts entre avocats, a permis d'élaborer une position revendiquant l'instauration d'un régime d'assurance-automobile public et complet. À ce moment, le PQ s'était joint aux centrales syndicales et aux organisations populaires pour réclamer une réforme de l'assurance-automobile, (d'autant plus que certains gouvernements des provinces de l'Ouest ont déjà pris des mesures en ce sens). Pour le PQ c'est là un indice supplémentaire du « retard » social du Québec.

Ces éléments sont restés inscrits dans les cahiers de revendications des organisations ouvrières. Le simple fait que le gouvernement péquiste décide d'intervenir en ce sens est un pas en avant. Mais encore faut-il voir quelles sont les limites des modifications du régime *d'assurance-automobile*.

Alors que les revendications visaient la mise en place d'un régime d'assurance public et complet, le gouvernement du PQ se contente d'une réforme publique *à moins de 50%* et incomplète. Pourquoi ce compromis ?

Soulignons que cette reprise en charge partielle des revendications se situe dans la lignée des concessions aux classes populaires et aux travailleurs, c'est-à-dire dans la logique du « préjugé favorable », jouant ainsi la carte du parti « social-démocrate ». Par ailleurs, un régime public et complet aurait heurté durement les compagnies [136] d'assurances « dont 67% sont étrangères et leur aurait retiré des revenus

¹⁸¹ Nous utilisons le terme « exploitation » dans un sens descriptif et non scientifique.

de 800 millions \$ et par la même occasion aurait remis en cause l'existence de 4 importantes sociétés québécoises ¹⁸² ».

Ainsi le gouvernement recule. Plutôt que de se mettre à dos les compagnies d'assurances, le barreau et les courtiers, il préfère adopter une loi édentée mettant l'accent sur les dommages corporels et laissant à l'entreprise privée le champ des dommages matériels.

Ce qu'il faut surtout comprendre, c'est le fait que le gouvernement a pris à son compte le secteur le moins rentable de l'assurance-automobile. L'assurance sur les dommages corporels pose de nombreux problèmes notamment en ce qui a trait à la gestion administrative du programme, et au calcul des expertises.

Sans doute devons-nous voir, dans cette opposition strictement verbale des compagnies, beaucoup plus un refus du principe même de la loi et de ses éventuelles conséquences (étatisation complète), qu'une opposition basée sur la possibilité de pertes financières sérieuses.

De plus, il ne faut pas se faire d'illusions. Les acquis des travailleurs en ce qui a trait à la politique de l'assurance-automobile sont fragiles. La porte laissée ouverte aux entreprises privées peut s'avérer un élément important en cas de transformation d'un rapport de force. En situation de renversement de l'équilibre actuel, les entreprises privées pourraient se réapproprier la totalité de ce secteur. D'où l'importance, dès maintenant, de codifier nos revendications autour d'un projet proposant la nationalisation complète de l'assurance-automobile.

*c) La loi sur le recours collectif :
on juge un arbre à ses fruits !*

L'arbre... Au premier coup d'œil, la loi 39 apparaît comme une mesure de rattrapage par rapport à de nombreuses législations américaines et canadiennes qui reconnaissent le principe du recours collectif. Or, la mise en application de ce principe ne tombe pas du ciel, ni des volontés réformistes d'un quelconque pouvoir politique. Depuis le milieu des années soixante, d'importants regroupements de

¹⁸² Bélanger, *op. cit.*, p. 13.

consommateurs ou d'usagers, organisés en groupes de pression, ont imposé ces législations autorisant le regroupement ponctuel de certaines catégories de citoyens, en vue de procéder à des actions juridiques. Dans ce cadre, la loi sur le recours collectif peut être considérée comme un *acquis social* en ce qu'elle étend, à la sphère collective, la notion de personne juridique ¹⁸³.

Et ses fruits... Une fois dépassé le niveau des généralités, on constate rapidement que la réalité est toute autre. D'abord ce beau [137] principe perd rapidement de son efficacité si l'on considère, d'une part que l'appareil judiciaire est particulièrement peu préparé à ce type de législation et, d'autre part, qu'il exerce le contrôle entier sur l'application de la législation, tant au niveau de la pertinence de la poursuite, que de celui de l'allocation de sommes dans le « fonds d'aide au recours collectif ». Inutile de souligner que ces contraintes freinent considérablement l'accès à une telle législation. Un éventuel groupe de consommateurs, décidé à faire valoir ses droits, doit d'abord démêler un véritable écheveau juridique, s'il ne veut pas voir sa requête déboutée sur une technicalité. Par exemple, l'Association de protection de l'automobiliste, particulièrement expérimentée pour ce genre de questions, s'est heurtée à un échec dans sa tentative de poursuites contre la compagnie Honda. Plus récemment, un autre exemple illustre parfaitement l'utilisation du fameux « fonds d'aide », habituellement présenté comme la pierre angulaire d'une véritable politique d'accessibilité et de démocratisation. Une consommatrice intente une poursuite en recours collectif contre la compagnie Corning afin que cette dernière dédommage les usagers d'un de ses produits défectueux. Pour évaluer le coût d'une telle poursuite, on se doit de tenir compte, à la fois des frais juridiques et des coûteux frais d'expertise, afin de faire contrepoids à l'argumentation des experts au service de la compagnie. Or, pour assurer ces coûts, on lui alloue la ridicule somme de 1000 \$. Compte tenu de l'enjeu financier de cette poursuite, cette somme

¹⁸³ Le caractère innovateur ne va pas plus loin. Comme le souligne la FACEF : « Le recours collectif est un moyen de procédure : il ne crée aucun droit substantif nouveau. En conséquence, la cour ne reconnaîtra pas plus de droits par le recours collectif qu'elle n'en reconnaît présentement dans une cause individuelle ». *Mémoire de la Fédération des ACEF*, déposé à la Commission parlementaire sur le projet de loi 39, mars 1978, p. 3.

représente, dans les faits, une négation pure et simple de la possibilité pour une consommatrice de mener à bien une poursuite.

On sait que le discours péquiste nous présente cette législation comme une arme importante entre les mains des citoyens dans la lutte contre les inégalités sociales. Or, une telle affirmation repose sur la mythologie traditionnelle que nous pourrions systématiser de la façon suivante :

- la neutralité de l'appareil judiciaire ;
- l'accès égalitaire à la justice ;
- l'autonomie complète du judiciaire face aux rapports de force entre les classes.

Dans ce cadre, la loi 39 apparaît comme une arme à double tranchant mais dont l'un des tranchants est émoussé en permanence.

— *La loi 39 et le mouvement ouvrier*

Historiquement, le mouvement syndical s'est battu pour un code du travail dont certains aspects systématisent ses conquêtes. L'ensemble des relations de travail se réfèrent à ce code. Or la loi 39, dans certaines de ses applications, permet à un groupe de citoyens, souvent manipulés par le patronat, ou par une presse anti-syndicale, [138] d'entreprendre des poursuites. L'exemple du demandeur Lapointe (au nom de l'ensemble des patients de Saint-Charles Borromée) contre le syndicat de cet établissement est révélateur. Il s'agit d'une action intentée contre le syndicat pour dommages (manque de soins, etc.) causés aux patients suite à une grève illégale. On ne connaît pas encore les suites de cette affaire, mais on peut soupçonner que, si cette action est plaidée au fond et gagnée par le groupe, ce jugement fera tâche d'huile, et qu'une série de recours collectifs *pourront être intentés contre des syndicats dans le cas de grèves illégales*. Un autre cas du même genre a été enregistré à la Cour supérieure qui oppose deux groupes de travailleurs et qui peut légitimer les pratiques de scabs. Une vingtaine d'employés de l'Aluminium du Canada intentent une poursuite de près de 12 000 \$ contre la CSN jugée responsable de l'arrêt de travail en novembre 1979.

Ce groupe base sa requête sur son « désir et sa capacité de travailler », ce qui aurait été empêché par les militants CSN au moyen de « la violence et de l'intimidation ». On peut imaginer l'effet profondément démobilisateur que de telles pratiques peuvent susciter et ce, à très court terme.

Ces deux exemples nous rappellent que l'application d'une législation est fondamentalement déterminée, en dernière analyse, par le rapport de force entre les classes ; que le système judiciaire, en dépit de certaines réformes, reste un appareil profondément étranger aux travailleurs, et que la sphère juridique ne saurait constituer le lieu privilégié du combat ouvrier. Règle générale, sur ce terrain nous sommes perdants plus souvent qu'à notre tour. Plus récemment, le démagogue Yvon Dupuis tente de s'ériger en porte-parole des « victimes » de la dernière grève des cols bleus de Montréal. Dans le cadre du battage publicitaire qui entoure cette affaire, la responsabilité de cette grève incombe, non à l'intransigeance proverbiale de l'administration Drapeau, mais vise les syndicats.

Dans l'immédiat, nous croyons que le mouvement syndical devrait examiner la possibilité de revendiquer la réforme de la loi 39 afin que la sphère des relations de travail échappe à sa compétence. Ceci ne signifie pas que les travailleurs et les consommateurs doivent refuser d'investir le champ juridique et de tenter d'utiliser la loi 39. Loin de là. Cependant, nous croyons que ces éventuelles poursuites judiciaires doivent s'appuyer *sur la construction d'un rapport de force réel* (campagnes d'information, de mobilisation, de boycottage des firmes visées, etc.) si nous voulons progresser réellement. Répétons-le : l'application d'une loi n'échappe pas aux réalités sociales et politiques. Or, les premiers cas de jurisprudence autour de cette législation peuvent se concrétiser dans un sens ouvertement anti-syndical et ce, dans une période particulièrement difficile pour le mouvement ouvrier organisé. Par contre, utilisée de façon *offensive*, [139] sur la base d'un rapport de force *favorable*, cette loi pourrait faciliter la jonction entre le mouvement syndical et les différentes forces populaires qui luttent sur le terrain de la consommation.

3. Le secteur famille

a) Les allocations familiales et l'aide sociale

[Retour à la table des matières](#)

Le gouvernement péquiste, au cours des quatre dernières années, a peu modifié la loi du régime des allocations familiales mais les quelques transformations qu'il y a apportées ont directement touché les couches les plus démunies de la population.

Ainsi, selon une pratique courante ou institutionnalisée, le gouvernement provincial indexe chaque année (le 1er janvier) les taux des allocations familiales selon l'évaluation officielle de l'augmentation du coût de la vie ¹⁸⁴. Cependant, au début de 1979, la vapeur est renversée et des coupures sont appliquées aux allocations familiales.

Rappelons les faits. Au début de 1979, le gouvernement fédéral annonce une série de modifications concernant divers programmes de sécurité sociale, dont celui du régime des allocations familiales. Unilatéralement, ce dernier réduit les prestations versées de l'ordre de 22% (de 25,68 \$ à 20 \$), et introduit un crédit d'impôt de 200 \$ par enfant aux familles dont le revenu net, en 1978, atteignait 18 000 \$ et moins. Cette mesure devait servir à « stimuler d'une part l'économie canadienne, et à améliorer d'autre part le sort des Canadiens à faibles revenus ¹⁸⁵ ».

Ce qui se passe cependant au Québec est tout autre. Rapidement, le ministre Lazure dénonce les nouvelles mesures du gouvernement fédéral comme risquant de compromettre le caractère d'universalité des

¹⁸⁴ Comme on le sait les indices officiels émanant du Bureau fédéral de la statistique ont une nette tendance à sous-évaluer les taux réels, notamment dans l'analyse du chômage et de l'inflation. Nous croyons que le mouvement syndical québécois aurait avantage à créer son propre organisme unitaire afin de calculer l'indice syndical de l'inflation réelle. Plusieurs centrales européennes, notamment la CGT française, ont développé cette pratique.

¹⁸⁵ Extrait d'un discours de Monique Bégin, cité par Duchastel, J., Vaillancourt, Y., « Gestion de la crise, politique sociale : stratégies en gestation », in *La Crise et les travailleurs*, 1979.

allocations familiales, et étant contraires aux pratiques d'indexation annuelle. Voilà pour le discours.

Dans les faits, le ministre des Affaires sociales décide de récupérer, d'une façon ou d'une autre, les 200 \$ que le fédéral a versés. C'est ainsi que le régime de l'aide sociale est modifié afin de réduire l'indexation des prestations de bien-être social de 9 à 5%, selon le nombre d'enfants à charge.

Cette mesure a donc signifié une *diminution*, en termes réels, des prestations d'aide aux familles assistées sociales, bénéficiaires potentielles du crédit d'impôt fédéral. Cette baisse est d'autant plus grande que le nombre d'enfants est élevé. Ainsi, cette diminution des prestations d'aide sociale s'est conjuguée avec des coupures des allocations familiales fédérales. Ce sont donc les familles les plus démunies et les plus dépendantes qui, par les coupures de leurs allocations familiales fédérales et la réduction correspondante de leurs [140] prestations d'aide sociale, ont dû supporter le coût des querelles fédérales-provinciales.

— *Le PQ gérant de la crise de l'État canadien*

Comment expliquer l'attitude du gouvernement péquiste sinon en dénonçant son incapacité à tenir tête au gouvernement fédéral. Un véritable parti indépendantiste, aspirant à la souveraineté politique, aurait utilisé cet exemple pour démontrer l'ingérence du fédéral dans des secteurs devant normalement relever des provinces. Un gouvernement souverainiste aurait lutté contre le geste unilatéral du pouvoir central. Au lieu de cela, le gouvernement péquiste se contente de réajuster ses propres programmes et ce, sur le dos de la population québécoise. On voit bien ici que le PQ est prêt à « aider » les classes les plus démunies en autant que le prix à payer n'est pas trop élevé. On peut encore rappeler « l'aide » du gouvernement qui, au cours de l'été 80, a investi plusieurs dizaines de milliers de dollars pour favoriser la réinsertion sur le marché du travail des bénéficiaires de l'aide sociale aptes à travailler.

C'est sans doute pour tenter d'harmoniser ses politiques sociales et ses orientations économiques (pro-P.M.E.), que le gouvernement

annonce une réduction, et même des coupures des prestations versées aux assistés sociaux de moins de trente ans, sans dépendants, qui refusent ou abandonnent un emploi. Les plus de 30 ans sont également touchés : le règlement prévoit des « pénalités » de l'ordre de 50 \$ et 100 \$, lors d'un refus ou d'un abandon d'emploi (selon que l'on est en présence d'une première ou deuxième « offense »).

Par la même occasion, le ministre des Finances annonce que les bénéficiaires de l'aide sociale ayant reçu, par le passé, des sommes en trop, doivent les rendre au gouvernement. On se rappellera que des coupures de 10 \$ et 25 \$ par mois, selon le cas, avaient déjà été effectuées, avant même que les principaux intéressés en aient été avisés. Ces mesures, annoncées en conférence de presse par le ministre Parizeau ont soulevé une véritable levée de boucliers au sein d'organisations ouvrières et populaires. Afin de « calmer les esprits » on envoie Lazure en première ligne expliquer que le gouvernement — sans toucher au fond — assouplira les politiques de recouvrements. Côté patronat, on ne se trompe pas sur le sens réel de ces modifications aux règlements de l'aide sociale. Le président du Centre des dirigeants d'entreprises salue cette nouvelle politique comme une « mesure de saine gestion des fonds publics ». C'est clair, un peu plus cru que d'habitude. Face à la crise, le patronat retrouve son discours de choc, empruntant ses solutions aux thèses néo-libérales — préconisant ni plus ni moins un retour rapide au capitalisme sauvage. Comme le souligne le président de la CSN, ces [141] mesures sont injustes, anti-sociales, et ne pourront qu'accentuer l'exploitation des travailleurs les plus démunis, tout en niant les conditions honteuses rattachées à certains emplois ¹⁸⁶.

Dans le contexte actuel, compte tenu de l'ensemble des pratiques gouvernementales en matière de politique sociale, on peut se demander où s'arrêtera ce type de mesures ?

Quelles différences essentielles peut-on relever entre ces politiques et le nouvel énoncé programmatique du PLQ proposant l'abolition de l'indexation du salaire minimum ?

Différences de discours, de degrés, de priorités certes, mais devant l'application de leurs solutions à la crise, les politiques des

¹⁸⁶ *Le Devoir*, 12 août 1980.

gouvernements capitalistes se ressemblent de plus en plus, au Québec comme ailleurs.

b) Réformes du code civil

En 1978, le gouvernement péquiste modifie un article du code civil concernant la « puissance paternelle » (*sic*) au sein de la famille. Jusque-là, l'homme disposait d'une autorité absolue sur les enfants et ce, même après une rupture du couple. La modification au code reconnaît l'autorité parentale et ainsi permet à la femme d'exercer les mêmes prérogatives.

Plus récemment, le gouvernement annonce son intention d'approfondir le processus de modification du code civil. Cette réforme aura un impact certain sur les attitudes familiales des Québécois. En effet, on vise à consacrer l'égalité des sexes dans le couple, le droit pour la femme de garder son nom de jeune fille lors du mariage et, enfin, à abolir toute discrimination entre les enfants qu'ils soient légitimes, naturels ou adoptifs.

Sous les pressions des revendications féminines, ces modifications au code vont donc rendre légales des situations de fait, et vont permettre d'assouplir les législations archaïques ne répondant plus aux besoins de notre époque. Le pouvoir s'attaque donc à un morceau important. Reste à savoir si le gouvernement réalisera ce projet, sans le diluer ni céder aux pressions des nostalgiques de la famille traditionnelle ou d'autres « Yvettes » préfabriquées.

c) La loi sur la perception des pensions alimentaires

Suite à de nombreuses pressions du Conseil du statut de la femme, du R.A.I.F., et de quelques autres organismes, le gouvernement dépose le projet de loi 83 sur la perception des pensions alimentaires. Les revendications féminines visaient à faciliter et réglementer le versement des pensions, éliminant ainsi les multiples démarches, tracasseries auxquelles devaient faire face de nombreuses [142] femmes — dont l'époux a disparu (!) ou, tout simplement, refuse de payer la pension. Il

s'agit en somme pour les groupes de femmes de mettre en place un système obligatoire et universel afin de percevoir les pensions alimentaires, avec possibilité de retrait. On vise l'enregistrement de tous les jugements fixant une pension alimentaire, et la perception de ces dernières par un service de l'État. Cet organisme devenant le seul canal pour la perception de toute pension alimentaire, qu'elle soit payée volontairement par le débiteur ou à la suite de procédures juridiques. Ce faisant l'État devient le « créancier universel ».

Si des modifications au projet de loi ont été apportées, la loi 183, adoptée en août 80, ne représente qu'un petit pas dans le sens des revendications féminines.

En effet, c'est encore une fois aux femmes que revient l'odieux rôle d'entamer des procédures légales pour faire exécuter un droit reconnu. La créancière pourra faire appel à un avocat ou à un percepteur de district pour obtenir le versement de la pension.

Quant à l'indexation automatique des pensions, elle ne s'applique actuellement qu'aux cas de divorce entendus après le dépôt de la loi, soit le 1er août 1980. Ce règlement est directement discriminatoire pour les femmes ayant divorcé avant cette date. C'est comme si l'inflation, la baisse réelle des revenus ne devaient affecter les familles qu'après août 1980. Déjà les organisations de femmes ont réagi devant cette injustice grossière.

En somme rien n'est simplifié, rien n'est acquis pour les femmes. La loi sur la perception des pensions alimentaires répond peu aux attentes exprimées par les groupes féministes, et son application risque fort de bureaucratiser davantage des procédures déjà trop souvent pénibles.

4. Les garderies ou le test de la pratique

[Retour à la table des matières](#)

On se souvient que sous le régime précédent, la lutte pour les garderies a retenu l'attention d'importants secteurs du mouvement ouvrier, populaire, tout en devenant un axe central du combat des femmes. Après novembre 1976, suite à une période de flottement, d'indécision et de division, la lutte reprend de plus belle. Ce léger reflux conjoncturel est en grande partie attribuable aux espoirs que bon nombre d'entre nous avons placés dans ce parti, dans ses volontés et ses capacités à appliquer son programme, voire même à satisfaire nos aspirations. *Au chapitre des garderies, ces espoirs se sont avérés n'être rien d'autre que des illusions.* Les différents libellés programmatiques du PQ apparaissent désormais sous l'éclairage d'une orientation parfaitement en contradiction avec les réalisations effectives. Les éditions successives du programme péquiste [143] s'engagent formellement à mettre sur pied un réseau complet de services de garde gratuite en assurant dans une première étape un financement à frais partagés, état-parent-employeur ¹⁸⁷.

— *Les trois premières années.*

Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement s'empresse de justifier les délais dans la mise en œuvre de ses promesses en annonçant une loi cadre. Il faut attendre l'automne 1978 pour que le gouvernement énonce ses intentions dans un rapport soumis par un comité interministériel. L'essentiel de ce document se retrouve dans la loi 77, adoptée un an plus tard. Cependant, ces délais dans l'adoption d'une législation n'empêchent pas le pouvoir de développer une pratique effective à l'égard des garderies déjà existantes. À ce niveau, il n'est pas exagéré de parler « *d'étouffement* », comme le fait le texte d'un groupe de travail de la région de Québec ¹⁸⁸

¹⁸⁷ Programme officiel du PQ, Édition 1978, p. 30.

¹⁸⁸ *Groupe de travail sur la question nationale*, Québec, texte ronéotypé, novembre 1979, p. 11.

Comment ?

En donnant une subvention directe (2 \$ par jour et par enfant) lorsqu'actuellement il en coûte 10 \$ par jour aux parents ; soulignons que les véritables coûts sont évalués par le Regroupement des garderies du Québec à 23,85 \$ par jour/enfant ;

En exigeant des loyers de garderies malgré certains acquis de gratuité ;

En prônant l'achat de maisons privées alors que la CSN évalue à 2000 le nombre de locaux publics désaffectés, facilement aménageables, pouvant accueillir 50 enfants chacun.

Or, la situation est urgente : on dénombre 135 000 enfants de travailleuses qui n'ont pas accès à la garderie ¹⁸⁹.

Tout comme la loi 24 (protection de la jeunesse), celle sur les services de garde valorise la famille en favorisant la garde en milieu familial. Fidèle à sa perspective de gestion de la crise, cette mesure apparaît comme étant beaucoup moins coûteuse pour le capital. Les budgets alloués sont à la mesure de l'ensemble de la politique de coupures dans les affaires sociales. On est loin de la gratuité intégrale. De plus, derrière cet impératif, se profile une certaine vision sociale où, par exemple, la garde des enfants échappe à la sphère du service public.

Cette démarche est parfaitement contradictoire avec le sens général de la lutte des femmes et des revendications syndicales lors du dernier Front commun : vers une socialisation de la garde des enfants.

Contrairement aux revendications de l'ensemble des forces militantes qui luttent sur la question (les 3 centrales, SOS Garderies, le Regroupement des garderies du Québec, le Mouvement des femmes), la notion de contrôle des usagers est complètement [144] absente. Au contraire. Mises à part les habituelles promesses de consultation, cette loi est profondément bureaucratique et autoritaire dans ses perspectives de gestion. Les usagers se voient aliénés de leur pouvoir décisionnel au profit d'un organisme étatique (l'Office) dont 13 membres sur 17 sont nommés par le gouvernement. *Cet Office dispose de tous les pouvoirs*, sauf en ce qui concerne la garde en milieu familial. Il décide de

¹⁸⁹ Selon S.O.S. Garderie, mémoire à la commission parlementaire, octobre 1979, p. 5.

l'émission, ou du renouvellement, des permis obligatoires, détermine les priorités, contrôle les subventions, régleme la politique générale, etc. Connaissant la nature de ce pouvoir, nous devons y voir une intervention de l'État au sein d'organisations populaires, et ce type de visée bureaucratique va directement à l'encontre des aspirations de contrôle par les usagers à partir de la réalité communautaire. En outre, nous ne devons pas exclure que ces pouvoirs de l'Office deviennent une arme dangereuse dans une perspective répressive, sélective, dirigée contre certaines garderies. Une recommandation défavorable d'un inspecteur pourra devenir le prétexte à un chantage sur les subventions ou le renouvellement du permis. Ainsi, par exemple, pour qu'un permis soit octroyé et renouvelé, il faut que la garderie offre aux enfants un programme d'activités « favorisant leur développement physique, intellectuel, affectif, social et moral »¹⁹⁰. Dans une conjoncture défavorable au mouvement ouvrier et populaire, on peut se douter du sens qu'un politicien bourgeois donnera au développement « moral ». Il ne faut pas exclure que le simple maintien des garderies puisse devenir l'enjeu d'une lutte entre les forces populaires et les éléments hostiles au principe même.

L'étude des prises de positions émanant des organisations ouvrières et populaires au chapitre des garderies nous démontre, pour l'essentiel, une remarquable convergence : gratuité, universalité, contrôle, velléité décentralisatrice et communautaire. Ces perspectives vont à l'encontre à la fois des pratiques gouvernementales effectives, et de l'esprit de la loi 77. Si une politique, une législation codifient de façon déformée un rapport de force social, nous devons franchement voir dans la loi 77 non seulement le produit d'un gouvernement bourgeois, mais aussi l'un des résultats de l'actuelle division au sein des rangs ouvriers et populaires. Or la convergence programmatique réelle, l'urgence du besoin et la démonstration pratique de la valeur des politiques péquistes devraient être des éléments suffisants pour soulever la perspective d'un front commun des organisations ouvrières et populaires luttant pour un réseau de garderies gratuites, universel et contrôlé par les usagers. Le test décisif de la pratique, au chapitre des garderies, nous démontre l'importance de réactualiser et de généraliser le bon vieux mot d'ordre de la CSN : Ne comptons que sur nos propres moyens !

¹⁹⁰ Projet de loi 77, sanctionné le 21 décembre 1979, article 3.

[145]

5. Le secteur habitation

[Retour à la table des matières](#)

Le droit à un logement convenable et à un prix qui tienne compte de la capacité financière de payer des locataires est une mesure revendiquée depuis longtemps par les organisations syndicales et populaires.

Jusqu'à ce jour, les gouvernements sont restés sourds à ces demandes et les quelques lois visant à favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires se sont avérées être plus profitables à ces derniers. Sans revenir sur les limites et l'efficacité relative de la Commission des loyers, mentionnons qu'il n'existe toujours pas de mesures de contrôle sur les taux d'augmentation des loyers, et que c'est au locataire (celui qui doit payer) qu'il incombe de faire des démarches pour contester les hausses. Ce dernier élément sera toutefois modifié par la loi 107.

Ainsi, le gouvernement péquiste s'est-il contenté de modifier la loi déjà existante afin de *colmater les brèches* que l'ancien gouvernement avait laissées, notamment en ce qui a trait aux chambreurs et aux locataires d'habitations à loyers modiques. Ces derniers ont longtemps revendiqué le droit de faire entendre leurs revendications auprès de la Commission et, en ce sens, les modifications de la loi représentent un acquis pour cette couche de la population. Cependant, la pratique nous permet de dire que cet acquis a un goût amer puisque l'Office municipal d'habitation, dans bien des cas, a utilisé le recours à la Commission pour faire pression sur les locataires de H.L.M. Encore une fois, c'est à ses fruits que l'on juge un arbre...

À un autre niveau, le gouvernement péquiste, par le biais de la S.H.Q., a mis en place des programmes d'aide aux coopératives de logements locatifs. Ce programme a pour principale fonction d'encourager la restauration des logements abandonnés, de stabiliser le loyer des locataires à faible revenu, de faciliter la construction de logements neufs et de favoriser la rénovation du territoire des municipalités. Ici, c'est le discours coopératif qui entre en jeu. Nous

connaissions bien l'idéal coopératif sur lequel s'appuie le PQ et qui permet cette fois-ci la participation des citoyens à l'amélioration du patrimoine résidentiel. Toutefois, ces programmes se développent à la pièce, sans planification réelle et perspective d'ensemble, pour lutter contre la détérioration résidentielle. À quand une véritable politique globale de rénovation urbaine ?

On ne peut nier l'intérêt de ces programmes d'aide aux coopératives d'habitations mais là encore il faut être prudent. Si les programmes de subventions aux coopératives favorisent l'accès à la propriété des couches de la population qui ne pourraient y avoir accès autrement, ces programmes présupposent par ailleurs une capacité d'organisation et de gestion. Or on attend toujours la mise [146] sur pied de programmes d'information et de formation. Ce dernier élément nous apparaît indispensable pour une prise en charge réelle de la coopération par les classes populaires.

— *La loi 107*

Enfin le nouveau-né en ce qui concerne les législations du logement, la loi 107, aura laissé plusieurs insatisfaits. Malgré un programme insistant sur la nécessité d'une refonte des dispositions de la loi de conciliation entre locataires et propriétaires, le PQ au pouvoir n'a pas su appliquer les recommandations de son programme. Comme l'a indiqué la CSN ¹⁹¹ à l'occasion de la commission parlementaire, la loi 107 ne change en rien l'actuel déséquilibre existant entre les locataires et les propriétaires. Alors que les représentants des organisations syndicales et populaires réclament un contrôle réel sur les hausses de loyer, le droit à un logement de qualité pour tous, la présente loi ne constitue pas un acquis mais plutôt le maintien du statu quo. En fait, le gouvernement, pourrions-nous dire, réaménage le rapport de force entre les locataires et les propriétaires, mais sans toutefois changer *la nature de ce rapport*. Par exemple, la loi 107 prévoit qu'un locataire insatisfait pourra toujours faire appel à la Régie des loyers pour régler son différend. Cependant, si la Régie refuse ou déboute le locataire, celui-ci, pour faire appel, devra se présenter directement devant un juge de la

¹⁹¹ CSN, Mémoire sur le projet de loi 107, 1979.

Cour provinciale. Ce qui revient à dire que, dorénavant, le locataire aura souvent besoin d'un avocat (notamment les plus démunis) et, dans bien des cas, hésitera à faire appel par peur que sa demande soit rejetée et que, du coup, il doive payer les frais de cour. Il s'agit ici d'un détail technique qui révèle toutefois la tendance bureaucratique du gouvernement, et sa propension à utiliser les voies juridiques.

6. La loi 24 ou une vitrine « progressiste » du gouvernement

[Retour à la table des matières](#)

La politique du Parti québécois sur la jeunesse reste particulièrement significative de cet écart entre le libellé d'une législation et son application concrète dans la quotidienneté. D'une part, sur le plan des principes généraux, la loi 24 sur la protection de la jeunesse représente un progrès incontestable par rapport aux législations précédentes. Ainsi, à l'article 3, on peut lire que le « respect des droits de l'enfant doit être le motif déterminant des décisions prises à son sujet en vertu de la présente loi ». Cette philosophie, reposant sur la reconnaissance des droits spécifiques de l'enfance et de la [147] jeunesse, se démarque de la notion « d'intérêt » qui structurait l'orientation des législations précédentes. D'autre part, cette spécificité des droits de l'enfance, reconnue formellement, entre quelquefois en contradiction ouverte avec une autre pétition du principe de la loi visant à maintenir l'enfant dans son milieu « naturel », c'est-à-dire la famille.

Cette volonté initiale de renforcer à tout prix l'institution familiale n'est pas simplement le produit de l'orientation conservatrice du gouvernement en la matière, mais relève directement de ses politiques de coupures de budget. En effet, même si sur le plan des principes la loi reconnaît à l'enfant le droit de recevoir « les services de santé, les services sociaux et pédagogiques adéquats sur le plan à la fois scientifique, humain et social », on s'empresse d'ajouter que l'application de ce principe doit tenir compte des ressources des établissements qui dispensent ces services (art. 8). Quelles sont ces ressources ? D'une part, soulignons qu'une partie importante de l'infrastructure nécessaire n'est pas mise sur pied, notamment les

fameuses « unités sécuritaires », d'autre part, nous vivons une conjoncture où le PQ poursuit ses coupures de budget dans le secteur des affaires sociales, diminuant ainsi concrètement le potentiel de ressources humaines et matérielles des établissements. L'écart entre le discours de la loi et la mise en œuvre apparaît comme honteusement démagogique, compte tenu par exemple que le budget des affaires sociales pour l'année 79-80 représente en termes réels une baisse de crédit d'au moins 5% considérant la montée inflationniste ¹⁹².

C'est donc dire que la mise en œuvre concrète des dispositions générales de la loi se trouve grandement hypothéquée. Soulignons deux exemples de ces vœux pieux : — l'article 34 stipule que les services d'un C.S.S. doivent être accessibles tous les jours de la semaine, et 24 heures par jour. On peut douter de la possibilité d'atteindre cet objectif tout en poursuivant les coupures.

À un autre niveau, la loi se targue de « déjudiciariser » l'ensemble du processus de protection de la jeunesse. Encore une fois, l'objectif est louable mais, dans les faits, qu'en est-il ?

Comme le souligne le mémoire du Bureau de consultation jeunesse (B.C.J.), la démarche de « déjudiciarisation » n'a de sens que si elle s'appuie sur une politique de décentralisation du processus décisionnel, notamment par l'implication réelle des personnes-ressources de la communauté d'un quartier. Or la loi donne des pouvoirs exorbitants au directeur, ce qui « escamote le rôle du communautaire » ¹⁹³.

Cette négation de l'aspect communautaire aboutit à la multiplication des structures et instances administratives de caractère bureaucratique, où s'entremêlent inextricablement les dimensions [148] sociales et judiciaires (donc répressives) de l'ensemble du processus. Cette situation est à la source de tension permanente entre les différents types d'intervenants (avocats, travailleurs sociaux, psychologues, etc...), et rend difficile, sinon impossible, la mise sur pied *d'équipes multidisciplinaires* qui s'appuient sur la réalité communautaire pour rechercher conjointement les solutions adéquates.

¹⁹² Voir Peter Bakvis, *L'Analyse du budget Parizeau pour l'année 79-80*, document CSN, mai 1979, p. 7.

¹⁹³ Mémoire déposé par le B.C.J. à la commission parlementaire, 9 septembre 1977.

Cette « déjudiciarisation » dans les faits se heurte au poids de l'appareil judiciaire. La lourdeur de son fonctionnement peut freiner dans certains cas l'intervention dans les situations d'urgence (émission des mandats). D'autre part, cette confusion entre le social et le judiciaire se reflète au niveau central. Comme le souligne le B.C.J. : « Le rôle des deux ministères n'est pas clair. Quelle interprétation primera : le palier répressif, donc juridique, ou le palier protection donc social... la balle se passera d'un côté à l'autre, d'un jargon à un autre ¹⁹⁴. » Plus d'un an après la mise en application de la loi, les groupes et organismes concernés commencent à procéder au bilan. Cependant, on peut d'ores et déjà conclure que le processus de déjudiciarisation s'avère un échec ¹⁹⁵. Dans l'application, l'aspect judiciaire et répressif prédomine toujours.

Quelle jeunesse ? À un autre niveau, on peut se demander à qui pensent Lazure, Bédard et Morin lorsqu'ils parlent de la jeunesse ? Que signifie cette affirmation du droit aux services pédagogiques et scientifiques auquel se réfère la loi 24, lorsqu'on sait que le dernier budget représente une baisse de 1,8% des sommes allouées à l'enseignement public comparativement à une hausse de 8,8% de celles octroyées à l'enseignement privé ? Les centaines de milliers d'étudiants mobilisés contre l'actuelle politique de prêts et bourses n'ont pas manqué de rappeler aux ministres péquistes que le programme de ce parti promettait d'instituer la gratuité générale des cours à tous les niveaux, et la réduction progressive des subventions de l'État aux écoles privées ¹⁹⁶.

Signalons enfin une caractéristique importante du discours péquiste en matière de jeunesse : tant dans le programme officiel que dans le libellé de la loi 24, on remarque une confusion entre les concepts de jeunesse et d'enfance, ce qui permet de nier à la jeunesse sa *spécificité sociale et culturelle, ses aspirations propres*. Cette confusion permet, entre autres, de lier la question de la jeunesse tantôt à la famille, tantôt aux tribunaux, mais jamais à elle-même. En résumé, retenons les éléments suivants :

¹⁹⁴ *Ibid.*

¹⁹⁵ Les 5 avocats du Tribunal de la jeunesse (Montréal) sont surchargés, ce qui démontre l'efficacité de la « déjudiciarisation ».

¹⁹⁶ Programme officiel du PQ, édition 1978, p. 45.

- l'orientation de base repose sur une vision familialiste étatique, ce qui revient à nier les dimensions communautaires actives ;
- l'application de la loi entre en contradiction avec les politiques de coupures dans les budgets ;
- la coexistence du réseau des affaires sociales et de l'appareil judiciaire freine le processus de « déjudiciarisation » ;

[149]

- la dimension judiciaire obstrue l'intervention réelle des intéressés ;
- les autres aspects de la politique péquiste en la matière (notamment l'éducation) démontrent qu'une catégorie particulière de jeunes est réellement touchée (école privée) ;
- le discours péquiste nie la réalité spécifique de la jeunesse et de ses aspirations.

Bref, si l'on y regarde de près, la vitrine progressiste du PQ n'est pas si reluisante que ça !

7. Le supplément au revenu de travail

[Retour à la table des matières](#)

S'il est une mesure sociale qui a fait parler d'elle depuis le printemps 1979, c'est bien la politique de supplément au revenu de travail. Ce projet s'inscrit dans la lignée des interventions à saveur « réformiste » et se veut « une première étape de revenu minimum garanti »¹⁹⁷. Annoncée comme progressiste et novatrice, louangée par le Conseil du patronat du Québec¹⁹⁸, cette loi dès le départ a suscité un grand enthousiasme et beaucoup d'espoir. Mais en allant y voir de plus près, on constate que la réalité est plus terne et que le fameux supplément au revenu s'adresse exclusivement aux travailleurs. Et pas à n'importe lequel des travailleurs : celui au salaire minimum, celui qui a peine à joindre les deux bouts.

En effet, rappelons que le supplément au revenu de travail s'adresse aux couples avec, ou sans enfants, et aux personnes seules ayant plus de 30 ans. Les deux principales conditions à remplir sont d'avoir travaillé, et d'avoir obtenu des revenus inférieurs aux barèmes établis par le ministère du Revenu. Ainsi, les jeunes, les assistés sociaux inaptes au travail, bref les plus démunis sont exclus du programme. En somme, tous ceux qui ne peuvent pas se trouver un travail sont tenus à l'écart¹⁹⁹.

Contrairement aux prétentions de Marois qui présentait la loi comme une mesure permettant « la lutte la plus mortelle qu'une société comme la nôtre puisse mener à la pauvreté, compte tenu de ses ressources »²⁰⁰, le programme n'est pas *un véritable plan de lutte contre la pauvreté*.

¹⁹⁷ Duchastel, Vaillancourt, *op. cit.*, p. 117.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 118 — Pour la première année, cette loi ne coûtera que 31 millions \$ d'où la réjouissance du C.P.Q.

¹⁹⁹ Tout le monde sait qu'il est actuellement très difficile de trouver un emploi; selon Statistique Canada, il y aurait un emploi pour... 24 chômeurs. Malgré tout, on trouve le moyen de traiter les chômeurs de paresseux. Cf. : *Document de la CSN*, congrès spécial sur la Question nationale, 1979, p. 71.

²⁰⁰ Duchastel, Vaillancourt, *op. cit.*, p. 117.

Comme l'ont exprimé depuis longtemps les organisations ouvrières, un moyen immédiat pour atténuer la pauvreté consiste à relever substantiellement le salaire minimum, et à tenir compte des besoins populaires réels. Or, le supplément au revenu de travail va à l'encontre de cet énoncé. Il tend plutôt à compenser « une insuffisance du revenu » pour les travailleurs au salaire minimum ²⁰¹. Le gouvernement péquiste, par cette loi, se range du côté des employeurs, du côté des P.M.E. qui sont sensibles à toute hausse du salaire minimum. Pour contourner le problème du manque à gagner [150] des petits salariés, et d'un autre côté du maintien à un niveau assez bas du salaire minimum, le PQ a trouvé la solution que l'on connaît.

Si le programme ne réduit pas la pauvreté au Québec, il se veut par contre une incitation directe au travail. Comme l'a si bien mentionné René Lévesque dans son discours lors de la présentation du budget, le programme s'adresse à « cette catégorie de citoyens si bien oubliés par les politiques gouvernementales antérieures, qu'il était souvent plus payant pour beaucoup d'entre eux de demeurer inactifs que de chercher un emploi ²⁰² ».

Il s'agit donc d'un moyen pour obliger les bas salariés à supporter des conditions de travail pénibles et mal payées, d'une mesure coercitive qui vise à maintenir en situation de travail les personnes les plus exploitées. Il faut par ailleurs susciter le désir de travailler chez ceux qui sont inactifs et pourtant aptes au travail. Encore faudra-t-il que les assistés sociaux (notamment) se trouvent un emploi rémunéré. S'ils ne le font pas ? Et bien on peut imaginer que leurs conditions de subsistance iront en se dégradant puisque déjà les gouvernements fédéral et provincial ont réduit les sommes versées en allocations familiales et au programme de l'aide sociale.

À ce titre, ce sont donc les plus défavorisés, ceux qui ne pourront se trouver un emploi (handicapés, femmes chefs de famille, etc.) qui sont les plus affectés par ce programme dont ils ne peuvent bénéficier. Soulignons enfin l'impact idéologique de cette législation qui tend à diviser les couches populaires en opposant les diverses catégories de

²⁰¹ Pelletier, M., Supplément au revenu de travail, revenu minimum garanti et néo-libéralisme, texte ronéo, avril 1979.

²⁰² « Des centaines de fonctionnaires ont reçu le supplément au revenu de travail », *La Presse*, 18 janvier 1980.

salariés aux secteurs de la population la plus démunie, c'est-à-dire les assistés sociaux, les chômeurs. En effet, on oppose travailleurs à non-travailleurs, travailleurs actifs à l'armée de réserve décrite quotidiennement par le discours dominant comme étant des paresseux, des parasites, etc.

8. La Santé

[Retour à la table des matières](#)

L'ensemble des analyses critiques sur les politiques du MAS convergent pour souligner que l'actuel gouvernement n'a rien à envier à son prédécesseur sur le plan des coupures de budget. Déjà le premier budget Parizeau annonce les couleurs :

En 1977-78, les dépenses dans le secteur des affaires sociales augmentent de 9,1% contre 20,4% en moyenne pour les trois dernières années. Si on enlève l'augmentation des salaires et la hausse due à l'inflation des prix, des biens et des services, ceci représente une baisse de l'ordre de 7 à 10% ²⁰³.

Le second budget renforce cette tendance. Le troisième de la série (1979) va encore plus loin : cette fois l'objectif est atteint — la [151] Chambre de commerce et l'Association canadienne des manufacturiers lui font bon accueil et pour cause — la ridicule augmentation de 2,6% du budget destiné aux affaires sociales ne fait pas le poids devant le taux d'inflation dépassant le 9% ²⁰⁴.

En conséquence, les travailleurs du secteur santé se doivent donc de poursuivre la lutte amorcée sous le régime précédent contre les coupures et la détérioration des services, pour le maintien des droits acquis, non seulement sur le plan syndical mais aussi au niveau social plus large.

²⁰³ CEQ, *Sommet économique*, 24-26 mai 1977, p. 83-84.

²⁰⁴ « Pour comprendre la conjoncture économique », *Front commun du secteur public*, bulletin n° 2, avril 1979.

*a) La médecine du capital
ou la valorisation de la médecine privée*

Depuis son émergence comme force sociale organisée, le mouvement ouvrier a lutté pour une démocratisation de la médecine, pour l'élimination des maladies à la source, en privilégiant une approche *préventive* plutôt que *curative*. Malgré d'importantes faiblesses, le réseau des C.L.S.C. s'efforce (de façon très inégale) de développer une orientation éducative, préventive et communautaire, malgré son intégration à la structure étatique. En dépit de ses déclarations d'intention et de l'esprit de son programme social, l'actuel gouvernement n'a pas osé affronter les éléments les plus réactionnaires du milieu des médecins. Déjà en 1973, le Dr G. Hamel déclarait : « Une question majeure se posait, à savoir : comment les systèmes privé et public allaient s'articuler. En 1973, après une période de flottement d'un peu plus d'une année, nous avons décidé de foncer. *Il fallait que le secteur privé survive* ²⁰⁵. »

Que le docteur Hamel dorme en paix ! Le secteur privé au Québec se porte bien. Dans un contexte où les restrictions budgétaires freinent considérablement le développement des C.L.S.C., les cliniques et polycliniques privées prolifèrent de façon spectaculaire. En 1977, on en dénombre 350, en 1979, 450, soit presque huit cliniques et polycliniques pour un C.L.S.C. ²⁰⁶. Notre bon Dr Hamel n'est pas le seul à voir ses nuits troublées par le cauchemar d'une médecine étatisée. Son collègue, le célèbre Augustin Roy, médecin de choc, semble également hanté par le spectre du socialisme. Lors du débat sur la loi 17, ce dernier nous livre ses angoisses :

Les syndicats se réjouissent des derniers amendements apportés à la loi 17 sur la santé et la sécurité au travail. Ils ont parfaitement raison d'applaudir puisque M. Marois et ses valets socialistes, s'apprêtent à

²⁰⁵ Cité dans le texte CSN « Secteur public », *Bulletin de liaison* n° 15, mai 1979. Nous soulignons.

²⁰⁶ « La médecine privée s'impose » in le *Bulletin de liaison*, n° 15, CSN, p. 19.

leur livrer, pieds et poings liés, toutes les entreprises et organismes du Québec et leurs services de santé ²⁰⁷.

Que le vaillant Dr Roy se repose enfin ! Ce n'est pas demain matin que le gouvernement péquiste décrètera le contrôle ouvrier sur la santé-sécurité...

[152]

— *Quand les dentistes montrent les dents...*

Même hésitation du gouvernement lorsque l'organisation corporative des dentistes menace de boycotter les soins dentaires pour les enfants, en cas d'extension du programme social. C'est précisément autour de la renégociation des tarifs avec le gouvernement que les pressions émanant de la corporation se sont faites les plus vives. Il ne fait aucun doute que ces pressions freinent encore, à l'heure actuelle, l'établissement d'un régime universel et gratuit des soins dentaires.

— *Concessions ou mesures de rattrapage élémentaire ?*

Les politiques sociales du précédent gouvernement nous avaient habitués à un tel degré d'immobilisme que certaines mesures de rattrapage les plus élémentaires, ayant fait l'objet de substantielles campagnes du mouvement ouvrier, apparaissent souvent sous un jour progressiste. Soulignons que le « préjugé favorable » du pouvoir à la classe ouvrière s'est quelque peu matérialisé dans le cas de la loi 5 qui modifie la législation-cadre sur les accidents de travail. « Dans ce cas précis, le paiement par l'employeur des 5 premiers jours non ouvrés et l'ouverture des dossiers constituent, même si ni la lenteur, ni l'arbitraire de la C.A.T. n'ont été modifiés, des acquis intéressants ²⁰⁸. »

²⁰⁷ *Le Devoir*, 18 décembre 1979, p. 4.

²⁰⁸ Bélanger, Y., *op. cit.*

D'autre part, on note la loi 114 sur l'indemnisation des victimes d'amiantose qui doit être considérée comme une mesure d'urgence élémentaire corrigeant une situation aberrante.

Enfin, signalons la loi 84 modifiant la législation sur l'assurance-maladie. La CSN, tout en exprimant son accord avec une partie des objectifs énoncés, signale le caractère bureaucratique et discriminatoire de certaines dispositions ²⁰⁹.

En bref, malgré les acquis substantiels au niveau sectoriel, le pouvoir péquiste, prisonnier des puissantes corporations (médecins, dentistes, etc.) n'a pas su opposer une résistance sérieuse pour défendre et prolonger les grandes conquêtes sociales obtenues dans les années 60 et 70. Au contraire, sa politique de gestion de la crise l'a conduit, jusqu'à maintenant, sous prétexte de rationalisation, à sabrer de façon de plus en plus substantielle dans les sommes allouées à l'ensemble du réseau ²¹⁰.

Toutefois un nouvel élément s'est ajouté dernièrement au tableau des rapports entre le gouvernement et les professionnels de la santé. L'annonce récente d'une réorganisation du programme de l'assurance-maladie, et surtout l'éventualité d'établir des échelles salariales pour les médecins et autres professionnels risquent de transformer la situation anarchique qui prévaut dans le secteur santé.

[153]

Certes les corporations professionnelles se sont déjà élevées contre cette éventualité et on peut s'attendre à ce que les pressions de leur part se fassent de plus en plus pressantes sur le gouvernement.

Cependant, si ce dernier réussit à tenir tête au patronat, aux corporations, et instaure effectivement des normes salariales pour ces employés de la santé, on aura peut-être la possibilité d'avoir un réseau

²⁰⁹ Voir à ce propos le texte de Lucie Dagenais, *Notes préliminaires sur le projet de loi 84*, document ronéotypé CSN, 3 janvier 1979.

²¹⁰ À titre d'exemple, mentionnons que le budget accordé à la mission sociale de l'État représentait, en 1978, 38,4% des dépenses gouvernementales alors qu'en 1979 il représente 38,9%. Ce qui représente une baisse en termes réels. Ministère des Finances, *Etats financiers du Québec, année se terminant le 31 mars 1979*, Québec, 1980, p. 58.

de service de santé davantage préoccupé du bien-être de la population que de l'appât du gain sur le dos des malades.

b) Les handicapés

Le gouvernement péquiste est intervenu à plus d'un niveau auprès de la population handicapée du Québec. La création de l'Office des personnes handicapées du Québec vise à assurer la reconnaissance et l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés reconnus à tous les citoyens. L'Office a pour fonction de veiller à la coordination des services dispensés aux personnes handicapées, de les informer, de conseiller, de promouvoir leurs intérêts et enfin de favoriser leur intégration scolaire, professionnelle et sociale. Pour concrétiser ces objectifs, l'Office peut accorder des subventions aux organismes de promotion de la défense des droits des handicapés, peut conclure avec tout employeur et une personne handicapée, bénéficiaire d'un plan de services, un contrat en vue de l'intégration professionnelle de cette personne au marché du travail ou encore, peut accorder des subventions à un employeur pour lui permettre d'adapter des postes de travail aux possibilités d'un handicapé, ou pour favoriser l'emploi de ceux-ci.

La loi oblige aussi certains organismes publics de transport, et toute entreprise publique de téléphone, à soumettre un plan de développement visant à assurer aux personnes handicapées, dans un délai raisonnable, l'accès aux moyens de transport et aux services téléphoniques.

— Les handicapés refusent la marginalisation

Si les exposés généraux apparaissent séduisants à première vue, il est important de rappeler certaines critiques émises par les organisations chargées de la défense des droits des handicapés.

Soulignons tout d'abord le fait que cette législation maintient dans un état de marginalité les handicapés du Québec en en faisant un groupe à part. En effet, il aurait été plus simple de modifier la charte des droits et libertés de la personne, pour y inclure la mention de l'illégalité de la

discrimination sur la base d'un handicap physique ou mental. Plutôt que cela, le gouvernement a préféré faire une loi spéciale qui reflète bien les attitudes « spéciales » que nous avons trop souvent face à cette catégorie de la population.

[154]

Une autre critique réfère au caractère centralisateur d'un organisme comme l'Office. Encore une fois, le gouvernement tente, de façon indirecte, de gérer les organisations populaires en créant une structure de contrôle et d'intégration. En somme, tout comme avec les garderies ou les groupes de défense des consommateurs qui doivent être soumis aux normes de l'Office de garde ou de l'Office de protection du consommateur, les groupes de promotion des handicapés devront rendre des comptes sur leurs activités à l'Office de protection des handicapés, de qui dépendra leur existence et leur subsistance.

Enfin un dernier élément vient assombrir le tableau de cette loi. Celle-ci invite les patrons embauchant plus de 50 employés à élaborer un plan d'embauche d'handicapés. D'un tel énoncé on pourrait attendre une transformation des attitudes et un réel effort d'intégration des handicapés dans divers milieux de travail. Ce n'est cependant pas le cas. La loi oblige le patron à présenter un plan d'embauche, c'est tout ! Ceci ne signifie absolument pas l'obligation de réellement engager des handicapés. La loi compte tout au plus sur la mauvaise conscience qu'auront certains patrons devant l'absence éloquentes d'employés handicapés. Comme si le patronat se faisait des problèmes moraux avec la situation des couches « défavorisées » de la population !

En somme cette loi de protection des handicapés, si elle s'appuie sur des énoncés de principes très louables, reste sujette à de nombreuses mises en garde et critiques. Certes, pour la première fois, un gouvernement se préoccupe de la situation et du sort de cette couche de la population, mais encore faut-il que cela se fasse dans le respect des droits et libertés de cette dernière.

Enfin c'est la pratique de l'Office qui nous permettra d'évaluer réellement l'impact de cette loi. Bientôt on pourra voir les effets de certaines de ces mesures, notamment en ce qui a trait au transport des handicapés.

9. Le secteur travail

a) La loi 45 ou la petite histoire de bonnes intentions

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des législations ouvrières, l'évaluation concrète de leur impact social, représentent souvent un excellent révélateur, non seulement de la nature de classe « in abstracto » d'un gouvernement, mais de la période politique (le contexte) et du type de stratégie mis de l'avant par ce dernier.

Ainsi, les lois 17 et 45 incarnent assez bien une stratégie de type intégrationniste. Cependant, il ne faut pas s'y tromper. D'une part [155] certains aspects de ces législations sont loin de représenter des conquêtes sociales dans le sens strict mais apparaissent plutôt comme des réaménagements. Dans ce cas il est plus juste de parler de concessions, codifiant certains acquis syndicaux. D'autre part, il convient de ne pas oublier les nombreuses luttes et campagnes syndicales sur la santé-sécurité, ou pour une réforme du code du travail, visant à éliminer les briseurs de grève. Enfin, le PQ, en contrepartie de l'appui explicite ou tacite qu'il a reçu des directions ouvrières, se devait de livrer la marchandise. Ici encore beaucoup d'illusions ont été battues en brèche. La marchandise, sous les pressions patronales, s'est rapidement avariée dans les labyrinthes des commissions parlementaires.

Le meilleur exemple reste encore la loi 45, abusivement, sinon faussement, qualifiée d'« anti-scabs »²¹¹. Initialement, le projet de loi déposé par le ministre Johnson (juillet 77) comprenait certaines réformes substantielles du Code du travail. Outre la généralisation de la formule Rand et l'interdiction des briseurs de grève, les employeurs auraient été tenus de renvoyer les salariés qui auraient participé à des activités contre le syndicat. Cependant, d'autres éléments de la réforme représentaient une ingérence directe dans la vie syndicale, notamment l'obligation de scrutin secret qui n'est pas sans rappeler les vieilles

²¹¹ Voir le texte de Marc Plamondon, *Les Politiques sociales du gouvernement du Parti québécois*, CEQ, Février 1979, pp. 6-9.

obsessions du gouvernement Bourassa. En dépit de cette dernière disposition, le patronat réagit rapidement et avec une étonnante unanimité.

Tour à tour, le Conseil du patronat, le Board of Trade, le Centre des dirigeants d'entreprise, tous les partis d'opposition, le Bâtonnier du Québec, la Fédération des écoles catholiques du Québec, un professeur d'université (Gérard Dion, de l'Université Laval) et même un curé (Jacques Cousineau, jésuite) dénoncèrent les dangers du Bill 45 et réclamèrent une commission parlementaire. Devant l'avalanche de protestations de la bourgeoisie coalisée, Lévesque promettait une « mini-commission » fin août 77 et ce, contre l'opposition du leader parlementaire Robert Burns ²¹².

Cette tactique dilatoire du patronat mérite qu'on s'y attarde. En luttant pour une commission parlementaire, tout ce beau monde cherche non seulement à gagner du temps, misant sur un essoufflement de la mobilisation, mais à diviser les centrales ouvrières sur une question politique : l'attitude face au Parti québécois. D'autre part, ce combat du patronat pour la convocation de la Commission nous indique jusqu'à quel point la bourgeoisie sait choisir son terrain de lutte. À l'heure des incidents de la Robin Hood, quoi de mieux pour désamorcer la colère populaire que le jeu obscur des lobbies dans les salons du parlement ?

[156]

Dans ce cadre, qui lui reste profondément étranger, le mouvement syndical perd plus souvent qu'à son tour. À l'automne 1977, le gouvernement dépose une série d'amendements visant à édentier sérieusement les dispositions anti-scabs : les employeurs pourront utiliser les cadres et le personnel non syndiqué d'une entreprise pour remplir les postes des grévistes. Évidemment, l'essentiel des dispositions renforçant l'ingérence de l'État dans la vie syndicale demeurent.

Compte tenu de l'enjeu et du prix qu'a dû payer le mouvement gréviste pour faire respecter ses droits fondamentaux, il n'est pas exagéré de parler de défaite syndicale dans le cas de la loi 45. Comme

²¹² *Ibid.*, p. 8. Rappelons que ce débat se déroule peu après l'incident de la Robin Hood. Le mouvement ouvrier, opposé à la convocation de cette commission, mobilisait ses forces contre les milices patronales.

le souligne le Conseil général de la CEQ, cette législation doit être évaluée comme une « agression anti-démocratique ».

Il n'est pas dans les attributions de ce texte d'analyser in extenso les causes de cette défaite. Cependant, soulignons que le mouvement ouvrier organisé a rarement satisfait ses revendications en misant sur les contradictions internes d'un cabinet bourgeois, en tablant sur le poids de ministre « progressiste » incarnant une « aile gauche ». Ce type de pratique contribue à lui aliéner le terrain politique, à démobiliser les éléments combattifs, et à approfondir les divisions existantes au sein du mouvement syndical. D'autre part, pour faire appliquer ce qui reste de dispositions favorables de la clause anti-scabs, le mouvement syndical doit faire face aux longs processus juridiques.

En pratique, près de deux ans après son adoption, le bilan de l'application de la clause « anti-scabs » est pratiquement nul.

b) La loi sur la santé-sécurité au travail (loi 17)

S'il est une mesure qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive, tant du côté syndical que patronal, c'est bien celle sur la sécurité-santé des travailleurs.

Le projet de loi présenté sous forme d'un livre blanc, en 1977, reçoit un accueil mitigé tant dans les milieux syndicaux que patronaux. Sans reprendre ici la petite histoire mouvementée de cette pièce législative, rappelons que la deuxième version du Livre blanc fut considérablement modifiée afin de répondre et satisfaire aux principales requêtes syndicales. C'est donc en décembre 1979, que la loi est adoptée. Rappelons-en les grandes lignes.

L'objectif poursuivi par cette loi est « l'élimination à la source même des dangers pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs ». Cependant, ces derniers ne pourraient exercer le droit de refuser d'exécuter, à cause du danger, un travail, si ce refus met en péril immédiat la vie, la santé ou l'intégrité physique d'une autre personne, ou si les conditions d'exécution de ce travail sont normales dans le

genre de travail. De plus la loi reconnaît le droit au [157] retrait préventif, à tout travailleur qui fournira à son employeur un certificat médical, attestant qu'à cause de son exposition à un « contaminant », sa santé présente des signes d'altération.

Si la loi reconnaît le principe d'un arrêt de travail simultané, et le traitement unique de la cause de cet arrêt, elle n'admet toujours pas le principe du droit collectif à l'arrêt de travail. Or l'expérience démontre que seul l'exercice de ce droit permettrait un véritable contrôle ouvrier sur la santé-sécurité.

Dans les faits la loi péquiste modifie le rapport de force syndicat-employeur sur les questions de sécurité-santé, en plaçant ce secteur sous la juridiction de comités paritaires, sectoriels, ou sous celle d'une commission provinciale, selon les cas. Ces dernières se voient octroyer une juridiction exclusive, mais l'employeur a droit de veto sur le choix des équipements et moyens pour permettre la protection individuelle, et sur l'établissement de programmes de formation et d'information sur la sécurité-santé. Ce qui signifie que le patron conserve somme toute son droit de gérance.

En définitive cette mesure législative aura créé plus de remous que réglé les véritables problèmes. Le patronat s'est élevé contre l'ingérence de l'État dans l'organisation du travail, et contre la lourdeur de la bureaucratie mise en place. Les syndicats se sont, au premier abord, divisés entre eux pour finalement arriver à une position de consensus mitigé face à cette loi qui les met au deuxième plan dans les négociations sur la sécurité-santé des travailleurs. Enfin la corporation professionnelle des médecins a réagi violemment face à la perte du champ de la pratique de la médecine en entreprise, à la faveur des départements de santé communautaire des hôpitaux. Ainsi les médecins « s'indignent de se voir écartés de la législation, eux qui ensemble réunissent la plus grande somme d'expériences pratiques dans le domaine et ils s'inquiètent de voir le triomphe d'une médecine qui ne s'intéresse qu'aux agents chimiques et physiques préjudiciables, à l'exclusion des facteurs individuels de la santé ²¹³ ». Évidemment, on reconnaît encore une fois, le fameux docteur Auguste Roy !

²¹³ Lysiane Gagnon, « La loi sur la santé-sécurité : les médecins inquiets », *La Presse*, 6 septembre 1979.

Six mois après l'adoption de cette loi, il demeure difficile de tirer des conclusions ou d'évaluer déjà l'application qui en sera faite.

Outre le caractère universel de cette dernière, le simple fait de codifier l'ensemble des règlements sur la sécurité-santé représente un pas en avant. Il reste que le contenu paritaire des structures, critiqué à juste titre par les organisations syndicales, laisse au patronat la place pour tantôt étouffer, tantôt dévoyer les nouvelles réformes.

[158]

10. Réflexions générales sur la stratégie gouvernementale

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti québécois a été porté au pouvoir en 1976 grâce à l'appui de fractions de la petite-bourgeoisie, de couches de travailleurs et des masses populaires. Son programme « progressiste » et empreint d'un caractère réformiste, par certains aspects, semblait répondre aux attentes d'une partie de la population. La pratique du pouvoir nous permet maintenant d'évaluer le gouvernement, non plus à partir du discours, mais plutôt à partir des faits, des politiques mises en place.

D'autre part, lorsque nous dénonçons les mesures bureaucratiques de centralisation, nous ne pouvons que souligner que ces dernières s'inscrivent dans une perspective particulière, propre à bon nombre de pays capitalistes avancés : le renforcement du rôle de l'État par la structuration et la perpétuation des mécanismes de contrôle social. Plus spécifiquement, ces mesures doivent être analysées à la lumière d'un des aspects essentiels de la politique péquiste : l'élargissement du consensus social, notamment par le biais de l'intégration des organisations populaires à l'appareil d'État. Cette dimension intégrationniste, qui peut à l'occasion s'accompagner de mesures répressives sélectives (la valse de la carotte et du bâton), n'est pas le simple produit d'un quelconque complot-de-la-bourgeoisie-pour-mieux-nous-diviser mais exprime la dynamique même des *conquêtes partielles* et des impératifs de « gestion » de nos acquis.

Sans revenir explicitement sur les législations en matière de politique sociale, il nous semble qu'il est possible, à ce stade-ci, de caractériser l'approche du gouvernement péquiste, et de faire ressortir certaines constantes.

Malgré un discours soi-disant favorable aux travailleurs et aux classes populaires, le Parti québécois n'a pas réussi au cours des 4 dernières années à modifier la nature des rapports de force existant entre la bourgeoisie et les travailleurs. S'il a transformé la forme et le cadre juridique des rapports entre locataires et propriétaires, entre consommateurs et producteurs, il n'a toutefois pas modifié l'essentiel, c'est-à-dire la nature de ces rapports qui sont à plusieurs titres des rapports de domination. Le gouvernement péquiste nous a montré à plusieurs reprises que ses intérêts allaient du côté du capital. On remarque donc que les politiques du pouvoir visent à « régulariser » les tensions sociales par un savant dosage de mesures *intégrationnistes* qui, en dernière analyse, contribuent à renforcer la mainmise de l'État sur l'orientation des revendications populaires. Ces manifestations de « civiliser » les rapports sociaux imprègnent l'ensemble du projet péquiste à tous les niveaux des relations capital/travail. [159] Désamorcer les contradictions, réduire les marges de manœuvre du mouvement ouvrier et populaire, quitte à corriger certaines aberrations, voilà l'essentiel du préjugé favorable aux travailleurs.

D'autre part, l'analyse des politiques sociales nous permet de mettre en lumière la dimension bureaucratique dans la mise en œuvre des orientations sociales, la tendance à la bureaucratisation du gouvernement. On assiste depuis ces dernières années à la mise sur pied de structures, d'appareils gouvernementaux qui sont soi-disant au service de la population. La création de l'Office des personnes handicapées, l'Office des garderies, la Régie des loyers et la réorganisation de l'Office de protection du consommateur, sont autant d'exemples de la tendance centralisatrice et bureaucratique du pouvoir. Ces structures, si elles ont pour objectif « d'aider le citoyen », ont aussi comme conséquence de retirer à la population la possibilité concrète d'intervenir directement dans les questions qui la concernent. Par exemple, avec l'O.P.C., les consommateurs ne peuvent porter plainte directement auprès d'un commerçant ou d'une compagnie. C'est l'Office qui juge si la plainte est recevable, et qui peut amorcer les procédures judiciaires. L'Office de garde de jour, pour sa part, va à

l'encontre de plusieurs des revendications des parents, tels le contrôle réel des usagers et le droit à un réseau universel et gratuit de garderies. En favorisant la garde en milieu familial, le gouvernement encourage la centralisation du processus de décision au détriment du contrôle communautaire, éliminant ainsi toute possibilité de pouvoir contrôler de la part des parents. Dans tous les cas, on est loin du bon vieux discours participationniste hérité de la révolution tranquille.

Pour renforcer sa bureaucratie, le gouvernement utilise largement l'appareil judiciaire. Que ce soit par la loi de protection du consommateur ou la Régie des loyers ou encore la loi du recours collectif, tôt ou tard, le citoyen ou les organisations syndicales et populaires se retrouvent devant le juge. À quoi peut-on attribuer l'importance qui est accordée au judiciaire ? Comme nous l'avons mentionné précédemment, le système judiciaire est un appareil étranger aux travailleurs. Que le gouvernement entraîne les organisations des mouvements ouvriers et populaires sur ce terrain ne nous apparaît pas une simple coïncidence, mais semble plutôt relever d'une volonté de faire dévier les luttes sur un terrain particulièrement difficile, et qui nécessite la construction d'un contre-appareil de « spécialistes ».

Enfin, on ne peut nier le caractère novateur de certaines législations péquistes. Dans ces cas, on remarque toutefois qu'il s'agissait pour le PQ de colmater des brèches laissées par les gouvernements précédents, ou de rétablir des situations de fait. La réforme du code [160] civil serait une réponse au caractère désuet de certaines dispositions concernant notamment le droit matrimonial.

Par ailleurs, on ne peut laisser dans l'ombre les luttes des organisations syndicales et populaires et les acquis qu'elles ont entraînés. Toutefois, il faut admettre que, dans l'ensemble, les législations du gouvernement péquiste sont bien en deçà des revendications du mouvement ouvrier, tant au niveau *qualitatif* que *quantitatif*. À un autre niveau, rappelons que l'écart, entre les libellés programmatiques du PQ et les législations, va en s'approfondissant.

Si les pratiques du gouvernement semblent empreintes de contradictions, il est nécessaire pour les comprendre de revenir à notre hypothèse et de situer notre analyse du PQ dans le cadre de la conjoncture.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[161]

[162]

[163]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
TROISIÈME PARTIE

Chapitre 2

**CRISE ET ÉLÉMENTS
DE CONJONCTURE**

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous venons de le voir, les politiques sociales du PQ se situent bien en deçà de ses propres promesses et très loin derrière nos aspirations et nos revendications. Comment expliquer un tel état de choses ? Affirmer que le PQ est un parti bourgeois, et qu'il est dans sa nature de procéder ainsi, est peut-être un élément de réponse abstraitement juste, mais ne doit pas nous conduire à nier soit les spécificités propres de ce parti, soit les éléments concrets de la conjoncture au sein de laquelle il inscrit son action.

— *La crise économique*

Depuis quelques années, les analyses critiques sur la situation économique convergent autour de deux éléments clés : *le caractère structurel et cyclique de la crise* et ses dimensions généralisées à l'ensemble des pays capitalistes. En dépit des dogmes de l'économie libérale, cette crise se caractérise à la fois par la stagnation du développement économique et par une hausse régulière de l'inflation. À peine sorties de la récession de 1974-75, les économies capitalistes se préparent à encaisser les contre-coups d'une autre récession

beaucoup plus profonde. Selon les experts de l'OCDE, l'année 1980 en sera une d'approfondissement de cette crise.

Même si le phénomène est généralisé, cela ne signifie pas pour autant que ses effets économiques et sociaux se développent au même rythme et selon les mêmes formes dans tous les pays. Cependant, en dépit du caractère inégal de l'approfondissement de la crise, on remarque dans la plupart des gouvernements une nette tendance

[164]

à accroître les marges de manœuvre en utilisant deux orientations : *une politique d'agression* plus ou moins brutale contre les acquis économiques des travailleurs, doublée d'une pratique systématique de *coupures* dans les dépenses sociales de l'État. La plupart des pays capitalistes ont connu, sous une forme ou sous une autre, des plans d'ensemble visant, soit à geler le salaire, soit à accélérer les coupures. Toujours selon l'OCDE, le chômage dans les pays industrialisés dépasse de loin le cap des 20 millions, cependant, les profits généraux des firmes connaissent une croissance spectaculaire.

1. La crise de l'État canadien

Au Canada, le tableau d'ensemble n'est pas plus reluisant. Aux dures réalités économiques s'ajoute l'exacerbation de la crise de l'État canadien qu'on s'empresse de camoufler en parlant pudiquement de « tensions constitutionnelles ». En fait, nous assistons à l'élargissement d'un courant politique, remettant en cause la légitimité même du cadre politique et juridique que s'est historiquement forgée la bourgeoisie canadienne : *la confédération*. Concrètement, outre les aspects de restrictions économiques, les stratégies interventionnistes de l'État, en matière de politique sociale, doivent tenir compte d'une importante donnée politique. Pour faire face aux difficultés, afin de rationaliser et d'homogénéiser ses stratégies, l'État canadien réagit à la crise par une nette volonté d'accélérer son caractère *centralisateur* au détriment des

juridictions provinciales ²¹⁴. Dans ce cadre, le maintien et l'expansion des politiques sociales entrent en contradiction avec la dynamique politique profonde du cadre fédéraliste centralisateur. Soyons clairs : il ne s'agit pas d'une simple dimension du contentieux traditionnel entre le Québec et Ottawa, mais d'un aspect important de la question nationale. Toute tentative de planification d'ensemble, d'établissement des ordres de priorité en matière de politique sociale, de mise en disponibilité des fonds nécessaires, se heurte aux velléités centralisatrices de l'État canadien. En ce sens, nous croyons qu'il est possible d'affirmer que le centralisme fédéraliste n'est pas le fait d'un seul homme ou d'un seul parti, mais le cadre politique général de cette réponse de la bourgeoisie canadienne confrontée à l'approfondissement de la crise. Évidemment, cette situation contribue à restreindre substantiellement la marge de manœuvre de l'État provincial et de son gouvernement.

[165]

2. Les contradictions du PQ

La situation économique d'ensemble, la crise de l'État canadien, l'étroitesse des marges de manœuvre ne constituent que les éléments généraux du tableau de l'évolution du PQ en matière de politique sociale. Malgré l'écart entre ses promesses et ses réalisations, son programme et nos revendications, il est incontestable que dans ce secteur d'activités, le PQ a déployé des efforts et concentré une bonne partie de ses énergies, ce qui pour plusieurs n'est pas sans rappeler la période 1960-64.

En dépit de ses prétentions « réformistes », le PQ n'échappe pas à l'étroitesse de la marge de manœuvre qui conditionne l'ampleur, l'envergure et l'importance de ses politiques sociales. C'est à ce niveau qu'émerge l'une des contradictions les plus importantes qui structure le discours et les pratiques péquistes. Nous posons l'hypothèse que le

²¹⁴ Lors de la récente conférence constitutionnelle, les concessions du pouvoir central sur le droit de la famille ne représentent à nos yeux qu'une exception qui confirme la règle.

terrain des pratiques politiques du PQ en matière de législation sociale est structuré par la contradiction entre d'une part son obligation à *gérer la crise*, et d'autre part, la nécessité inhérente à son projet politique exigeant *le renforcement et la perpétuation de son hégémonie* sur les masses populaires.

Cette contradiction est une source permanente de conflits et de tensions internes au sein de ce parti, entre certains secteurs de son personnel politique enclin à affronter la crise par les moyens « classiques » (coupures, répression, confrontation) et d'autres qui tendent à favoriser des réponses inspirées des modèles « sociaux-démocrates » européens privilégiant ainsi la voie intégrationniste. Toutefois, l'ensemble de ces secteurs s'accorde généralement pour tenter de résoudre cette contradiction sur le terrain de la question nationale. On connaît la chanson : en centralisant les pouvoirs, les ressources et les leviers administratifs au sein d'un État national, le pouvoir politique sera alors en position pour donner la pleine mesure au contenu social de son programme. L'argument n'est pas sans portée mais soulève en lui-même une question vitale pour les travailleurs : la souveraineté, au service de qui? Enfin, il nous apparaît évident que l'articulation de la marge de manœuvre du PQ dans son rapport aux couches populaires se cimente d'un élément idéologique : tout dépend de notre attitude devant le discours de solidarité nationale, l'impératif de se serrer la ceinture pour bâtir le Québec.

[166]

[167]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
TROISIÈME PARTIE

Chapitre 3

**LA SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION
ET LES POLITIQUES SOCIALES :
UNE HYPOTHÈSE D'AVENIR**

[Retour à la table des matières](#)

Tenter d'établir quel serait le contexte social advenant la réalisation d'une éventuelle souveraineté-association relève d'une démarche nécessairement spéculative. Néanmoins, et ce malgré les résultats du référendum, il nous semble important de nous attarder à cette hypothèse et de cerner l'enjeu que représente le projet péquiste pour le mouvement ouvrier.

1. Le contexte

Il n'est pas possible d'analyser le potentiel novateur du projet de souveraineté-association sans le situer au sein de la conjoncture canadienne et internationale. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, l'avenir ne s'annonce pas rose pour les pays occidentaux. La crise économique, la crise du capitalisme obligent les gouvernements à réduire leurs dépenses dans certains secteurs « non rentables ». L'éducation, les affaires sociales voient leur budget diminuer d'année

en année. De plus, l'État se doit de ralentir les revendications des travailleurs et de sabrer dans les acquis des classes ouvrières et populaires.

Au Québec, la situation ne sera pas différente et on peut s'attendre à subir les contre-coups de la récession qui s'amorce aux [168] États-Unis. Dans ce contexte de crise, de récession, le Parti québécois devra nécessairement réduire ses dépenses. Mais par ailleurs, son projet de souveraineté-association l'a obligé à chercher des appuis auprès des travailleurs et des classes populaires. Pour ce faire, rappelons-le, les politiques sociales représentent un axe central du projet hégémonique péquiste sur les masses populaires et ouvrières.

Jusqu'à maintenant nous avons vu que le gouvernement péquiste a tenté, plus ou moins bien selon les cas, de répondre aux revendications du mouvement ouvrier et ce, tout en développant une gestion administrative de « bon gouvernement ». Qu'en sera-t-il dans un Québec souverain ? Quel projet social le Parti québécois se propose-t-il de mettre en place ?

À ce chapitre, le Livre blanc reste particulièrement muet ; ce qui est en soi assez significatif étant donné les conclusions que nous tirons du bilan des pratiques péquistes en la matière.

Compte tenu qu'un Québec souverain-associé, selon l'optique péquiste, n'inscrirait pas son développement général dans un cadre de rupture avec l'impérialisme et ses crises, que son économie resterait soumise aux lois du marché et à l'impératif du profit, qu'aucun indice ne nous permet de croire à une reprise économique à l'échelle mondiale, nous soumettons l'hypothèse qu'un changement de statut politique influencerait assez peu l'évolution des politiques sociales.

Cependant, ces considérations générales ne doivent pas nous mener à relativiser l'importance de la question nationale, mais au contraire, à poursuivre cette reprise en mains de la lutte nationale en faisant ressortir clairement *le contenu de classe* d'une éventuelle indépendance.

D'autre part, répétons-le, l'orientation politique précise que poursuit le pouvoir n'est jamais prédéterminée en elle-même dans l'abstrait, mais relève en bonne partie du rapport de force qui se développe sur le terrain social entre les classes fondamentales de la société. En ce sens, le degré de combativité, d'unité et de mobilisation des masses ouvrières

et populaires, la clarté de leurs revendications, tant qualitatives que quantitatives, restent la meilleure assurance dans cette lutte pour le maintien, l'élargissement et la consolidation de nos droits sociaux.

2. Le véritable enjeu

Ainsi le véritable enjeu pour le mouvement ouvrier réside dans sa capacité d'établir un rapport de force avec l'État, d'ébranler les fondements même de la logique bureaucratique et capitaliste en matière de politiques sociales.

[169]

Nous pouvons prévoir que, dans le contexte d'une souveraineté éventuelle, le gouvernement péquiste tentera de s'associer au capital américain en vue de permettre à la bourgeoisie québécoise d'accéder aux hautes sphères du contrôle économique et politique. Dans sa recherche d'appui auprès des secteurs dominants de l'impérialisme américain (ce qui n'est pas le cas actuellement), le Parti québécois se devra d'une part de chevaucher et d'endiguer le mouvement national, et d'autre part de démontrer sa capacité à maintenir et perpétuer la paix sociale. C'est dans cette dialectique, PQ-impérialisme-État canadien-travailleur, qu'évoluent les contradictions du projet péquiste. C'est dans ce cadre que l'on peut saisir l'étroitesse de la marge de manœuvre du PQ, voire même le caractère utopique de son projet souverainiste sans rupture avec l'impérialisme dominant. Du coup, les derniers vestiges du préjugé favorable aux travailleurs risquent d'être balayés par les impératifs de gestion de la crise. Les dispositions contre les droits des assistés sociaux marquent une étape importante dans ce sens.

C'est en prévision d'un durcissement de la part des représentants du capital qu'il nous semble nécessaire que le mouvement ouvrier s'organise afin de défendre ses acquis, ses droits sociaux. En fait, il nous semble important que les organisations du mouvement ouvrier prennent dès maintenant l'initiative d'élaborer un projet social alternatif à celui du gouvernement qui systématiserait les revendications des travailleurs.

3. La jonction avec les forces populaires

On peut aussi imaginer une jonction entre le mouvement ouvrier et les organisations populaires. Jusqu'à maintenant, les tentatives faites en ce sens ont eu peu de succès (pour différentes raisons), et on peut s'interroger sur le sens et le pourquoi de cette situation. Objectivement, nous ne voyons pas de divergences fondamentales entre les revendications avancées par les organisations populaires et les organisations du mouvement ouvrier. On peut donc se demander à quoi tiennent ces écarts de position?

Sans tenter de faire le procès ou la critique des luttes menées par les organisations populaires et syndicales, nous nous devons de montrer les limites qu'entraîne une telle division. Si le mouvement ouvrier veut réellement établir un rapport de force avec l'État, il devra nécessairement s'appuyer sur les couches populaires non syndiquées et ce, particulièrement dans la conjoncture actuelle. D'autre part, nous croyons que les organisations populaires ne peuvent faire l'économie d'une clarification de la situation actuelle, et doivent dépasser le morcellement et la léthargie.

[170]

Nous ne proposons pas un modèle type d'alliance, mais il nous semble qu'à tout le moins tant le mouvement ouvrier que les représentants des forces populaires pourraient systématiser leurs revendications, en vue de maintenir et d'élargir les acquis sur les droits sociaux. De plus, des alliances ponctuelles, en réaction à des attitudes ou politiques de recul de l'État, pourraient être réalisées sur des questions précises. Le Sommet populaire, tenu en mars 1980 à Montréal, représente un pas en avant dans la tentative de recomposition des liens entre les organisations syndicales et populaires.

Il ne s'agit donc pas de proposer dans l'abstrait l'union dans un grand mouvement des organisations syndicales et populaires. Ce n'est pas demain la veille. Mais plutôt d'insister sur la nécessité de répondre aux coupures répressives de l'État et ce, de façon cohérente, systématique et organisée.

Il apparaît donc primordial de *lier les revendications sur les conditions de travail aux revendications sur les conditions de vie.*

L'exploitation et la domination du travailleur ne se limitent pas uniquement à son lieu et à la nature de son travail, mais s'étendent aussi à ses conditions de logement, d'éducation, de santé, etc. De tout cela, rien n'est vraiment nouveau. Déjà à la fin des années 60, la CSN admettait la nécessité et l'importance d'élargir la lutte sur le deuxième front. Nous reprenons cette idée en ajoutant qu'il est nécessaire d'établir une plate-forme revendicative commune avec les organisations populaires. Ceci nous semble primordial dans le contexte actuel de crise économique, de coupures dans les affaires sociales, afin que les travailleurs et les classes populaires puissent établir un réel rapport de force avec l'État en vue de maintenir leurs droits.

4. Conclusion

L'organisation des travailleurs et des forces populaires doit commencer dès maintenant. Et si tout au long de ce texte nous avons cherché à démontrer les limites du projet social tel que défini par le Parti québécois, nous devons, par ailleurs, admettre que les travailleurs par leurs luttes ont réussi à gagner des acquis, certains droits. Tout ceci est cependant fragile et ne doit pas nous faire perdre de vue qu'advenant un bouleversement politique, un changement de rapport de force (par exemple le Parti libéral au pouvoir), le mouvement ouvrier risque fort de devoir lutter pour le simple maintien de ses acquis. Ce qu'aujourd'hui nous dénonçons comme étant partiel, demain nous devons peut-être descendre dans la rue pour le garder.

[171]

C'est pourquoi la critique des politiques sociales du PQ ne doit pas simplement procéder d'une surenchère économiste, mais plutôt d'une analyse du mode de gestion (capitaliste et bureaucratique) de la crise et d'un programme de revendications tant qualitatif que quantitatif qui propose une contre-logique axée sur le contrôle ouvrier et populaire.

L'union des forces nous apparaît encore le plus sûr moyen de défendre les droits et la clarification, la systématisation des revendications le plus sûr moyen de les élargir. Nous avons décrit les politiques sociales du PQ comme émanant d'un gouvernement bourgeois. Cependant, l'évaluation critique de la nature de classe de ce

parti ne doit pas nous conduire à nier bêtement les différences importantes avec d'autres formations politiques. Pour des raisons qui tiennent à son histoire, à ses spécificités programmatiques, au type de rapports qu'il entretient avec les classes ouvrières et populaires, au poids de la petite bourgeoisie en son sein, mais surtout au rôle particulier que ce parti joue dans l'actuelle polarisation nationale, nous croyons plus utile de parler de *parti bourgeois réformiste dont certains aspects de sa politique expriment de façon déformée les aspirations et les revendications des masses*.

Refuser d'opérer ces nuances, c'est s'interdire de saisir tous les aspects de sa politique, se couper de dimensions importantes de la réalité pour finalement privilégier un mode d'explication souvent idéologiste.

Parti bourgeois, certes, mais parti bourgeois pas comme les autres. Le débat référendaire représentait d'ailleurs une précieuse indication en ce sens. Le projet péquiste incarne, de façon déformée, une réelle volonté populaire d'en finir une fois pour toutes avec l'oppression nationale. Pour le mouvement ouvrier et populaire, la question se pose ainsi : la meilleure façon de battre en brèche les illusions à l'égard de ce parti n'est-elle pas de comprendre pleinement la nature du soutien populaire dont il jouit, de s'appuyer sur la volonté de changement social et national pour aller de l'avant?

Été 80

[172]

[173]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Quatrième partie

LE PARTI QUÉBÉCOIS ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE : UNE ANALYSE DU REVENU MINIMUM GARANTI

Richard BARRETTE et Guy TESSIER

[Retour à la table des matières](#)

[174]

[175]

Si nous avons choisi de concentrer nos efforts sur l'étude de la politique du revenu minimum garanti, c'est que nous sommes convaincus que cette dernière constitue la pierre angulaire du projet péquiste en matière de politiques sociales.

Au cours de notre démarche, nous tenterons de vérifier les deux hypothèses suivantes : d'une part, le rôle, les fonctions et la rationalité économique qu'attribue le PQ aux politiques sociales sont les mêmes que dans tout autre pays capitaliste ; d'autre part, le projet du PQ, dans le domaine des politiques sociales, vise à doter le Québec d'un système de sécurité sociale entièrement autonome, afin de renforcer l'hégémonie de la bourgeoisie québécoise sur son territoire.

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons dû traiter de deux grands thèmes : le rôle des politiques sociales en économie capitaliste, et la signification de celles-ci au sein du projet nationaliste du PQ.

Plus spécifiquement, il nous a fallu retracer et analyser les raisons qui ont présidé à la naissance des politiques sociales en Amérique du Nord et plus particulièrement au Canada et au Québec. Ceci constitue la matière de notre premier chapitre.

Le deuxième chapitre, par ailleurs, se veut une analyse du développement des politiques sociales dans le cadre des relations fédérales-provinciales entre les années 40 et la fin des années 70.

Le troisième chapitre tente de démontrer que la nouvelle crise structurelle du capitalisme amorcée à la fin des années 60 est à l'origine de la politique du revenu minimum garanti. On examinera, par la même occasion, les implications concrètes de cette politique quant aux conditions de vie et de travail des travailleurs et des couches populaires.

La dernière partie, enfin, veut éclaircir, par le biais du « Livre blanc sur la souveraineté-association », les intentions du gouvernement du

PQ concernant le rapatriement des instruments nécessaires à la mise en place d'un régime cohérent et autonome de sécurité du revenu au Québec.

[176]

[177]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

QUATRIÈME PARTIE

Chapitre 1

LA CRISE DES ANNÉES 30 ET L'ORIGINE DES POLITIQUES SOCIALES

1. Le problème du chômage : la misère des travailleurs et les couches populaires durant la crise

[Retour à la table des matières](#)

Pour bien cerner la nature et les fonctions de la stratégie du revenu minimum garanti (R.M.G.), tant au plan fédéral que québécois, nous devons de procéder ici au rappel des origines des politiques sociales et de leur évolution ultérieure.

Pour ce faire, il faut retourner à la crise structurelle des économies capitalistes des années 30. Jusqu'à ce moment, l'intervention de l'État dans le domaine économique se restreignait au développement des infrastructures nécessaires à l'accumulation du capital. L'idéologie du libéralisme économique qui prévalait à cette époque considérait que chacun était responsable de sa propre situation économique. Ainsi, le travail constituait le moyen normal et privilégié d'assurer sa subsistance. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de constater que les mesures d'aide aux personnes dans le besoin (par suite de chômage,

maladie ou autre) se limitaient à quelques programmes sociaux peu généreux.

Or, avec l'approfondissement de la crise, le chômage prit des proportions que l'on n'avait jamais connues auparavant. En 1932-33, par exemple, un quart de la population active était sans travail aux États-Unis et en Allemagne ²¹⁵. En ce qui concerne le Canada, Pelletier et Vaillancourt ²¹⁶ évaluent le taux de chômage pour l'année 1933 à 26,6%

[178]

Ces quelques chiffres sur le chômage ne reflètent cependant qu'un aspect de la réalité. Si l'on s'attarde maintenant aux Canadiens qui avaient la chance d'avoir un emploi, on s'aperçoit que leur situation était plutôt lamentable. D'après une étude du ministère fédéral du Travail, effectuée en 1930, « un revenu de 1200 \$ à 1500 \$ était nécessaire pour assurer un “minimum standard of decency” ; or, la même année, 60% des travailleurs masculins et 82% des travailleurs féminins gagnaient moins de 1000 \$ annuellement ²¹⁷ ».

Devant cette montée du chômage et de tous les problèmes sociaux et économiques qui lui étaient rattachés, le gouvernement canadien mit sur pied des mesures temporaires — travaux publics, camps de chômeurs et secours directs — destinées à aider quelque peu les victimes de la crise. Toutefois l'ampleur de ces initiatives se révélait être sans commune mesure avec la misère de la population. On vit donc surgir et se consolider de nombreux mouvements de revendication soutenus entre autres par le Parti communiste canadien (P.C.C.), le Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F.) et plusieurs syndicats ouvriers. L'action de ces groupes atteignit son point culminant lors de la grande marche des chômeurs vers Ottawa en 1935 que le gouvernement canadien fit réprimer à Regina. La même année, la première loi d'assurance-chômage fut adoptée par le régime Bennett.

²¹⁵ Granou, A., Baron, Y., Billaudot, B., *Croissance et crise*, Maspéro, Paris, 1979, p. 27.

²¹⁶ Pelletier, M., Vaillancourt, Y., « Les politiques sociales et les travailleurs : les années 30 », in *Les Cahiers du socialisme*, n° 2, Montréal, 1975, p. 27.

²¹⁷ Horn, M., *The Dirty Thirties*, Copp-Clark, Canada, 1972, p. 39 ; cité in Pelletier, M., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, p. 25.

Comme le souligne Duchastel ²¹⁸, cette loi n'était évidemment pas celle qui était revendiquée par le mouvement ouvrier et populaire. Celle-ci résultait bien sûr des revendications populaires et de l'agitation sociale qui risquaient d'ébranler la légitimité de l'Etat canadien. Par contre, elle se voulait aussi le premier élément d'une contre-stratégie gouvernementale destinée à relancer l'accumulation du capital sur de nouvelles bases.

2. Le New Deal, le keynésianisme et la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation du capital

Cette contre-stratégie gouvernementale soutenue par la fraction éclairée de la bourgeoisie et inspirée par l'économiste anglais Keynes (d'où son appellation stratégie keynésienne) s'est d'abord traduite par l'adoption, en 1935, d'une série de mesures économiques et sociales regroupées au sein du New Deal. Suivant en cela l'exemple américain ²¹⁹, l'État canadien reconnaissait ainsi l'impossibilité de sortir de la crise par les seuls mécanismes du marché, et s'assignait désormais un rôle beaucoup plus actif au sein de l'économie.

Mais le New Deal lui-même, contrairement à sa légende, n'a pas réalisé la relance de l'accumulation du capital. Il faudra attendre la deuxième grande guerre pour voir sortir les économies capitalistes [179] de leur marasme. En effet, le chômage, malgré une diminution continue aux Etats-Unis comme au Canada entre 1933 et 1937, est resté très élevé et a augmenté à nouveau très fortement avec la rechute de 1938 ²²⁰.

²¹⁸ Duchastel, J., « Chômage, politique sociale et crise », in *Les Cahiers du socialisme*, n° 3, printemps 1979, p. 87.

²¹⁹ Roosevelt fit adopter le New Deal en 1933.

²²⁰ Aux États-Unis, il y avait encore 7,3 millions de chômeurs en 1937 comparativement à 1,5 million en 1929. Cf. Granou, A., Baron, Y., Billaudot, B., *op. cit.*, p. 37.

Au Canada, le taux de chômage était de 16% en 1939 comparativement à 11,5% en 1930. Cf. Pelletier, M., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, p. 27.

L'importance du New Deal durant les années 30 réside donc ailleurs que dans les mesures strictement économiques qu'il contient. Comme le notent les auteurs de *Croissance et crise* à propos du New Deal américain, la force de celui-ci se trouve :

[...] dans l'encadrement institutionnel de la lutte de classes qu'inaugure le National Recovery Act sous la forme de la réglementation des salaires et des conditions de travail, et de la reconnaissance aux travailleurs du droit de s'organiser et de négocier collectivement par le truchement de syndicats de leur choix ²²¹.

Cette constatation nous laisse voir que la stratégie keynésienne n'est évidemment pas seulement limitée au New Deal, mais surtout qu'elle n'est pas réductible à ses seuls aspects économiques. En effet, la nouvelle « codification » des relations capital-travail à laquelle préside le New Deal constitue un indice ²²² qui nous permet de comprendre que si le processus d'accumulation du capital perdure à travers l'histoire du capitalisme mondial, « il ne perdure pas dans les mêmes formes institutionnelles d'une période historique à une autre ²²³ ».

Il ne s'agit pas de refaire ici l'histoire de toutes les transformations qui ont touché le capitalisme durant les années 30, mais plutôt de souligner que la crise a inauguré un *nouveau régime d'accumulation du capital* en changeant profondément les bases sociales, les formes organisationnelles et les structures à la base de l'accumulation du capital.

Ce nouveau régime, que l'on pourrait qualifier de monopoliste par rapport au régime de type concurrentiel qui prévalait avant et pendant la crise, s'est appuyé entre autres sur le développement des mécanismes

²²¹ Granou, A., Baron, Y., Billaudot, B., *op. cit.*, p. 37.

²²² Au même titre, par ailleurs, que l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail au cours de la même période. Nous pensons ici, entre autres, à la généralisation du travail à la chaîne, au travail posté (trois quarts de huit heures, par exemple) etc... Toutes ces transformations étant souvent désignées par le terme « fordisme ».

²²³ Desy, M., Ferland, M., Levesque, B., Vaillancourt, Y., *La Conjoncture au Québec au début des années 80*, La Librairie socialiste de l'Est du Québec, Rimouski, 1980, p. 35.

keynésiens (que nous identifions ici au volet strictement économique de la stratégie keynésienne) depuis les années 40. Essentiellement, ceux-ci peuvent se résumer à trois types de mesures : 1) certaines visent soit la relance de la production par le biais de travaux publics ou les subventions directes ou indirectes aux entreprises, soit la relance de la consommation par le biais d'une répartition artificielle des revenus; 2) d'autres sont destinées à assurer la gestion des entreprises non-rentables — mais nécessaires — pour les capitalistes ; 3) enfin, d'autres mesures encore permettent le transfert de la plus-value entre entreprises par le biais de l'impôt, afin de favoriser le développement de certains types d'entreprises au détriment d'autres ²²⁴.

[180]

3. Objet spécifique d'analyse

Pour en arriver à traiter du revenu minimum garanti, il nous faut maintenant rétrécir notre champ d'analyse aux mesures visant la relance de la consommation par le biais d'une répartition artificielle des revenus. Ces mesures telles l'assurance-chômage, les allocations familiales (de compétence fédérale), l'aide sociale, le supplément au revenu de travail (de compétence québécoise), sont ce qu'on appelle des politiques sociales. Toutefois, elles ne constituent pas la totalité de ces dernières. En effet, il est couramment admis que l'on désigne par le terme « politique sociale » toutes les mesures ayant trait aux besoins socio-économiques des individus. Ainsi des programmes sociaux, tels l'assurance-hospitalisation et l'assurance-maladie, sont aussi considérés comme des politiques sociales, bien qu'ils n'assurent pas une redistribution directe des revenus.

Le risque est grand ici de faire apparaître les politiques sociales comme étant le produit d'une stricte rationalité économique (en définissant certaines d'entre elles par leur fonction de relance de la consommation), ou même d'un pur humanisme qui inciterait l'État à se

²²⁴ Duchastel, J., Vaillancourt, Y., « Gestion de la crise, politique sociale : stratégie en gestation » in *La Crise et les travailleurs*. Service des communications de la CEQ, Montréal, 1979, p. 109.

pencher sur le bien-être de ses citoyens. Mais, comme nous l'avons démontré auparavant dans le cas de l'assurance-chômage, les politiques sociales résultent avant tout des revendications ouvrières et populaires et des stratégies de l'État. Nous définissons donc les politiques sociales ainsi : « un ensemble plus ou moins structuré de mesures étatiques qui sont le produit dialectique des rapports entre stratégies revendicatives des travailleurs et stratégies étatiques, étant entendu que ces dernières traduisent plus souvent qu'autrement les aspirations du capital ²²⁵. »

Notons, à ce sujet, que lorsque nous parlons de stratégies revendicatives et de stratégies étatiques, il ne s'agit pas seulement de stratégies ponctuelles se rattachant à telle ou telle politique précise. Il est plutôt question de l'ensemble de la lutte que les travailleurs et les couches populaires mènent dans le cadre de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Cette précision est nécessaire pour expliquer l'absence de revendications par rapport à certaines politiques prises isolément.

[181]

[182]

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

²²⁵ Cette définition se rapproche sensiblement de celle de MM. Duchastel et Vaillancourt, *op. cit.*, p. 110.

[183]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
QUATRIÈME PARTIE

Chapitre 2

**LES RELATIONS
FÉDÉRALES-PROVINCIALES
ET LE DÉVELOPPEMENT
DES POLITIQUES SOCIALES
ENTRE LES ANNÉES 40
ET LA FIN DES ANNÉES 70.**

1. Les années 40 et 50

[Retour à la table des matières](#)

La période des années 40 et 50 représente une étape capitale en ce qui concerne l'évolution des politiques sociales. Déjà, en 1943, le rapport Marsh, commandé par le gouvernement fédéral, présentait un projet global et articulé du système de sécurité sociale qu'on allait bâtir dans les années subséquentes. Le déclenchement de la guerre avait offert à Ottawa l'occasion de rapatrier les impôts des provinces ²²⁶, ce qui constituait un puissant levier économique apte à créer de nouveaux programmes sociaux. Ainsi, le gouvernement fédéral eut tout le loisir de réduire le pouvoir des provinces et d'envahir le domaine de la sécurité sociale. En témoigne la mise sur pied de l'assurance-chômage

²²⁶ On se souviendra que ce n'est qu'en 1954 que le gouvernement Duplessis institua un impôt provincial sur le revenu.

(1940), des allocations familiales (1945), de la sécurité de la vieillesse (1952), de l'assistance-chômage et de l'assurance-hospitalisation (1957). Tant et si bien qu'en 1959, 84,6% des prestations sociales versées au Québec l'étaient en vertu de trois programmes exclusivement fédéraux : l'assurance-chômage, les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse ²²⁷. C'est dire à quel point le Québec jouait un rôle passif dans le champ de la sécurité sociale !

[184]

Cette situation ne s'explique évidemment pas seulement par le manque de ressources financières de l'État québécois. En fait, celui-ci, des années 30 à la fin des années 50, demeure un État dont l'intervention est à prédominance libérale :

Que ce soit au niveau du règlement des grèves, de leur médiation, des politiques de revenu, des mesures sociales, de la planification, de la valeur ou de l'intériorisation des capitaux individuels par l'État, on reconnaît la marque de l'intervention de l'État libéral au Québec qui, pendant cette période, axe son action à la périphérie du capital ²²⁸.

Cette permanence du caractère libéral de l'État québécois s'explique, toujours selon Desbiens, par le fait « que cet État est accouplé organiquement au capital local québécois, capital qui reste non-monopoliste ou concurrentiel du début du siècle à la fin des années 50 ²²⁹ ».

Donc, au seuil des années 60, la situation est très claire. D'une part, le gouvernement fédéral occupe la plus grande partie du champ de la sécurité sociale. D'autre part, le Québec, lui, brille par son absence. Tout au plus, s'est-il contenté de suivre le gouvernement fédéral en adhérant à des programmes conjoints comme ceux dont nous venons de faire mention.

²²⁷ Pelletier, M., Vaillancourt, Y., « Les politiques sociales et les travailleurs : les années 60 », in *Les Cahiers du socialisme*, n° 4, Montréal, 1974 p. 232.

²²⁸ Desbiens, P., « Perspectives sur l'État québécois », in *Le Capitalisme au Québec*, Ed. coopératives Albert Saint-Martin, Montréal, 1978, p. 118.

²²⁹ *Ibid.*, p. 118.

2. Les années 60 et le début des années 70

Avec la révolution tranquille, on a pu assister à une tentative de « rééquilibrage » de la situation que l'on vient de décrire. Comme le soulignent Pelletier et Vaillancourt, « dans la mesure où la révolution tranquille fut essentiellement une tentative de la bourgeoisie nationale québécoise de prendre le contrôle exclusif de la société québécoise, l'élaboration d'une politique sociale issue d'une pensée propre était inévitable ²³⁰ ».

La création par le gouvernement québécois du Comité d'étude sur l'assistance publique (Comité Boucher) en 1961, et de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Commission Castonguay) en 1966 vint consacrer la volonté de la bourgeoisie québécoise de s'appropriier, ou du moins d'augmenter, son contrôle sur cet instrument majeur de gouvernement que constitue la sécurité sociale dans les sociétés capitalistes modernes.

En effet, le Comité Boucher devait clairement affirmer, pour la première fois au Québec, l'importance de la sécurité sociale dans l'outillage d'un gouvernement moderne, et paver ainsi la voie à la Commission Castonguay qui allait proposer, en 1972, un projet global et intégré de sécurité sociale pour l'État québécois.

[185]

Les prétentions autonomistes de la bourgeoisie québécoise en matière de sécurité sociale devaient provoquer, on s'en doute bien, de violents affrontements avec la bourgeoisie canadienne. Le contrôle de cet instrument n'est pas un simple problème technique ou même social, mais un problème économique et hautement politique « puisque c'est du contrôle sur la société entière qu'il s'agit ²³¹ ». Comme on l'a déjà vu, les politiques sociales, au-delà de leurs fonctions humanitaires, constituent un puissant outil de régulation économique. Leur maîtrise par la bourgeoisie québécoise pouvait donc signifier un affaiblissement

²³⁰ Pelletier, M., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, cahier IV, p. 231.

²³¹ *Ibid.*, p. 256.

de la domination de la bourgeoisie canadienne sur l'ensemble de l'économie du pays. Ceci nous est confirmé par une étude du gouvernement fédéral :

Il y a une autre raison économique, qui est peut-être encore plus fondamentale, pour s'opposer à toute proposition tendant à transférer aux provinces le pouvoir exclusif de faire des versements de soutien de revenu, avec un transfert de la fraction correspondante des ressources fiscales du Parlement. C'est que cela réduirait considérablement pour le gouvernement du Canada la possibilité de stabiliser l'économie ²³².

Il est impossible ici de faire l'histoire de tous les affrontements qui sont survenus pendant près de dix ans entre les deux bourgeoisies quant au contrôle des politiques sociales. Disons simplement que le départ de M. Lévesque et de l'aile autonomiste du Parti libéral en 1968, suivi de l'arrivée de M. Bourassa à la tête de celui-ci, en 1970, firent en sorte que M. Castonguay se retrouva fort isolé au sein du cabinet libéral. Tant et si bien qu'il menaça de démissionner en 1972 pour obliger le gouvernement Bourassa à faire preuve de plus de vigueur quant au rapatriement des allocations familiales. Mais il était déjà trop tard. Peu soutenu à l'intérieur de son parti, M. Castonguay fut définitivement battu en 1973 lorsque Ottawa emprunta son projet pour le reprendre à son propre compte. Ainsi, les efforts déployés au Québec depuis le début des années 60 se trouvèrent anéantis. Pelletier et Vaillancourt notent à ce sujet que « la mise en application du "projet Castonguay" par l'État fédéral aura concrètement pour effet de réduire plus encore le rôle du gouvernement québécois dans le domaine social ²³³ » et vont même jusqu'à penser que « l'État fédéral consolide de façon importante

²³² *Sécurité et services sociaux*, document de travail du gouvernement canadien sur la Constitution, 1969, Imprimeur de la Reine, p. 75, cité in Pelletier, M., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, p. 223.

Ces derniers mentionnent avec beaucoup d'à propos que la stabilisation à laquelle le gouvernement canadien fait allusion n'est pas simplement conjoncturelle. En effet, dans un paragraphe précédent du même document, les politiques sociales sont présentées comme « une sorte d'assurance contre le genre de crise que nous avons subie après 1929 ».

²³³ *Ibid.*, p. 287.

— *et irréversible ?* — son emprise sur le système de sécurité sociale ²³⁴ ».

3. La fin des années 70

Paradoxalement, l'arrivée au pouvoir du PQ, en 1976, n'a pas donné lieu à de nouvelles tensions entre Québec et Ottawa sur le front des politiques sociales. Bien au contraire, les dirigeants du PQ, [186] et M. Lazure en particulier, se sont montrés des plus discrets. Mis à part quelques accrochages mineurs, aucun différend d'envergure n'est venu troubler leurs rapports avec leurs homologues fédéraux.

Nous croyons que cette situation s'explique par deux facteurs principaux. Premièrement, l'avènement du PQ au pouvoir coïncide avec une remise en question du rôle et de l'efficacité du keynésianisme et plus particulièrement des politiques sociales. À cet égard, il est possible qu'une espèce d'entente tacite soit intervenue entre les deux paliers de gouvernement, pour instaurer une trêve de façon à procéder à la révision du système de sécurité sociale, et à la mise en place des premiers éléments de la stratégie du revenu minimum garanti (que nous allons examiner un peu plus loin). Ceci est d'autant plus probable que les deux parties n'ont jamais eu de divergences quant à la rationalité économique devant sous-tendre les politiques sociales. Leurs affrontements, on l'a vu, se sont toujours situés à un autre niveau, c'est-à-dire celui du contrôle du système de sécurité sociale.

Deuxièmement, si l'on considère, avec Pelletier et Vaillancourt, qu'à la fin des années 60, le gouvernement fédéral a peut-être consolidé de façon irréversible ²³⁵ son emprise sur le système de sécurité sociale, nous pouvons faire l'hypothèse que les dirigeants du PQ ont reconnu qu'il leur était désormais impossible de tenter de rapatrier l'ensemble des politiques sociales sans renforcer leur position, c'est-à-dire sans obtenir de la majorité de la population du Québec le mandat de négocier

²³⁴ *Ibid.*, p. 278. Nous soulignons.

²³⁵ Voir supra p. 16.

la souveraineté-association. Cette hypothèse nous sera confirmée, au moins en partie, dans l'étude du Livre blanc que nous ferons dans la dernière partie de ce travail.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[188]

[189]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
QUATRIÈME PARTIE

Chapitre 3

**LA NOUVELLE CRISE
STRUCTURELLE DU CAPITALISME
— REMISE EN QUESTION
DU KEYNÉSIANISME ET
DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ
SOCIALE**

[Retour à la table des matières](#)

On a pu constater dans les développements précédents combien le keynésianisme s'est révélé un instrument important dans le fonctionnement des économies capitalistes depuis les années 40.

Or, l'efficacité des interventions keynésiennes apparaît aujourd'hui fortement diminuée. Il est même de plus en plus admis qu'elles ont contribué, au fil des années, à l'émergence d'une nouvelle crise structurelle du capitalisme. Amorcée depuis la fin des années 60, celle-ci est caractérisée entre autres par la crise du système monétaire international et par la « stagflation », c'est-à-dire une forte hausse simultanée du chômage et de l'inflation. Dans cette perspective, les mesures keynésiennes, en raison de leur portée inflationniste, deviennent impossibles alors que la stratégie keynésienne les voudrait nécessaires pour relancer la croissance et l'accumulation du capital ²³⁶.

²³⁶ Pour un exposé plus développé de cette problématique, cf. Desy, M., Ferland, M., Levesque, B., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, p. 37.

Par conséquent, on peut dire que les structures du régime d'accumulation mis en place suite à la crise des années 30 s'avèrent maintenant incapables de surmonter les nouvelles contradictions du capitalisme apparues depuis 1967-68.

Dans ce contexte, les bourgeoisies de l'ensemble des pays capitalistes sont actuellement à la recherche d'une stratégie de sortie de crise, tout comme au début des années 30. Pour le moment, elles ne [190] peuvent que gérer la crise et adopter ainsi des mesures ponctuelles afin de contrer les effets de celle-ci. Diverses mesures comme le contrôle des salaires, les coupures des dépenses sociales de l'État, l'intensification du travail à temps partiel, ont été mises de l'avant depuis quelques années, mais ne constituent pas une solution achevée à la crise.

Ce qui est important, c'est de voir que la gestion bourgeoise de la crise se fait aux dépens des travailleurs et des couches populaires qui doivent assumer la plus large part des coûts de celle-ci.

1. Crise et luttes

Concrètement pour les travailleurs et les couches populaires, la crise prend des formes différentes auxquelles ils sont confrontés quotidiennement (crise du revenu, crise du pétrole, crise du logement, crise du syndicalisme, crise de l'emploi...).

À chaque période de crise, les revendications des travailleurs et des couches populaires se font de plus en plus vives. Dans cette situation d'agitation sociale, l'État essaie de créer une alliance de classes pour le maintien de l'hégémonie d'une classe sur l'ensemble, celle-ci étant un lieu privilégié où se matérialise et se condense un ensemble de rapports de force. C'est à partir des luttes revendicatives des travailleurs et des couches populaires que l'État accouche périodiquement de nouvelles législations sociales, dans le but de les apaiser. La crise structurelle de l'économie capitaliste entraîne donc des conditions objectives de luttes pour de meilleures conditions de vie et de travail.

Le mouvement syndical avait, dès 1968, saisi l'importance de la lutte sur les conditions de vie, parallèlement à celle sur les conditions

de travail. La CSN²³⁷ constatait qu'il était important pour les travailleurs d'être militants comme citoyens dans leurs quartiers. La centrale syndicale concluait qu'« il ne suffisait pas pour les travailleurs de faire des gains salariaux, car ces gains se perdaient ensuite du fait des loyers élevés, de l'inflation, des transports inefficaces et du taux de criminalité élevé²³⁸ ». De telles idées ont conduit à la création du Front d'action politique (FRAP) en 1969.

À Montréal les travailleurs, qui formaient environ 70% de la population, décidaient à cette époque de passer à l'action politique au niveau municipal par l'entremise de leurs centrales syndicales. Le FRAP est l'instrument qu'ils s'étaient donné. C'est la nouvelle démocratie qui prenait forme par rapport à ce que nous connaissions du régime démocratique bourgeois : elle s'élaborait dans les quartiers, dans les associations ou groupes populaires, dans les usines, bureaux, universités et cegeps. Il s'agissait d'une démocratie [191] où l'action populaire s'exerçait quotidiennement sur trois fronts : consommation, travail et politique.

La bourgeoisie, quant à elle, n'a pas douté de l'importance du FRAP. Prétextant le terrorisme du Front de libération du Québec (F.L.Q.), elle a organisé l'offensive contre le FRAP. Malgré les mesures de guerre et le climat d'insécurité à l'automne 70, le FRAP s'assurait 17% (dans certains quartiers jusqu'à 24%) du vote populaire. L'action politique des travailleurs et des couches populaires sur les conditions de vie ne devait pas rester lettre morte après 1970. Suite au FRAP, le mouvement de lutte se radicalisait dans les Comités d'action politique (CAP) et dans le Regroupement de comités de travailleurs (R.C.T.). De plus, les organisations syndicales encourageaient la formation de groupes populaires. « L'appellation groupe populaire renvoie à une nomination variée et à une réalité diversifiée qui comprend essentiellement des groupes et organisations qui sont, soit intervenus sur différents fronts de lutte, dans le but de suppléer à l'inaction de l'État dans un certain nombre de domaines sociaux où les besoins des

²³⁷ Cf. CSN, *Second front*, 1968.

²³⁸ Rapporté par Roussopoulos, D., « Les conseils de quartier », in *Possibles*, n° 3 vol. 1, 1978, p. 107.

travailleurs étaient niés, soit intervenus pour soutenir et appuyer la radicalisation du mouvement ouvrier ²³⁹. »

2. Difficultés des mouvements de lutte

Voyant que les organisations de lutte devenaient de plus en plus revendicatives, l'État jouant son rôle de condenseur de rapports de force, récupéra certaines organisations : par exemple, la transformation des cliniques de santé en C.L.S.C., des cliniques juridiques en organismes d'État d'aide juridique, la marginalisation de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) par l'apparition de l'Office de la protection du consommateur. Le gouvernement du PQ n'y laisse pas sa place : il est de plus en plus évident qu'il procédera à l'institutionnalisation des garderies. Cette nécessité de bureaucratiser, de rationaliser les services que l'État offre à la population doit être saisie aussi dans un contexte plus global de restructuration des interventions de l'État, en fonction de la crise économique qui frappe les sociétés capitalistes avancées.

Il y a aussi une autre forme de récupération par l'État des organisations de lutte, celle des coupures de subventions accordées aux groupes populaires. Les coupures dans les programmes socio-éducatifs découlent aussi de la gestion de la crise par l'État, au même titre que les coupures dans le domaine des politiques sociales (aide sociale, assurance-chômage, soins hospitaliers...).

Les attaques soutenues et accrues du régime contre les travailleurs et leurs organisations syndicales (emprisonnement, lois anti-syndicales...) [192] et d'autre part, les divisions qui se manifestent au sein du mouvement syndical (ceux qui s'opposent à l'initiative politique des syndicats, et ceux qui voudraient empêcher les travailleurs de réaliser à partir de leurs organisations, leur propre action politique) pèsent lourdement sur l'unité d'action politique du mouvement ouvrier.

De plus, depuis que le PQ est apparu sur la scène politique québécoise, la question nationale est devenue un terrain où les

²³⁹ Léonard, J.F., Hamel, P., « [Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise](#) », in *Politique aujourd'hui*, nos 7-8, 1978, p. 156.

divergences d'opinions fractionnent les forces combattives des organisations ouvrières et populaires. Non pas que le PQ fut à l'origine de ce fractionnement, mais son projet de souveraineté-association a concrétisé cette division. L'affrontement se fait au niveau du projet social du PQ. Soit que celui-ci est rejeté globalement, ou soit qu'il est accepté avec réserves parfois. Dans ce dernier cas les mouvements ouvrier et populaire sont divisés en ce qui concerne les moyens stratégiques pour son accomplissement ²⁴⁰. Pour les uns, le projet social s'articule directement au projet d'indépendance et il est exclu de les dissocier. Pour les autres, la question de la souveraineté se pose à plus court terme : elle implique son règlement avant de pouvoir affirmer le reste. Ce fractionnement des forces combattives du mouvement populaire et ouvrier a pour effet d'amoindrir ou de faire disparaître les mouvements de revendications.

Le problème est, qu'actuellement le mouvement ouvrier et populaire au Québec n'est pas suffisamment organisé pour être en mesure de se radicaliser et de s'unir, afin d'imposer une alternative au type de société proposé par le PQ. Il n'existe pas présentement d'organisation politique qui serait en mesure de canaliser les revendications et énergies des travailleurs et couches populaires.

La non-existence d'un programme politique commun, qui affirmerait des positions claires et distinctes de celles du PQ, empêche l'unité d'action sur les revendications de nos conditions de vie. Depuis la bataille de 1970 sur ce sujet, le mouvement syndical est resté étrangement discret. Pourtant il avait soigneusement démontré que la lutte sur les conditions de travail y était liée, pour en venir à une transformation sociale.

²⁴⁰ Cf. Mascotto, J. et Soucy, P. Y., *Sociologie de la question nationale*, Éd. coopératives Albert Saint-Martin, 1979, pp. 95 à 123.

3. La gestion de la crise par le PQ et ses prétentions social-démocrates

Comme toutes les bourgeoisies des pays occidentaux, la bourgeoisie québécoise est à la recherche d'une stratégie de sortie de crise. Au Québec, comme ailleurs, les diverses mesures ponctuelles d'inspiration néo-libérale, que l'on a adoptées jusqu'à maintenant pour faire face à la crise, ne signifient pas pour autant l'abandon [193] total des mesures keynésiennes. On peut donc voir la période actuelle comme un moment de transition et de recherche visant une restructuration globale du système capitaliste.

À cet égard, on peut noter que les nouvelles stratégies néolibérales sont loin de faire l'unanimité dans les cercles d'économistes bourgeois. Nous faisons face à un débat à l'intérieur même du camp de la bourgeoisie, entre les tenants du keynésianisme et ceux du néo-libéralisme. Le dernier budget du ministre des Finances du Québec fait la démonstration de ce débat. Celui-ci, en même temps qu'il annonce une chasse aux « fraudeurs » de l'aide sociale ²⁴¹, annonce 17,1 milliards \$ au chapitre des dépenses publiques de l'État ²⁴². Et ce, au moment où la Banque du Canada annonce que son taux d'escompte sera désormais flottant ²⁴³. C'est donc dire que présentement la bourgeoisie québécoise improvise selon la conjoncture : un peu de keynésianisme par-ci et un peu de néo-libéralisme par-là (les « fraudeurs » au travail !).

Cette espèce de dualité que nous retrouvons dans la politique économique suivie par le PQ pour faire face à la crise nous oblige, avant de traiter en tant que tel du revenu minimum garanti, à nous attarder sur la nature réelle de ce parti.

²⁴¹ Gauthier, G., « Parizeau va resserrer l'aide sociale », in *La Presse*, 26 mars 1980, p. A-9.

²⁴² Dubuc, A., « Déficit record de 2,3 milliards \$ ». Gauthier, G., et Leroux, R., « L'ampleur du déficit surprend en pleine flambée des taux d'intérêts », *Ibid.*, p. A-10.

²⁴³ Au moment d'écrire ces lignes, le taux d'escompte de la Banque du Canada augmentait pour la quatorzième fois depuis le début de l'année, grimant à 16,20%. CF. Vastel, M., « La Banque du Canada porte son taux à 16,2% », in *Le Devoir*, 3 avril 1980, p. 15.

Dans le contexte actuel de crise structurelle de l'économie capitaliste apparaît le Parti québécois sur la scène politique québécoise. Le PQ se déclare social-démocrate et progressiste, à cause, entre autres, de son train de mesures sociales. Pour démystifier le PQ quant à ses prétentions social-démocrates, nous croyons important à ce stade-ci de notre travail de définir ce qu'est la social-démocratie. Partons de la définition de Bernstein car celui-ci a grandement influencé le courant contemporain social-démocrate.

Selon Bernstein, la démocratie est plus que le « gouvernement du peuple », elle est « l'absence de domination de classe, c'est-à-dire un état social où nulle classe sociale ne dispose à elle seule du privilège politique ²⁴⁴. Dans cette optique, l'État est neutre, au-dessus des classes sociales, et devient l'enjeu de la lutte. Donc, selon les sociaux-démocrates, il est possible d'accéder au socialisme par le suffrage universel et le parti devient non seulement le parti de la classe ouvrière, mais encore le représentant du peuple tout entier.

Les garanties qu'offre la social-démocratie aux capitalistes sont importantes : la concurrence libre et la libre initiative des entrepreneurs sont entre autres des éléments primordiaux de la politique économique social-démocrate. De plus, la propriété privée des moyens de production est protégée et encouragée, dans la mesure où elle ne devient pas source d'injustices sociales trop marquées.

Selon Yves Vaillancourt : « Si à l'origine les sociaux-démocrates étaient des socialistes scientifiques, aujourd'hui ils ne parviennent tout simplement pas à rompre avec le camp capitaliste, même s'ils [194] continuent souvent à se présenter comme des “socialistes démocratiques” ²⁴⁵. » Au Canada, le Nouveau parti démocratique ²⁴⁶ est une bonne illustration de ce qu'est un parti social-démocrate. Voici certaines caractéristiques du NPD qui font en sorte que nous pouvons accoler l'étiquette social-démocrate à ce parti : il est né à l'intérieur du

²⁴⁴ Bernstein, E., *Les Présupposés du socialisme*. Seuil, 1974, p. 172. Cité in Vaillancourt, Y., *La Social-démocratie dans l'histoire du mouvement ouvrier international*, CFP, 1978, p. 12.

²⁴⁵ Vaillancourt, Y., *Ibid.*, p. 22.

²⁴⁶ Sur le NPD et la social-démocratie, voir Desy, M., Ferland, M., Levesque, B., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, pp. 73 à 76.

mouvement ouvrier (son ancêtre le C.C.F.) ²⁴⁷, il entretient des liens organiques avec ce dernier (cf. les contributions financières du Congrès du travail du Canada (C.T.C.) lors des campagnes électorales du NPD), et de plus il valorise le rôle de l'État régulateur du développement économique et social.

Au sens strict, le PQ n'est pas un parti social-démocrate, du fait qu'il ne remplit pas les conditions pour qu'on puisse le qualifier de tel. Le PQ n'a pas de liens organiques avec le mouvement ouvrier, et il ne s'en cache pas pour autant : « Le PQ n'a jamais été lié aux centrales syndicales [...]. D'ailleurs, certaines attaques des leaders syndicaux à l'endroit du PQ et les déclarations du PQ concernant certaines actions des syndicats le prouvent clairement. C'est précisément ce qui fait la force du PQ de n'être lié à aucun pouvoir quel qu'il soit ²⁴⁸. » De plus, le PQ ne cache pas qu'il n'a aucune prétention socialiste : « Le Parti québécois n'est ni socialiste, ni communiste, ni quoi que ce soit en ...iste [...]. Ce n'est pas faire du "socialisme" que de s'engager à donner un revenu annuel garanti pour éliminer une fois pour toutes la pauvreté, etc. ²⁴⁹ ». Si le PQ a des prétentions social-démocrates, alors comment définit-il la social-démocratie ? Gilles Bourque rapporte les propos de René Lévesque sur le sujet : « Elle (la social-démocratie) se réduirait à la réalisation de l'égalité des chances, à la réduction des écarts de revenu, ainsi qu'à la participation à la vie politique et à l'entreprise ²⁵⁰. » Après la dilution de son projet d'indépendance, le PQ fait encore ici la démonstration qu'il restreint au strict minimum certaines définitions, de sorte qu'il y ait la plus grande ambiguïté autour de son projet.

En fait, le projet du PQ est la construction d'un bloc social québécois visant l'intégration des travailleurs et couches populaires, et la rationalisation du système capitaliste. Les conférences socioéconomiques aux sommets de Pointe-au-Pic et de Montebello sont autant d'exemples de la volonté d'intégration des travailleurs et

²⁴⁷ Fondé en 1932, le Co-operative Common Wealth Federation est devenu le Nouveau parti démocratique en 1961.

²⁴⁸ Parti québécois, *C'est pas sorcier !*, 1971, p. 29.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 22.

²⁵⁰ Bourque, G., « [Petite-bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse](#) », in *Les Cahiers du socialisme*, n° 3, 1979, p. 151.

couches populaires au projet péquiste. À ces sommets, les porte-parole du mouvement ouvrier furent noyés par la représentation large du patronat, de l'État (patron) et du mouvement coopératif ²⁵¹. Un des objectifs de ces rencontres organisées par le PQ, est, à long terme, « d'en venir à une acceptation du partage des responsabilités pour une économie plus productive ²⁵²... »

Est-ce que nous pouvons parler d'un gouvernement social-démocrate, lorsque nous savons pertinemment que la bourgeoisie [195] québécoise en est en bonne partie une d'État, et que le projet du PQ vise son développement ? Est-ce qu'au Québec, dans cette perspective, l'État est neutre et au-dessus des classes sociales ? Lorsqu'on connaît l'objectif du PQ, c'est-à-dire la formation d'un bloc social québécois, projet d'intégration des travailleurs et couches populaires via un soi-disant dialogue au sommet, peut-on parler de l'absence de domination de classe ? Autant de questions dont les solutions nous amènent à la conclusion que le PQ n'est pas social-démocrate comme il le prétend, malgré son soi-disant préjugé favorable aux travailleurs.

Pour étayer concrètement les affirmations que nous venons de poser, nous allons maintenant étudier une pièce parmi d'autres de la politique « social-démocrate » du PQ, c'est-à-dire la stratégie du revenu minimum garanti (R.M.G.). Nous devons cependant, pour ce faire, examiner aussi les initiatives fédérales en ce domaine, étant donné le grand degré de complémentarité des politiques sociales québécoises et fédérales dans la mise en place de cette stratégie.

Nous ne sommes pas en mesure dans le cadre de ce texte de présenter une analyse détaillée de la stratégie du R.M.G., telle qu'elle se présente jusqu'à maintenant. Cette tâche ardue a déjà été accomplie en grande partie par MM. Pelletier et Vaillancourt ²⁵³. Nous nous

²⁵¹ Sur les conférences socio-économiques, voir Desy, M., Ferland, M., Levesque, B., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, pp. 144 à 147.

²⁵² Ministère du Conseil exécutif. Le Bilan des conférences socio-économiques du Québec de mai 1977 à décembre 1978, Éditeur officiel du Québec, 1979, p. 93.

²⁵³ Voir à ce sujet Pelletier, M., Vaillancourt, Y., « Les politiques sociales et les travailleurs : les fonctions de la sécurité sociale », in *Les Cahiers du socialisme*, n° 5, Montréal, 1978, pp. 64 à 75 et 233 à 255.

contenterons tout d'abord de cerner les grands principes du R.M.G. qui s'inspirent aussi des nouvelles théories néo-libérales, pour ensuite examiner l'application concrète qu'ils ont connue au Canada et au Québec.

4. R.M.G., sécurité du revenu et sécurité sociale

Remarquons tout d'abord que la notion de R.M.G. est associée étroitement au concept de sécurité du revenu, alors que nous avons parlé jusqu'ici de sécurité sociale. Ce concept n'est pas nouveau. En fait, dès 1968, le rapport annuel du Conseil économique du Canada proposait de réaménager le système de sécurité sociale existant, et d'en faire un système de sécurité du revenu. Cette suggestion a été reprise par la suite par le rapport Munro (*La Sécurité du revenu au Canada*) en 1970, par le rapport Croll (Comité spécial du Sénat sur la pauvreté au Canada) en 1971, par la Commission Castonguay en 1972, et par de nombreuses autres instances les années suivantes. D'un strict point de vue technique, ces divers rapports conseillaient de planifier l'articulation réciproque des politiques sociales existantes, et de les compléter par de nouvelles mesures ou programmes, afin de garantir un revenu minimum à tout citoyen sans exception.

[196]

Avec les années 70, cet objectif a pris rang parmi les priorités des deux paliers de gouvernement, et a été présenté comme un grand progrès. En effet, l'idée de verser une aide monétaire automatiquement à toute personne dont le revenu tomberait au-dessous d'un certain seuil peut apparaître comme une grande innovation et a de quoi séduire.

Mais, comme le font remarquer avec justesse Pelletier et Vaillancourt, « l'idée d'un revenu garanti à tout citoyen... est déjà contenue dans l'idéologie de la sécurité sociale. Il n'y a pas de différence substantielle en effet entre la "redistribution" d'un certain

Pelletier, M., « Supplément au revenu de travail, revenu minimum garanti et néo-libéralisme » in *Les Cahiers du socialisme*, n° 4, automne 79, pp. 44 à 80.

“revenu” sous forme de “prestations sociales” ou encore de “transfert social”, « la même “redistribution” par le biais d’un “impôt négatif”²⁵⁴ ou d’une autre technique analogue, ainsi qu’on prétend le faire dans le cadre de la sécurité du revenu²⁵⁵. »

Comme on peut le constater, la sécurité du revenu n’institue pas une rupture radicale par rapport à la sécurité sociale. Au contraire, elle apparaît beaucoup plus comme une variante de celle-ci.

Il s’agit alors de cerner en quoi la sécurité du revenu se distingue de la sécurité sociale. Cette dernière, bien que subordonnée aux impératifs économiques, a toujours été marquée par des considérations humanitaires. L’élaboration de nouvelles politiques sociales s’est faite la plupart du temps en fonction de certaines clientèles (chômeurs, handicapés, personnes âgées, etc.) envers lesquelles l’État se reconnaissait une certaine responsabilité sociale. Avec la sécurité du revenu et l’instauration d’un revenu minimum garanti, ces diverses clientèles sont appelées à s’effacer graduellement pour laisser place à une catégorie strictement économique, c’est-à-dire le revenu. Or, le concept de revenu « est spontanément associé aux mécanismes de la rémunération du travail, ainsi qu’à l’idée d’une plus ou moins grande productivité des travailleurs²⁵⁶ ». Cela suffit pour nous laisser entrevoir que la sécurité du revenu se situe de plein pied dans le domaine économique, alors que la sécurité sociale y était simplement subordonnée.

En effet, comme on l’a déjà noté, la sécurité sociale, en tant qu’instrument keynésien, devait opérer une certaine redistribution des revenus afin de relancer la consommation et réguler la demande effective. Dans cette perspective, la mise sur pied d’une nouvelle politique sociale pouvait être justifiée économiquement par la seule stimulation de la demande. Mais ce « modus operandi » pouvait « perdre de vue les exigences de l’efficacité du marché²⁵⁷ » en

²⁵⁴ Xavier Greffe définit l’impôt négatif comme un transfert en espèces personnalisé, intégré au système fiscal au profit de tous ceux qui n’atteignent pas un certain niveau de vie. Greffe, X., *L’Impôt des pauvres, nouvelle stratégie de la politique sociale*, Dunod, Paris, 1978, p. 138.

²⁵⁵ Pelletier, M., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, cahier 4, p. 235.

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 244.

²⁵⁷ Pelletier, M., *op. cit.*, p. 53.

devenant trop généreux pour ses bénéficiaires qui, parfois, jouissaient ainsi d'un revenu qu'ils jugeaient suffisant pour éviter d'avoir à offrir leurs services sur le marché du travail.

Au contraire, avec la sécurité du revenu, la régulation économique doit maintenant « s'effectuer à travers les mécanismes de la [197] production, directement, et non plus indirectement, par le biais de la demande, comme cela était le cas sous l'empire de la théorie keynésienne ²⁵⁸ ». En d'autres mots, on considère maintenant que c'est le marché qui constitue le mécanisme d'intégration sociale privilégié, et que toutes les politiques sociales doivent y être reliées très étroitement.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant d'apprendre que la nouvelle stratégie du R.M.G., loin de répondre aux besoins socioéconomiques grandissants des travailleurs et des couches populaires frappés par la crise, se révèle être une stratégie à caractère restrictif visant, dans un même mouvement, à réduire les coûts de main-d'œuvre et à rétablir les taux de profit en baisse des entreprises. Cette stratégie passe donc par l'arrêt de la croissance, sinon la réduction des coûts du système de sécurité sociale, et par le renforcement de l'incitation au travail dirigée vers les bénéficiaires de prestations sociales.

Il nous reste à voir comment la stratégie du R.M.G. s'est matérialisée jusqu'à maintenant au Canada et au Québec.

5. Les conditions concrètes de l'implantation de la sécurité du revenu et du R.M.G. au Canada et au Québec

Pour faciliter la compréhension de cette problématique déjà fort complexe, nous allons commencer par jeter un regard d'ensemble sur les principales modifications qui ont touché la sécurité sociale depuis 1975 et ce, tant au Québec qu'au Canada. On peut, en effet, situer le début de l'implantation concrète du R.M.G. cette année-là. Par contre, nous devons ensuite porter une attention particulière au programme

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 54.

d'assurance-chômage, et à sa refonte intervenue en 1971 pour apprécier l'ensemble de la stratégie.

*a) Les principales modifications
touchant la sécurité sociale depuis 1975*

*Diminution des coûts, renforcement de l'incitation
au travail et renforcement de l'économie de marché*

Ces modifications apportées à la sécurité sociale se sont traduites au niveau fédéral par les coupures draconiennes dont l'assurance-chômage a été l'objet en 1975, 1977 et 1978. Il en a été de même pour les allocations familiales en janvier 1979. Au niveau provincial, nous avons eu droit à une réduction de l'indexation des prestations d'aide sociale également en janvier 1979.

[198]

Sans détailler tout le contenu de ces coupures, on peut dire que, d'une façon générale, il s'agissait, pour les deux paliers de gouvernement, de rendre plus difficile l'accès à ces programmes et, ou d'en diminuer les bénéficiaires. Ceci vise évidemment à réduire les dépenses sociales de l'État ²⁵⁹, mais aussi et surtout, à rendre ces dépenses productives dans la mesure où bon nombre de bénéficiaires actuels et potentiels, se voyant refuser l'accès à ces programmes et, ou diminuer fortement leurs prestations (parfois déjà très peu généreuses comme dans le cas de l'aide sociale), sont désormais obligés de s'en remettre au marché du travail pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. Dans le langage de nos politiciens, ceci s'appelle inciter les gens au travail.

Ces efforts que l'on fait pour forcer un retour sur le marché du travail de bénéficiaires actuels et potentiels de prestations sociales revêtent un caractère contradictoire car ils ont lieu dans une conjoncture où le chômage a atteint des sommets inégalés depuis la crise des années 30,

²⁵⁹ L'argent ainsi économisé est ensuite dirigé pour une bonne part vers l'entreprise privée sous forme de subventions diverses.

et où les emplois disponibles sont très peu nombreux. En fait, la seule explication valable devant une telle situation est que l'objectif visé par nos gouvernements est d'exacerber la concurrence entre ceux qui cherchent un emploi, de faire pression sur les travailleurs qui en ont un, de favoriser ainsi une tendance à la baisse des salaires versés à l'ensemble des travailleurs et, par conséquent, de renforcer l'économie de marché.

Cette opération est complétée par diverses politiques de création d'emplois (programme OSE, etc.) destinées, on l'aura deviné, beaucoup plus à maintenir l'incitation au travail qu'à assurer le plein emploi.

Réaffectation des dépenses et mesures du R.M.G.

Deux nouveaux programmes inspirés directement de la « philosophie du R.M.G. » ont été mis en place depuis deux ans : le « crédit d'impôt pour enfant à charge »²⁶⁰ en 1978 (gouvernement fédéral) et le « supplément au revenu de travail »²⁶¹ en 1979 (gouvernement québécois). Ceux-ci ont en commun que les sommes d'argent versées aux bénéficiaires le sont par le biais de la fiscalité (impôt négatif) en fonction de leurs revenus de ménage.

Même si nous avons affaire ici à deux nouveaux programmes ajoutés à ceux existant déjà, cela ne veut pas dire que l'on a injecté plus d'argent dans le système de sécurité sociale au profit de ses bénéficiaires. Bien au contraire, le « crédit d'impôt » est financé à même la réduction des allocations familiales, tandis que la première phase du programme de « supplément au revenu de travail » a été subventionnée par la réduction de l'indexation des prestations d'aide sociale en janvier 1979.

²⁶⁰ Pour une étude détaillée, cf. Pelletier, M., « Crédits d'impôt ou prestidigitation », in *Le Devoir*, 25 oct. 78.
et « Stratégie généreuse ou restrictive » in *Le Devoir*, 26 oct. 78.

²⁶¹ Pour une étude détaillée, cf. Pelletier, M., *op. cit.*

[199]

D'autre part, l'entrée en vigueur de ces programmes marque le début de la personnalisation des politiques sociales. La généralisation de la liaison politiques sociales-fiscalité permettra, par le biais du formulaire d'impôt, d'identifier les individus ayant besoin du support de l'État, et de contrôler plus facilement leur disponibilité au travail. De plus, « le caractère technique des formules d'application du R.M.G. permettra facilement l'intervention sur l'un ou l'autre des éléments des calculs de prestations pour le faire varier au gré des besoins du marché du travail ²⁶² ».

On peut donc constater, que sous le couvert de programmes prétendument généreux, se cachent en fait des mesures participant pleinement à la réalisation des objectifs de la stratégie du R.M.G.

Renforcement des liens entre les politiques sociales elles-mêmes, et avec les politiques de main-d'œuvre et la politique salariale gouvernementale

Afin de favoriser au maximum l'incitation au travail, la stratégie du R.M.G. impulse un renforcement de l'articulation des politiques sociales entre elles. Pour illustrer ce phénomène, nous prendrons le cas de deux politiques québécoises : le supplément au revenu de travail (S.R.T.) et l'aide sociale.

D'un strict point de vue technique, le S.R.T. est une somme d'argent versée par le biais de la fiscalité à des travailleurs à bas salaires (c'est dire que ceux qui n'ont pas d'emploi ne peuvent bénéficier de ce programme) dont le revenu annuel ne dépasse pas un certain seuil. Or, le calcul de cette somme d'argent est effectué en fonction des barèmes de l'aide sociale, de façon à ce que le supplément maximum soit atteint quand le revenu de travail d'une famille est équivalent à ce qu'elle recevrait si elle bénéficiait de prestations d'aide sociale.

Ainsi, lorsque l'on prend en compte le S.R.T. offert aux personnes qui travaillent à bas salaires, et les coupures dont sont victimes les bénéficiaires de l'aide sociale, on ne peut que conclure que

²⁶² Duchastel, J., Vaillancourt, Y., *op. cit.*, p. 112.

l'articulation de ces deux programmes vise à encourager les travailleurs pauvres à continuer de travailler et, en même temps, à inciter les assistés sociaux à retourner sur le marché du travail.

D'autre part, si l'on peut observer un resserrement certain des liens entre les politiques sociales afin de favoriser l'incitation au travail, il faut aussi noter un resserrement similaire entre les politiques sociales et les politiques de main-d'œuvre (nous reviendrons ultérieurement sur cet aspect). Pour le moment, nous nous contenterons de souligner le lien politiques sociales-politique salariale gouvernementale. En effet, en versant un supplément aux travailleurs pauvres, le S.R.T. entraîne évidemment des économies au plan de [200] l'aide sociale mais, par la même occasion, il subventionne les bas salaires tout en permettant le maintien du salaire minimum à un bas niveau. Or, l'évolution de ce dernier exerce une influence certaine sur l'évolution des niveaux de rémunération de l'ensemble des travailleurs ²⁶³.

En définitive, l'objectif premier de la stratégie du R.M.G. est « de faire du système de sécurité sociale un système de revenu et d'emploi » ²⁶⁴, étant entendu implicitement que la garantie d'un revenu minimum pour chaque citoyen doit se matérialiser d'abord, et avant tout, par les gains d'un travail rémunéré.

On peut donc prévoir avec Greffe ²⁶⁵ pour les années à venir la possibilité de deux systèmes parallèles d'impôt négatif : l'un concernant les personnes qui ne peuvent absolument pas offrir leurs services sur le marché du travail (retraités, malades, handicapés, etc.), et un autre fondé sur des mécanismes incitant fortement au travail et s'adressant à la partie de la population potentiellement en état de travailler.

²⁶³ Voir à ce sujet Pelletier, M., *op. cit.*, pp. 71-72.

²⁶⁴ *Ibid.*, pp. 59-60.

²⁶⁵ Greffe, X., *op. cit.*, pp. 208-209.

*b) La stratégie du R.M.G.
et le programme d'assurance-chômage*

Comme on l'a vu, les deux niveaux de gouvernement se sont engagés depuis quelques années dans un processus de révision de leurs politiques sociales, révision orientée vers l'instauration du R.M.G. Il est bien évident que, de part et d'autre, la rationalité économique qui sous-tend cette entreprise est la même, et que les objectifs poursuivis sont identiques. Les stratégies du R.M.G. élaborées par nos gouvernements « tendent toutes d'une façon ou d'une autre à affaiblir la position des travailleurs — les travailleurs actifs aussi bien que ceux en disponibilité — face à leurs employeurs actuels ou potentiels, et à contenir par le fait même leurs revendications salariales ²⁶⁶ ». Plus largement, il est question ici décompresser les coûts de main-d'œuvre afin de rétablir les taux de profit des entreprises fortement en baisse au milieu des années 70.

Toutefois, les initiatives fédérales et québécoises en matière de R.M.G. présentent des spécificités propres dans la mesure où elles s'appuient sur des programmes différents. Dans cette perspective, la maîtrise du programme d'assurance-chômage par le gouvernement fédéral signifie que celui-ci jouit d'une position privilégiée, et même dominante, lorsqu'il est question du contrôle de la sécurité du revenu comme instrument de gouvernement. Si les premiers éléments de la stratégie du R.M.G. sont mis en place à partir de 1975, il faut remonter jusqu'en 1971 pour voir que le gouvernement canadien s'affairait déjà à assurer sa domination en ce domaine.

[201]

À cet égard, la refonte du programme d'assurance-chômage cette année-là revêt une importance particulière. Jusqu'à tout récemment, la libéralisation ²⁶⁷ de ce programme que consacrait la refonte a souvent

²⁶⁶ Pelletier, M., *op. cit.*, p. 78.

²⁶⁷ La refonte de l'assurance-chômage en 1971 faisait en sorte que les conditions d'admissibilité au programme étaient considérablement élargies : il suffisait dorénavant d'avoir travaillé et versé des cotisations pendant 8 semaines (au lieu de 20 auparavant) pour obtenir des prestations. De plus, le pourcentage de la main-d'œuvre assurée passait de 61,4% à 96%, les taux de prestations

été interprétée seulement comme une mesure d'apaisement en réponse à l'agitation sociale grandissante de la fin des années 60.

Or, parallèlement à l'aspect libéralisation de l'assurance-chômage, M. Pelletier, dans ses toutes dernières recherches ²⁶⁸, fait remarquer que cette refonte comportait d'autres éléments sur lesquels pouvait s'appuyer le gouvernement canadien pour appliquer par la suite sa politique du R.M.G.

D'une part, les plus grandes facilités d'accès au régime d'assurance-chômage, et sa plus grande générosité, ont pu inciter des travailleurs en marge du marché du travail à accepter beaucoup plus facilement des emplois irréguliers ou occasionnels. Or, au début des années 70, les entreprises commençaient à éprouver de graves problèmes de rentabilité, et la création d'emplois de ce type se voulait être un des éléments de solution à la baisse des taux de profit. On peut penser qu'il s'agissait alors, dans une perspective à long terme, de réintégrer au marché du travail une masse de travailleurs que l'on destinait à de nouvelles formes d'emplois tributaires du bouleversement de l'organisation du travail engendré par la crise. Une fois que ces travailleurs auraient repris l'habitude du travail, il serait plus facile d'exiger qu'ils se conforment à des conditions plus sévères quant à leur admissibilité à l'assurance-chômage, ce qui a été fait, on l'a noté, à partir de 1975.

D'autre part, avec la refonte de 1971, le programme d'assurance-chômage est profondément transformé. Auparavant, celui-ci était bel et bien fondé sur le principe de l'assurance. À ce titre, il était financé par les cotisations des travailleurs et des employeurs, et il jouissait d'une bonne marge d'autonomie par rapport à l'État qui se contentait d'en assumer les frais d'administration. Mais, en 1971, ce dernier prend à sa charge tous les frais pouvant résulter d'un taux de chômage supérieur à 4%. Sa contribution aux coûts du programme passe donc de 184 millions \$ en 1971 à 892 millions en 1972, alors que celle des

étaient augmentés à 66,66% du salaire et des prestations majorées (75% du salaire) étaient désormais versées aux chômeurs ayant des personnes à charge.

²⁶⁸ Pelletier, M., *De l'assurance-chômage à l'assurance-revenu annuel minimum ou « Comment procéder à un détournement dans la plus stricte légalité »*, inédit, jan. 80. À paraître à l'automne prochain au sein d'un recueil de textes sur la sécurité du revenu.

travailleurs et des employeurs augmente relativement peu, passant de 765 à 1099 millions \$ pour la même période ²⁶⁹. Ceci signifierait « que sous le couvert idéologique et administratif d'un seul et même programme — l'assurance-chômage — la refonte de 1971 instaurait côte à côte deux systèmes nettement distincts parce que fondés sur des principes totalement différents ²⁷⁰ ».

Le système d'assurance de l'assurance-chômage était désormais doublé par un système apparenté à un mécanisme d'assistance sociale qui permettait à l'État d'engager d'énormes sommes d'argent [202] dans le programme d'assurance-chômage et, par conséquent, de modeler celui-ci selon son bon vouloir.

On a pu mesurer toute la portée de ce nouveau pouvoir de l'État canadien en 1977 lorsque la loi C-27 fit disparaître la Commission d'assurance-chômage (C.A.C.) au profit de la Commission de l'emploi et de l'immigration (C.E.I.C.) destinée « à chapeauter et coordonner le programme d'assurance-chômage, les services de placement, les services de l'immigration, les multiples programmes de création d'emplois et de formation de la main-d'œuvre ²⁷¹ ». Ainsi, l'argent que l'État s'était arrogé le droit d'injecter dans le programme a transformé ce dernier en un vaste mécanisme de contrôle de la disponibilité au travail des travailleurs, et de régulation de l'offre sur le marché du travail.

On se rappellera que nous avons défini la stratégie du R.M.G. comme une large stratégie d'emploi dont les objectifs concernent tout autant les bénéficiaires de prestations sociales que l'ensemble des travailleurs. De ce point de vue, il devient aisé de saisir l'importance du rôle actuel et futur du régime d'assurance-chômage, en tant que pivot de toute stratégie du R.M.G.

Ainsi, dans l'éventualité d'un rapatriement des politiques sociales au Québec, l'on devrait s'attendre à ce que l'assurance-chômage en devienne le principal enjeu.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 29.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 36.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 56.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[203]

[204]

[205]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
QUATRIÈME PARTIE

Chapitre 4

**LA SÉCURITÉ DU REVENU
ET LE «LIVRE BLANC»
SUR LA SOUVERAINETÉ-
ASSOCIATION**

[Retour à la table des matières](#)

Le Livre blanc sur la souveraineté-association se situe dans la continuité des tentatives du Québec, durant les années 60 et 70, de se doter d'un système de sécurité sociale autonome. Les programmes du PQ, depuis 1970, ont toujours dénoncé, d'ailleurs, l'interventionnisme du gouvernement fédéral en matière de sécurité sociale, et prôné le contrôle complet par l'État québécois des programmes sociaux.

Le Livre blanc, donc, nous fait part de l'intention du gouvernement québécois d'instaurer « un régime cohérent de sécurité du revenu... [qui] sera complété, en effet, par *une politique Emploi et de main-d'œuvre* qui répond vraiment à nos besoins ²⁷² ».

Si l'on ne fait pas mention nommément de l'assurance-chômage, on peut commencer à se douter que c'est de cela qu'il s'agit lorsqu'on parle de « politique d'emploi et de main-d'œuvre ». Mais les objectifs du gouvernement deviennent encore plus clairs lorsque l'on lit ceci :

²⁷² Gouvernement du Québec, *La Nouvelle Entente Québec-Canada*, Éditeur officiel, 1979, p. 100.

Il sera possible, — ce ne l'est pas encore ! — d'établir un lien beaucoup plus étroit entre les besoins du marché du travail, d'une part, et la formation professionnelle des jeunes et des adultes, et la réinsertion des assistés sociaux, d'autre part. Éducation, *formation professionnelle*, *main-d'œuvre*, réinsertion sociale, *placement* et mobilité sont, en effet, autant de facettes d'une même réalité : *une fois placés sous une seule autorité*, il sera possible d'espérer une politique intégrée et efficace de mise en valeur de nos ressources humaines ²⁷³.

[206]

La première phrase de cette citation nous indique la volonté du gouvernement du PQ de doter le Québec d'un régime de sécurité du revenu, ce que nous savons déjà. La deuxième, elle, nous démontre qu'il veut rapatrier et placer sous son contrôle les outils nécessaires pour réaliser sa volonté. À cet égard, ce qui est désigné ici sous les vocables « main-d'œuvre », « placement » et « formation professionnelle » revêt une importance particulière puisque ces éléments sont actuellement contrôlés en grande partie par la Commission de l'emploi et de l'immigration (C.E.I.C.) depuis 1977.

Étant donné que ces éléments forment le cœur de tout système de sécurité du revenu qui se veut cohérent, on doit donc prévoir, nonobstant les résultats du référendum, de violents affrontements entre la bourgeoisie québécoise et la bourgeoisie canadienne quant au contrôle des différentes composantes du programme d'assurance-chômage. L'enjeu fondamental sera évidemment le contrôle par l'État québécois de son propre système de sécurité du revenu.

Il serait toutefois hasardeux de présumer du résultat de ces confrontations puisque celui-ci est lié, bien sûr, à de longues négociations, mais aussi à un autre enjeu primordial : la récupération de tous les impôts versés par les Québécois au gouvernement fédéral.

²⁷³ *Ibid.*, p. 101.

[207]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
QUATRIÈME PARTIE

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Comme on l'a vu, un des principaux objectifs du gouvernement du Parti québécois est de s'attaquer aux prérogatives du gouvernement fédéral en matière de politiques sociales. Qu'il réussisse ou non à doter le Québec d'un système de sécurité du revenu autonome, il n'en demeure pas moins que les travailleurs et les couches populaires auront à faire les frais de la stratégie du revenu minimum garanti puisque celle-ci fait partie des objectifs des deux paliers de gouvernement.

Toutefois, cette stratégie comporte d'importantes limites. Ainsi, nous l'avons déjà dit, elle vise à comprimer les coûts de main-d'œuvre afin de restaurer les taux de profit des entreprises. Or, on peut se demander si, en écrasant de plus en plus le pouvoir d'achat de la population, on ne risque pas, à moyen ou à long terme, de provoquer une baisse dramatique de la demande globale. Ceci entraînerait une paralysie du système économique, un peu à la manière de celle que l'on a connue durant les années 30. Ceci, à notre avis, est un indice qui nous fait penser que la stratégie du R.M.G. est loin de constituer une solution achevée à la crise actuelle, mais qu'elle s'élabore plutôt pratiquement « au jour le jour », au gré de la conjoncture sociale et économique. Par conséquent, on peut facilement prévoir qu'elle est appelée à prendre diverses formes, et même à se modifier radicalement, selon les développements ultérieurs de la crise.

Par ailleurs, au plan politique, si la crise actuelle doit encore se prolonger quelques années et que, pour cette raison, nos gouvernements estiment nécessaire d'approfondir la stratégie du R.M.G. [208] telle qu'elle se dessine depuis 1975, il est à prévoir que le mouvement ouvrier et populaire, devant la dégradation constante de ses conditions de travail et de vie, réagira et ripostera vigoureusement à cette situation. D'ailleurs, depuis quelque temps, on a pu noter l'amorce d'un rapprochement entre les syndicats et les groupes populaires afin de parer aux initiatives bourgeoises quant à la gestion de la crise. La constitution d'un regroupement de divers groupes populaires et de représentants syndicaux dans le but d'étudier les modifications qu'a connues le système de sécurité sociale depuis 1975 et la tenue du « Sommet populaire » en avril 80, même si elles ne représentent que les premiers jalons d'une démarche à poursuivre, n'en demeurent pas moins fort importantes lorsque l'on sait que de telles concertations n'avaient pratiquement pas eu lieu depuis six ou sept ans. D'autre part, on peut craindre que la conjugaison des revendications populaires avec la volonté de nos gouvernements de sauver à tout prix le capitalisme ne débouche sur des mesures de plus en plus répressives de la part de l'État.

[209]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.

Cinquième partie

CAPITAL, RÉFÉRENDUM ET PERSPECTIVES POST-RÉFÉRENDAIRES

François FOURNIER et Daniel VILLENEUVE

[Retour à la table des matières](#)

[210]

[211]

Nous poursuivons dans les pages qui suivent quatre objectifs. En premier, nous examinons les positions et réactions des bourgeoisies canadienne, québécoise et américaine face au projet péquiste de souveraineté-association et nous tentons de cerner les motivations économiques et politiques qui sous-tendent celles-ci. Dans un deuxième temps, nous procédons au décortilage de la stratégie déployée par le clan du Oui envers le capital québécois : il y a effectivement eu une stratégie spécifique à son égard, et même si elle n'est pas clairement apparue lors de la campagne référendaire, ses enjeux n'en sont pas moins de taille. En effet, et c'est là une de nos hypothèses, tant le Parti libéral que le Parti québécois se disputent les faveurs de certaines fractions du capital québécois. Le troisième bloc a pour objet d'évaluer les perspectives de rapprochement politique et idéologique entre le Parti québécois et la bourgeoisie autochtone : autour de quels axes un tel rapprochement est-il possible ? Et enfin, dans un quatrième et dernier temps, comme aboutissement nécessaire de la démarche d'ensemble, nous concluons sur l'enjeu central que représente, pour le mouvement ouvrier, l'analyse de la nature et du projet de classe du Parti québécois : ceci nous amène à remettre en question certaines conceptions courantes et à postuler l'urgence d'une organisation politique des travailleurs et des travailleuses.

Depuis quelques années, des recherches exploratoires au niveau de l'examen du capitalisme au Québec, de la structure des classes sociales et du projet du Parti québécois, ont donné des résultats aussi contestés qu'intéressants. Certains intellectuels commencent à clarifier la structure du capital au Québec, et notamment à cerner la problématique d'une bourgeoisie québécoise. Jusqu'à présent, ceux-ci ont cherché à saisir l'essentiel des intérêts de ce capital, ses assises économiques et son fractionnement. Ils cherchent également à saisir le lien entre, d'une

part la politique économique du Parti québécois et son projet de souveraineté-association, et d'autre part la satisfaction des besoins objectifs de la bourgeoisie québécoise. Ce que nous, par ailleurs, explorons comme champ de recherche ici, c'est notamment la réceptivité du capital québécois, bref son attitude subjective face au Parti québécois et aux politiques et projets que ce parti met de l'avant.

[212]

[213]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
CINQUIÈME PARTIE

Chapitre 1

**LES POSITIONS
DU CAPITAL**

[Retour à la table des matières](#)

La présente partie du texte constitue une sorte de préambule essentiel, selon nous, à une compréhension globale des motifs qui ont amené les milieux fédéralistes canadiens à s'opposer, aussi farouchement qu'ils l'ont fait, au projet péquiste de souveraineté-association. Il s'agit essentiellement de situer dans une perspective historique les éléments qui caractérisent aujourd'hui les structures économiques et politiques canadiennes.

Le Canada n'a pas connu de révolution bourgeoise victorieuse, comme celles qui eurent lieu en Europe occidentale au XVIII^e et au XIX^e siècles, ou aux États-Unis lors des guerres d'indépendance et de Sécession. Ces révolutions ont permis à des bourgeoisies industrielles naissantes d'émerger en s'appuyant sur des institutions étatiques adéquates à leurs besoins propres, plutôt qu'à ceux du capitalisme mercantile. Au Canada, les vieilles institutions politiques coloniales ont, par contre, subsisté très tard. Elles survivent même encore aujourd'hui, bien qu'elles ne correspondent plus à la réalité économique ; la Chambre des Communes a acquis son autonomie totale vis-à-vis d'un Sénat devenu fantôme. Les vieilles institutions de la monarchie britannique qui parasitent toujours à Ottawa font d'ailleurs l'objet, à l'heure actuelle, de « sérieuses » remises en question.

Ce n'est qu'entre les deux guerres mondiales, et surtout après la deuxième, qu'une bourgeoisie proprement canadienne s'affirme définitivement, c'est-à-dire lorsque l'Empire britannique perd sa prédominance sur le plan international, au profit d'un capitalisme industriel américain en pleine expansion. C'est d'ailleurs vers cette [214] époque que la masse des investissements américains au Canada dépassera désormais ceux en provenance de l'Empire décadent.

Le mercantilisme britannique, qui connut dans la colonie canadienne son essor après la Conquête (1760), ne s'est guère soucié de développer l'industrie locale. Au contraire, un tel développement aurait représenté une menace à ses intérêts, puisque les produits finis provenaient d'Angleterre et s'écoulaient à prix fort dans la colonie.

Le Canada est donc d'abord, et ce depuis les tous débuts de son histoire, un exportateur de matières premières et un importateur de produits finis. Cependant, ce déséquilibre tend aujourd'hui à s'estomper, au fur et à mesure que se développe l'industrie de transformation, plus particulièrement dans la région du sud de l'Ontario, qui est la plus industrialisée et la plus riche du pays.

Il reste que, dans l'industrie au Canada, les secteurs d'activité exigeant une haute technologie (comme les produits chimiques, la machinerie, les instruments de précision, le pétrole et la houille, les métaux non-ferreux, etc.) qui nécessitent donc des investissements et des moyens que seuls les grands capitaux transnationaux, pour la plupart d'origine américaine, ont la capacité de fournir, sont sous contrôle américain. Par contre, les secteurs à faible et moyenne technologie (comme les institutions financières, les pâtes et papiers, les transports, le matériel électrique, les télécommunications, l'alimentation, etc.) sont majoritairement contrôlés par la bourgeoisie canadienne. Ceci s'explique par le fait que ces secteurs sont moins sujets à l'internationalisation du capital, et le pouvoir fédéral peut donc user de mesures protectionnistes pour en réserver l'exclusivité aux capitaux autochtones.

En outre, le système bancaire canadien est l'un des plus monopolisés du monde : huit banques à charte au total, dont les cinq plus importantes — les « Big Five » — canalisent à elles seules environ 90 % des actifs bancaires canadiens. C'est là le plus gros « héritage » du mercantilisme britannique dont a dû s'emparer graduellement la bourgeoisie

autochtone. Autour de ces banques géantes se sont constitués, à l'échelle pan-canadienne (transprovinciale), de gigantesques réseaux financiers. Le secteur financier de l'économie canadienne constitue, de fait, le fondement économique de l'existence même de la bourgeoisie canadienne en tant que classe sociale dominante.

Afin de consacrer et maintenir ce pouvoir réel, la bourgeoisie canadienne, en tant que principale fraction bourgeoise du pays, s'appuie sur le pouvoir politique central à Ottawa. Cette fraction de la classe dominante sera celle qu'on désignera désormais, du moins dans le contexte du présent document, par le concept de « bourgeoisie canadienne ».

[215]

Ne pas s'y tromper : le critère linguistique est non-fondé lorsqu'on analyse les rapports de force entre bourgeoisies ou fractions bourgeoises. C'est en termes de réseaux financiers et de pouvoir d'État, qu'il faut comprendre les formations politiques au sein d'une société capitaliste. Ainsi, même s'ils y sont minoritaires dans l'ensemble, plusieurs détenteurs de capitaux pan-canadiens sont francophones (ex. : Paul Desmarais qui préside le gigantesque conglomérat Power Corporation). Cette situation se reflète au niveau politique où des politiciens de langue française, issus précisément de l'aile francophone de la bourgeoisie canadienne, sont élus à Ottawa. Le « French power » est d'ailleurs fort commode : c'est sur cette frange de la représentation politique que s'appuie le patronat canadien, dans ses ébats au Québec concernant la sauvegarde ou la valorisation de son capital (ex. : Pierre Trudeau, Jean Chrétien, Marc Lalonde, etc.).

Au niveau des provinces, des fractions régionales sont parvenues à s'affirmer économiquement, puis politiquement, en s'appuyant sur l'État local (provincial). Elles ont, dans certains cas, structurellement (Québec) ou conjoncturellement (Alberta) acquis une autonomie significative face au pouvoir fédéral. Ces régionalismes, au fur et à mesure de leur évolution qui semble s'accélérer depuis quelques années, constituent des forces centrifuges que redoute de plus en plus la bourgeoisie canadienne.

Il en résulte le développement d'un rapport de force entre, d'une part, certaines bourgeoisies provinciales (régionales ou locales) qui réclament leur part du gâteau et, d'autre part, une bourgeoisie

canadienne qui, non seulement refuse le partage avec les premières, mais cherche par ailleurs à centraliser davantage les pouvoirs à Ottawa. Car le contexte de récession économique exige un contrôle politique accru sur l'économie. Les conférences constitutionnelles en cours mettent ces rivalités en évidence.

Forte d'un réseau financier provincial qui a connu, au cours des récentes années, un essor sans précédent, la bourgeoisie québécoise fait figure de proue, parmi les autres bourgeoisie provinciales, en matière de revendications autonomistes vis-à-vis du pouvoir central. Outre ce facteur économique, une considération politique essentielle intervient ici, qui donne au gouvernement du Parti québécois un pouvoir de négociation supplémentaire : même si le mandat de négocier la souveraineté-association lui a été refusé par le résultat référendaire, celui-ci n'en conserve pas moins une crédibilité toujours croissante au sein de la bourgeoisie québécoise, *grâce* à son option constitutionnelle ouvertement autonomiste.

Par ailleurs, forte de ses réserves relativement et conjoncturellement abondantes de pétrole — denrée énergétique particulièrement convoitée en cette période de raréfaction — l'Alberta arrive, en fin [216] de compte, au second rang derrière le Québec, parmi les provinces revendicatrices de pouvoirs.

Pour sa part, l'Ontario, qui passe depuis toujours pour la province qui a le mieux profité du fédéralisme canadien, s'identifie dans une large mesure au pouvoir central. Le gouvernement ontarien est celui dont le discours constitutionnel s'apparente le plus à celui du gouvernement fédéral. Lors des dernières élections fédérales, c'est dans le sud de l'Ontario que Pierre Trudeau s'est ouvertement engagé à maintenir un gouvernement central fort, afin de préserver les intérêts économiques de cette province. Aussi, le gouvernement ontarien ne cache pas son attitude franchement favorable à Ottawa contre l'Alberta, sur la question du prix du pétrole ²⁷⁴.

Cependant, les provinces dont le potentiel économique régional ne permet pas (ou pas encore) l'émergence d'une bourgeoisie provinciale particulièrement forte, se font moins bruyantes que les autres lorsqu'il

²⁷⁴ « Deux têtes d'affiche du Non ont sollicité Air Canada », *La Presse*, 11 avril 1980.

est question de décentraliser ou centraliser les pouvoirs du gouvernement fédéral. Cela n'empêche pas, toutefois, que ces gouvernements provinciaux revendiquent aussi certains pouvoirs qui sont présentement à Ottawa.

a) Survol des positions du capital monopoliste pan-canadien

À la lumière de ce qui précède, nous comprendrons maintenant l'importance que revêt pour la bourgeoisie canadienne le maintien de l'intégrité du capital pan-canadien (trans-provincial) au moyen d'un État fédéral fort. Un affaiblissement considérable de l'État central signifierait la « balkanisation » du Canada, c'est-à-dire l'éclatement du marché canadien en régionalismes semi-autonomes qui nuiraient à la libre circulation des capitaux.

Il en découle que, contrairement au discours nuancé tenu par la bourgeoisie québécoise au sujet du projet de souveraineté-association, celui de la bourgeoisie canadienne, lui, est farouchement hostile et sans ambages.

C'est le capital monopoliste pan-canadien, c'est-à-dire cette fraction du capital dont l'envergure est trans-provinciale et « coast to coast », qui réagit le plus bruyamment au projet péquiste. Cette bourgeoisie, ennemie vouée des régionalismes, est le noyau du nationalisme canadien. Il faut constater ici la similitude harmonieuse de ses positions et de celles du gouvernement fédéral, en matière constitutionnelle. Pendant la période pré-référendaire, les deux principales attitudes et prises de position furent : 1) il faut rejeter le projet péquiste ; 2) il faut « renouveler » le fédéralisme.

Afin de faciliter l'exposé des positions des principaux représentants du capital canadien, nous avons choisi de distinguer les trois [217] groupes suivants : d'abord le secteur étatique, ensuite le secteur privé monopoliste, et enfin les grandes associations patronales.

Dans le cadre de la campagne de financement de la Fondation pro-Canada, organisme voué à la cause de « l'unité canadienne », messieurs Claude Castonguay, ancien ministre du gouvernement Bourassa et

ancien président de la Fondation, ainsi que Pierre Côté, actuel président du Conseil du patronat du Québec et nouveau président de la Fondation, ont personnellement sollicité 50 000 \$ auprès de l'importante société d'État Air Canada, qui les leur a subrepticement versés ²⁷⁵.

Une autre prestigieuse société d'État, le Canadien National, a remis au même organisme la « modique » contribution de 75 000 \$ ²⁷⁶.

Le Canadien National et Air Canada, qui comptent parmi les plus importantes compagnies canadiennes, avec des actifs de l'ordre de 3 milliards \$ et 1,5 milliard \$ respectivement ²⁷⁷, ont, par ce geste, très clairement signifié leur opinion sur la souveraineté-association. Antérieurement, les représentants de ces sociétés avaient déjà déclaré que, si le Québec se « séparait » du reste du Canada, elles déménageraient leurs sièges sociaux ailleurs ²⁷⁸.

Le rejet de l'option constitutionnelle péquiste n'est donc pas seulement une question de principe pour elles : il se double aussi de menaces de sanctions économiques.

Une troisième société fédérale, la Corporation de développement du Canada, a aussi contribué à la campagne de financement du Non, d'une somme de 25 000 \$ ²⁷⁹.

Les grandes entreprises canadiennes ont amplement manifesté, depuis la fondation même du Parti québécois, leurs inquiétudes au sujet des éventuelles conséquences d'une souveraineté politique du Québec sur les structures économiques et politiques canadiennes (ex. : élections de 1973, « coup de la Brink's », etc.). Au lendemain de l'élection de ce parti en novembre 1976, le désarroi régnait dans les grands milieux patronaux. Souvenons-nous du fameux « coup de la Sun Life ». Peu de temps après, le climat s'est tempéré au sein de la bourgeoisie canadienne, à la demande expresse d'Ottawa, qui n'a d'ailleurs guère apprécié le geste de la plus importante compagnie d'assurance-vie du

²⁷⁵ *Contre le Oui au Québec*, Liste des donateurs à Pro-Canada.

²⁷⁶ « The Financial Post 500 industrials », n° spécial de l'édition du *Financial Post*, vol. 74, n° 24, 14 juin 1980, p. 66.

²⁷⁷ « Si le Québec devenait indépendant », n° spécial de l'édition du *Financial Post*, vol. 74, n° 24, 14 juin 1980, p. 66.

²⁷⁸ *Contre le Oui au Québec*, *op. cit.*

²⁷⁹ *Ibid.*

Canada ²⁸⁰. Car un tel affolement était politiquement dangereux : il risquait de pousser à une radicalisation des forces souverainistes.

Les grands gestes ont donc fait place aux grands discours. Il s'agissait maintenant de convaincre la population, plus particulièrement les fractions encore indécises de la bourgeoisie québécoise, de rejeter l'option constitutionnelle qu'allait lui soumettre tôt ou tard le nouveau gouvernement provincial.

Pour l'instant, arrêtons-nous sur quelques déclarations de représentants du secteur privé monopoliste canadien (parmi les plus [218] importantes compagnies en termes d'actifs), afin de nous faire une idée de leur opinion sur le projet de souveraineté-association.

Robert Demers, président de la Bourse de Montréal, déclarait en prévision des résultats référendaires :

Le Non rassurerait probablement les investisseurs et les développeurs parce qu'ils aiment les situations claires, pour prévoir cinq ou dix ans à l'avance. Actuellement, ils s'interrogent.

Le Oui aurait l'effet contraire en mettant dans l'esprit des gens que la fragmentation de la Confédération est plus probable. Cela va créer, au Québec, l'obligation d'avoir recours à ses propres capitaux pour l'investissement ²⁸¹.

Jean de Grandpré, président de Bell Canada : « Un Oui au référendum nous obligerait à installer le siège social de Bell Canada en Ontario, ou ailleurs au Canada, conformément à notre charte ». Et « si le Québec obtient la juridiction exclusive sur les télécommunications dans le cadre de la souveraineté-association ou non, il en coûtera plus cher aux abonnés québécois pour utiliser les services téléphoniques ²⁸². »

²⁸⁰ « Les résultats du référendum ; quels seraient les effets d'un Oui ? quels seraient les effets d'un non ? », *L'Actualité*, n° 5, mai 1980, p. 28.

²⁸¹ « Hausse des tarifs si Québec obtient juridiction sur Bell », *La Presse*, 4 février 1979.

²⁸² « McLaughlin : la Banque Royale n'y garderai pas son siège social », *La Presse*, 19 avril 1977.

Earl McLaughlin, président de la plus importante banque canadienne (la Banque Royale) déclarait en avril 77 devant la Chambre de commerce de Montréal qu' « en cas d'indépendance, la contribution importante que j'évoquais il y a un instant (au sujet du siège social de la B.R.C.) serait perdue pour Montréal ²⁸³ ».

En outre, des compagnies telles que Canadien Pacifique ²⁸⁴, CIL, Mac Donald Tobacco, etc., ont également révélé des intentions quant au déménagement éventuel de leurs sièges sociaux hors du Québec, advenant sa souveraineté politique. Le rejet de l'option constitutionnelle péquiste n'est donc pas seulement principiel ; il se double souvent de menaces ouvertes de sanctions économiques.

Plusieurs représentants prestigieux ont même participé personnellement et très activement à l'organisation de la campagne du Non. Ainsi, M. Pierre Nadeau, président de Pétrofina, fut président du Comité pour le Non dans le comté de Mont-Royal, durant la campagne référendaire ; de même, M. Maurice Sauvé, président de Consolidated Bathurst, fut président du Comité pour le Non dans Outremont etc. ²⁸⁵. À noter que ce sont des représentants francophones de la bourgeoisie canadienne qui ont joué ce rôle politique important dans la période pré-référendaire au Québec, ce qui n'est pas l'effet du hasard. Consolidated-Bathurst et Pétrofina ont d'ailleurs fourni 20 000 \$ et 10 000 \$ respectivement à la Fondation pro-Canada ²⁸⁶. Environ 3 millions \$ ont ainsi été donnés à pro-Canada, dont la presque totalité provenait des plus grandes compagnies canadiennes ²⁸⁷.

Par ailleurs, dans leurs déclarations officielles, les dirigeants de ces compagnies ont souvent repris le discours du gouvernement central [219] qui, après avoir rejeté le projet de souveraineté-association, avoue dans un deuxième temps que des « réformes » du fédéralisme sont nécessaires. Par exemple, tout en reconnaissant qu'une certaine

²⁸³ « Si le Québec devenait indépendant, le CP, le CN et Air Canada déménageraient leurs pénates », *La Presse*, 14 décembre 1978.

²⁸⁴ « Les présidents des Comités des Québécois pour le Non », placard publicitaire dans *La Presse*, 12 avril 1980.

²⁸⁵ *Contre le Oui au Québec, op. cit.*

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ *Compte-rendu des audiences tenues à Montréal*, Commission de l'unité canadienne, 16-17-18 janvier 1978, p. 4.

redistribution des pouvoirs pourrait bien s'avérer nécessaire, M. Léman, porte-parole de la compagnie Alcan devant la Commission de l'unité canadienne, a affirmé que, au bout du compte, la souveraineté-association constituerait une position trop dangereuse pour aboutir à des résultats satisfaisants. Ce dont on a besoin, a-t-il conclu, c'est d'un gouvernement central fort qui possède une juridiction exclusive dans les domaines « vitaux » ²⁸⁸.

Dans la même veine, M. Jean de Grandpré, président du Conseil d'administration de Bell Canada, proposait, quant à lui, une sorte de « fédéralisme renouvelé », selon son expression, suggérant que la réglementation sur les télécommunications soit cédée par le fédéral aux provinces ²⁸⁹.

Pour leur part, les deux principales banques du pays, la Banque Royale et la Banque de Montréal, après avoir exprimé leur grande satisfaction suite au résultat référendaire, ont tenu à donner leur interprétation du vote, soit une volonté des Québécois d'en arriver à une révision rapide des structures politiques canadiennes ²⁹⁰.

Du côté des grands journaux, on doutera de leur « objectivité » dans la campagne référendaire lorsqu'on sait, par exemple, que *La Presse* s'est prononcée officiellement pour le Non dans un éditorial, à la veille du référendum ²⁹¹. Le seul grand quotidien anglophone du Québec, *The Gazette*, s'est proposé de procéder à une couverture de l'actualité référendaire qui fasse une très large place aux effets négatifs qu'entraînerait « l'indépendance intégrale » du Québec si l'option du Oui gagnait le référendum ²⁹². Power Corporation, propriétaire de *La*

²⁸⁸ « Centenaire, Bell réclame un fédéralisme renouvelé », *Le Devoir*, 23 avril 1980.

²⁸⁹ « Les milieux d'affaires ; une étape positive après des années d'incertitude », *La Presse*, 21 mai 1980.

²⁹⁰ « La Presse et le référendum : c'est Non », *La Presse*, éditorial de Roger Lemelin, 17 mai 1980.

²⁹¹ « Une note de service, de vives discussions au quotidien *The Gazette* », *Le Devoir*, 31 mars 1980.

²⁹² *Contre le Oui au Québec, op. cit.*

Presse, a versé 7 500 \$ à la Fondation pro-Canada. *The Gazette* en a fourni 50 000 \$, les *Financial Post Publications* 12 000 \$, etc. ²⁹³.

Outre les conséquences économiques envisagées, la bourgeoisie canadienne dénonce le climat d'incertitude politique que connaît le Québec depuis l'avènement du PQ au pouvoir. On craignait que ce climat ne perdure au-delà du référendum, durant toute la durée d'éventuelles négociations au sujet de l'association économique avec le reste du Canada. Il ressort des nombreuses déclarations que le grand patronat canadien craint au plus haut point une fragmentation ou « balkanisation » du marché canadien. Ce qui risquerait d'avoir comme conséquence une plus grande emprise américaine sur l'économie canadienne.

Conrad Black, président d'Argus Corporation (il est aussi président du Conseil d'administration de Massey-Ferguson), laissait paraître, à ce sujet, un certain pessimisme quoi qu'il advienne du résultat référendaire :

[220]

Après un Oui, le Canada graviterait vers les États-Unis. Il n'y aurait jamais de négociations sérieuses sur la souveraineté-association. Un Non soulagerait prématurément le Canada anglais. Un autre référendum se tiendrait au Québec, trois à sept ans après celui-ci, selon les résultats des prochaines élections provinciales... ²⁹⁴

Un État central fort est donc essentiel au maintien du capital autochtone canadien, déjà très vulnérable à la pénétration des capitaux étrangers. Ce sont les secteurs les plus monopolistes de l'économie canadienne qui sont à la fois les plus nationalistes et les plus farouchement opposés au projet constitutionnel péquiste.

Ces mêmes secteurs sont, en outre, précisément ceux qui risquent d'être les plus concurrencés, conséquemment au développement

²⁹³ « Les résultats du référendum ; quels seraient les effets d'un Oui ? quels seraient les effets d'un Non ? », *L'Actualité* (spécial référendum) n° 5 mai 1980, p. 28.

²⁹⁴ « Le monde des affaires soulagé de voir se dissiper le climat d'incertitude », *Le Devoir*, 21 mai 1980.

accéléralé de la bourgeoisie québécoise, dans un Québec souverain. Car l'industrie à haute technologie implantée au Québec est, de la même manière que pour le reste du Canada, dominée par des intérêts économiques américains. Le capitalisme québécois n'est donc pas davantage en mesure de devenir concurrentiel dans ce secteur. Par contre, le développement d'un capitalisme québécois est appelé à évoluer précisément et fatalement dans les secteurs économiques constituant, jusqu'à ce jour, les chasses-gardées de la bourgeoisie canadienne. Ce conflit d'intérêts est particulièrement évident dans le secteur financier, où de plus en plus les capitaux bancaires canadiens rencontrent de sérieux concurrents au Québec.

Aussitôt faite la diffusion des résultats référendaires, ayant accordé 60 % du vote au Non contre 40% au Oui sur une participation massive de 85%, l'ensemble des représentants des grandes organisations patronales canadiennes exprimait son soulagement face à un « verdict aussi clair ²⁹⁵ ». On s'est surtout félicité de voir disparaître le climat d'incertitude chez les investisseurs. Seulement une ombre à cet euphorique tableau : le résultat référendaire ne constituerait, selon eux, qu'une sorte de demi-victoire puisque, d'une part, il faut se retrousser les manches et « renouveler » la constitution et, d'autre part, le Parti québécois est toujours au pouvoir.

Tel est le message qui se dégage des propos tenus par les porte-parole du C.P.Q. (Conseil du patronat du Québec), la plus importante association patronale de la province, au lendemain de la tenue du référendum. MM. Pierre Côté et Ghislain Dufour, respectivement président et vice-président de cet organisme, exprimaient en effet l'avis que :

Ce n'est pas la fin de toutes les incertitudes et de toutes les ombres politiques au tableau de la vie économique, mais le résultat est encourageant et favorable aux investissements.

Il faudra attendre à la prochaine élection ²⁹⁶.

²⁹⁵ *Ibid.*

²⁹⁶ « Les milieux d'affaires ; une étape positive après des années d'incertitude », *La Presse*, 21 mai 1980.

Le souhait formulé ici, de façon à peine voilée, est que le gouvernement du PQ doit être défait aux prochaines élections provinciales.

Afin de mieux saisir l'ampleur et la nature des intérêts que représente au Québec le C.P.Q., donnons ici quelques brèves précisions à son sujet ²⁹⁷.

D'abord, le C.P.Q. est une confédération d'organisations patronales, qui regroupe maintenant quelque 125 ²⁹⁸ associations, dont les plus importantes sont « horizontales » : le M.B.T. (Montreal Board of Trade), l'A.M.C. (Association des manufacturiers canadiens) et le C.D.E. (Centre des dirigeants d'entreprises). De plus, le Conseil compte environ 300 membres corporatifs ²⁹⁹, la plupart étant de grandes entreprises canadiennes ou étrangères (principalement américaines), desquels il tire l'essentiel de son financement. Un certain nombre de P.M.E. sont aussi membres du C.P.Q., mais elles y subissent une marginalisation politique croissante ; c'est généralement le cas des associations patronales où le secteur monopoliste prédomine.

Avant sa création en 1966, c'était l'A.M.C. qui avait le rôle prépondérant au sein des associations patronales œuvrant au Québec. L'A.M.C. est maintenant un organisme membre du C.P.Q., lequel regroupe aujourd'hui les patrons d'environ 80% de la main-d'œuvre québécoise. C'est dire que cette organisation représente au Québec la presque totalité des capitaux canadiens investis dans cette région du pays.

Un rôle central du C.P.Q. consiste à homogénéiser l'ensemble des positions et revendications du monde patronal vis-à-vis des appareils d'État plus particulièrement, et vis-à-vis de la société québécoise en général. Il est, en quelque sorte, un important intellectuel organique de la fraction de la bourgeoisie canadienne implantée au Québec.

²⁹⁷ Ces précisions sont puisées essentiellement dans *Bourgeoisie et question nationale au Québec*, document de la CEQ, non daté, références A7778-CG-60, annexe 4.

²⁹⁸ Cet estimé provient de « Le C.P.Q. se hâte de faire campagne avant les brefs », *Le Devoir*, 13 mars 1980.

²⁹⁹ *Ibid.*

À notre avis, ce n'est pas un hasard si cette gigantesque coalition patronale a vu le jour durant les années de la révolution tranquille, en 1966 : dans le but d'assumer au Québec son rôle d'« homogénéisateur » du capital canadien, le C.P.Q. jouerait, entre autres, au grand frère éducateur de la bourgeoisie québécoise issue de cette époque. Dans cette optique, il viserait à *intégrer* cette dernière dans le développement du capitalisme pan-canadien, où elle hériterait, en fin de compte, d'une position de subordination par rapport à celui-ci, au lieu de devenir concurrente en se développant de façon relativement autonome.

Durant la période référendaire, il apparaît que le Conseil s'est particulièrement appliqué à jouer ce rôle vis-à-vis de la bourgeoisie québécoise. Plus que jamais, il a multiplié ses publications et interventions publiques, en utilisant abondamment les analyses économiques ³⁰⁰ voulant démontrer la « rentabilité » du fédéralisme et, a contrario, les risques et faiblesses de la souveraineté-association [222] pour l'avenir de l'économie québécoise. Il semble s'être adressé précisément aux couches indécises de la bourgeoisie québécoise, c'est-à-dire celles du secteur privé. Pour ce faire, il a pris le risque de perdre quelques plumes dans les secteurs étatiques et coopératifs québécois : Hydro-Québec, SIDBEC et deux compagnies d'assurances du Mouvement Desjardins ont en effet quitté ses rangs durant la période pré-référendaire.

Contrairement aux chambres de commerce, notons que le C.P.Q. n'a pas d'homologue dans les autres provinces. À remarquer, en outre, que c'est consciemment que le président de cet organisme est toujours un Canadien français. Comme le disait un membre de la direction d'une grande entreprise membre du Bureau des gouverneurs du C.P.Q. :

³⁰⁰ Nous faisons allusion ici à la série des huit analyses publiées par le C.P.Q., suite à la parution du *Livre blanc du gouvernement du PQ*. Il s'agit de huit bulletins de quatre pages chacun, intitulés : *L'Union monétaire* ; *La Question énergétique* ; *Le Protectionnisme agricole et la politique tarifaire commune* ; *La Délimitation des frontières* ; *Les Ressources naturelles* ; *Le Transfert des revenus* ; *Le Livre blanc et la question référendaire*, Montréal, mars-avril 1980.

La présence de Canadiens français à la direction est utile parce qu'elle facilite les communications avec le gouvernement et qu'elle nous aide au niveau des relations publiques ³⁰¹.

C'est pour cette raison, entre autres, que le Montreal Board of Trade trouverait avantage à faire partie du C.P.Q. ³⁰²

Malgré sa façade francophone, le C.P.Q. représente donc, dans l'ensemble, des intérêts économiques qui débordent largement le territoire québécois. Les représentants francophones de la bourgeoisie canadienne s'opposent farouchement, tout comme l'ensemble de cette bourgeoisie, à toute fragmentation du marché canadien, voire à toute politique allant dans le sens d'une plus grande autonomie régionale ou provinciale.

Enfin, c'est unanimement que les membres du C.P.Q. se sont prononcés contre le projet constitutionnel péquiste. Par conséquent, il va sans dire que les autres associations patronales membres, telles que l'A.M.C. et le M.B.T., se sont aussi prononcées sans hésiter pour le Non. Dans le reste du Canada, les grandes associations telles que la Chambre de commerce du Canada et le Board of Trade of Metropolitan Toronto, se sont aussi prononcées pour le Non ³⁰³.

En conclusion, il faut remarquer la similitude entre le discours tenu par ces associations pour expliquer leur option et celui du gouvernement fédéral. La prise de position du fédéral étant : il faut dire Non à la souveraineté-association, et il faut une réforme constitutionnelle ; celle du C.P.Q. est : « Nous soutenons avec force que les citoyens doivent dire Non » et « Dire Non au projet politique du Parti québécois, ce n'est pas dire Oui au statu quo ³⁰⁴. »

³⁰¹ Cité par Pierre Fournier dans *Le Patronat québécois au pouvoir*, Montréal, Éditions HMH, p. 81.

³⁰² Centrale de l'Enseignement du Québec, *Bourgeoisie et question nationale au Québec*, non daté, référence A7778-CG-60, annexe 4, p. 60.

³⁰³ Bureau de commerce de Montréal, Déclaration de M.T. Denis Dotchann, président du Bureau de commerce de Montréal, concernant « *La Nouvelle Entente Québec-Canada* », 19 décembre 1979.

³⁰⁴ Voir leurs mémoires déposés à la Commission de l'unité canadienne.

b) Le gouvernement fédéral

Avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en novembre 1976, la politique globale du gouvernement Trudeau à l'endroit du [223] Québec fut perçue, dans les milieux fédéralistes, comme étant une « honorable faillite ³⁰⁵ ». Les espoirs investis par la bourgeoisie canadienne dans la capacité de ce gouvernement à résoudre la « crise de l'unité nationale » se sont effondrés. Temporairement du moins.

Venait d'être élu au Québec un gouvernement provincial dont l'option constitutionnelle mettait plus que jamais en cause le cadre politique fédéral. Le grand patronat canadien, furieux mais désemparé, avait maintenant les yeux rivés sur Ottawa, attendant les solutions qu'on lui proposerait. Le gouvernement fédéral est, en quelque sorte, l'intellectuel organique officiel de la bourgeoisie canadienne. C'est lui qui, dès l'élection du PQ, a articulé les stratégies et le discours face au projet de souveraineté-association que l'ensemble des centres patronaux et gouvernementaux ont ensuite repris.

Quelles possibilités s'offraient au gouvernement central ? Les solutions n'étaient pas multiples. Cultiver l'attentisme équivalait à risquer des intérêts économiques et politiques énormes. Employer une stratégie d'affrontement direct comme, par exemple, déclarer illégal le projet souverainiste, conformément à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique toujours en vigueur, et intervenir par la force, équivalait à provoquer la guerre civile. Restait l'offensive « diplomatique ³⁰⁶ » : d'une part, tenter de séduire la population québécoise ; surtout les fractions hésitantes de la bourgeoisie provinciale, en déployant tous les efforts possibles pour lui démontrer, du moins en apparence, les avantages et la flexibilité du fédéralisme canadien. Tel est le sens des initiatives comme la création de la Commission de l'unité canadienne (Pépin-Robarts, 1977), ou le projet de loi C-60 conçu à partir du livre *Le Temps d'agir* de P. E. Trudeau (juin 1978), etc. D'autre part,

³⁰⁵ Conseil du patronat du Québec, Notre réponse au référendum que le Parti québécois s'est engagé à tenir sur le statut constitutionnel du Québec, Montréal, décembre 1978, p. 4.

³⁰⁶ *Toronto Star*, éditorial du 2 décembre 1976.

homogénéiser les prises de positions des instances politiques canadiennes, fédérale et provinciales, derrière un discours à deux volets : rejeter officiellement, dès maintenant, l'éventualité que le fédéral ou les provinces négocient l'association économique avec un Québec qui aurait dit Oui et promettre, qu'advenant un Non au référendum, un important processus de « révision » constitutionnelle serait mis en branle.

Dans cette entreprise, le Parti libéral fédéral au pouvoir s'est gagné l'appui et la collaboration des partis d'opposition : le Parti conservateur et le Nouveau parti démocratique.

De cette façon, se voyant refuser à l'avance toute possibilité de négocier une association économique avec le reste du Canada, le gouvernement péquiste se trouvait dans une situation plus délicate vis-à-vis d'une bourgeoisie locale encore hésitante à endosser le projet de souveraineté-association. Mais le gouvernement central ne s'est pas arrêté là. Il créa, dès l'automne 1976, le « Conseil pour l'unité canadienne », dont le responsable sera Jean Chrétien, ministre [224] fédéral de la Justice et futur membre de l'exécutif du Comité des Québécois pour le Non. Cet organisme reçut le mandat sans équivoque de « promouvoir l'unité canadienne ». Jusqu'à la tenue du référendum, le Conseil a inondé le Québec d'une publicité dont le coût est évalué, selon une première estimation faite par le ministre des Approvisionnements et Services, à un minimum de 5 millions \$ ³⁰⁷. Ces dépenses fédérales en propagande para-référendaire représentent un montant plus élevé que les budgets réunis des comités officiels du Oui et du Non. Ces déboursés, qui ne furent pas comptabilisés par le Comité du Non, violaient la loi 92 sur les consultations populaires.

Enfin, les représentants du gouvernement fédéral sont intervenus massivement au Québec durant la campagne référendaire, dans le but de donner plus de poids au Comité du Non.

³⁰⁷ Les trois possibilités ci-haut mentionnées sont évoquées dans « The Choices for saving Canada », éditorial du *Toronto Star*, 30 novembre 1976.

c) Les gouvernements provinciaux

Les gouvernements provinciaux, un à un et malgré certaines hésitations, ont finalement tous emboîté le pas au gouvernement fédéral, dans leurs prises de positions officielles à l'endroit du projet de souveraineté-association. Ils ont suivi le double mot d'ordre d'Ottawa avant la tenue du référendum. Tous avaient déjà refusé de négocier une éventuelle association avec un Québec qui aurait dit Oui à la souveraineté-association ; et par contre, ils avaient tous assuré qu'advenant un Non au référendum, ils exigeraient un important processus de « révision » constitutionnelle.

Nous tenterons maintenant de répondre brièvement aux questions suivantes : quelles provinces ont hésité à rejeter inconditionnellement l'idée de la souveraineté-association ? Lesquelles s'y sont le plus farouchement opposées ? Quelles sont les causes de ces différences d'attitudes des gouvernements provinciaux à l'endroit du projet péquiste ?

Nous avons abordé précédemment la question du développement de régionalismes relativement forts à travers le Canada depuis quelques années. Nous avons vu que la force ou la faiblesse de ces régionalismes provinciaux conditionnent des revendications différentes en matière constitutionnelle vis-à-vis du gouvernement central. Or ce raisonnement s'applique aussi, à notre avis, dans le cas des différences d'attitudes provinciales à l'endroit des revendications québécoises. En effet, les bourgeoisies provinciales, dont le potentiel de développement économique et politique est relativement plus élevé, sont les plus hésitantes à rejeter d'emblée les revendications autonomistes de la bourgeoisie québécoise. En fait, elles sont plutôt tentées *d'utiliser* celles-ci à leurs propres fins ; c'est pourquoi elles ne sont finalement pas intéressées à ce que le Québec [225] devienne entièrement souverain. En forçant ce dernier à demeurer membre du fédéralisme canadien, ces gouvernements provinciaux conservent ainsi un allié malgré lui face à Ottawa. De cette manière, les bourgeoisies régionales en expansion chercheraient à conserver certains avantages réels que leur apporte le fédéralisme, notamment au niveau des infrastructures (ex. : transports et communications), tout en élargissant au maximum certaines compétences provinciales.

Actuellement, l'exemple qui peut le mieux illustrer cette attitude ambivalente chez les gouvernements des provinces est celui de l'Alberta. Après le Québec, cette province affiche présentement le régionalisme le plus revendicateur vis-à-vis du gouvernement central. Car le développement sans précédent de son industrie pétrolière, qui lui confère conjoncturellement un pouvoir économique et politique dont elle entend bénéficier pleinement, la rapproche considérablement du Québec au chapitre notamment de la juridiction des provinces sur leurs ressources naturelles. M. Stanley Roberts, président de la Canada West Foundation de Calgary (la « Caisse d'héritage » du gouvernement albertain), déclarait après avoir dit Non à la souveraineté-association :

Nous nous considérons comme les alliés naturels du Québec dans la fédération canadienne. L'Ouest, comme le Québec, s'est fait avoir en 1867, et nous voulons et devons corriger la situation ³⁰⁸.

Aux lendemains du référendum québécois, deux gouvernements provinciaux ont délibérément refusé de commenter le résultat du vote : l'Alberta et la Colombie-Britannique. Il semble que celles-ci craignent maintenant un durcissement du gouvernement central à l'endroit des provinces revendicatrices, suite à la forte victoire du Non contre la souveraineté-association ³⁰⁹. Ces craintes ressenties dans l'Ouest, plus particulièrement en Alberta, mais aussi dans la Colombie-Britannique qui découvre du gaz naturel en abondance dans ses sous-sols, révèlent des sympathies certaines envers les revendications autonomistes de la bourgeoisie québécoise.

Dans l'est du pays, il apparaît que c'est Terre-Neuve qui a tenu les propos les moins durs à l'endroit du projet péquiste de souveraineté-association. Le premier ministre de cette province, M. Brian Peckford, s'est fait quelques fois reprocher de tenir un langage autonomiste ressemblant à celui du premier ministre Lévesque. Appelé à commenter l'hypothèse d'un Oui au référendum du Québec, M. Pecford déclarait entre autres ce qui suit :

³⁰⁸ « Ottawa a dépensé plus de 5 000 000 \$ pendant la campagne référendaire », *La Presse*, 28 juin 1980.

³⁰⁹ « Si le Québec dit Oui, l'Ouest dira Goodbye Québec », *La Presse*, 15 avril 1980.

Notre gouvernement fédéral devrait être la création des provinces, et devrait être quelque chose que nous, les dix sociétés distinctes et séparées, avons mis en commun. Cette union de créativité et de confiance mutuelle serait-elle plus fragile que celle de maintenant, qui repose sur la bureaucratie et la confrontation perpétuelle ? ³¹⁰

Ces propos, plus ouvertement autonomistes que ceux des autres provinces, ne s'expliquent sans doute pas de la même façon que dans le cas des provinces de l'Ouest. Terre-Neuve est tout de même un parent pauvre du fédéralisme ; mais ses revendications au niveau par exemple du droit de gérance dans les pêcheries qu'elle veut récupérer, du droit de propriété des ressources minières au large de ses côtes qu'il faudrait inscrire à la nouvelle constitution etc., portent le gouvernement terre-neuvien à utiliser un langage moins acide que celui de ses confrères des Maritimes vis-à-vis du gouvernement péquiste.

Par ailleurs, il va sans dire que le gouvernement de l'Ontario, siège de la bourgeoisie monopoliste canadienne et enfant gâté du fédéralisme, a tenu un discours pratiquement copie conforme de celui du gouvernement central à l'endroit du projet constitutionnel du PQ.

Quant aux autres bourgeoisies régionales ou provinciales, leurs voix sont, pour l'instant, relativement moins tapageuses que celle du gouvernement central ou que celles des provincialismes plus forts qu'on retrouve au Québec et en Alberta.

Enfin, il est à prévoir que les pourparlers constitutionnels qui ont lieu présentement mettront au grand jour des alliances et des rivalités entre bourgeoisies provinciales, dans leurs exigences face au gouvernement central. Dans ce contexte, les « alliés naturels » et les principaux rivaux de la bourgeoisie québécoise auront probablement tendance à s'affirmer davantage.

³¹⁰ « Le silence de l'Ouest », *Le Devoir*, 2 juin 1980.

2. Le capital québécois

Les chapitres précédents mettent en évidence la nature bourgeoise du Parti québécois et de son projet de souveraineté-association, et révèlent sa volonté d'investir ses énergies dans une aide à l'expansion aussi rapide et agressive que possible de la bourgeoisie québécoise. D'autre part, le début de la première partie dépeint les caractéristiques, les assises économiques et les intérêts objectifs de cette bourgeoisie. Peut-on en déduire que celle-ci se rallie automatiquement et massivement au Parti québécois et en particulier à son option souverainiste ? Nous nous emploierons ici à apporter quelques éléments de réponse à cette question.

Avant d'entamer une telle analyse, certaines remarques nous semblent à propos. La bourgeoisie québécoise, même si elle a connu un développement accéléré depuis le début des années soixante, demeure fragile au niveau de ses bases économiques. C'est une classe particulièrement hétérogène dont la situation matérielle est fortement sujette aux hauts et aux bas de la conjoncture économique. [227] Ces caractéristiques expliquent en grande partie son manque d'*homogénéité politique* et ses hésitations à se solidariser unanimement autour d'un projet politique et économique précis. Le fractionnement du capital québécois en trois composantes principales, ainsi que la diversité de ses intérêts objectifs, nous interdisent tout simplement de prétendre que cette bourgeoisie autochtone a une conscience globale et nationale et peut aujourd'hui se ranger derrière un seul et unique parti ou option politique.

D'ailleurs, il est bon de rappeler ici que pas un seul parti politique bourgeois au monde ne pourrait avoir la prétention de réaliser simultanément et sans contradictions les intérêts de chaque fraction d'une même bourgeoisie. Il n'y a pas toujours coïncidence entre la défense par un parti bourgeois des intérêts globaux de la bourgeoisie et la défense des intérêts individuels de chaque bourgeois : un parti peut indisposer une fraction de la bourgeoisie, tout en défendant ses intérêts globaux et à long terme. La bourgeoisie est très certainement la classe la plus hétérogène de la société capitaliste, ses intérêts contradictoires étant en partie déterminés par les rapports entre capital monopoliste et non-monopoliste et par les mécanismes de la concurrence : c'est là le

fondement indiscutable de l'existence de deux, ou même trois, grands partis bourgeois dans la plupart des pays capitalistes. Les caractéristiques et l'histoire spécifiques du développement de la bourgeoisie québécoise, ainsi que la position de l'économie québécoise au sein de la division nord-américaine du travail, ne font qu'accentuer l'hétérogénéité propre à toute classe capitaliste : ses déchirements politiques expriment cette réalité avec une certaine éloquence.

En ce sens, il ne saurait et ne pourrait y avoir *une* position unifiée de la bourgeoisie québécoise sur la question des grandes orientations économiques et du statut politique du Québec. Plusieurs éléments de la bourgeoisie québécoise ont tendance à s'identifier aux politiques économiques ponctuelles du Parti québécois et à les appuyer, sans toutefois démontrer le même enthousiasme vis-à-vis de son projet de souveraineté-association. Soulignons enfin qu'il est d'autant plus difficile de cerner la position du capital québécois face à l'option péquiste que celui-ci est largement en devenir et en processus de formation, d'intégration ; les nouveaux éléments capitalistes qui se forment et qui vont naître risquent de se montrer moins conservateurs, plus exigeants, et moins disposés à accepter les désavantages du fédéralisme canadien.

a) Survol des positions des principales composantes de la bourgeoisie québécoise

Cette section sera consacrée à donner un aperçu général du pouls des différentes composantes du capital québécois — secteur [228] d'État, mouvement coopératif et secteur privé — face à l'option péquiste. Également, nous brosserons un tableau des principales associations patronales québécoises, pour enfin circonscrire les intellectuels liés à la bourgeoisie québécoise.

*Les cadres de l'État québécois :
pointe avancée de la conscience
de la bourgeoisie québécoise*

Des trois composantes du capital autochtone, ce sont très certainement les cadres de l'État (administrateurs des sociétés d'État, technocrates, ingénieurs, chercheurs, etc.) qui ont la vision la plus globalisante des intérêts à moyen et long termes de l'ensemble de la bourgeoisie québécoise. Particulièrement les cadres évoluant dans les ministères à vocation économique.

Comment expliquer une telle réalité ? L'État québécois, dans le cadre du régime fédéral canadien constitue le seul tremplin duquel historiquement il a été possible de corriger partiellement certains déséquilibres économiques dus aux politiques de l'État central. Cet État, grâce à ses pouvoirs fiscaux notamment, constitue le principal instrument grâce auquel puisse se concevoir matériellement et intellectuellement un réel effort de planification et de restructuration industrielles du Québec ; et c'est également, même s'il ne faut pas sous-estimer le rôle joué par certaines associations patronales québécoises, le principal lieu où puisse s'envisager le développement planifié d'un capitalisme autochtone dynamique.

L'impulsion de la révolution tranquille, non seulement du fait du personnel politique de Lesage mais également de plusieurs hauts-fonctionnaires et cadres économiques de l'État, semble confirmer l'hypothèse évoquée plus haut. Cette révolution tranquille, avec tout ce qu'elle impliquait — création de sociétés d'État, élargissement des fonctions de l'État, etc. — portait également en elle une dynamique bien définie : la formation de plusieurs nouveaux cadres pour lesquels la modernisation de la société québécoise devait passer par une épreuve de force avec l'État central.

Ce sont les cadres économiques et politiques de l'État québécois qui ont développé, depuis une vingtaine d'années, le plus systématiquement et le plus radicalement les revendications de la classe dominante face au pouvoir central, et élaboré les dénonciations les plus virulentes du fédéralisme canadien. C'est à l'intérieur de cet État que se vivait le plus intensément la lutte politique contre l'État central et que se développait l'analyse des problèmes et déséquilibres de

l'économie québécoise. C'est également là que, graduellement, l'inévitable question devait surgir : doit-on envisager une alternative politique en dehors du cadre fédéral afin de faire avancer le Québec ? C'est au sein de cet État que mûrissaient les contours de [229] l'« Option-Québec ». Le projet de souveraineté-association, de création d'un État souverain rapatriant entre autres la totalité des impôts, est le fruit intellectuel de l'expérience de la confrontation politique entre Québec et Ottawa. Il ne fait plus de doute que la volonté commune de plusieurs cadres de l'État québécois soit de rassembler dans un ensemble cohérent et dynamique tous les éléments et composantes de la bourgeoisie québécoise, et cela dans le double but d'accélérer le développement de celle-ci, et d'amorcer une restructuration industrielle au Québec.

Voilà déjà plusieurs années, le premier président de la Société générale de financement (S.G.F.), Gérard Filion, déclarait sans détour :

Au lieu de laisser toutes les entreprises familiales aux prises avec des problèmes insolubles et par conséquent de les jeter dans les bras des concurrents plus gros et plus riches, nous essayons de créer un capitalisme autochtone dirigé par des Québécois, mais assez puissant pour rencontrer la concurrence des autres entreprises de même nature sur le marché canadien et même sur le marché américain. ³¹¹

Les sympathies, ou l'appui grandissant, de cadres de l'État québécois à l'égard du projet du Parti québécois ne font pas de doute non plus. J.-P. Gignac par exemple, ex-président de SIDBEC, estimait en 1977 que sa société constituait un « instrument privilégié de décolonisation » ; il émettait le jugement suivant à la suite de l'élection du PQ en novembre 1976 :

³¹¹ Filion, Gérard, Les Origines de la SGF.

Pour la première fois au Québec, on a un véritable homme d'État à la tête du gouvernement (i.e. Lévesque), un leader qui voit plus loin que les autres, qui place les choses dans leurs justes perspectives et ça m'encourage beaucoup ³¹².

Depuis novembre 76, le gouvernement du PQ a effectué un grand ménage au sein des conseils d'administration de certaines sociétés d'État. Il est significatif qu'il n'ait pas éprouvé beaucoup de difficultés à trouver un personnel compétent et crédible pour remplacer certains éléments organiquement et idéologiquement liés à la bourgeoisie canadienne. À la Caisse de dépôt et de placement, on retrouve maintenant des individus tels Fernand Paré, Pierre Péladeau de Québécor et Alfred Rouleau du Mouvement Desjardins, tous réputés pour leurs sympathies au gouvernement péquiste ; le nouveau président, Jean Campeau, est aussi un nationaliste avoué. À la Société de développement industriel (S.D.I.), le Parti québécois remplaçait notamment deux administrateurs de la société fédérale Canadair par Rosaire Morin, économiste et indépendantiste de longue date, ainsi que par deux patrons de P.M.E. québécoises. Les [230] exemples de la sorte se multiplient depuis maintenant près de quatre ans.

Suite aux débuts d'une campagne déchaînée du Conseil du patronat (C.P.Q.) en faveur du Non, Hydro-Québec puis SIDBEC, membres en règle de cet organisme, s'en retiraient. Les raisons invoquées par le Conseil d'administration d'Hydro allaient de « la trop forte politisation du C.P.Q. » au « refus d'être associée aux prises de positions politiques sur la question nationale, le référendum, etc. adoptées par le C.P.Q. ³¹³ ». Quant à SIDBEC, son président Robert de Coster indiquait que sa société « n'endossait pas la position de l'organisme patronal qui s'est prononcé à plusieurs reprises contre le projet de souveraineté-association ³¹⁴ ».

³¹² Gravel, P. , « Sidbec, un instrument privilégié de décolonisation », *La Presse*, 30 juillet 1977.

³¹³ *La Presse*, 25 janvier 1980 et *Le Devoir*, 24 janvier 1980.

³¹⁴ *Le Devoir* 29 avril 1980. Et De Coster ajoutait que « le fait que les prises de position du C.P.Q. n'engagent pas nécessairement ses membres n'est pas une garantie suffisante ».

Ainsi, le noyau dynamique de la bourgeoisie québécoise, son élément le plus conscient, et l'instigateur premier d'un plan de développement à long terme pour cette classe, c'est dans l'État québécois qu'on le retrouve, parmi ses cadres économiques et politiques. Qu'un document aussi élaboré et stratégique que *Bâtir le Québec* ait été en grande partie rédigé grâce aux technocrates au sein de et à la solde de l'État québécois, cela revêt une importance. Ce noyau qui constitue l'avant-garde de la conscience bourgeoise au Québec a ses représentants dans l'arène politique, soit la direction du Parti québécois, qui en est son expression la plus cohérente à l'heure actuelle, à l'heure de *Bâtir le Québec* et du Livre blanc sur la souveraineté-association. C'est le chaînon central du capital québécois qui est objectivement le plus apte à exprimer et proposer un projet de développement à moyen et long termes à l'ensemble des composantes de la bourgeoisie québécoise.

S'il n'y a pas unanimité indiscutable sur la question de la souveraineté-association parmi les cadres de l'État québécois, il n'en demeure pas moins que cette composante de la bourgeoisie autochtone est la plus favorable globalement à ce projet. Tellement que, si le Parti libéral devait reprendre le pouvoir d'ici un an, il expérimenterait plusieurs résistances au sein de l'État québécois s'il adoptait une stratégie à plat ventriste envers le fédéral, dans la foulée du Livre beige par exemple.

*Les dirigeants du mouvement coopératif :
des sympathies croissantes
à la souveraineté-association*

Le Parti québécois est le premier parti politique au Québec à accorder dans son programme économique autant d'importance au mouvement coopératif. Il a compris que l'expansion de ce secteur devenait non seulement un moyen nécessaire au développement d'un capital autochtone dynamique, mais également un moyen privilégié de contourner les réticences des classes populaires face au [231] capitalisme. En effet, pour ces classes, le capitalisme, tel que vécu historiquement au Québec, est essentiellement un phénomène « importé » et associé au capital étranger (multinationales), à

l'exploitation, à la domination, au mépris et au pillage des ressources naturelles. Or, tant le PQ que les dirigeants du secteur coopératif aiment bien présenter la « coopération » comme la « troisième voie entre le capitalisme et le socialisme »... Subterfuge commode !

Hormis tout cela, les dirigeants du mouvement coopératif sont de plus en plus conscients que la politique économique du gouvernement péquiste leur est globalement favorable. À commencer par Alfred Rouleau, président du Mouvement Desjardins qui a peine à cacher son approbation au projet politique du PQ. Dans les Caisses d'entraide économique aussi, le gouvernement péquiste gagne en popularité ; le directeur général de la Caisse d'entraide de Val d'Or, André Pelletier, a fait campagne pour le Oui. Son cheminement politique n'est pas unique : il quittait les rangs du PLQ en 1975 et adhéra au PQ en 1979.

Si la tendance des dirigeants du secteur coopératif à rallier le PQ, et même à appuyer la souveraineté-association, est bien réelle et sans doute irréversible, force est de constater qu'on n'en est pas encore à l'appui unanime ou actif. C'est que certains dirigeants ne veulent pas s'aliéner une partie de leurs membres : c'est le cas d'Alfred Rouleau qui, à deux mois du référendum, tenait « à réaffirmer vigoureusement la neutralité politique du Mouvement Desjardins ³¹⁵ ». C'est aussi que d'autres dirigeants ne sont pas prêts à digérer le PQ, et encore moins son option souverainiste : c'est le cas de Roland Pigeon qui fut le président de la Coopérative fédérée du Québec durant onze ans, jusqu'en février dernier, et qui en demeure administrateur. Ce dernier craint « le socialisme du PQ, les pays vivant sous un tel régime ont un niveau de vie plus faible que le nôtre ». M. Pigeon estime que le Québec n'a pas les moyens de se payer la souveraineté et que l'indépendance risque de nous couper du marché canadien ; bref, soutient-il, l'indépendance représente un « paquet d'incertitudes ³¹⁶ ».

Il est certain que d'intenses débats se tiennent en coulisses parmi les dirigeants du secteur coopératif. Leur absence marquée de réactions face aux résultats référendaires est significative : aucune déclaration exubérante n'est sortie de la bouche de l'un de ces dirigeants.

³¹⁵ Rouleau, Alfred, « Le Mouvement Desjardins demeure politiquement neutre », *La Presse*, 15 avril 1980.

³¹⁶ Gingras, Pierre, « L'indépendance représente un paquet d'incertitudes, selon Roland Pigeon », *La Presse*, 2 mai 1980.

*Le secteur privé :
des résistances importantes*

Le fractionnement du secteur privé autochtone — grandes entreprises versus P.M.E., faibles relations entre les secteurs financier, industriel et commercial, etc. — traduit une diversité d'intérêts économiques et politiques. Plusieurs entreprises de ce secteur entretiennent [232] des liens assez étroits avec le marché canadien. Malgré les efforts du gouvernement du PQ depuis près de quatre ans, le capital privé québécois demeure à l'heure actuelle la composante la moins bien intégrée à un plan d'ensemble de développement de la bourgeoisie autochtone. La complexité et la diversité d'intérêts du secteur privé rendent cette planification fort laborieuse.

C'est très certainement dans le secteur bancaire que l'opposition au Parti québécois et à son projet de souveraineté-association se révèle la plus forte et la moins voilée. André Marcil, président de la *Banque d'épargne*, commentait ainsi la victoire du Non :

L'incertitude est mise de côté. On peut croire que l'hémorragie des entreprises et des capitaux va cesser et que la confiance va être réinstallée. Je m'attends à des investissements de tous côtés ³¹⁷.

Triomphaliste, Marcil soutenait que les Québécois avaient réalisé que leur appartenance à la confédération était bénéfique économiquement. Le président-directeur général de la *Banque nationale*, Michel Bélanger, y alla de commentaires plus prudents opinant que la victoire du Non allait contribuer à un « raffermissement du marché et possiblement du dollar quoique les milieux financiers escomptaient déjà une telle victoire ». Il ajoutait : « La décision des Québécois règle le problème pour l'instant mais il devra y avoir des négociations ³¹⁸ ». Le président Jean-Marie Poitras du groupe d'assureurs *La Laurentienne* (un milliard et demi d'actifs en 1979)

³¹⁷ Leroux, Roger, « Les milieux d'affaires ; une étape positive après des années d'incertitude », *La Presse*, 21 mai 1980.

³¹⁸ *Ibid.*

déclarait, au lendemain du référendum, que le Non constituait « un message positif pour l'avenir. Six millions ce n'est pas assez pour se diviser. Il faut maintenant s'unir pour bâtir ³¹⁹ ».

Dans le secteur industriel et commercial, en ce qui concerne les grandes entreprises, on ne désire s'aliéner ni Québec ni Ottawa : les déclarations à l'emporte-pièce s'avèrent donc plutôt rares. Le président de *Québecor Inc.*, Pierre Péladeau, est probablement le seul à s'être prononcé sans équivoque en faveur de la souveraineté-association : ce qui n'est pas une mince affaire de la part d'un président-directeur général qui possède un journal dont le tirage atteint quotidiennement le million (*Journal de Montréal*). D'autres grandes entreprises comme *Bombardier* et *Provigo* ont préféré « garder le profil bas » lors de la campagne référendaire, tout en y allant de contributions à la Fondation pro-Canada.

Les contradictions, hésitations et oppositions face au projet péquiste traversent également les petites et moyennes entreprises québécoises. Toutefois, le PQ fait des gains. Ainsi, le Centre des dirigeants d'entreprise révélait à quelques semaines du référendum les résultats d'un sondage-maison. Il appert que 25% de ses membres, soit des dirigeants d'entreprises (83% de P.M.E.), voteraient Oui à la question. Un aussi fort pourcentage aurait été impensable, [233] il y a seulement dix ans. Le 12 mai dernier, le président du Regroupement des P.M.E. pour le Oui, Jacques Baril, remettait à Lévesque une pétition sur laquelle figuraient les noms de plus de 500 propriétaires de petites et moyennes entreprises. Justifiant cet appui, M. Baril estimait que

... le Québec est maintenant capable de s'administrer lui-même, que si le Québec disposait de tous ses leviers de développement économique, il serait plus en mesure d'assurer son propre développement ³²⁰.

Le texte de la pétition reliait la nécessité d'un vote positif à « l'expansion des P.M.E. ». M. Baril se disait confiant que le Canada négocierait advenant un Oui. Au niveau régional, le PQ effectue des

³¹⁹ Morissette, Paul, *Le Devoir*, 21 mai 1980.

³²⁰ Pilon, Gilles, « 500 propriétaires de P.M.E. se rallient derrière Lévesque », *Journal de Montréal*, 13 mai 1980.

percées et plusieurs regroupements de dirigeants d'entreprises pour le Oui ont vu le jour : sur la Rive Sud, dans le Nord-ouest, etc. Malgré ces gains réels, le PQ ne peut prétendre avoir la confiance du milieu des petites et moyennes entreprises. Il y a encore beaucoup de réflexes de peur. Raymond Dicaire, par exemple, président des Systèmes intérieurs Saint-Laurent, reflète les craintes du milieu :

Je dirai Non au référendum parce que je ne vois rien là-dedans qui puisse nous garantir un meilleur avenir... M. Lévesque parle du pouvoir de contrôler entièrement les impôts du Québec. Pourtant, il en contrôle déjà 80%, n'est-ce pas là suffisant pour assurer le levier économique dont il parle tant ³²¹ ?

Rien ne garantit que le PQ veuille de l'association, poursuit-il.

Les réticences, on le voit, sont encore bien grandes dans le secteur privé face à un changement de statut politique pour le Québec. Les liens qu'entretiennent plusieurs entreprises de ce secteur (source de financement, marché, etc.) avec la bourgeoisie canadienne ou l'État canadien ne sont évidemment pas de nature à favoriser une attitude ouverte à un tel changement. Des courants politiques et idéologiques contradictoires traversent de part en part le capital québécois. Mais une tendance de fond, dont il est difficile à l'heure actuelle de juger de l'ampleur, semble s'y dessiner, petit à petit depuis quelques années, en faveur à tout le moins d'un renforcement des pouvoirs économiques du Québec.

Les craintes des associations patronales québécoises

Par ordre d'importance, les cinq associations patronales québécoises sont les suivantes : la Chambre de commerce de la province de Québec (C.C.P.Q.), la Chambre de commerce du district de Montréal (C.C.D.M.), le Centre des dirigeants d'entreprises (C.D.E.), le Conseil des gens d'affaires du Québec (C.G. A.Q.), et enfin le Groupement [234] *des gens d'affaires du Québec* (G.Q.E.). Il est important de

³²¹ Saindon, Monelle, « Un président de PME : J'ai voté Non avant de savoir la question », *Journal de Montréal*, 9 mai 1980.

souligner ici que ces associations sont représentatives des diverses couches du secteur privé québécois, et non de l'ensemble des trois composantes principales de la bourgeoisie québécoise. Vu les réticences assez fortes, notées plus haut, de ce secteur à l'égard du projet péquiste, on ne doit pas s'étonner des prises de position presque unanimes des associations patronales pour le Non.

Nous avons dressé un tableau qui donne les principales caractéristiques de ces cinq associations. Il serait bon d'y jeter un coup d'œil avant de poursuivre la lecture.

— *La Chambre de commerce de la province de Québec*

La C.C.P.Q. est la plus importante association patronale vouée à la défense des intérêts privés québécois. Toutefois, des nuances s'imposent. Les 207 chambres locales y jouent un rôle de moins en moins important : ce sont les grandes entreprises, garantes de la majeure partie du financement de la C.C.P.Q. qui sont appelées à y jouer le plus grand rôle politique et idéologique. Et les grandes entreprises en question, ainsi que les dirigeants de la Chambre, entretiennent des liens souvent privilégiés avec des représentants du capital canadien. Tout cela ne peut manquer de donner une teinte particulière au discours officiel de la Chambre sur le projet péquiste. C'est par un Non sans détour que les dirigeants de l'organisme patronal accueillaient le dépôt du libellé de la question référendaire.

Malgré ces faits, il n'en demeure pas moins que les documents publiés par la Chambre depuis plus de dix ans sur la question constitutionnelle appellent à une plus grande autonomie provinciale. De plus, signe évident de son caractère foncièrement autochtone, la Chambre adopte une attitude intéressée à la P.M.E. québécoise, contrairement au Conseil du patronat du Québec (C.P.Q.). Reflétant en son sein la tendance dominante du capital privé au rejet de la souveraineté-association, la Chambre et l'ensemble de leurs entreprises membres sont toutefois constamment traversés par la contradiction entre leur volonté d'avoir un État fort à Québec et les pressions centralisatrices émanant d'Ottawa.

— *La Chambre de commerce du district de Montréal*

La C.C.D.M. est liée à la C.C.P.Q. mais jouit tout de même d'une certaine autonomie. Elle a un discours un peu plus nationaliste que cette dernière. Elle se montre favorable au développement et au renforcement d'une bourgeoisie nationale québécoise. L'ancien directeur de la C.C.D.M., Pierre Shooner, déclarait en 1974 :

Favoriser l'esprit d'entreprise et dire bravo au succès, c'est faire naître et grandir une bourgeoisie et c'est être solidaire de cette

[235]

TABLEAU 1
 Les associations patronales québécoises : quelques données ³²²

Groupes patronaux du secteur privé québécois	Nom du président	Membership	Caractéristiques	Position référendaire des dirigeants
Chambre de commerce de la province de Québec <i>C.C.P.Q.</i>	Marcel Baril	2600 entreprises et 207 chambres locales	plus favorable que le C.P.Q. à la P.M.E. rôle politique et idéologique dirigeant des grandes entreprises membres	Non
Chambre de commerce du district de Montréal <i>C.C.D.M.</i>	Guy Desmarais (Pierre Lortie à partir de septembre 1980)	800 entreprises	un peu plus nationaliste que la C.C.P.Q. influence importante des grandes entreprises membres	Non
Centre des dirigeants d'entreprises <i>C.D.P.</i>	Bertin Nadeau	400 entreprises (dont plus de 80% ont 500 employés ou moins)	membre du Conseil du patronat assises assez fortes au sein de la P.M.E. québécoise	Pas de position officielle mais un net penchant vers le Non
Conseil des gens d'affaires du Québec <i>C.G.A.Q.</i>	André Charbonneau	1400 membres (dont 900 hommes d'affaires)	- assises au sein de la P.M.E.	Oui
Groupement québécois d'entreprises <i>G.Q.E.</i>	Marcel Bundock	300 membres	- assises au sein de la P.M.E.	Pas de position officielle mais un timide penchant vers le Non

³²² Les entreprises québécoises ne sont pas nécessairement toutes intégrées à l'une ou l'autre de ces associations. Bombardier et Provigo, par exemple, sont membres corporatifs du Conseil du patronat.

bourgeoisie. Voilà une conséquence qui choquera certaines oreilles. Mais nous ne grandirons pas comme peuple, si nous sommes préoccupés qu'aucun d'entre nous ne grandisse plus que les autres. Pour grandir, un peuple a besoin d'une bourgeoisie. Un peuple puissant a une élite puissante. En cherchant à diminuer l'élite, on ne grandit pas la masse ³²³.

La Chambre est également largement financée par les grandes entreprises membres. Sa position face au projet du PQ est négative. Son président Guy Desmarais se réjouissait au lendemain du référendum de la « netteté du verdict ». Notons que Gilbert Latour, ex-directeur général à la Chambre de commerce de Montréal, se déclarait favorable à la souveraineté-association ³²⁴.

— *Le Centre des dirigeants d'entreprises*

Le C.D.E. est étroitement lié à la P.M.E. québécoise et représente des intérêts massivement québécois. Bien qu'il ait refusé de prendre part aux discussions référendaires, ses liens avec le Conseil du patronat portent à croire que les dirigeants du C.D.E. penchaient vers le Non. Comme nous le mentionnions plus haut, le C.D.E. réalisait en avril un sondage sur les intentions de vote de ses membres : 25% allaient répondre Oui. C'est probablement le C.D.E. qui est le plus proche de la P.M.E. québécoise et, en ce sens, il ne s'est pas permis d'afficher une opposition à tout casser contre le projet péquiste. Le vice-président du C.D.E., Roger Charbonneau, ne pouvait toutefois s'empêcher de cacher sa satisfaction au lendemain du référendum : « C'est un premier pas qui permet de dégager l'incertitude ³²⁵. »

³²³ Supplément du *Port Guide 1975*.

³²⁴ Source : *Octobre*, spécial référendum québécois, n° 8, printemps 1980, p. 138.

³²⁵ Leroux, Roger, *op. cit.*

— *Le Conseil des gens d'affaires du Québec*

Le C.G.A.Q. était fondé en 1973 sous l'impulsion de dirigeants péquistes. À l'origine, il portait le nom de Conseil des hommes d'affaires du Québec, soit le sigle peu reluisant de CHAQ. Les buts avoués du C.G.A.Q. sont notamment de...

Promouvoir le développement économique du Québec et de ses régions en privilégiant le contrôle majoritaire de l'activité économique par les Québécois...

Favoriser l'émergence de P.M.E....

Collaborer à la promotion du mouvement coopératif au Québec ³²⁶.

La cote d'écoute de cette association est évidemment assez restreinte, parce qu'en s'affichant ouvertement du côté de la souveraineté-association, elle n'intègre pas les contradictions idéologiques et politiques du milieu dans lequel elle évolue. Sa base se situe parmi les P.M.E., particulièrement les commerçants. Dans un communiqué [237] de presse livré le 16 mai 1980, le C.G.A.Q. faisait un « appel aux P.M.E. » pour qu'elles votent « Oui à la négociation et Oui au retour des leviers de notre développement ». Dans ses textes, le C.G.A.Q. n'hésite pas à se livrer au procès des « grandes entreprises qui exercent un quasi-chantage auprès du PQ », ainsi que de « leurs représentants, le Conseil du patronat et la C.C.P.Q. ». On voit là un signe de la « rivalité » idéologique entre P.M.E. et monopoles.

— *Le Groupement québécois d'entreprises*

Cet organisme, le dernier né des associations patronales québécoises, voyait le jour en 1975. Sous la présidence du directeur d'une cotonnerie à Drummondville, Marcel Bundock, le G.Q.E. ne comptait que trois cents membres au mois de mai. Nous n'avons pas

³²⁶ *S'unir pour bâtir*, brochure du C.G.A.Q.

d'autres précisions quant à son membership. Toutefois, ce groupe recrute essentiellement parmi les patrons de P.M.E. québécoises.

Il est remarquable de constater l'essor de groupes patronaux québécois depuis le début des années 70 (le C.G.A.Q. et le G.Q.E.) au sein des P.M.E. ; de plus, ces deux groupes affichent des tendances pro-péquistes assez marquées. Ainsi, Bundock émettait les commentaires suivants à la veille du référendum :

Pour les entrepreneurs qui ne transigent pas hors du Québec, un Oui aura peu de conséquences... Depuis 1976, il s'est produit des développements remarquables au Québec, mais peu d'investissements sont venus de l'étranger. Je suis nationaliste, mais je ne suis pas sûr d'être prêt à en payer le prix... Si le Canada anglais ne comprend pas que c'est sa dernière chance, la prochaine fois je paierai le prix ³²⁷.

Bundock est très certainement un de ces petits patrons, nombreux sans doute, qui ont voté Non au référendum, mais un Non timide et honteux. Un de ses confrères, vice-président et copropriétaire de l'entreprise Produits de Caoutchouc Marquis Métivier et aussi président de la section Sherbrooke du G.Q.E., y allait d'un Oui au référendum...

*Les intellectuels liés au capital québécois :
une couche qui se développe*

Depuis l'amorce de la révolution tranquille, les intellectuels ont joué au Québec un rôle particulièrement crucial en regard de la montée d'une bourgeoisie autochtone au Québec. Plusieurs d'entre eux ont été intégrés à l'appareil d'État et y ont façonné des perspectives de développement pour le capital québécois.

³²⁷ *L'Actualité*, mai 1980, p. 29.

Les intellectuels ont des fonctions particulières dans une société :

L'intellectuel a [...] pour fonction de susciter, chez les membres de la classe à laquelle il est relié organiquement, une prise de conscience [238] de leur communauté d'intérêts, de provoquer au sein de cette classe une conception du monde homogène et autonome... L'intellectuel a pour fonction d'homogénéiser la conception du monde de la classe à laquelle il est lié organiquement, c'est-à-dire... de faire correspondre cette conception à la fonction objective de cette classe dans une situation historique déterminée... ³²⁸

Le capitaliste québécois, encore largement en devenir, possède ses intellectuels organiques : politiciens, économistes, journalistes, enseignants, chercheurs, etc., dont les fonctions sont précisément de faire prendre conscience aux éléments déjà présents de ce capital qu'ils forment une classe nationale en devenir, et qu'un projet politique et économique précis leur est essentiel, afin de se réaliser pleinement comme classe.

Lors de la campagne référendaire, cinq cents économistes québécois, soit environ la moitié de ceux qui pratiquent la profession, apposaient leurs signatures sur une pétition en faveur du Oui. De même, trois éditorialistes sur quatre du quotidien *Le Devoir* signifiaient leur désir de voter Oui ; l'éditorialiste Guy Cormier de *La Presse* abondait dans le même sens... même si Roger Lemelin l'empêcha d'étaler son opinion dans le journal. Deux hebdomadaires financiers québécois voyaient le jour récemment : le nouveau *Journal des affaires* sous la direction du souverainiste bien connu Rosaire Morin, et le journal *Finance*. Ce dernier hebdomadaire, sous les plumes respectives de Françoise Roberge et Jacques Forget, indiquait sa ferme volonté de se ranger du côté du Oui.

Le Oui nous apparaît à la fois comme la seule voie acceptable et l'héritage logique de la révolution tranquille... L'actuel gouvernement souverainiste est celui qui a compris le mieux les intérêts du Québec... On ne peut lui reprocher de ne pas avoir compris les grandes orientations de l'économie québécoise... Il est dommage que de nombreux libéraux sincères

³²⁸ Piote, Jean-Marc, *La Pensée politique de Gramsci*, Parti pris 1970, p. 24-25.

ne soient pas à même d'en convenir (c'est-à-dire de voter Oui) à cause des règles étroites de la politique partisane... Le Oui ne comporte finalement que peu de risques, économiques ou autres... Un Non ne ferait que retarder le processus de « souverainisation » du Québec dans le contexte canadien et risquerait d'entraîner un sérieux dérapage social ³²⁹.

À propos du Livre beige :

M. Ryan est prêt à des concessions vraiment basement électora- listes. Il est prêt à céder l'autonomie fiscale du Québec... M. Ryan s'inscrit à contre-courant de l'histoire politique québécoise des trente dernières années en acceptant de céder davantage de sa souveraineté fiscale avec Ottawa ³³⁰.

[239]

Clairement, le rôle de *Finance*, outre celui de compiler informations et dossiers sur le capital québécois, est d'homogénéiser les différentes composantes du capital québécois autour de perspectives politiques et économiques précises.

La couche d'intellectuels liés au capital québécois se développe, leurs organisations aussi : le Conseil d'expansion économique, l'Association des économistes québécois, etc. L'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.), organisme relevant du gouvernement, constitue depuis un bon nombre d'années un réservoir assez impressionnant de chercheurs voués à l'étude de pistes conduisant à une maximisation du potentiel économique québécois.

Compte tenu du développement assez massif de cette couche d'intellectuels, il ne faut plus aller chercher bien loin pour expliquer les vociférations de Trudeau à l'endroit des « intellectuels du Québec » !

³²⁹ Roberge, Françoise, « Oui : l'héritage de la révolution tranquille », *Finance*, 12 mai 1980.

³³⁰ Forget, Jacques, « Pour un Oui stratégique », *Finance*, 19 mai 1980.

*b) Bourgeoisie québécoise et souveraineté-association :
un bilan plus serré*

Afin de saisir et creuser un peu plus les positions de la bourgeoisie québécoise, qui se révèlent souvent assez nuancées, au sujet de la souveraineté-association, nous jugeons pertinent d'aborder l'analyse de certains thèmes. En effet, l'évaluation des positions des trois composantes de la bourgeoisie québécoise face au statut politique du Québec ne saurait être complète si l'on ne tenait compte que de leurs seules réactions face au Livre blanc sur la souveraineté-association. Leurs déclarations, ou absence de déclarations, à l'égard de l'économie québécoise et du fédéralisme canadien, face aux politiques ponctuelles du PQ depuis le 15 novembre 1976, envers l'énoncé stratégique de politique économique, *Bâtir le Québec*, et enfin à l'égard du Livre beige du Parti libéral comportent souvent des éléments extrêmement précieux quant à leur position vis-à-vis de la souveraineté-association et du statut politique du Québec. Cette section, nous tenons à le souligner, offre des pistes de recherches, et ne saurait donc en aucun cas prétendre à l'exhaustivité.

Avant d'entrer dans l'analyse du pouls de la bourgeoisie québécoise au sujet du dossier économique et constitutionnel, il conviendrait tout d'abord de souligner son problème de perception du Parti québécois. Autant, parmi les classes populaires et les intellectuels socialistes, on peut trouver une certaine difficulté à faire une analyse de classe précise du PQ (social-démocrate, petit-bourgeois ou bourgeois ?), autant, parmi la bourgeoisie québécoise, particulièrement du secteur privé, on retrouve certaines interrogations : « Est-il socialiste ou défend-il nos intérêts ? » Certains aspects sociaux de [240] son programme officiel, et le dénouement ultime des rapports de force internes entre « l'aile modérée » et « l'aile radicale » déterminent ces hésitations et cette méfiance. Le vice-président de la Chambre de commerce du Québec, J. P. Létourneau, affirmait à la suite du discours de Lévesque à New York, en janvier 1977, qu'il se considérait :

[...] rassuré en ce qui concerne plusieurs points du programme du PQ, entre autres, sur les nationalisations et le contrôle des dépenses de nature sociale. Le problème qui se pose est de savoir comment l'aile gouvernementale du PQ se libérera de son programme, et cela, on le verra au prochain congrès du Parti ³³¹.

Économie québécoise et fédéralisme canadien

Depuis une dizaine d'années, il faut souligner l'homogénéisation croissante des positions des patrons québécois, d'une part en ce qui concerne les problèmes et le diagnostic de l'économie québécoise, et d'autre part en ce qui touche les entraves dues à l'État central.

Dans le secteur coopératif, le Mouvement Desjardins a repris une critique assez radicale du système fédéral. Ainsi, par exemple, en décembre 1977 lors d'une rencontre avec le cabinet fédéral, le Mouvement Desjardins dressait un bilan négatif d'un siècle de fédéralisme : « Si le fédéralisme a pu être rentable pour certaines régions, d'autres comme le Québec n'y ont pas trouvé leur compte » et s'inscrivait en faux contre la notion de fédéralisme rentable ; le mémoire déplorait la situation de l'économie québécoise « en déclin par rapport à l'ensemble canadien ³³² ».

De manière plus nuancée, les deux dirigeants de la Banque nationale, Michel Bélanger et Germain Perreault, suggéraient quelques mois après l'accession du PQ au pouvoir « des changements importants dans la réalité du partage du pouvoir au Canada ³³³ ». Perreault exprimait également l'idée que l'arrivée au pouvoir du PQ « nous oblige à faire face aux vrais problèmes... Il s'agit avant tout de savoir comment répartir les pouvoirs entre des gouvernements ³³⁴. »

³³¹ *La Presse*, 26 janvier 1977.

³³² Vastel, Michel, « Le Mouvement Desjardins dresse un bilan négatif d'un siècle de fédéralisme », *Le Devoir*, 9 décembre 1977.

³³³ « Le Québec doit apprendre à vivre la croissance lente », *Le Devoir*, 9 novembre 1977.

³³⁴ *Le Devoir*, 2 avril 1977.

La *Chambre de commerce de la province de Québec*, quant à elle, est relativement sensible aux entraves du fédéralisme canadien. C'est d'ailleurs pourquoi :

Depuis au moins 1968, considérant toujours l'aspect économique, la Chambre s'est inscrite au cours des ans dans une perspective « autonomiste », un fédéralisme canadien considérablement renouvelé ³³⁵.

En 1978, la direction de la C.C.P.Q., insatisfaite des propositions fédérales de renouvellement de la constitution ainsi que de la [241] souveraineté-association, définissait une « troisième voie », pavant la voie à une certaine décentralisation. « Malgré les bienfaits du fédéralisme actuel », estimait-elle, « il comporte aussi un prix élevé : tensions souvent acrimonieuses et stériles, généralisation d'insatisfaction, dédoublement des administrations, inefficacité résultant du manque de cohérence ³³⁶. »

Quant à la Chambre de commerce du district de Montréal, elle se plaignait il n'y a pas longtemps de

la domination exercée par les anglophones sur les centres de décisions économiques, qui ont pour résultats de diriger les investisseurs vers les secteurs anglophones et de favoriser la création d'entreprises et de services appartenant à des membres du même groupe linguistique ³³⁷.

L'allure des pourparlers constitutionnels actuels, marqués par la fermeté des positions de l'État central, risque d'amener une radicalisation du langage au sein du capital québécois face au fédéralisme.

³³⁵ C.C.P.Q., *Mémoire à la Commission de l'unité canadienne*, 10 janvier 1978.

³³⁶ Nadeau, Michel, « La C.C.P.Q. définit la troisième voie », *Le Devoir* 20 octobre 1978.

³³⁷ Cité par Fournier, Pierre, in *Le Capitalisme au Québec*, éd. Albert Saint-Martin, p. 176-177.

*Les politiques ponctuelles du PQ
et Bâtir le Québec*

La plupart des initiatives économiques du Parti québécois ont été bien reçues par le capital autochtone québécois. Que ce soit au niveau des budgets de Parizeau, de la compression des dépenses dans le secteur social et dans celui de l'éducation, de la politique d'achat, de la décision de rentabiliser les sociétés d'État, ou encore de l'innovation des sommets et mini-sommets économiques, l'image du gouvernement péquiste s'améliore au sein de ces milieux. On en parle en termes de « bon administrateur ». Bien sûr, certaines politiques ouvrières et sociales du PQ (hausse du salaire minimum, loi anti-scabs, loi 17, etc.), ainsi que l'épineuse question de la fiscalité des cadres au Québec, ne sont pas sans irriter les capitalistes québécois. Mais il est raisonnable d'affirmer que l'image du gouvernement du PQ dans ces milieux est bien meilleure qu'elle n'était au lendemain du 15 novembre 1976.

Ce n'est certes pas avec indifférence que les secteurs de la bourgeoisie québécoise ont accueilli *Bâtir le Québec*, un document que l'on pourrait qualifier de diagnostic de l'économie québécoise au cours des vingt dernières années, et de stratégie traçant les perspectives d'un développement économique autocentré, au profit du capital québécois. Tandis que la C.C.P.Q. estimait que le document était « fort positif et encourageant », une « déclaration de détente », et se déclarait également « heureuse de constater la place faite à l'entreprise privée dans l'énoncé gouvernemental », la C.C.D.M. se réjouissait « de constater que le gouvernement semble afficher ouvertement un préjugé favorable au développement économique [242] qui fait appel au rôle prépondérant du secteur privé ³³⁸ ».

Le Conseil du patronat, par contre, rejeta le document : c'était à prévoir !

Avec *Bâtir le Québec*, le gouvernement du PQ franchissait un nouveau pas dans sa tentative de rassurer et d'homogénéiser idéologiquement et politiquement, la bourgeoisie québécoise. A cet

³³⁸ *La Presse*, 11 septembre 1979.

égard, par ailleurs, les sommets économiques constituent une autre initiative allant en ce sens.

*Le Livre blanc sur la souveraineté-association
et le Livre beige*

Tandis que vis-à-vis des problèmes de l'économie québécoise, du fédéralisme canadien et des politiques péquistes il semble se dégager une certaine homogénéité et un consensus de positions de l'ensemble des composantes de la bourgeoisie québécoise, les différenciations et les tiraillements sont très nets en ce qui a trait à la souveraineté du Québec. Cette dernière remarque s'applique surtout à la composante du secteur privé de la bourgeoisie. En effet, les dirigeants et cadres de l'État, ainsi que les dirigeants du mouvement coopératif, se sont enlignés vers l'absence de prise de position officielle, souvent en guise de neutralité bienveillante à l'égard de la souveraineté-association.

Ainsi pour Alfred Rouleau, président du Mouvement Desjardins : « Si l'on Veut reprendre le contrôle de l'économie québécoise il faut se retrousser les manches et travailler, séparation ou pas ³³⁹ » ou encore « Confédération renouvelée ou souveraineté-association, les Québécois savent qu'ils peuvent compter sur l'appui du mouvement coopératif ³⁴⁰. » Ce qu'il est intéressant de relever dans ces propos, c'est la volonté de dédramatiser les conséquences d'un Oui ou d'un Non : ce type de discours diffère considérablement de celui de la bourgeoisie canadienne. L'hypothèse de la souveraineté-association ne semble pas effrayer les dirigeants du mouvement coopératif.

Pour ce qui est du secteur privé autochtone, il est véritablement impossible de dégager une position commune et cristallisée autour du Oui ou du Non. Les déchirements internes sont évidents, et les exemples de cette réalité ne manquent pas. Par exemple Fernand Paré un directeur de *La Solidarité*, était à la tête de la *Fondation des Québécois pour le Oui*, alors que le président-directeur général de la même compagnie, Albert Boulet, affirmait qu'il voterait Non à la

³³⁹ *La Presse*, 25 février 1978.

³⁴⁰ Conseil de la coopération du Québec, *Mémoire à la Commission de l'unité canadienne*, 18 janvier 1978.

question du PQ, estimant que la formulation de cette dernière était malhonnête, et qu'elle aurait dû être la suivante : « Désirez-vous l'indépendance du Québec ? ». Pas étonnant de ne pas trouver de conscience homogène de la bourgeoisie québécoise sur la question référendaire, s'il n'y a même pas accord entre capitalistes d'une même [243] entreprise ! La même situation, quoique plus nuancée, se présente entre les deux dirigeants de la *Banque nationale*. Germain Perreault qui ne cache pas ses sympathies à l'égard du Parti québécois, et - Michel Bélanger qui exprime de sérieuses réserves quant à la souveraineté-association.

Ce sont les deux plus importantes associations patronales québécoises, soit la C.C.P.Q. et la C.C.D.M., qui sont allées le plus loin et le plus en détail dans le sens d'une opposition formelle à la souveraineté-association. Pour la direction de la C.C.P.Q., il était à craindre que la victoire d'un Oui restreigne l'accès du capital québécois au marché canadien et, tout compte fait, « le Québec ne tirerait pas d'avantage économique marqué de l'obtention de sa souveraineté politique et d'une éventuelle association économique avec ses partenaires ³⁴¹ ». De plus, trait caractéristique de son argumentation, la Chambre considère qu'avec la souveraineté-association la position stratégique du Québec serait plus faible que présentement face au pouvoir fédéral. La direction de la C.C.D.M. explique, à son tour, que « le projet de souveraineté-association soulève des questions et suscite de nombreuses inquiétudes quant à la croissance et parfois même à la subsistance des secteurs économiques (propres à Montréal) ³⁴² ».

Mais, encore là, force est de constater que la belle unanimité n'est pas à l'ordre du jour, malgré les apparences. En effet, la direction de la Chambre de commerce de Granby se désolidarisait d'avec la position du bureau exécutif de la C.C.P.Q. : « Quiconque veut un changement serait en meilleure position de voter Oui au référendum, et ensuite, de faire ses propositions, quitte à renverser par la suite le gouvernement Lévesque ³⁴³. »

³⁴¹ C.C.P.Q., *Une nouvelle association fédérale au Canada*, janvier 1979, p. 11.

³⁴² Conférence de presse de la C.C.D.M., *Le Projet de souveraineté-association*, janvier 1980.

³⁴³ *La Presse*, 26 novembre 1979.

D'ailleurs, comme preuve supplémentaire des réticences à dire soit Oui, soit Non, on pourrait ajouter que lors du 44^e congrès annuel de la C.C.P.Q., tenu à Sherbrooke au début de novembre 79, plusieurs congressistes confiaient à un journaliste de *La Presse* qu'une « défaite cinglante de l'option souverainiste au vote référendaire ne ferait qu'envenimer la position du Québec face au gouvernement central ³⁴⁴ ».

Par ailleurs, c'est en vain qu'il faut chercher, et ce même après le référendum, les positions de la bourgeoisie québécoise sur le Livre beige de Ryan. Cela nous semble être d'une signification assez importante, et révélateur du fait que ce document ne contient aucune proposition garantissant le raffermissement de l'économie québécoise et du *bargaining power* du capital québécois face à l'État fédéral. On a donc préféré s'abstenir de tout commentaire, une « position » en soi très éloquente.

[244]

*Les fondements de la neutralité
ou de l'opposition à la souveraineté*

Relativement favorables, ou à tout le moins ouverts, aux propositions qui sont sur la table pour assurer le développement à moyen et long termes (avec *Bâtir le Québec* entre autres), certains secteurs de la bourgeoisie québécoise sont hésitants, réticents ou encore opposés aux modalités de la souveraineté-association. Ils considèrent à l'étape présente, que la force actuelle de l'État québécois est suffisante, et qu'il pourront continuer leur expansion avec le maintien du Québec dans le cadre d'un régime fédéral. Ils ne sont pas convaincus que leurs objectifs de développement ne soient pas au moins partiellement réalisables, et ce sans changement de statut politique pour le Québec, d'autant plus qu'il y a au Canada depuis quelques années des pressions fortement décentralisatrices contestant l'hégémonie ontarienne (ex. : l'Ouest canadien). Ils nourrissent également certains espoirs quant aux pourparlers constitutionnels en cours.

³⁴⁴ *La Presse*, 5 novembre 1979.

On peut se risquer à affirmer, de façon générale, que les secteurs de la bourgeoisie québécoise les plus opposés à la souveraineté-association sont ceux dont les conditions d'expansion, à plus ou moins long terme, sont liées à la facilité d'accessibilité au marché canadien. Par exemple, alors que les *caisses populaires* occupent l'espace central au niveau financier au Québec, et qu'elles ne recherchent pas, du moins à court terme, une expansion sur le marché canadien, la *Banque nationale*, par contre, est à la recherche d'une expansion prioritaire sur ce dernier marché ; elle craint que la souveraineté du Québec ne fasse d'elle une banque étrangère pour le Canada et ne la traite comme telle, lui laissant peu d'espace pour opérer une percée significative sur le marché canadien.

Les secteurs de la bourgeoisie québécoise les moins hésitants face à la souveraineté-association sont ceux dont l'essentiel des produits s'écoule sur le marché intérieur québécois, et dont l'expansion n'est pas nécessairement liée à l'accessibilité au marché canadien, ou du moins dont l'expansion pourrait être assurée grâce à des relations plus serrées avec les États-Unis.

Ainsi, le caractère de l'opposition de certains secteurs du capital québécois au projet de souveraineté-association revêt un contenu beaucoup moins fondamental et stratégique que l'opposition de la bourgeoisie canadienne. Cette dernière, dont le foyer central est en Ontario, craint l'éclatement politique de l'État canadien, et anticipe même peut-être sa propre liquidation en tant que classe.

[245]

*Bourgeoisie canadienne et bourgeoisie québécoise :
un discours différent face à la souveraineté-association*

Le contenu du discours de la bourgeoisie canadienne et de la bourgeoisie québécoise face au fédéralisme, au rôle de l'État canadien et à la souveraineté-association comporte des distinctions essentielles qui trahissent la dynamique contradictoire entre ces deux pôles

bourgeois³⁴⁵. À noter que les bourgeoisies régionales, de l'Ouest surtout, tiennent également un discours différent de celui de l'État central et de la bourgeoisie canadienne.

Le *fond de l'argumentation* de la bourgeoisie canadienne contre le projet péquiste tourne autour de la destruction de l'État canadien, alors que le *fond de la question* pour la bourgeoisie québécoise prend souvent plus la forme d'incertitudes quant aux modalités et conséquences immédiates de la souveraineté-association, à l'allure des négociations éventuelles sur une association, et ce dans un contexte de récession internationale et de difficulté croissante à assumer la concurrence. Tandis que la bourgeoisie canadienne prétend que le PQ veut briser le Canada et avance le spectre d'un exode massif de capitaux hors du nouvel État en cas de souveraineté du Québec, la bourgeoisie canadienne est l'État canadien, le cadre de référence de la bourgeoisie québécoise tient un discours beaucoup plus autonomiste et essaie de soupeser les avantages et inconvénients de la souveraineté du Québec. Tandis que le cadre de référence de la bourgeoisie canadienne est l'État canadien, le cadre de référence de la bourgeoisie québécoise est plutôt l'État québécois : cette distinction cruciale modèle le caractère *stratégique* de l'opposition du capital canadien à la souveraineté-association, et le caractère *plus tactique* de l'opposition de certains secteurs du capital québécois à ce même projet. Si le PQ était capable, d'une manière ou d'une autre, de garantir l'accessibilité au marché canadien du capital québécois, advenant la souveraineté du Québec, ce dernier serait plus enthousiaste à l'égard du projet péquiste. La bourgeoisie canadienne le sait, et c'est pour cela qu'elle ne ménage pas ses efforts pour hurler à qui veut l'entendre qu'elle ne négociera aucune association.

³⁴⁵ Par exemple, une des trois propositions constitutionnelles que la C.C.P.Q. adoptait en novembre 1979 en assemblée générale : « Associer intimement le Québec par son gouvernement à la détermination de l'intérêt national canadien et limiter les pouvoirs du gouvernement central ».

c) *Éléments pour une conclusion*

Plus que jamais, des débats politiques traversent le capitalisme québécois. La question centrale : comment en arriver à renforcer les pouvoirs économiques du Québec ? Depuis dix ans environ, tant l'essor même de la bourgeoisie québécoise que les précisions « réconfortantes » du programme du Parti québécois ont permis à ce dernier de conquérir de réelles assises et une crédibilité indiscutable [246] auprès du capital autochtone. En ce sens, nous nous dissociions complètement des affirmations de Jorge Niosi à l'effet que « les préoccupations du gouvernement péquiste ne sont aucunement celles de la bourgeoisie », ou encore que le projet péquiste est un « projet politique axé sur la séparation du Québec et sur la nationalisation du symbolique (sic) et qu'il ne peut pas attirer les hommes d'affaires qui rêvent de conquérir le marché canadien ³⁴⁶ ». De telles conceptions, largement véhiculées par plusieurs auteurs, méséduquent les éléments progressistes de la société québécoise en ne dévoilant pas la nature foncièrement bourgeoise du parti et du gouvernement péquistes.

Plusieurs éléments nous poussent à croire que le rapprochement politique et idéologique entre la bourgeoisie québécoise et le Parti québécois ne pourra que s'accroître au fil des mois et des ans, notamment en raison de l'échec prévisible des pourparlers constitutionnels et des velléités centralisatrices de l'État canadien en cette période de crise économique ; à cause aussi de la faiblesse des propositions économiques du Livre beige et de la crise politique qui risque de secouer le Parti libéral du Québec dans un proche avenir ; en raison également du renforcement même de la bourgeoisie québécoise. De plus, l'apparition d'un mouvement socialiste assez large au Québec pourrait enfin permettre au PQ de se démarquer du « radicalisme », du « socialisme » et des « gauchistes ». Tout cela mis ensemble nous amène à formuler l'hypothèse d'une dynamique assez accélérée de rapprochement entre le PQ et le capital québécois. Avec tout ce que ceci peut entraîner comme transformations au sein du PQ (établissement de

³⁴⁶ « Morceler le pays serait un crime contre l'humanité », *La Presse*, 23 février 1977.

liens organiques avec le capital et dilution de l'option souverainiste peut-être ?).

Il se peut bien que la bourgeoisie québécoise soit confrontée, à court ou moyen terme, à une question qui, il y a dix ans, aurait été tout simplement impensable : allons-nous prendre une chance en votant pour le PLQ ou voterons-nous conservateur avec le PQ . Le capital québécois dans son ensemble risque de se poser une telle question lors des prochaines élections provinciales, particulièrement si le PQ ne lie pas sa réélection à un appui à la souveraineté politique.

3. Positions du capital américain

Historiquement, l'État américain et l'État canadien ont entretenu des liens privilégiés ; il en va de même pour le capital américain et le capital canadien. Les divergences sont minimales en politique extérieure et intérieure. Il apparaît donc logique que ces milieux américains, dans le cadre de la crise politique qui secoue leurs partenaires [247] canadiens, se rangent en bloc derrière eux. Pourtant, il n'y a pas une telle unanimité.

Depuis le 15 novembre 1976, d'une part, le gouvernement du Parti québécois a tenté d'expliquer son projet politique, et de gagner la neutralité de la bourgeoisie américaine alors que, d'autre part, Ottawa et les capitalistes canadiens s'employaient à conquérir une fin de non recevoir officielle à l'option de souveraineté-association. Dans cette bataille, et ce jusqu'au référendum, les deux clans ont fait des gains, mais pas suffisamment pour en retirer beaucoup de capital politique. Et en tout cas, pas assez pour que l'attitude américaine vis-à-vis du référendum ait eu un quelconque impact durant la campagne référendaire. Ce fait traduit à lui seul l'ambiguïté même des positions de la bourgeoisie américaine face à la souveraineté-association.

C'est certainement le clan du Parti québécois qui a eu le plus d'efforts à déployer dans cette recherche d'une neutralité car, au fond, c'est son option qui bouscule le statu quo politique canadien : c'est lui qui avait des « comptes à rendre » à la bourgeoisie américaine, tant sur son projet de souveraineté-association que sur le programme général de son Parti. Aux lendemains de son élection, le gouvernement du PQ

établiissait une stratégie vis-à-vis des États-Unis. Il structura essentiellement son action autour de deux pôles : établissement d'autres bureaux d'affaires et de délégations du Québec, et multiplication des visites d'officiels québécois. Durant les premiers dix-huit mois de son mandat, le PQ envoya aux États-Unis 25 ministres et hauts-fonctionnaires québécois qui ont visité plus de dix États américains importants. Le premier ministre Lévesque s'y est lui-même rendu à quatre reprises jusqu'à aujourd'hui, y multipliant les visites aux industriels et aux organisations patronales, les conférences de presse, interviews, etc. Cela permettait aux dirigeants du PQ d'orienter leur offensive diplomatique à trois niveaux.

En effet, aux *milieux politiques américains*, le PQ répétait inlassablement qu'il ne voulait ni démembrer le Canada, ni remettre en cause la stabilité politique et sociale canadienne. Aux *capitalistes américains*, particulièrement ceux de l'Est et du Nord-est, on expliquait que le nouveau gouvernement n'était pas socialiste et entendait respecter les règles du jeu de l'économie nord-américaine : donc, pas de bouleversements, pas de nationalisations, etc. Et enfin, aux *militaires* s'inquiétant des conséquences de la souveraineté-association sur le plan stratégique, les dirigeants péquistes expliquèrent leur désir de maintenir un Québec souverain dans NORAD et dans l'OTAN, partageant la conception selon laquelle les États-Unis constituent le meilleur rempart de la liberté et de la démocratie en Occident.

[248]

En parallèle à ces efforts déployés par le clan du Oui, le clan du Non n'allait pas se croiser les bras. On déclencha une campagne d'informations sur les « intentions réelles » du gouvernement péquiste. Les hauts-fonctionnaires, les capitalistes et les journalistes du Canada anglais ont abondamment nourri la presse américaine, l'ambassade du Canada, ainsi que les divers bureaux d'affaires canadiens, se sont également fait le relais d'une contre-attaque à l'endroit de l'information des envoyés du Québec. Un des moments clés de cette contre-offensive fut la visite du premier ministre Trudeau aux États-Unis en février 1977. À peine un mois avant, Lévesque avait fait un discours majeur à l'*Economie Club*. Cette fois-ci, Trudeau décidait de répliquer fermement en prononçant un discours, le 22 février 1977, devant les membres du Sénat et les représentants réunis. Le thème de l'allocution tournait autour de la situation de la Confédération et de ses problèmes

culturels. Applaudissant la réussite américaine quant à la protection des droits de ses minorités (sic), Trudeau estime que la Confédération canadienne vise les mêmes buts, et ce dans une perspective d'unité la plus grande possible :

Je vous affirme avec toute la conviction dont je suis capable que l'unité du Canada ne sera pas rompue. Il y aura des accommodements...

Trudeau essaie de dramatiser les effets de la souveraineté-association au plan de la coexistence multiculturelle, ce à quoi la bourgeoisie américaine n'est pas insensible.

La sécession soudaine du Québec signifierait 1 échec tragique de notre rêve pluraliste, l'éclatement de notre mosaïque culturelle, et affaiblirait sans doute gravement la détermination du Canada de protéger ses minorités culturelles.

Trudeau choisissait ainsi de lier le maintien de l'intégrité politique canadienne à la nécessaire stabilité sociale de l'ensemble canadien. Il touchait ainsi une corde hypersensible de la bourgeoisie américaine : le spectre d'une déstabilisation sociale dans le voisinage des États-Unis.

a) Les positions de la bourgeoisie

Pour rendre l'analyse plus commode et faire ressortir des tons différents, mais non divergents, il nous apparaît utile de découper les positions de la bourgeoisie américaine en trois blocs : a) les milieux politiques gouvernementaux et la presse écrite, b) les milieux économiques et enfin c) les milieux militaires. On se rendra compte [249] des différents aspects du programme péquiste qui préoccupent chacun de ces milieux, mais on constatera en même temps la relative homogénéité de ces derniers.

*Les milieux politiques gouvernementaux
et la presse écrite*

Le 15 novembre 1976 au soir, la surprise frappait aux portes des hautes sphères du gouvernement américain, c'est-à-dire au niveau de la présidence et du département d'État. Le gouvernement canadien leur communiqua sa panique. La première position officielle de l'administration américaine face à la situation politique régnant au Canada, c'est le président Carter qui en fit part. Il profita de l'allocation de Trudeau en février 77 devant le Sénat américain pour confier ceci :

La stabilité, là-bas, au Canada, est d'une importance cruciale pour nous. Et la Confédération elle-même est évidemment importante à nos yeux.

Puis, émettant son opinion sur la remise en question de l'intégrité politique de l'État canadien :

Et bien, si c'était à moi de décider, ma préférence irait vers la Confédération... j'ai toujours dit, clairement j'espère, pas assez peut-être, que si j'avais à faire un choix, ce serait que la Confédération demeure, mais c'est là un jugement qu'il appartient au peuple canadien de porter... ³⁴⁷

L'ex-secrétaire d'État Cyrus Vance confirmait un an et demi plus tard cette position lors de discussions avec son homologue canadien Don Jamieson :

Tous les Américains suivent avec sympathie et compréhension le débat sur l'unité nationale qui a présentement lieu au Canada, et on espère tous que ce grand et riche pays reste uni ³⁴⁸.

Puis en septembre 1979, devant l'*Association of Canadian Studies in the United States*, le responsable des affaires canadiennes au

³⁴⁷ « Le fédéralisme est évidemment important mais c'est aux Canadiens d'en décider », *Le Devoir*, 23 février 1977.

³⁴⁸ *La Presse*, 23 novembre 1978.

département d'État, Richard Smith, y allait d'une synthèse de la position officielle :

L'unité canadienne et le mouvement séparatiste du Québec : les Américains suivent de près le débat sur l'unité nationale, et espèrent que le Canada demeure fort et uni, mais nous reconnaissons que ceci est une question interne qui doit être discutée et résolue par les Canadiens sans ingérence extérieure ³⁴⁹.

À un mois du référendum, Cyrus Vance était reçu par Trudeau mais se refusa cette fois à tout commentaire allant dans le sens de [250] l'unité canadienne. Il s'en tint à déclarer que c'est « aux Canadiens eux-mêmes de régler le problème ³⁵⁰ ».

Suite aux résultats référendaires, le porte-parole du département d'État, Hodding Carter, indiqua qu'il « n'exprimerait aucune réaction à une décision que les États-Unis considèrent comme une affaire purement canadienne ³⁵¹ ». Derrière cette apparente unanimité des hautes sphères politiques américaines quant au maintien du statu quo au Canada, le Parti québécois a tout de même réussi à faire quelques percées significatives. En effet, alors qu'en février 77, de concert avec Trudeau, Carter, etc., il s'était élevé contre le projet péquiste, deux ans plus tard, le sénateur du Maine, Edmund Muskie, temporisait ses propos. Suite à une rencontre avec le premier ministre Lévesque en janvier 1979, Muskie opina devant un groupe de journalistes québécois qu'un « nouvel arrangement constitutionnel au Canada, même négocié à partir de la souveraineté-association, serait acceptable pour les États-Unis » ; le projet du PQ, précisait-il, « était loin de lui apparaître comme une catastrophe » et « la souveraineté-association ne mettrait pas en péril l'équilibre stratégique de l'Amérique du Nord ». « Je comprends que M. Lévesque ne veut pas isoler sa province mais bien

³⁴⁹ Smith, R. J., *The Canadian Connection : Our Most Important Foreign Affair*, discours du 29 septembre 1979. Nous traduisons.

³⁵⁰ Fontaine, Marie, « Vance évite les questions sur l'unité nationale » *La Presse*, 24 avril 1980.

³⁵¹ *Journal de Montréal*, 22 mai 1980.

maintenir des liens très solides avec le reste du pays³⁵² ». Ces déclarations acquièrent toute leur importance lorsque l'on sait que Muskie était nommé, au début de mai de cette année, secrétaire d'État américain, en remplacement de Cyrus Vance. Le « cas Muskie » n'est pas isolé, mais reflète bien l'ambiguïté des positions. Clairement, on désire un Canada fort et autant que possible uni, mais en même temps certains considèrent que la souveraineté-association n'est peut-être pas aussi tragique que cela et au contraire permettrait d'en arriver une fois pour toutes à une *solution pacifique* d'un problème qui a déjà engendré beaucoup de violence historiquement, ainsi que la « radicalisation marxiste » des syndicats québécois. Bref, la souveraineté-association commence à être perçue comme solution ultime à la crise politique canadienne : cette vision est bien loin d'être dominante à l'heure actuelle dans les milieux politiques américains, mais c'est peut-être celle qui risque de faire son chemin dans les prochaines années.

Aux lendemains immédiats de l'élection du Parti québécois, la presse écrite américaine réagissait avec anxiété : le spectre de la séparation du Québec, mais aussi et surtout de l'avènement d'un « gouvernement socialiste », au nord des États-Unis, ne manquait pas de rendre nerveux. C'est un peu comme si cette victoire était celle des syndicats et signifiait le début d'expropriations massives. Les médias du Canada anglais ont largement contribué à ces interprétations biaisées de la réalité. Pourtant, une évolution s'est produite. La première visite de Lévesque à New York, les budgets Parizeau, ainsi que les diverses législations du gouvernement péquiste, [251] ont amené la presse américaine à des analyses un peu plus nuancées. Les éditorialistes du *Washington Post* et du *New York Times* sont nettement défavorables au projet de souveraineté-association, et l'ont encore fait comprendre à la veille et au lendemain du référendum : leurs liens quotidiens avec les hautes sphères des administrations américaines et canadiennes ne peuvent être étrangers à de telles positions. Pourtant, il est impossible de constater une homogénéité dans la presse écrite américaine au sujet de la souveraineté-association et du PQ. Plus encore, « cette hétérogénéité se retrouve autant d'une région à l'autre que dans la même région, d'un journal à l'autre, ou d'un journaliste à un autre dans

³⁵² « Le nouveau secrétaire d'État américain est sympathique à la souveraineté-association », *Journal de Montréal*, 2 mai 1980.

le même journal ³⁵³ ». Donnons un exemple : réagissant au triomphe libéral lors des trois élections partielles tenues au Québec en novembre 1979, le *Journal*, quotidien du Wisconsin, écrivait que :

Ces victoires libérales représentent une puissante défaite symbolique pour le Parti québécois et ses dangereuses politiques de séparation. Le Parti libéral appuie l'unité canadienne ³⁵⁴.

Par contre, quelques jours plus tôt, le *Los Angeles Times* commentait ainsi la sortie du Livre blanc sur la souveraineté-association :

Lorsque le PQ est arrivé au pouvoir en 1976, tout se passait comme si le référendum allait être un tournant historique pour le Canada. Maintenant, ça ressemble plutôt à un simple pas dans la voie de l'évolution canadienne ³⁵⁵.

Ici même, on reconnaît donc l'évolution de l'attitude américaine. La dédramatisation est déjà enclenchée. C'est dire que tous les efforts déployés par le Parti québécois pour se donner une image de gouvernement responsable, avec un programme responsable, ne sont pas vains mais portent leurs fruits, petit à petit.

Les milieux économiques

Contrairement aux milieux politiques haut-placés et aux intellectuels liés à ces milieux, les hommes d'affaires ont tendance à développer une vision moins globale de la réalité : c'est probablement là en quelque sorte une déformation professionnelle. Ils se font d'ardents défenseurs de la propriété privée et de la libre entreprise, mais

³⁵³ Dupuis, Monique, *Attitude des États-Unis face au Québec et au projet de souveraineté-association*, travail effectué pour le séminaire de maîtrise « L'État et l'économie au Québec », UQAM, avril 1980, p. 11.

³⁵⁴ *Journal*, Wisconsin, 24 novembre 1979. Nous traduisons.

³⁵⁵ « Canada : a step along the way », *Los Angeles Times*, 9 novembre 1979. Nous traduisons.

en même temps ils défendent plus spécifiquement *leurs* capitaux individuels et *leurs* intérêts spécifiques. C'es là un fait dont il faut tenir compte pour comprendre l'attitude de ces milieux face au Parti québécois et à son projet.

La question centrale qui se posait à eux le 16 novembre 1976 était la suivante : le nouveau gouvernement est socialiste, jusqu'où [352] ira-t-il ? Va encore pour la séparation, mais pas pour le socialisme ! Le Parti québécois allait-il procéder à de spectaculaires expropriations dans une région où la présence de capitaux est si massive ? Ce gouvernement est-il à la solde des syndicats ?, etc. Autant de questions auxquelles le PQ s'est empressé de répondre. Le discours de Lévesque à l'*Economic Club* n'allait constituer que le premier pas d'envergure en ce sens.

Le PQ n'a pas encore réussi à dissiper toutes les craintes de ces milieux particulièrement conservateurs. La tentative d'expropriation d'Asbestos Corporation continue à perpétuer quelques-unes de ces craintes : cette tentative est-elle un cas isolé, ou s'inscrit-elle dans une politique à long terme de nationalisations ? Si le PQ, par le biais de ses délégations et bureaux d'affaires, s'efforce de rassurer *l'ensemble* des capitalistes américains sur ses intentions, il n'en reste pas moins que ses énergies s'orientent nettement vers le capital du nord-est américain. À cause notamment de la question énergétique (l'hydro-électricité), c'est avec ces capitalistes que le Québec transige le plus quotidiennement. La campagne d'information menée par le gouvernement péquiste à l'égard de ces milieux précis a donné des résultats relativement positifs. Déjà, en 1977, un député de la Chambre des représentants au Capitole du Maine, John Martin, faisait part au quotidien *Le Soleil* d'une opinion reflétant celle des milieux d'affaires de cette région :

Si le Québec se séparait du reste du Canada, c'est mon impression que le Maine, comme voisin immédiat, est en position d'en retirer des avantages économiques ³⁵⁶.

³⁵⁶ *La Presse*, 28 juin 1977.

Ou encore, cas extrême sans doute, un dirigeant de la Chambre de commerce du New Hampshire qui allègue que le changement de statut politique du Québec « ne peut pas faire grand différence pour nous de toute façon ³⁵⁷ ». C'est peut-être le président-directeur, général de la *New York Power Authority* (Régie de l'électricité), Frédérick Clark, qui résume le mieux, et le plus froidement, la nature éventuelle des relations économiques avec un Québec souverain :

Nous croyons que si le Québec se séparait du gouvernement fédéral, nous continuerions à faire du commerce. C'est uniquement une proposition d'affaires. Nous achetons et ils vendent, d'un côté comme de l'autre... Nous ne voyons aucun problème insurmontable ³⁵⁸.

En avril, l'agence américaine *Standard and Poor*, l'une des deux firmes qui décernent des cotes de confiance aux gouvernements et compagnies qui effectuent des emprunts aux États-Unis (pour mesurer le risque d'un investissement), adressait une lettre au ministère des Finances. On y précisait que la cote AA décernée au [253] Québec et à Hydro-Québec, la meilleure étant triple A, serait maintenue, « même s'il y a une victoire du Oui ³⁵⁹ » au référendum. De plus, le comportement des obligations à long terme du Québec ou d'Hydro sur le marché américain semblait stable dans le contexte pré-référendaire :

Contrairement à novembre 1976 où leur rendement avait subi un important soubresaut à la suite de l'élection du Parti québécois, on constate actuellement des mouvements fort modérés ³⁶⁰.

Ces quelques faits, particulièrement dans la perspective des politiques bourgeoises du PQ, démontrent assez clairement que

³⁵⁷ « C'est comme s'il n'y avait pas de frontière », *La Presse*, 5 mai 1977.

³⁵⁸ Solomon, H. , « On Wall Street, PQ power is electrical », *Financial Post*, 27 mai 1978.

³⁵⁹ Dubuc, Alain, « Le Québec gardera sa cote AA même avec un Oui », *La Presse*, 1er mai 1980.

³⁶⁰ *Ibid.*

l'objectif de clarification que ce parti s'était assigné envers les milieux économiques commence à faire effet.

Les milieux militaires

Ces milieux, est-il nécessaire d'insister, sont très certainement les plus à droite de la société américaine. Les officiers et stratèges militaires américains sont en constants contacts avec leurs homologues canadiens, par le biais de l'OTAN et de NORAD. C'est essentiellement pour des raisons stratégiques qu'ils s'opposent si farouchement à un changement de statut politique pour le Québec. Malgré la promesse faite par Lévesque, en octobre 1977, à l'effet qu'un Québec souverain maintiendrait sa participation à la défense continentale et aux organismes qui y sont liés (OTAN, NORAD), le Pentagone demeure méfiant ³⁶¹. Georges Bush, ancien directeur de la C.I.A., se prononçait sans ambages contre l'indépendance du Québec. En juillet 78, un correspondant de *La Presse* à Washington rencontrait des représentants du Pentagone :

Ceux-ci s'opposent ouvertement à l'idée d'un Québec indépendant. Ils expliquent que les militaires ont horreur des situations pas claires et qu'il n'est pas question de découvrir la frontière nord. Ils savent que les précédents programmes du PQ proposaient qu'un Québec souverain se retire de l'OTAN et de NORAD. Ils savent aussi que les Québécois sont les plus anti-militaristes des Canadiens ³⁶².

Il est difficile, à l'heure actuelle, de saisir une évolution idéologique de ces milieux face au PQ. C'est peut-être parce que, contrairement à certains représentants politiques et capitalistes américains, ils n'ont pas à transiger quotidiennement avec ce gouvernement, et ne peuvent encore évaluer les contours de la politique étrangère d'un Québec indépendant. Chose certaine pour l'instant, ils considèrent que la

³⁶¹ « Le Pentagone se méfie du PQ », *La Presse*, 3 juillet 1978.

³⁶² Résumé par Dupuis, Monique, de la série d'articles de Jean Pelletier de *La Presse*, du 30 juin au 5 juillet 1978.

défense de l'Amérique du Nord poserait des problèmes avec un Québec indépendant.

b) Quelques fondements de l'attitude de la bourgeoisie

Plusieurs facteurs sont à la base de l'attitude non-interventionniste de la bourgeoisie américaine lors du référendum. Nous essaierons d'en soulever quelques-uns.

D'abord, l'évolution même du Parti québécois depuis 1968. Une évolution qui a été marquée d'un puissant resserrement du Parti sous le contrôle de sa direction, puis d'une épuration à peu près totale des aspects « radicaux » du programme du PQ. Pour donner un exemple assez simple, rappelons qu'en 1971 le programme du Parti affichait une position nettement anti-impérialiste en matière de politique extérieure. Ainsi,

nous saluons la lutte de libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; nous dénonçons l'exploitation des richesses des pays du Tiers-monde par les capitalistes nord-américains et européens ; nous dénonçons les affairistes qui se font, dans le cadre de la francophonie, les agents de l'impérialisme. ³⁶³

Ce passage a complètement disparu du programme, étant remplacé par le blabla traditionnel et vide d'une « collaboration internationale fondée sur la justice, le progrès et la paix ³⁶⁴ ». Mais c'est surtout la pratique même du Parti québécois au pouvoir qui a le plus contribué à améliorer l'image de ce parti auprès de la bourgeoisie américaine. Son ouverture face aux investissements américains, et son attitude malgré tout très légaliste dans l'expropriation des actifs de l'Asbestos Corporation, sont de nature à favoriser une telle amélioration. Quand les dirigeants péquistes expliquent à ces milieux américains que les

³⁶³ *Programme du Parti québécois*, édition 1971, p. 28.

³⁶⁴ *Programme officiel du Parti québécois*, édition 1980, p. 13.

politiques sociales et ouvrières mises en œuvre sont le prix à payer pour obtenir une « paix sociale », c'est-à-dire le désamorçage des luttes ouvrières et populaires, la bourgeoisie américaine les comprend. Elle saisit aussi que le PQ est l'unique véhicule politique pro-capitaliste au Québec qui puisse canaliser efficacement, c'est-à-dire dans l'intérêt du capital, les aspirations indépendantistes des classes populaires québécoises. Cette confiance, de plus en plus manifeste de la bourgeoisie américaine à l'égard de la gestion péquiste, amène cette dernière à réévaluer les conséquences possibles de la souveraineté-association : un gouvernement, somme toute assez conservateur, pourrait difficilement avoir un projet politique « révolutionnaire », se dit-on. Même si la tendance dominante de la bourgeoisie américaine face au projet péquiste demeure la suspicion, le PQ a effectué certaines brèches.

L'intérêt économique global que représente le Québec pour les États-Unis, à la fois comme marché mais aussi et surtout comme réservoir de matières premières et fournisseur d'hydro-électricité, est certainement un facteur non négligeable dans l'attitude américaine lors du référendum.

[255]

D'autre part, la bourgeoisie américaine sait très bien que ce n'est pas dans ses intérêts d'amorcer une campagne de terrorisme économique, ou de menaces de toutes sortes pour empêcher les Québécois de voter Oui. Elle sait combien susceptibles sont les Québécois face à de telles attitudes, auxquelles la bourgeoisie canadienne les a par ailleurs habitués. Sensibilité profonde, par exemple, à l'égard du déménagement tapageur de la *Sun Life*, et colère du mouvement syndical à l'égard d'un départ en douce, celui de *Cadbury*. Ces deux événements ont provoqué des pertes très importantes en termes de marché pour les deux entreprises en question.

Par ailleurs, la bourgeoisie américaine a confiance dans la capacité répressive de l'État canadien à juguler d'éventuels troubles politiques et sociaux au Québec, pouvant miner les intérêts économiques et stratégiques des États-Unis. L'exemple de la crise d'octobre 70 reste frais dans sa mémoire.

Ces quelques facteurs nous semblent expliquer, en bonne partie, la neutralité officielle de la bourgeoisie américaine dans le cadre du débat pré-référendaire.

c) L'hypothèse d'un Québec indépendant

Certains intellectuels, liés au capital américain, ont approfondi la question du Québec. Plusieurs de ceux-ci, c'est bien connu, alimentent le point de vue de la bourgeoisie américaine, particulièrement celui des hautes sphères politiques. Une revue américaine publiait, en 1978, une analyse universitaire minutieuse et bien documentée sur les conséquences de l'indépendance du Québec : *The Prospect of Quebec's Séparation from Canada* ³⁶⁵. Ce texte dresse un scénario tout à fait plausible, compte tenu de l'attitude *actuelle* de la bourgeoisie américaine, de la réaction de cette dernière à l'égard d'une accession éventuelle du Québec à l'indépendance. Si elle devient inévitable, soutient-on :

Alors là, l'intérêt des États-Unis sera de chercher à atteindre une entente avec le nouvel État et d'encourager le Québec à coopérer avec le Canada et les États-Unis... En un mot, ce serait dans l'intérêt des États-Unis d'adopter une attitude amicale et accommodante envers un Québec indépendant dans la mesure où le Québec adopte la même attitude et cherche à nouer de bonnes relations économiques et militaires avec les États-Unis et le Canada.

Et en cas d'échec des négociations entre Québec et Ottawa sur les modalités d'une association économique, les États-Unis seraient alors disposés à prendre la relève en tant que partenaire privilégié, sans doute pour éviter ou minimiser le risque de troubles sociaux au Québec dus à des problèmes économiques :

³⁶⁵ « The Prospect of Quebec's Separation from Canada », extrait de *National Interest and Presidential leadership : The setting of Priorities*, Westview Special Studies in International Relations and U.S. Foreign Policies, 1978, cité par Dupuis, Monique.

[256]

La conclusion est claire : si le Québec n'arrive pas à réaliser un arrangement satisfaisant avec le Canada pour protéger ses intérêts économiques, il devra se tourner vers les États-Unis pour obtenir de l'aide ; et une telle aide serait probablement donnée si Washington était convaincue qu'Ottawa ne fera plus aucun autre effort pour prévenir la séparation ³⁶⁶.

Un tel scénario nous apparaît aujourd'hui comme étant le plus vraisemblable. Bien sûr, l'idéal pour la bourgeoisie américaine serait le maintien du statu quo politique au nord. Mais si l'inévitable se produit, soit l'indépendance proposée par le Parti québécois, alors toute son attitude ira dans le sens de la minimisation de l'impact social, économique et stratégique du projet péquiste sur l'ensemble nord-américain.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[257]

[258]

[259]

[260]

³⁶⁶ *Ibid.*, cité par Dupuis, Monique, pp. 17-18. Nous traduisons.

[261]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
CINQUIÈME PARTIE

Chapitre 2

**LES FORCES DIRIGEANTES
DU OUI ET LEUR STRATÉGIE
ENVERS LE CAPITAL QUÉBÉCOIS**

1. La direction

[Retour à la table des matières](#)

Le centre organisationnel et le point de départ de toute la stratégie référendaire partaient de la direction du Parti québécois et du Conseil des ministres. Ce sont eux qui ont été les instigateurs premiers de l'élaboration de la campagne en faveur du Oui. Cette centralisation organisationnelle assez poussée conférait au clan du Oui une forte coordination au plan de ses interventions, une capacité de riposte quasi-instantanée aux déclarations des tenants du Non, et enfin une unité idéologique très grande dans l'exposé des différents thèmes de sa campagne. Cet avantage sur le clan du Non, dont les forces semblaient se dessiner autour de multiples pôles formant un tout relativement hétérogène (PLQ, C.P.Q., État fédéral), parut surtout évident lors des débats à l'Assemblée nationale sur le libellé de la question référendaire.

Le PQ aborda la campagne avec un accent particulier sur la nécessaire « solidarité nationale ». C'est à Lévesque, en tant que leader, que revenait ce rôle spécifique de lancer constamment l'appel à l'union de toutes les classes et couches de la société québécoise. Il faut que le

Oui soit « contagieux » et on doit « se débarrasser des barrières sociales pour s'unir autour du Oui ³⁶⁷ », répétait-il. De plus, il est temps de « greffer dans un minimum de solidarité nationale, libéraux, unionistes et péquistes ³⁶⁸ ».

Lorsqu'on procéda au recrutement de personnalités qui pourraient adhérer au *Regroupement national pour le Oui* (le comité parapluie) [262] ainsi qu'aux différents comités régionaux et locaux, les stratèges se soucièrent de rechercher « des influenceurs, des personnes en qui chaque groupe social pourra se reconnaître ³⁶⁹ ». Tous ces efforts visaient à donner au clan du Oui une image d'« ouverture à tous les milieux » et s'inséraient dans la perspective, tant souhaitée, de « dépequiser » la nature du débat. Les nominations au *Conseil du Regroupement national pour le Oui* furent soigneusement pensées, et ce dans l'idée première de refléter une image somme toute assez conservatrice. La nomination, quelques mois plus tôt de Fernand Paré directeur général de la compagnie d'assurances La Solidarité, à la présidence de la *Fondation des Québécois pour le Oui* présageait d'une telle initiative. Nous avons regroupé dans un tableau un certain nombre de gens d'affaires et hauts-fonctionnaires présents au *Conseil du Regroupement national pour le Oui*. Quelle image plus rassurante que celle d'un homme d'affaires à la direction du mouvement pour le Oui : l'homme d'affaires, symbole apparemment privilégié de prospérité et de sécurité économiques collectives et synonyme de celui qui refuse les grandes aventures !

2. Stratégie envers quelle couche du capital québécois ?

Lors de la campagne référendaire, les dirigeants du Oui ont canalisé une bonne partie de leurs énergies à convaincre les diverses fractions de la bourgeoisie québécoise de la légitimité d'une réponse positive à la fameuse question. Mais, et cela apparaît plus évident encore de par

³⁶⁷ *Le Devoir*, 26 avril 1980.

³⁶⁸ *Le Devoir*, 9 février 1980.

³⁶⁹ « Le défi pour le Oui : conserver l'offensive », *Le Devoir*, 22 mars 1980.

les thèmes abordés, ils ont maintenu une présence active dans les secteurs où s'expriment le moins de résistances au projet de souveraineté-association. Concrètement, cela signifie e milieu des capitalistes québécois du secteur privé ; un milieu ou la grande majorité des entreprises sont des P.M.E. Si les dirigeants du PQ cherchent effectivement à élargir leurs bases d'appui au sein de *l'ensemble* de la bourgeoisie québécoise, afin d'y construire petit à petit une crédibilité à leur projet, il n'en demeure pas moins que dans le court terme référendaire, ils visaient particulièrement les dirigeants de P.M.E. C'est d'ailleurs là qu'il y avait lieu d'espérer des percées plus rapides. Les grandes entreprises québécoises du secteur privé avaient de toute façon laissé entendre, par l'entremise notamment de la C.C.P.Q. et de la C.C.D.M., qu'elles n'allaient sûrement pas s'afficher pour le Oui ! Aussi bien les dirigeants du Non que du Oui ont privilégié comme cibles les directeurs de P.M.E. ; c'est pourquoi, entre autres, le débat sur les enjeux économiques du fédéralisme et de la souveraineté-association a pris tant d'envergure durant la campagne. Décrocher des appuis a long terme de la part de personnalités de ce milieu nous apparaît comme [263] un des terrains les plus fertiles en affrontements entre le Parti libéral et le Parti québécois.

TABLEAU 2
Le Oui : une image... rassurante Quelques personnalités d'affaires
 siégeant au Conseil du Regroupement national pour le Oui

NOM	FONCTION
Gilbert Latour	ex-directeur général de la Chambre de commerce du district de Montréal (C.C.D.M.)
Bertrand Allard	président du C.A. de la Caisse d'entraide économique de l'Assomption
André Bélanger	ex-président du Conseil des gens d'affaires du Québec (C.G.A.Q.)
Myriel Thuot	secrétaire du Comité exécutif de l'Association des hommes d'affaires de Laval
Paul-A. Tremblay	président du Conseil régional de développement de la Côte-Nord
André Pelletier	directeur général de la Caisse d'entraide économique de Val d'Or
Gilles Roy	secrétaire-trésorier de Atlas Van Line Ltd.
Denise Plamondon	directrice générale du Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue
Don Way	ingénieur pour le groupe S.N.C. (ingénierie)
Gilles Brouillard	directeur de la Caisse d'entraide économique de Laval
Fernand Paré	membre du C.A. de La Solidarité

La pratique du gouvernement péquiste depuis novembre 76 à l'égard de la P.M.E. l'a conduit à se gagner une confiance grandissante. Que l'on songe à la loi 48 créant un fonds de relance industrielle, aux mesures de dégrèvement d'impôts, au projet OSE, à l'aide de l'État dans l'ouverture de marchés extérieurs, etc., bref un bon nombre de mesures conçues sur mesure pour les P.M.E. La direction du PQ ne peut évidemment prétendre à une hégémonie politique sur les entrepreneurs de P.M.E., ce qui est loin d'être le cas, mais sa gestion économique depuis près de quatre ans, ainsi que ses promesses dans *Bâtir le Québec*, lui servent bien : le PLQ perd des appuis dans ces milieux.

Les alliés du Oui, dans cette stratégie spécifique, sont essentiellement des personnalités et hommes d'affaires locaux, et bien sûr le Conseil des gens d'affaires du Québec (C.G.A.Q.). Cet organisme

patronal, de faible influence, mais tout de même croissante, se veut [264] le digne représentant de la P.M.E. québécoise. Ses efforts en vue de cet objectif vont bon train depuis le début de 1980. En effet, de 1973 à 1979 le C.G.A.Q. (qui s'appelait à cette époque Conseil des hommes d'affaires du Québec - CHAQ) formulait dans ses objectifs le désir de « promouvoir la souveraineté du Québec et d'affirmer la viabilité de la souveraineté ³⁷⁰ » au sein des P.M.E. Mais depuis le début de l'année, non seulement on a changé de sigle et de président, mais on a également « adouci » les objectifs. On ne parle plus de souveraineté, ni même de souveraineté-association, mais le C G A Q opte plutôt pour la formule vague à souhait de « privilégier le contrôle majoritaire de l'activité économique par les Québécois ³⁷¹ » De plus, son thème de prédilection pendant la campagne référendaire était « Oui à la négociation »... D'autres alliés d'une importance non négligeable pour le clan du Oui ont été bien sûr les intellectuels s'identifiant au développement d'un capital autochtone des économistes et des journalistes en particulier. Tel Gilbert Tarrab, professeur au département de Sciences administratives de l'UQAM : « Il s'agit... du début de ce qui pourrait être le rachat et le rapatriement de l'économie québécoise au Québec... C'est *Oui à la négociation* pour la prise en charge des leviers les plus importants de l'économie québécoise ³⁷². » Ou encore, un éditorialiste de l'hebdomadaire *Finance* : « La négociation véritable... ne se fera jamais sans un Oui massif au référendum qui vient ³⁷³. »

³⁷⁰ *Le CHAQ : une association pas comme les autres*, A. Charbonneau, président-fondateur, 1978.

³⁷¹ *S'unir pour bâtir*, C.G.A.Q., 1980.

³⁷² Tarrab, Gilbert, « D'un Québécois à un autre », *Le Devoir*, 21 mars 1980. Nous soulignons.

³⁷³ Roberge, François, « Oui : l'héritage de la révolution tranquille » *Finance*, 12 mai 1980.

3. Les thèmes abordés

De par sa centralisation politique et organisationnelle, avons-nous dit, le clan du Oui possédait des avantages sur les forces du Non. C'est une évidence à laquelle il fallait bien se rendre lors du fameux débat sur la question à l'Assemblée nationale : à cette occasion par exemple, les intervenants péquistes concentrèrent une bonne partie de leurs énergies à parler d'économie, chacun d'eux citant une couple d'exemples sur les effets négatifs du fédéralisme. Par contre, la multiplicité des foyers politiques dirigeants du camp du Non, bien que désavantageuse en certains cas, lui conférait plusieurs plateformes d'interventions privilégiées en plus de ressources financières quasi-inépuisables. Ces avantages marqués obligeaient les dirigeants du Oui à tirer le maximum de chacune de leurs interventions publiques (conférences de presse, interviews, assemblées, allocutions devant des groupes patronaux, etc.). Cela les forçait aussi à circonscrire d'une façon serrée les thèmes qu'ils choisissaient d'aborder.

Les thèmes de la campagne du Oui envers le capital québécois peuvent se structurer en deux blocs. D'abord une argumentation de [265] base, offensive si on veut, où l'on cherche à rendre hommage à « l'entrepreneurship québécois » et à le rendre responsable de la bonne santé de l'économie québécoise ; lors de ces tirades, on essaie bien sûr de souligner les bienfaits qu'auraient un Oui et ultimement la souveraineté-association sur le développement des entreprises québécoises. Ensuite, deuxième bloc, une contre-argumentation relativement défensive où l'on tente, d'une part de dédramatiser la portée d'un Oui et la signification du concept de souveraineté-association, et d'autre part de dramatiser les conséquences d'un Non. Le thème idéologique central dirigé à l'égard du capital québécois, lors de cette campagne, était celui qu'un Oui conduit à la *négociation* : c'est le thème qui traversait simultanément les deux blocs. Par opposition au thème du *changement* et de l'amélioration des conditions de vie que l'on ramenait constamment aux oreilles du mouvement ouvrier et populaire.

a) Le dynamisme de l'économie et de l'entreprise québécoises

Ce thème de l'argumentation des dirigeants du Oui démarque considérablement l'approche des deux clans à l'égard du capital québécois. Alors que les premiers flattent à maintes reprises et dans le bon sens du poil les réalisations de « l'esprit d'entreprise » des Québécois, les dirigeants du Non ignorent toute cette dimension en axant leur propagande essentiellement sur la base des conséquences économiques de la souveraineté-association et les avantages d'un fédéralisme renouvelé.

Le Québec est riche, clamaient les forces du Oui !

La peur économique (est) une sottise, considérant que le Québec, sur le plan de ses richesses énergétiques, comme sur celui de l'ensemble des richesses naturelles, est un des territoires les plus riches au monde ³⁷⁴.

Avec un réservoir d'épargne de 100 milliards \$, des ressources énergétiques inépuisables et un territoire recelant d'immenses richesses naturelles, il faut reconnaître, selon Bernard Landry, « cette vérité objective que l'économie du Québec est présentement une des économies les plus fortes de l'Occident, en dépit du handicap fédéral, et qu'elle a des possibilités pratiquement illimitées... ³⁷⁵ ». Mais ce n'est pas tout ! Si l'économie québécoise montre depuis quelques années des signes de si bonne santé, c'est en bonne partie dû au fait que...

... déferle la vague d'hommes d'affaires nouveaux, francophones pour la plupart, ambitieux comme il faut l'être dans ce milieu, voulant [266] toutes les places tout de suite et qui sont largement responsables de la remarquable performance de l'économie du Québec depuis 2 ans ³⁷⁶.

³⁷⁴ Landry, Bernard en conférence de presse, « La cherté du pétrole n'a rien à voir avec le référendum », *Le Devoir*, 28 avril 1980.

³⁷⁵ « Débats sur la question », *Le Devoir*, 7 mars 1980.

³⁷⁶ « Débats sur la question », Jacques Parizeau, *Le Devoir*, 10 mars 1980.

Dans la même veine, Jacques Parizeau déclarait devant l'Association des hommes d'affaires de Laval, sur un ton flatteur :

Je peux affirmer qu'à cause de vous, hommes d'affaires québécois, les activités économiques montent plus vite ici qu'en Ontario... Si on veut cesser d'avoir peur, il faut se donner la possibilité d'aller négocier avec Ottawa... Si vous n'êtes pas satisfaits de la tournure des événements, vous n'aurez qu'à voter Non au deuxième référendum. ³⁷⁷

Mais on se ne se contente pas de flatter. On exalte également l'ambition, le dynamisme et la témérité : « Les Québécois n'ont plus peur de se lancer en affaires et d'investir pour transformer leurs ressources sur place ici ³⁷⁸. » Les dirigeants du Oui incitent le capital québécois à poursuivre sa concurrence vis-à-vis du capital étranger pour ainsi accentuer le « processus d'autonomie progressive que connaît le Québec depuis 20 ans face au capital étranger ». ³⁷⁹

Depuis 20 ans, nous vivons au Québec le fait fleur-de-lysée, c'est-à-dire le fait fleur-de-lysée qui a créé la garde montante des Québécois et des Québécoises de plus en plus compétents qui veulent non seulement prendre leur place au soleil, mais prendre la place des voisins... ³⁸⁰

Cette « garde montante », estime Parizeau devant la C.C.P.Q., « ne mène pas de pétard mais elle est en train de prendre une place immense au Québec ³⁸¹ ». On ne ménage surtout pas les coups de chapeau à l'égard de la petite et moyenne entreprise (P.M.E.), se félicitant du « démarrage de l'esprit d'entrepreneurship dans la P.M.E. ³⁸² ». Plus

³⁷⁷ Charbonneau, J.-P., « Parizeau rassure les hommes d'affaires de Laval », *La Presse*, 3 mai 1980.

³⁷⁸ Marcoux, Alain, « Débats sur la question », *Le Devoir*, 7 mars 1980.

³⁷⁹ Bellemare, Pierre, « La C.C.P.Q. craint le lendemain d'un Non massif au référendum », *La Presse*, 5 novembre 1979.

³⁸⁰ Michaud, Gilles, « Débats sur la question », *Le Devoir*, 12 mars 1980.

³⁸¹ « Les chambres de commerce opteraient pour le Non », *Le Devoir*, 5 novembre 1979.

³⁸² Marcoux, Alain, « Débats sur la question », *Le Devoir*, 7 mars 1980.

encore, les P.M.E. constitueraient la « pierre angulaire de l'économie au Québec ». Lors de la remise par cinq cents propriétaires de P.M/E. d'une pétition en faveur du Oui, Lévesque et Rodrigue Biron ont insisté sur le fait que ce secteur a été « depuis 15 ans responsable de la création de 85% des emplois nouveaux au Québec ³⁸³ ».

Pour mettre pleinement en valeur les richesses du Québec, le talent et l'ambition de la « garde montante », il faut négocier une « nouvelle entente ». « On veut empêcher les Québécois de devenir un des pays les plus riches au monde. Le potentiel économique du Québec exige une nouvelle entente pour notre prospérité économique ³⁸⁴. »

Le Québec a besoin, pour sa croissance économique, pour son développement, de cette nouvelle entente... Nous avons besoin de [267] pouvoirs économiques accrus pour assurer notre propre développement. Cela ne peut pas se faire sans d'abord et avant tout obtenir tous nos pouvoirs politiques, c'est-à-dire les attributs normaux d'un État souverain ³⁸⁵.

La souveraineté-association créerait, selon Landry, un « contexte où le Québec aura la liberté d'exploiter son potentiel ³⁸⁶ ».

L'avenir des Québécois et des Québécoises demande que le centre de décision soit à Québec, non seulement pour le culturel, mais aussi et surtout pour l'économique... Oui au référendum, c'est un Oui à la prospérité économique du Québec ³⁸⁷.

³⁸³ Descôteaux, Bernard, « Lévesque dénonce la coalition qui veut empêcher le Québec d'avancer », *Le Devoir*, 13 mai 1980.

³⁸⁴ Michaud, Gilles, « Débats sur la question », *op. cit.*

³⁸⁵ Duhaime, Yvon, « Débats sur la question », *Le Devoir*, mars 1980.

³⁸⁶ Landry, Bernard, « Débats sur la question », *Le Devoir*, 7 mars 1980.

³⁸⁷ Michaud, Gilles, « Débats sur la question », *op. cit.*

b) La continuité et non la rupture

La contre-argumentation des dirigeants du Oui procédait autour de deux axes principaux. D'abord, indiquer qu'une réponse affirmative au référendum allait dans le sens de la continuité et non de la rupture, pour ensuite prétendre que les positions fédéralistes amènent au régresserement économique du Québec et handicapent « l'entrepreneurship québécois ». L'opération dédramatisation met l'emphase sur la continuité historique qu'exprime un Oui : « Le Oui que sollicite le gouvernement du Québec n'est rien de neuf, puisqu'il exprime de diverses façons ce que Jean Lesage, Daniel Johnson et Pierre Trudeau (sic) ont réclamé depuis la révolution tranquille ³⁸⁸. » Les dirigeants du Oui ont évidemment aussi accordé beaucoup d'importance à réfuter les arguments fédéralistes à l'effet que les péquistes recherchaient l'indépendance pure et simple. C'est là un argument qui touche les cordes sensibles des industriels québécois. Le clan du Oui s'est donc employé à démontrer que, dans l'absolu, le Québec a intérêt à participer au marché canadien : « Nous savons fort bien que de maintenir l'espace économique canadien présente sur le plan industriel, commercial et financier, des avantages pour les deux parties ³⁸⁹. » Et c'est la formule même de souveraineté-association qui exprimerait le plus concrètement la reconnaissance de cette réalité :

L'association, c'est maintenir l'unité canadienne sur le plan économique parce que nous y avons intérêt et parce que le Canada lui-même y a intérêt ³⁹⁰.

C'est là une idée qui revient fréquemment et qu'on essaie de rendre crédible auprès des milieux d'affaires québécois. Un « Oui sans renoncer au Canada »..., ça se dit bien à ces gens :

³⁸⁸ Bernard, Florian, « Pour Parizeau, un Oui redevable aux Lesage, Johnson et Trudeau », *La Presse*, 21 avril 1980.

³⁸⁹ Parizeau, Jacques, « Débats sur la question », *op. cit.*

³⁹⁰ Johnson, Pierre-Marc, « Débats sur la question », *Le Devoir*, 20 mars 1980.

Dans le cadre d'une association au sein d'une communauté économique canadienne avec une libre circulation des biens et des personnes, [268] nous saurons reconnaître en partenaires privilégiés, nos compatriotes du Canada, et nous pourrons leur assurer cette priorité d'accès à nos ressources ³⁹¹.

Lors du sprint final de la campagne référendaire, Lévesque émettait l'hypothèse selon laquelle les termes de l'association économique pourraient aller plus loin. Il expliquait dans la même veine que son gouvernement serait prêt, advenant un Oui, à entamer des négociations avec le fédéral, non seulement sur la base du Livre blanc sur la souveraineté-association, mais aussi par exemple sur la base du rapport Pépin-Robarts. Concessions ultimes...

Des zones sont peut-être négociables. Peut-être l'association peut-elle aller plus loin que ce qu'on a dit. Il s'agit de voir de bonne foi jusqu'où on peut aller ³⁹².

Le refus unanime de l'État fédéral et des gouvernements des provinces à discuter du cadre d'une association économique Québec-Canada, dans l'hypothèse d'une victoire du Oui, appelait à une réponse de la part des dirigeants du Oui. Cette réponse était double. La plus courante et sans doute la plus « monnayable » :

Toutes les études économiques, y compris celles du gouvernement fédéral, prouvent que plusieurs autres provinces, et surtout l'Ontario qui est la plus grosse, auraient un avantage marqué à maintenir une association économique avec le Québec ³⁹³.

Par ailleurs, Parizeau soutient que, même dans la pire des hypothèses, soit le refus de négocier l'association avec le Québec, ou

³⁹¹ Bérubé, Yves, « Débats sur la question », *Le Devoir*, 10 mars 1980.

³⁹² Descôteaux, Bernard, « Lévesque : l'association pourrait aller plus loin », *Le Devoir*, 19 mai 1980.

³⁹³ Réponse de René Lévesque au discours du P.M. Trudeau à l'occasion du débat sur le discours du trône, « Sur le sens de la question, Ottawa et Québec sont d'accord », *Le Devoir*, 18 avril 1980.

encore, dans le cas de l'achoppement de ces négociations, le Québec serait en meilleure posture que le reste du Canada ³⁹⁴. Plus encore,

un Québec souverain serait économiquement viable et pourrait même songer à créer sa propre monnaie en cas d'échec des négociations pour l'établissement d'une monnaie commune Québec-Canada ³⁹⁵.

Mais l'exaltation du dynamisme des capitalistes québécois, ou la défense du contenu du projet de souveraineté-association, ne sont pas les seules armes des protagonistes du Oui. À la peur, on répond par la peur. C'est ainsi qu'un thème central de la campagne des dirigeants du Oui à l'égard du capital québécois, fut celui d'une dramatisation des conséquences d'un Non. Celle-ci était orchestrée autour de plusieurs sous-thèmes, dont le spectre d'une centralisation accrue de la Confédération autour d'Ottawa, les reculs du Livre beige, et enfin, les méfaits du fédéralisme canadien sur le développement de l'économie québécoise. Les critiques du « fédéralisme [269] non rentable » concernaient évidemment le fait que 90% de l'industrie automobile, 80% de l'industrie de l'acier et une bonne part de l'industrie pétrochimique soient concentrées en Ontario ; que le maintien du Québec dans une Confédération toujours plus centralisée va finir par étouffer l'économie québécoise, etc.

Pire encore, une victoire du Non pourrait réduire notre *bargaining power* et réduire encore plus la marge d'autonomie de l'État québécois. « Un Non saperait dangereusement toute la force politique du Québec à une étape cruciale de développement alors qu'un Oui nous ferait avancer ³⁹⁶. » En conférence de presse, Yves Bérubé reprend à son compte un argument pourtant si cher au clan du Non : « Un Non au référendum provoquera une fuite des capitaux et des sièges sociaux et un ralentissement de l'économie du Québec ³⁹⁷. » Jouant sur les sentiments autonomistes du capital québécois, on n'hésitait pas à prévoir que « le véritable risque pour nous serait de répondre Non, car

³⁹⁴ *La Presse*, 12 avril 1980.

³⁹⁵ « Un duel économique oppose péquistes et libéraux », *Le Devoir*, 20 mars 1980.

³⁹⁶ « Plus grave que le coup de la Brinks, dit Lévesque », *La Presse*, 12 mai 1980.

³⁹⁷ *La Presse*, 7 mai 1980.

ce Non quoiqu'on dise, nous affaiblirait ³⁹⁸ ». C'est probablement le Livre beige du Parti libéral qui a fourni au clan du Oui les meilleures armes pour démontrer au capital québécois que son avenir ne pouvait résider de ce côté-là. Pour Landry...

Si elles étaient appliquées, les propositions du PLQ pourraient confiner les Québécois dans le sous-développement économique et perpétuer leur domination économique par la majorité anglo-saxonne du pays ³⁹⁹.

Devant des hommes d'affaires de la Rive sud, Parizeau s'insurgeait contre le fait que le document du PLQ ne contienne « rigoureusement rien » sur la question du partage des pouvoirs fiscaux ; sachant toucher à la fois le cœur et le capital de ces messieurs, il laissait choir un laconique... « l'essentiel, c'est de savoir comment on va partager le pognon ⁴⁰⁰. »

Comme argument ultime, et de ce fait relativement marginal, le clan du Oui laissait poindre à l'horizon le spectre d'une résurgence de violence, d'une déstabilisation du climat social ou encore d'un « sérieux dérapage social ⁴⁰¹ » en cas de victoire du Non. Les milieux d'affaires québécois étaient donc confrontés en apparence à deux choix comportant... le risque de troubles sociaux ! Caractéristique nouvelle depuis dix ans et plus, le Parti libéral ne détenait plus le monopole des spectres et de la peur...

³⁹⁸ Morin, Claude, *Le Devoir*, 13 mars 1980.

³⁹⁹ « Le document Ryan présente une vue en rose de la réalité économique », *Le Devoir*, 22 janvier 1980.

⁴⁰⁰ *Ibid.*

⁴⁰¹ Forget, Jacques, « Pour un Oui stratégique », *Finance*, 19 mai 1980.

4. Évaluation sommaire de l'impact de la stratégie

Il serait sans doute approprié de parler en termes de succès mitigé pour décrire l'impact de la campagne du Oui sur le capital [270] québécois et notamment sur sa fraction privée. Succès à cause de la réceptivité croissante des milieux d'affaires québécois à l'endroit du Parti québécois. Mitigé dans la mesure où ce parti est encore bien loin d'avoir conquis une section significative de ces milieux à son projet de base.

Globalement, ces derniers ne sont pas encore convaincus que la souveraineté-association leur fournisse un cadre approprié de développement. La direction du Parti québécois n'a pas encore réussi à convaincre l'ensemble de la bourgeoisie québécoise qu'elle tenait au maintien de l'espace économique pan-canadien, et celle-ci demeure sensible aux moult déclarations fédéralistes à l'effet que la souveraineté-association n'est pas négociable et serait une entrave à la libre circulation des biens, services et capitaux au Canada.

De plus, le clan du Oui a eu de la difficulté à répondre à l'interrogation de la C.C.P.Q., joyeusement reprise par le Parti libéral du Québec, selon laquelle lors des négociations sur l'association économique, le Québec serait « appelé (de par sa situation de plus grande vulnérabilité) à faire plus de concessions que ses partenaires éventuels ⁴⁰² ». Car, dit-on, le Québec devrait alors faire face à un front commun des provinces et de l'État fédéral ; contrairement à la situation actuelle où l'ensemble des provinces peuvent s'allier pour arracher des concessions à Ottawa. À cet argument, les tenants du Oui répondaient par le contraire, sans plus : avec un Oui, on aura un meilleur rapport de force alors qu'avec un Non, on perdra tout « bargaining power ».

Les capitalistes québécois représentent une fraction bien minime de l'électorat québécois, et en ce sens il est impossible de connaître le pourcentage de ceux qui auraient pu voter Oui le 20 mai dernier. Toutefois, certaines conclusions intéressantes ont pu être tirées des résultats référendaires, en les comparant à ceux des élections du 15

⁴⁰² C.C.P.Q., Une Nouvelle Association fédérale au Canada, janvier 1979, p. 9.

novembre 1976. D'autant plus révélatrices que la « consultation populaire » du 20 mai portait bien plus sur le contenu de la souveraineté-association que celle de 1976 où les enjeux sociaux étaient plus au centre de la campagne. Alors que, dans les quartiers ouvriers et populaires, le PQ semble décliner, il marque des points dans les comtés ruraux et semi-ruraux. Dans les comtés semi-urbains et dans le Québec métropolitain, le pourcentage du Oui est demeuré au même niveau que le vote péquiste de novembre 1976. Dans la périphérie de Montréal et dans les comtés urbains, le PQ ne subissait qu'un recul de 2%. De tout cela, et ce dans le contexte bien compris des enjeux du 20 mai, il appert que l'option péquiste est en déclin dans la région du Montréal métropolitain (particulièrement dans l'est et le centre de la ville de Montréal), alors qu'elle est en progression dans la plupart des autres régions, où l'on retrouve notamment la petite-bourgeoisie traditionnelle (agriculteurs, notaires, [271] maires, etc.) et une bonne part des dirigeants de petites et moyennes entreprises. Le Parti québécois est-il d'une part en train de payer le prix de ses politiques anti-ouvrières et anti-sociales, et d'autre part en train de récolter les fruits de ses largesses aux capitalistes québécois ?

TABLEAU 3
Vote référendaire par région ¹

Région	Nombre de comtés	Vote du PQ en 1976 (%)	Oui (%) en 1980	Pertes ou gains du PQ au référendum
Ouest de Montréal	13	24	22	- 2%
Centre de Montréal	12	45	37	- 8%
Est de Montréal	12	57	49	- 8 %
Périphérie de Montréal	8	46	44	- 2%
Québec métropolitain	9	48	48	0
Comtés urbains	9	44	42	- 2%
Comtés semi-urbains	14	46	46	0
Comtés semi-ruraux	12	37	42	5%
Comtés ruraux	21	31	40	9%
<i>Ensemble du Québec</i>	110	41	'41	0

¹ Inspiré d'une analyse et d'un tableau de Drouilly, Pierre *La Presse* 28 mai 1980.

L'auteur explique ceci : « Dans le Québec rural, nous distinguons les comtés (semi-ruraux) ayant une composante urbaine importante (ville de 10 000 habitants) et les comtés (ruraux) qui, sans être complètement ruraux, ne comprennent aucun centre urbain majeur. »

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[272]

[273]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
CINQUIÈME PARTIE

Chapitre 3

**LES PERSPECTIVES
DE RAPPROCHEMENT ENTRE
LE PQ ET LA BOURGEOISIE
QUÉBÉCOISE : LE CADRE**

[Retour à la table des matières](#)

Nous chercherons ici à établir le cadre objectif dans lequel s'insère le rapprochement du PQ et du capital québécois, mais aussi à en indiquer les limites, tout en évitant de sombrer dans une espèce de futurologie qui nous amènerait à envisager de multiples scénarios d'avenir. Jusqu'à présent, à partir de prises de positions de représentants du capitalisme québécois, nous avons constaté une tendance dont l'ampleur aurait été impensable il y a seulement dix ans : celle d'une sympathie croissante, ou à tout le moins, d'une ouverture d'esprit plus grande de la bourgeoisie autochtone face aux politiques péquistes, et notamment à l'égard du projet de souveraineté-association.

À notre avis, les perspectives quant à un rapprochement significatif, au cours des prochaines années, se déterminent à partir de quatre points : a) le programme économique, politique et social du Parti québécois et surtout la pratique du gouvernement péquiste ; b) la volonté clairement exprimée de l'État canadien d'opérer un élargissement de ses pouvoirs sur l'économie ; c) l'image d'un

gouvernement constructif, responsable et autonomiste, dont le PQ cherche à se doter lors des pourparlers constitutionnels sur le renouvellement de la fédération canadienne et enfin, d) la faiblesse actuelle du programme économique du Parti libéral du Québec, et l'étroitesse de sa marge de manœuvre quant à la présentation d'un programme global suffisamment crédible pour lui garantir un [274] retour au pouvoir. Il faut bien sûr reconnaître que la réalité n'est pas figée et que bien des éléments peuvent venir bousculer ce cadre. Mais nous croyons tout de même partir d'éléments de base suffisamment solides et vérifiables.

La gestion péquiste depuis quatre ans a de quoi réjouir l'ensemble du capital au Québec, et en particulier le capital québécois. Au chapitre de la politique économique, le gouvernement du PQ a en effet adopté nombre de mesures qui ont favorisé le développement et l'expansion de ce capital ; il lui propose même des perspectives d'avenir avec son fameux énoncé de politique économique, *Bâtir le Québec*. Mais ce n'est pas tout. La politique sociale et ouvrière du PQ a eu pour effet de désamorcer les luttes de la classe ouvrière et d'y créer une crise de perspectives, pavant ainsi la voie à un certain « consensus ou paix sociale ». Les sommets et mini-sommets économiques, ainsi que la multiplication des organismes de concertation tripartite, ont également contribué à cette dynamique. Et celle-ci présente évidemment un intérêt immense pour le capital qui n'oublie pas le « désordre social » qui avait régné de 1970 à 1976 au Québec.

D'autre part, l'allure de la première ronde des pourparlers constitutionnels tenue en juillet en dit long sur les priorités de l'État fédéral et de la bourgeoisie canadienne. Le document fédéral, *Les Pouvoirs touchant l'économie*, suscite une levée de boucliers de la plupart des provinces, à l'exception notable de l'Ontario. Ce document cherche essentiellement à restreindre la capacité des provinces à intervenir sur la circulation des services, des biens et des capitaux. L'État canadien veut ni plus ni moins freiner le développement de capitalismes régionaux. « Tout ce que je veux », disait Chrétien, « c'est d'arrêter une tendance. On peut peut-être vivre avec le statu quo pour le moment mais il ne faut pas que la tendance continue ⁴⁰³ ». La

⁴⁰³ Vastel, Michel, « Arrêtons la tendance qui menace l'union économique », *Le Devoir*, 21 juillet 1980.

réflexion suivante de Chrétien, même si ce n'est que la pointe de l'iceberg, donne une idée des velléités centralisatrices qui animent l'État canadien :

C'est difficile, localement, de dire non à un groupe d'entrepreneurs qui veulent une politique d'achat préférentielle. Mais les provinces savent bien que ce n'est pas bon pour l'économie, que ça rend l'économie moins efficace. Si la Constitution les empêchait clairement d'adopter de telles politiques, il serait beaucoup plus facile de résister aux pressions politiques locales ⁴⁰⁴.

Le fédéral entend donc raffermir et rapatrier certains pouvoirs économiques. Rappelons que le gouvernement péquiste adoptait une politique d'achat préférentielle en 1977, faisant ainsi les délices des capitalistes québécois. Pour atteindre ses objectifs dans sa démarche centralisatrice, Ottawa a clairement indiqué qu'elle n'hésiterait [275] pas à agir unilatéralement si on n'en arrivait pas à un consensus, et qu'elle ferait approuver son attitude lors d'un référendum pan-canadien. Parallèlement aux pourparlers constitutionnels, l'État central laissait entendre qu'il pourrait taxer l'exportation d'électricité aux États-Unis afin de subvenir à ses besoins financiers. Tout cela mis ensemble ne cadre pas très bien avec un des principes de renouvellement de la fédération mis de l'avant par la Chambre de commerce de la province de Québec (C.C.P.Q.), soit la limitation des pouvoirs de l'État fédéral et la promotion des intérêts régionaux québécois. Ça ne cadre pas très bien non plus avec l'interprétation que les fédéralistes, lors de la campagne référendaire, tentaient de donner à un Non : Non au statu quo, Oui au fédéralisme renouvelé, Oui à un renforcement des compétences du Québec. C'est l'inverse qui se produit, et peut-être même pire.

La direction du Parti québécois tient à se donner une image de gouvernement fermement autonomiste, tant et aussi longtemps que le Québec évoluera au sein de la Confédération. Ce qui est d'ailleurs confirmé par son programme : « Promouvoir le plus possible l'autonomie du Québec au cours de la période restant à passer sous le

⁴⁰⁴ *Ibid.*

régime politique actuel ⁴⁰⁵. » Comme pour accréditer l'idée selon laquelle le gouvernement péquiste est prêt à mettre en veilleuse son option de souveraineté-association, et à s'engager « de bonne foi » dans le renouvellement du fédéralisme, le *Regroupement pour les droits politiques du peuple québécois* voyait le jour. Il prenait la relève du « comité parapluie » pour le Oui et s'adjoignait, entre autres, Jean-Paul L'Allier et Rodrigue Biron. Les objectifs de ce comité provisoire se restreignent à surveiller les intérêts du Québec dans le processus de révision constitutionnelle, ainsi qu'à y faire participer autant les partisans qui ont dit Non que ceux qui ont dit Oui au référendum du 20 mai. Un membre de ce regroupement expliquait que « nous sommes des gens qui acceptons la décision majoritaire du peuple québécois du 20 mai, il n'est plus question de souveraineté-association ⁴⁰⁶ ». Plus encore, Lévesque laissait entendre qu'il songeait à quitter la présidence de son parti, afin que celle-ci ne devienne pas une entrave à sa participation à la réforme constitutionnelle.

Il m'est de plus en plus difficile d'être à la fois le président du Parti et le chef du gouvernement étant donné qu'à la suite du référendum, on ne peut pas à la fois s'engager dans le processus de réforme et défendre la souveraineté-association ⁴⁰⁷.

Ceci symbolise avec éloquence la « bonne foi » du gouvernement péquiste à l'égard d'un fédéralisme apparemment renouvelable. Une telle conduite ne peut que renforcer la crédibilité des dirigeants du PQ aux yeux du capital québécois. D'ailleurs, l'attitude [276] du Québec lors des pourparlers constitutionnels de juillet a été appréciée par le coprésident de la conférence et représentant des provinces, Roy Romanow, qui a insisté pour louer « la façon constructive (du Québec) de participer aux débats ⁴⁰⁸ ». En laissant aux provinces de l'Ouest, en particulier, « l'odieux » de la critique contre les visées centralisatrices de l'État central, le Québec n'apparaissait plus comme la bête noire des

⁴⁰⁵ *Programme officiel du PQ*, édition 1980, p. 5.

⁴⁰⁶ Poirier, Patricia, « Le nouveau regroupement du Oui invite tous les Québécois à surveiller la révision constitutionnelle », *Le Devoir*, 3 juillet 1980.

⁴⁰⁷ Picard, Jean-Claude, « Lévesque se contentera d'écouter », *Le Devoir*, 3 juin 1980.

⁴⁰⁸ « Félicitations au Québec », *La Presse*, 18 juillet 1980.

conférences constitutionnelles. Plus encore, par la voix du ministre Claude Morin, le Québec donnait son entier accord à une proposition de la Saskatchewan établissant un compromis entre les provinces et le fédéral sur *Les Pouvoirs touchant l'économie*. Ce compromis stipulait notamment que les provinces acceptaient le principe du *maintien et du renforcement de l'union économique canadienne*, tout en excluant qu'on inscrive formellement dans la constitution des « entraves à l'action de chaque gouvernement » provincial. Pour Morin,

Nous appuyons entièrement cette proposition qui va au cœur du problème. Le texte de M. Romanow pose la vraie question : ou bien le gouvernement central ne veut qu'une affirmation de principes, ce dont il est maintenant assuré, ou bien il veut enlever des pouvoirs aux provinces et il devra maintenant le dire clairement ⁴⁰⁹.

Cet effort du gouvernement péquiste à « travailler d'arrache-pied à trouver une solution à la crise canadienne à l'intérieur du système fédéral ⁴¹⁰ », comme le dit Lévesque lui-même, ne fait pas qu'augmenter le crédibilité du PQ auprès du capital québécois, mais accentue également la crise de perspectives au sein du PLQ. Crise de perspectives marquée notamment par le départ de quelques députés, dont André Raynault, le spécialiste libéral sur les questions économiques. Autant le programme du Parti québécois peut comporter des aspects intéressants pour le capital québécois, autant celui du Parti libéral s'avère imprécis. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, aux lendemains du référendum, le patronat au Québec, Conseil du patronat en tête, lançait un appel au PLQ afin qu'il précise son programme en matière économique. La faiblesse du Livre beige symbolise aussi assez bien la crise d'orientation des libéraux. Enfin, l'attitude du gouvernement péquiste à la conférence de juillet, ainsi que la fermeté d'Ottawa ont, ni plus ni moins, forcé le PLQ et l'Union nationale à former un bloc avec le PQ.

⁴⁰⁹ Picard, Jean-Claude, « La Saskatchewan propose un compromis », *Le Devoir*, 24 juillet 1980.

⁴¹⁰ Descôteaux, Bernard, « Lévesque considère que le processus est mal engagé », *Le Devoir*, 10 juin 1980.

En un sens, le Parti québécois est également à la croisée des chemins. Sa direction a un défi à relever : comment maintenir sa crédibilité au sein de la classe ouvrière, tout en convoitant de plus en plus explicitement l'appui de toutes les fractions du capital québécois ? Son option constitutionnelle demeure sans doute encore l'obstacle le plus important à une adhésion massive du capital québécois. Toutefois, afin de hâter le processus de rapprochement politique [277] et idéologique, on ne doit pas exclure la possibilité que les dirigeants péquistes s'adonnent à des compromis électoraux. Deux journalistes de *La Presse* écrivaient :

S'il va plutôt de soi que le PQ, lors des prochaines élections, fera porter le gros de ses attaques sur le fédéralisme-qui-ne-peut-plus-se-renouveler, il n'est pas du tout certain, en revanche, qu'il n'insistera pas davantage sur l'autonomie du Québec que sur la thèse de la souveraineté-association ⁴¹¹.

Tout indique qu'à court terme le PLQ demeurera le véhicule politique d'une fraction significative du capital québécois, en particulier du secteur privé monopoliste. Le gouvernement du PQ, s'il ne risque pas d'effectuer prochainement une percée importante dans ce milieu des grandes entreprises, paraît tout de même bien engagé pour multiplier ses appuis sur tous les autres fronts de la bourgeoisie québécoise. La prochaine campagne électorale devrait nous en donner des indices de plus en plus clairs.

Certains voudront nier que le PQ gagne des appuis de plus en plus larges chez la bourgeoisie québécoise, ou d'autres encore, comme les phraseurs de social-démocratie, opineront qu'il est possible d'infléchir et de renverser cette dynamique. Ce serait là, à notre avis, de graves erreurs. Le mouvement ouvrier n'a pas à investir d'énergies pour tenter de renverser ce processus car il entrerait alors dans un jeu dangereux : son autonomie politique et idéologique en souffrirait gravement.

[278]

⁴¹¹ Bouchard, Jacques, et Vincent, Pierre, « Autonomie plutôt que souveraineté-association ? », *La Presse*, 16 juin 1980.

[279]

Capitalisme et politique au Québec.
Un bilan critique du Parti québécois au pouvoir.
CINQUIÈME PARTIE

Chapitre 4

**L'ANALYSE DE CLASSE DU PQ :
UN ENJEU DÉCISIF POUR
LE MOUVEMENT OUVRIER**

[Retour à la table des matières](#)

Le contenu de cette dernière section marque en quelque sorte l'aboutissement nécessaire de notre démarche d'ensemble. À notre avis, le rapprochement objectif du PQ avec le capital québécois depuis quelques années est une donnée absolument cruciale et chargée d'enseignement pour le mouvement ouvrier québécois. Nous tenterons ici d'en définir certains paramètres.

1. Les espoirs du 15 novembre 1976

Pour des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses syndiqué(e)s ou non, ainsi que pour nombre de chômeurs(euses), de jeunes et d'intellectuels(les) progressistes, le 15 novembre 1976 constituait une véritable victoire, *leur* victoire. Il ne s'agissait pas seulement d'un triomphe contre le gouvernement anti-ouvrier de Bourassa, mais aussi d'une concrétisation apparente d'aspirations profondes. Des aspirations modelées et marquées par les luttes des années 60 et 70 du mouvement ouvrier et populaire contre les

manifestations flagrantes de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste.

Ces luttes, qui souvent débordaient du cadre dans lequel voulait les restreindre le Parti québécois, ou qui alors étaient tout simplement menées indépendamment du PQ, *ont montré à quel point la classe ouvrière québécoise est capable d'articuler une action politique autonome, indépendante de tout parti bourgeois.*

[290]

Le 15 novembre, ces forces populaires investissaient dans une large majorité leurs espoirs dans un parti se targuant d'avoir « les mains libres et une caisse propre », d'appartenir à tous les citoyens, d'être *le* parti « de toutes les classes sociales » et de pouvoir assumer enfin l'élimination de l'oppression nationale. L'écho que pouvait rencontrer un tel discours était sans aucun doute très profond. Les aspirations des classes populaires, concrétisées par un appui électoral au Parti québécois, dépassaient en réalité largement ce que le PQ avait à offrir comme projet de société, mais ce parti semblait tout de même à ce moment-là, et de loin, être la seule organisation politique apte à marcher dans la direction nécessaire vers la réalisation de ces espoirs.

2. Aujourd'hui : de l'espoir à la désillusion ou les débuts d'une nécessaire remise en question

Près de quatre ans de pouvoir péquiste ont transformé plusieurs espoirs en profonde désillusion, sinon en refroidissement. Les politiques sociales et ouvrières du PQ, habilement dosées dans une triple perspective de concessions — statu-quo — reculs, sa politique salariale (cf. salaire minimum, Front commun, etc.) et sa gestion typiquement capitaliste de la crise sur le dos des travailleurs, son attitude fort conciliante envers l'État fédéral, ainsi que son refus de mobiliser contre l'oppression nationale et le chantage, et enfin la cristallisation de l'emprise de la direction du PQ et du gouvernement sur le Parti (avec toutes les conséquences démobilisatrices que cela entraînait chez la base militante), bref tous ces éléments mis ensemble contribuent à affaiblir la crédibilité du Parti québécois, et à ébranler

quelque peu les fondements de la « solidarité nationale de toutes les classes sociales » qu'il cherche à construire.

Malgré le bilan peu reluisant du gouvernement péquiste, des mythes encore solidement enracinés persistent quant aux « immenses possibilités » que recèlerait le Parti québécois. De telles mystifications reposent sur deux fondements majeurs. D'une part, l'origine même du Parti québécois, dont la fondation survenait précisément dans une période de montée des luttes populaires contre l'oppression nationale, et suscitait d'immenses espoirs quant au développement d'un véhicule politique pour mener à bien la lutte nationale, et d'autre part, l'exceptionnelle habileté de sa direction à manœuvrer tant sur sa droite que sur son flanc « gauche », contribuent encore largement à obscurcir la nature de classe du PQ et de son projet de société.

Une analyse serrée de ce phénomène politique, national et social, de ce « mystère » que constitue le Parti québécois, comporte [281] un enjeu central pour le mouvement ouvrier au Québec. Cette formation politique, en jouant sur plusieurs tableaux à la fois, réussit du même coup, et avec beaucoup plus d'aisance qu'on ne le souhaiterait, à maintenir une certaine « solidarité nationale », c'est-à-dire l'accomplissement d'une coalition de classes sous une ferme direction bourgeoise. L'enjeu, pour le mouvement ouvrier, de l'analyse du PQ en tant que parti bourgeois qui tente de se rallier la crédibilité du capital (et en particulier du capital québécois à qui il propose un plan de développement à long terme), c'est en définitive la défense mais aussi l'émancipation de sa propre autonomie politique, idéologique et organisationnelle. C'est à cause de la dimension cruciale de cet enjeu qu'il nous apparaît nécessaire de combattre la survivance, ou pire encore, le ravivement périodique de certains mythes qui ont cours au sujet du PQ. Il y a des remises en question à faire. Par exemple :

Il faut se rendre à l'évidence, et renoncer à la prétention selon laquelle le PQ demeure l'incarnation à la fois légitime et suffisante de la lutte nationale. Cette idée, si présente au début des années 70, est bien loin d'avoir fait ses dernières victimes. Pourtant, l'attitude complaisante de la direction péquiste à l'égard de l'indépendance du Québec, et son refus de mobiliser contre des manifestations concrètes d'oppression nationale condamnent la lutte nationale à une défaite. De plus en plus, dans les hautes sphères dirigeantes, on semble plutôt vouloir s'enligner vers l'arrangement de compromis administratifs (ce

qu'elles appellent « l'autonomie ») avec l'État fédéral, et mettre de côté toute idée de souveraineté : la possibilité que Lévesque abandonne la présidence du Parti, tout en restant chef du gouvernement, symbolise assez bien cette tendance. Ce n'est certes pas à l'aide d'arrangements administratifs, démobilisateurs pour la lutte en faveur de l'indépendance, que l'on risque d'avancer d'un pas dans la résolution de la question nationale. Il est nécessaire d'arracher au PQ son monopole sur cette question afin que la lutte nationale soit menée à terme.

L'évolution du Parti québécois depuis 1968 ne doit plus nous amener à conclure naïvement qu'il s'agit là d'un « parti démocratique et honnête ⁴¹² », où les rapports de forces internes ne se seraient pas encore cristallisés. Ainsi que le confiait un militant du PQ :

À l'intérieur même du PQ, il est bien connu que la véritable unanimité ne règne pas et que, depuis quelques années, une proportion grandissante de militants se sent marginalisée et quitte les rangs du parti.

... depuis plusieurs années, la libre discussion n'a plus de place dans ce parti tant l'influence des dirigeants sur les membres est envahissante ⁴¹³.

Il devient impérieux de comprendre que le PQ n'est un parti réformable ni de l'intérieur, ni par des pressions et incantations extérieures ; que sa direction assume un contrôle absolu sur le parti et les applications de son programme, et enfin que les rapports de forces internes se sont bel et bien cristallisés en faveur de la direction historique du MSA-PQ.

— Le caractère social-démocrate de certains aspects du programme péquiste, encore que dans ce cas aussi la direction en fait bien ce qu'elle veut, ne peut aujourd'hui que refléter une chose : les minces concessions que l'on consent à la classe ouvrière demeurent tout juste suffisantes pour la diviser idéologiquement, pour offrir au PQ une certaine garantie d'appuis populaires, et surtout pour empêcher que le Québec ne revive une intense période de radicalisation et de

⁴¹² Drouilly, Pierre, « L'impasse du Non », *Le Devoir*, 3 mai 1980.

⁴¹³ Côté, Denis, « Une évaluation globale s'impose au PQ », *Le Devoir* 3 juillet 1980.

bouillonnement social comme de 1970 à 1976. Car ce n'est vraiment qu'en ceci que tient le réformisme du PQ : une triple politique simultanée de concessions, de statu quo et d'imposition de reculs en matière de lois ouvrières et sociales. La centralisation de la direction effective du PQ autour de la députation et du Conseil des ministres impose un tel cadre-limite au réformisme ou aux velléités sociales-démocrates du PQ. Comme le disait Christian Lamontagne, du *Temps Fou*, « les gens qui ont attendu et attendent encore que le PQ vire à gauche, montre les couleurs de sa social-démocratie, ont simplement pris des vessies pour des lanternes ⁴¹⁴ ». Les miroitements réformistes du programme péquiste ne peuvent être une alternative réelle et, surtout, ne peuvent conduire à l'élaboration et à la construction d'une société vraiment nouvelle. Au lendemain du référendum, Pierre Vadeboncoeur suggère qu'un « large accord social peut se faire sur les buts d'un gouvernement réformiste ⁴¹⁵ », tandis que le député et ex-ministre Pierre O'Neill prétend que « cette social-démocratie est loin d'avoir épuisé ses ressources ⁴¹⁶ », opposant énergiquement le « conservatisme » du Parti libéral et la social-démocratie du PQ. C'est là un faux choix que l'on propose, ce n'est pas d'une alternative qu'il s'agit ! On a beau condamner le « conservatisme » du PLQ, le PQ ne serait-il pas *lui aussi* victime de cette vague de droite ? Une vague qui secoue l'ensemble des sociétés occidentales depuis quelques années, et qui n'est autre chose que la réponse politique de la bourgeoisie à la crise économique et à la dégradation des valeurs dominantes (la famille, etc.). Il nous apparaît injustifié d'investir ses énergies dans une quelconque entreprise qui ferait du Parti québécois le dépositaire et le garant d'une société réellement démocratique et socialiste.

Le caractère « réformiste » du PQ ne saurait être mis en adéquation avec celui d'un vrai parti social-démocrate. Tandis que le réformisme d'un parti social-démocrate tient à ses liens organiques avec le mouvement ouvrier (membership, financement, etc.), et à l'impossibilité [283] pour la direction d'un tel parti de pratiquer une politique unilatérale de collaboration avec la bourgeoisie sous peine de perdre toute crédibilité et de disparaître à brève échéance, le

⁴¹⁴ *Le Temps fou*, numéro de mars-avril-mai 1980, p. 8.

⁴¹⁵ Vadeboncoeur, Pierre, « La nouvelle manche », *Le Devoir* 14 juillet 1980.

⁴¹⁶ O'Neill, Louis, « Pour un Québec souverain et social-démocrate » *Le Devoir*, 21 juillet 1980.

« réformisme » d'un parti bourgeois sans aucun lien direct avec la classe ouvrière est nécessairement fonction de certaines exigences *tactiques*, et d'une marge de manœuvre qu'il tend à exploiter dans des perspectives de moyen terme. En ce sens, le « réformisme » d'un parti bourgeois comme le PQ est bien éphémère pour le mouvement ouvrier, et ce « réformisme » s'applique fatalement bien plus à renforcer la situation de la bourgeoisie que celle des travailleurs et des travailleuses.

Toute survivance de conceptions trompeuses et méséducatrices à l'effet qu'il faille, une fois de plus, « laisser une chance au coureur », doit être passée à tabac. On ne peut plus se permettre de courir le risque de dire : « Faisons travailler le PQ pour nous ». Ne sont plus satisfaisantes aujourd'hui les explications à l'effet qu'en 1970, 1973, 1976, au référendum du 20 mai et, qui sait, aux prochaines élections, le vote récolté par le Parti québécois incarne les aspirations sociales et nationales profondes des classes populaires. D'ailleurs, la réalité n'est plus aussi simple. La défaite du PQ dans Maisonneuve lors des partielles de novembre 1979, la baisse du vote ouvrier et populaire en faveur de l'option péquiste le 20 mai dernier, et enfin l'appui relativement faible des jeunes de 18 à 20 ans constaté à cette date, tout cela doit nous convaincre que, de plus en plus, ces aspirations populaires logent ailleurs et cherchent une alternative, à moins de succomber au cynisme paralysant. Le PQ ne doit plus être brandi comme une formation politique qui recèlerait encore d' « immenses possibilités ». Elle n'en recèle aucune, du moins pas sur sa gauche.

3. Confusions tenaces au sujet de la nature de classe du PQ dans le mouvement ouvrier

Force est de croire, en regard du déroulement de la campagne référendaire et des réactions post-référendaires, que la marge de manœuvre de la direction du PQ est encore assez forte sur son flanc gauche.

Pourtant, la direction effective du débat référendaire, l'élaboration des grands thèmes et des règles du jeu, reposaient entièrement entre les mains de *forces bourgeoises*. Ce sont elles qui ont assumé

l'encadrement le plus complet du débat. La loi 92, loi sur la consultation populaire, était adoptée par l'Assemblée nationale en juin 1978 pour établir ces fameuses règles du jeu. Tandis que les enjeux réels du référendum reflétaient l'opposition entre deux projets bourgeois [284] de société, entre, d'une part, un projet menant au statu-quo et à la consolidation des positions de la bourgeoisie canadienne au Québec, et d'autre part un projet dont l'aboutissement recherché est celui d'un renforcement de l'État et de la bourgeoisie québécoise, l'aile « social-démocrate » du PQ, quant à elle, ainsi que certains dirigeants ouvriers, s'employaient à y voir un type différent d'enjeu. Selon eux, le Oui était associé au renouveau social, aux syndicats et aux forces populaires tandis que le Non symbolisait le capitalisme, le patronat, la réaction, bref le « Club des exploités » (Louis Laberge). Cette vision déformait la réalité des enjeux, et elle la déforme toujours. Que le Conseil du patronat soit du côté du Non plutôt que de celui du Oui, que les fédéralistes aient dépensé au moins 6,5 millions \$ lors de la campagne référendaire, plutôt qu'un million et demi, cela change-t-il quelque chose aux enjeux sous-jacents à celle-ci ? En quoi cela peut-il nous permettre d'identifier le clan du Oui à celui des progressistes ? Grâce à ce discours, on évitait de poser les vrais termes du débat : un affrontement entre deux clans bourgeois qui, *par ailleurs*, s'entendent à merveille lorsqu'il s'agit de freiner et de réprimer les luttes ouvrières et populaires.

On ne doit pas s'étonner lorsqu'un tel discours émane de la « gauche » péquiste. Mais là où il y a raison de s'inquiéter, c'est lorsque des dirigeants du mouvement syndical embarquent résolument dans ce jeu. Alors que MM. Laberge et Daoust de la FTQ affirmaient que leur Oui « ne constitue pas un appui de la FTQ au Parti québécois ⁴¹⁷ », ils déclaraient pourtant au lendemain du référendum qu'il faut « se serrer les coudes derrière le Parti québécois ». Pire encore, ils exhortaient ce parti à « réaliser dorénavant que ses alliés les plus précieux sont encore les syndiqués » et que...

... on n'est pas pour diviser les énergies en bâtissant un parti des travailleurs à ce moment-ci, alors que les forces conservatrices du Conseil du patronat et de Claude Ryan font tout en leur pouvoir pour renverser le gouvernement

⁴¹⁷ « Le Conseil général de la FTQ choisit le Oui », *Le Devoir*, 21 juillet 1980.

actuel pour le remplacer par un gouvernement qui serait le plus anti-syndical jamais vu ⁴¹⁸.

Écarter aussi facilement la nécessité d'une organisation politique de la classe ouvrière ne peut avoir d'autre fondement que la naïve certitude que le PQ représente un véhicule suffisant pour réaliser une politique pro-ouvrière. C'est faire dangereusement fausse route sur l'analyse de classe du Parti québécois. Comment expliquer autrement cette évaluation que Louis Laberge faisait des relations PQ-patronat lors de son discours inaugural au 16e congrès de la FTQ et qui avait pour thème *Le Québec des travailleurs* ?

Le gouvernement Lévesque perd des énergies précieuses à vouloir amadouer le patronat et le milieu des affaires. De toutes façons, ces [285] milieux n'appuieront jamais le PQ, *ni dans des projets importants de réformes sociales, ni dans son projet de souveraineté-association* ⁴¹⁹.

Dès lors, on comprend mal comment les dirigeants de la FTQ entendent lutter pour que leur « projet de société » élaboré au 16e congrès, projet apparemment axé sur le socialisme et la démocratie, parvienne à terme. Doit-on laisser la commande de cette lutte au PQ, ou alors aux travailleurs eux-mêmes ? De tels propos sont courants dans le mouvement ouvrier, et ne sont nullement exclusifs à la FTQ et à ses dirigeants. Ainsi, Micheline Sicotte, la vice-présidente de la CEQ :

Le PQ est-il le parti de la bourgeoisie ? Non, la bourgeoisie est plutôt représentée dans le parti libéral fédéral et provincial et dans le parti conservateur... *la dynamique du PQ est incertaine* : parti de la classe intermédiaire, il est agité par des contradictions internes, notamment par les rapports conflictuels entre son aile social-démocrate et sa direction ⁴²⁰.

⁴¹⁸ Vennat, Pierre, « Craignant Ryan et un retour au conservatisme, la FTQ se rangera derrière le PQ », *La Presse*, 23 mai 1980, p. c-12.

⁴¹⁹ *Le Québec des travailleurs*, discours inaugural du Président, 16e congrès de la FTQ, 26 au 30 novembre 1979, p. 13. Nous soulignons.

⁴²⁰ Paye, Marisa, « Les syndicats québécois et la question nationale », *Le Devoir*, 17 juin 1980.

Ces confusions dans la perception de la dynamique de classe du Parti québécois doivent nous faire prendre conscience à la fois de l'importance cruciale d'une analyse serrée sur ce parti, et aussi des dangers que comporte une analyse imprécise et incorrecte. Les enjeux sont clairs pour le mouvement ouvrier : c'est bel et bien son autonomie politique, idéologique et organisationnelle qui en dépend.

Sans organisation politique, le mouvement ouvrier au Québec est confronté à cet éternel dilemme, bref à cette criante *absence* d'alternative : le pire mal ou le moindre mal, le Parti libéral ou le PQ, Jean Drapeau ou le GAM... ? Il ne faut plus que la classe ouvrière soit dans la situation de devoir choisir entre deux programmes et partis bourgeois : ce ne pourrait être là une meilleure source de division en ses rangs. C'est une position de faiblesse, de tournage en rond et d'affaiblissement du mouvement ouvrier et syndical. Ce n'est pas en persévérant à appuyer le PQ, aussi nuancé et critique que soit cet appui, que le mouvement ouvrier va avancer d'un pas dans la réalisation d'un projet de société socialiste.

Pour briser la marge de manœuvre que le PQ exploite habilement à sa gauche depuis sa fondation, et pour combler avec succès l'énorme vide politique par une alternative progressiste, le mouvement ouvrier doit à la fois démontrer clairement la nature anti-ouvrière et bourgeoise des projets de société du PLQ et du PQ, et leur opposer son propre projet de société, une société socialiste réellement démocratique. Il doit aussi articuler la nécessité de mener de front lutte nationale et lutte sociale qui se confondent en un seul et même combat.

[286]

Depuis le début des années 70, le mouvement ouvrier organisé s'est lancé pas à pas dans la définition d'une société qui en serait une où les travailleurs et les travailleuses dirigeraient démocratiquement les destinées d'un Québec indépendant, d'une société qui refuserait totalement toute alliance militaire avec l'impérialisme, qui secouerait l'économie québécoise hors du giron impérialiste canadien et américain, sans pour autant remettre ce contrôle dans les mains de la bourgeoisie nationale, etc. Tout ce projet reste à préciser et c'est dans une perspective de débats à la base ainsi qu'aux sommets du mouvement ouvrier et de leur interaction d'enrichissement, qu'il faut envisager ces pas.

Le point de départ de cette démarche autonome demeure la formation d'une organisation politique de la classe ouvrière. Ceci doit impliquer la participation la plus collective de forces ouvrières et populaires. C'est là une garantie minimale de succès. On ne doit plus être coincé dans le sempiternel dilemme d'avoir à choisir entre les conteurs de peurs et les conteurs de pipes : c'est partir perdant, c'est s'assurer de se faire raconter des histoires...

4. Confusions tenaces au sujet de la nature de classe du PQ chez les intellectuels progressistes

Si dans le mouvement ouvrier il existe encore beaucoup de confusion au sujet de la nature de classe du PQ et de la structure des classes sociales au Québec, ces imprécisions demeurent fortes dans les milieux intellectuels également. Plus encore, beaucoup de théories enrichissantes, mais discutables, font surface depuis quelques années. Nous nous attacherons brièvement à examiner deux conceptions qui caractérisent la démarche de plusieurs de ces intellectuels progressistes : a) la dissociation entre lutte nationale et lutte pour le socialisme (ou l'étapisme de gauche), et b) la nature de classe petite-bourgeoise du PQ et l'absence d'une bourgeoisie québécoise digne de ce nom.

a) Étapisme et alliance de classe

Selon cette conception, l'étape de la libération nationale doit nécessairement précéder celle de la construction du socialisme. Ce n'est qu'après s'être donné le cadre politique d'un État souverain qu'il sera pensable d'envisager la lutte pour le socialisme, et non pas avant : indépendance d'abord... socialisme ensuite (ou peut-être). En attendant donc, il serait amplement justifié de lancer des appels à la solidarité nationale, à l'union de toutes les classes de la nation. On dissocie alors clairement lutte sociale de lutte nationale. Et [287] puisque le PQ est actuellement la force politique la mieux organisée apparemment pour

mener le combat national, il faut se ranger à ses côtés et le renforcer, nonobstant son programme social.

Au Québec du début des années 70, le porte-parole de cette conception était Pierre Vallières avec son fameux écrit de 1971, *L'Urgence de choisir*. Henri Gagnon ⁴²¹ partage celle-ci et considère dans le contexte référendaire qu'il « est urgent pour le monde du travail et celui des P.M.E. d'apprendre à travailler ensemble contre des ennemis communs ⁴²² ». Il en est de même pour Denis Monière ⁴²³ et Henry Milner ⁴²⁴ qui offrent une « caution de gauche » au projet de souveraineté-association.

Vouloir dissocier lutte nationale et lutte sociale, et croire que l'effective souveraineté du Québec puisse être acquise par le biais du PQ, cela mène directement à retarder l'échéance de la création d'un parti ouvrier, et à s'accrocher béatement au chariot du Parti québécois. C'est ne pas réaliser que le prix de cette alliance de classe, c'est le mouvement ouvrier qui le paie, car ce n'est pas lui qui en dirige la marche. Dans une telle alliance, on lui assigne un rôle passif, on le décourage de toute action ou mobilisation autonomes, on lui fait comprendre la nécessité de temporiser ses revendications salariales et sociales lorsque le PQ est au pouvoir, etc. Bref, on l'astreint à une position de faiblesse. À l'époque de l'impérialisme, à un moment où l'interpénétration des économies capitalistes est si prononcée, il est tout à fait illusoire que l'on puisse prétendre dissocier la revendication d'indépendance de celle du socialisme. L'indépendance du Québec sera socialiste, ou ne sera pas. Il nous apparaît donc erroné d'affirmer, comme le fait Henry Milner, que « la victoire de la souveraineté politique est liée au succès du projet péquiste ⁴²⁵ » de souveraineté-association. Investir autant de confiance aveugle dans la possibilité

⁴²¹ Parmi ses derniers ouvrages : *La Confédération, y'a rien là !*, 1978, et *Fermetures d'usines ou libération nationale ?* 1979.

⁴²² *Ibid.*, p. 232.

⁴²³ Monière, Denis, *Les Enjeux du référendum*, éd. Québec-Amérique, 1979.

⁴²⁴ Milner, Henry, « Quebec Sovereignty and the Canadian Left », in *Canadian Dimension*, vol. 13, n° 6, march 1979, et « Il est temps que la gauche québécoise prononce un Oui retentissant », in *Les Cahiers du socialisme*, n° 5, printemps 1980.

⁴²⁵ Milner, Henry, *Quebec sovereignty...*, p. 36.

qu'aurait le PQ de mener le Québec à l'indépendance, c'est en définitive militer pour une cinglante défaite de la lutte nationale.

b) La structure des classes au Québec et la nature du PQ ⁴²⁶

Vouloir analyser la nature et le projet de classe du Parti québécois est indissociable d'une étude de la structure des classes sociales au Québec. Il est bien évident que, si l'on réfute l'existence d'une bourgeoisie québécoise, ni le Parti québécois ni le Parti libéral, ou encore l'Union nationale, ne sauraient être associés à la promotion des intérêts de celle-ci.

Dans leurs analyses sur la structure des classes au Québec, plusieurs intellectuels dont Jorge Niosi, Denis Monière, Henry Milner et Henri Gagnon, estiment qu'il est impropre de parler d'une *bourgeoisie* [288] *québécoise*. Ils font plutôt appel au concept de bourgeoisie canadienne française, ou de nouvelle bourgeoisie francophone. Y figureraient côte-à-côte les Desmarais de Power Corporation, Péladeau de Québecor, Turmel de Provigo, etc. Cette bourgeoisie ne serait autre que l'aile francophone de la bourgeoisie canadienne dont elle partagerait globalement les mêmes intérêts économiques et politiques pan-canadiens. Dans la définition de la bourgeoisie canadienne française, on n'inclut pas le secteur coopératif, ni le secteur étatisé. En effet pour Niosi, malgré le mode de gestion capitaliste de cette institution, et malgré l'importance des fonds qu'il gère (plus de 10 milliards \$), « le Mouvement Desjardins reste sous le contrôle de la petite-bourgeoisie canadienne française dont il est un instrument de promotion ⁴²⁷ ». Par ailleurs, la composante privée de ce que nous appelons la bourgeoisie québécoise, Niosi l'insère dans la bourgeoisie canadienne française, à

⁴²⁶ Au sujet des analyses des classes au Québec et du débat qui entoure ces analyses depuis une vingtaine d'années, nous suggérons la lecture d'un article d'Anne Legaré dans le n° 5 des *Cahiers du socialisme*. Legaré, Anne, « Heures et promesses d'un débat : les analyses des classes au Québec (1960-1980) », *Les Cahiers du socialisme* n° 5, printemps 1980.

⁴²⁷ Niosi, Jorge, « La nouvelle bourgeoisie canadienne française », in *Les Cahiers du socialisme*, n° 1, p. 31.

laquelle il rajoute des entreprises intégrées dans les réseaux financiers du capital canadien. Selon ce modèle, la structure des classes au Québec serait la suivante : a) classe ouvrière, b) petite-bourgeoisie (nouvelle et, ou, technocratique et traditionnelle) dans laquelle s'insère l'ensemble du secteur coopératif et c) bourgeoisie canadienne française.

Ainsi que Pierre Fournier l'a indiqué dans *Le Capitalisme au Québec*, Niosi fait erreur dans sa définition de la bourgeoisie canadienne française. Ce dernier inclut automatiquement dans cette classe tout propriétaire francophone d'une entreprise œuvrant au Québec. Son critère de base est donc purement ethnique. Fournier, par ailleurs, contrapose une série de critères différents : il part de la notion de circuit ou réseau financier, à partir de laquelle on peut différencier, parmi les capitalistes francophones, ceux qui sont *organiquement* liés à la bourgeoisie canadienne et à l'État fédéral, et ceux qui sont liés de plus près à l'État québécois et au réseau financier québécois, (Caisse de dépôt et de placement. Banque nationale, Mouvement Desjardins). En appliquant le concept de circuit financier, il est aisé de constater, par exemple, que Power Corporation est à la tête d'un complexe économique relié à la Banque Royale du Canada, tandis que Provigo est relié au réseau financier québécois.

Non seulement les critères prévalant à la définition d'une bourgeoisie canadienne française nous apparaissent boiteux, mais la marginalisation des sociétés d'État ou du mouvement coopératif ne reflète pas la dynamique réelle du développement du capital québécois depuis une vingtaine d'années. Les conséquences de ces cheminements théoriques amènent leurs promoteurs à nier qu'il y ait une rivalité économique et politique entre le capital québécois et le capital canadien. Pour Denis Monière :

Cette bourgeoisie résidant au Québec peut-elle réellement s'identifier à un projet national qui risquerait de compromettre sa position [289] actuelle auprès et vis-à-vis du capital et de la bourgeoisie canadienne, dont elle ne représente qu'une fraction ethnique dépendante ? Il faut répondre par la négative. ⁴²⁸

De ces analyses découlent également les constatations suivantes : le Parti libéral représente les intérêts de la bourgeoisie canadienne

⁴²⁸ Monière, Denis, *Les Enjeux du référendum*, éd. Québec-Amérique, 1979, p. 151.

française, et donc directement ceux de la bourgeoisie canadienne, tandis que le Parti québécois représenterait les intérêts de la petite-bourgeoisie au Québec (au premier plan les intérêts des technocrates, des « professionnels du langage », du secteur coopératif). Pour Niosi, le programme du PQ « ne peut attirer que les secteurs les plus retardataires de l'agriculture et de l'industrie locales, ceux qui ont besoin de protection face à la concurrence pan-canadienne ⁴²⁹ ». On voit mal, si c'était le cas, l'intérêt qu'auraient les dirigeants du gouvernement péquiste à produire un document comme *Bâtir le Québec*, ou à multiplier leurs efforts en vue d'établir des liens avec le capital québécois. On voit mal pourquoi le PQ aurait mis tant d'énergie à remplacer des hauts-fonctionnaires et dirigeants de sociétés d'État par des personnalités plus favorables, s'il se désintéresse tant de l'économie. Dans cette même veine, on voit mal pourquoi le gouvernement péquiste a tenu à resserrer les liens entre les composantes étatiques, privées, et celle du secteur coopératif du capitalisme québécois.

Aussi longtemps que l'analyse de classe du Parti québécois, l'examen de sa pratique et des intérêts qu'il défend ultimement, ne seront pas clairement exposés et largement diffusés, plusieurs intellectuels et dirigeants ouvriers persisteront à justifier l'appui à ce parti et à son projet bourgeois de souveraineté-association. Et cela souvent sur la base de la politique du moindre mal, au nom de l'absence d'alternative. L'unification concrète des forces réellement progressistes en vue d'une conquête commune du pouvoir politique et de la construction des bases d'un Québec indépendant et socialiste ne pourra forcément jamais se réaliser sur une telle base.

⁴²⁹ Niosi, Jorge, *op. cit.*, p. 35.

NOTES

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[290]

[291]

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION [9]

PREMIÈRE PARTIE

L'enjeu économique et la question nationale au Québec
— Pierre Fournier, Yves Bélanger et Claude Painchaud [17]

1. Le capital québécois : perspectives de développement [21]
2. Le Parti québécois : politiques économiques et nature de classe [53]
3. Le Livre blanc et le Livre beige : les enjeux économiques [77]

DEUXIÈME PARTIE

Le projet économique du Parti québécois
— François Moreau [93]

1. 1972 : « Quand nous serons maîtres chez nous » [99]
2. De l'indépendance à la nouvelle entente [107]
3. Bâtir l'entreprise privée québécoise [111]
4. Vers un nouvel autonomisme ? [115]
5. Quelle attitude pour le mouvement ouvrier ? [119]

TROISIÈME PARTIE

Les politiques sociales du Parti québécois : un bilan critique
— François Cyr et Francine Sénécal [127]

Introduction [129]

1. Analyse des principales législations depuis 1976 [133]
2. Crise et éléments de conjoncture [163]
3. La souveraineté-association et les politiques sociales [167]

QUATRIÈME PARTIE

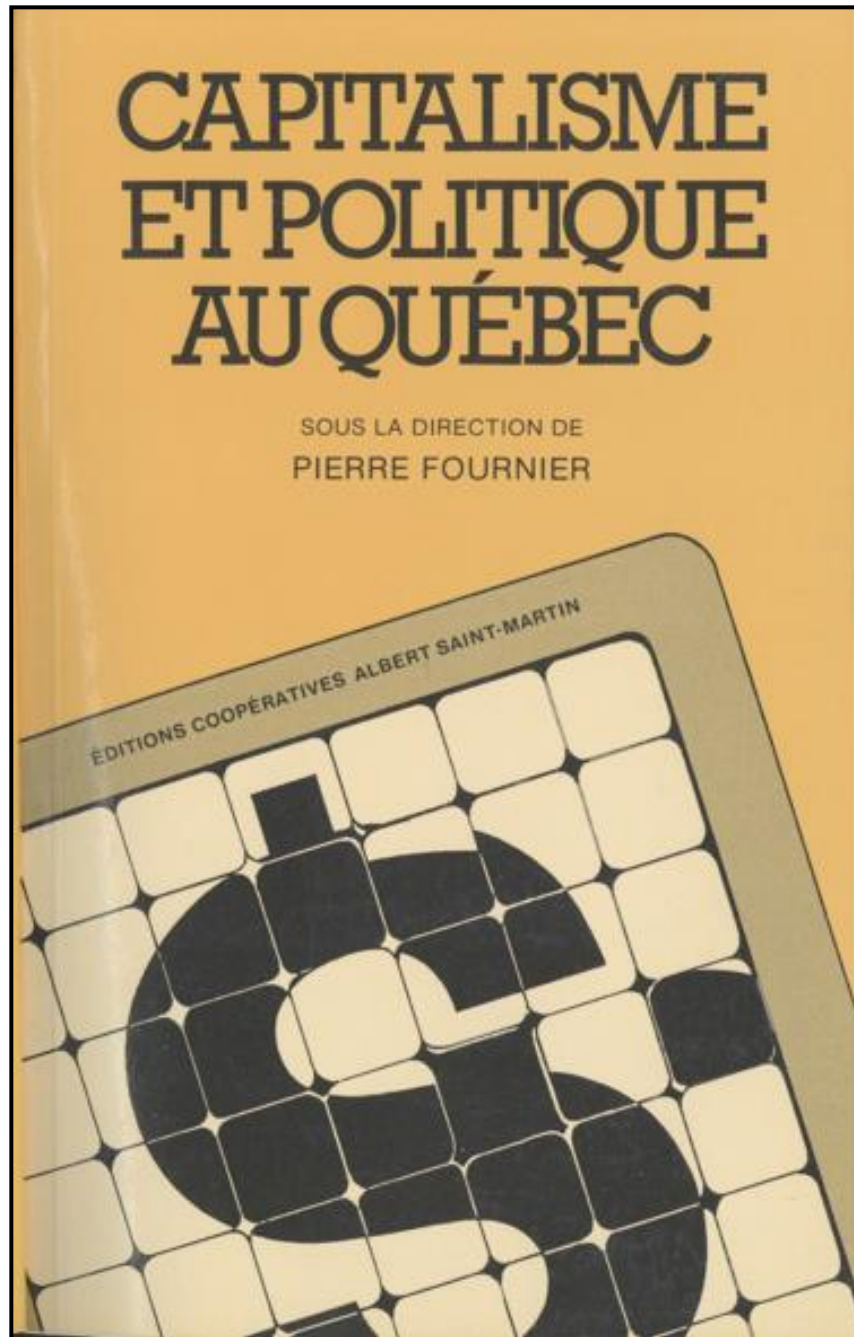
Le Parti québécois et la social-démocratie :
une analyse du revenu minimum garanti
— Richard Barrette et Guy Tessier [173]

1. La crise des années 30 et l'origine des politiques sociales [177]
 2. Les relations fédérales-provinciales et le développement des politiques sociales entre les années 40 et la fin des années 70 [183]
 3. La nouvelle crise structurelle du capitalisme [189]
 4. La sécurité du revenu et le « Livre blanc sur la souveraineté-association » [205]
- Conclusion [207]

CINQUIÈME PARTIE

Capital, référendum et perspectives post-référendaires
— François Fournier et Daniel Villeneuve [209]

1. Les positions du capital [213]
2. Les forces dirigeantes du Oui et leur stratégie envers le capital québécois [261]
3. Les perspectives de rapprochement entre le PQ et la bourgeoisie québécoise : le cadre [273]
4. L'analyse de classe du PQ : un enjeu décisif pour le mouvement ouvrier [279]



Quatrième de couverture

Rédigé par un collectif d'auteurs, sous la direction de Pierre Fournier, « Capitalisme et politique au Québec » cherche à apporter une contribution au débat politique sur deux aspects essentiels de la conjoncture actuelle : l'analyse de la nature de classe du Parti québécois et l'enjeu économique dans le conflit Québec/Canada et dans les « négociations » constitutionnelles en cours.

Les auteurs ont donc été amenés à effectuer un bilan critique des principales législations économiques et sociales du Parti québécois lors de son premier mandat. Ils ont également cherché, au-delà de la rhétorique référendaire et du coup de force de Trudeau, à identifier les véritables intérêts que sous-tendent les débats politiques de l'heure.

Pierre Fournier est professeur de science politique à l'UQAM depuis 1973. Il est l'auteur de plusieurs textes sur les liens entre le gouvernement et le patronat, et sur les politiques économiques du Parti québécois. Pierre Fournier a en outre publié « Le Patronat québécois au pouvoir », Cahiers du Québec, Hurtubise HMH, 1979, et « Les Sociétés d'État et les objectifs économiques du Québec », Editeur officiel du Québec, 1978. Il a également dirigé, pour le compte des Éditions Albert St-Martin en 1978, la rédaction d'un ouvrage sur « Le Capitalisme au Québec ».

COLLECTION

RECHERCHES ET DOCUMENTS

ISBN-2-89035